



03

Travail et rémunération

206-1702

Indicateurs du marché du travail 2017

Domaine «Travail et rémunération»

Publications actuelles sur des thèmes apparentés

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, veuillez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).

L'ESPA en bref 2016

Neuchâtel 2017, 28 pages, gratuit, numéro OFS: 360-1600

Le télétravail à domicile en Suisse, 2001–2015

Neuchâtel 2017, 4 pages, gratuit, numéro OFS: 1625-1500

Les mères sur le marché du travail

Neuchâtel 2016, 12 pages, gratuit, numéro OFS: 1653-1600

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse 2014

Neuchâtel 2016, 8 pages, gratuit, numéro OFS: 1264-1400

Travail non rémunéré

Neuchâtel 2017, 7 pages, gratuit, n° 2017-0251-D
(Communiqué de presse)

La qualité de l'emploi en Suisse

Neuchâtel 2015, 36 pages, gratuit, numéro OFS: 1222-1500

Domaine «Travail et rémunération» sur Internet

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 03 – Travail et rémunération

Indicateurs du marché du travail 2017

Contenu Patrick Walter, OFS; Anouk Bläuer Herrmann, OFS;
Vincent Cangemi, OFS; Thierry Murier, OFS;
Silvia Perrenoud, OFS; Rongfang Reutter, OFS;
Francis Saucy, OFS; Sophie Schmassmann, OFS

Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2017

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Activité professionnelle, temps de travail, chômage et places vacantes, OFS, Tél. 058 463 64 00, info.arbeit@bfs.admin.ch

Contenu: Patrick Walter, OFS; Anouk Bläuer Herrmann, OFS; Vincent Cangemi, OFS; Thierry Murier, OFS; Silvia Perrenoud, OFS; Rongfang Reutter, OFS; Francis Saucy, OFS; Sophie Schmassmann, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 03 Travail et rémunération

Langue du texte original: Allemand / Français

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: section DIAM, Prepress/Print

Page de titre: OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © Daniel Wiedemann – Fotolia.com

Impression: Cavelti SA, Gossau

Copyright: OFS, Neuchâtel 2017
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.

Commandes d'imprimés: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch

Prix: Fr. 30.– (TVA excl.)

Téléchargement: www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS: 206-1702

ISBN: 978-3-303-03286-2



Table des matières

Abréviations	5	4.6 La statistique des frontaliers (STAF)	53
1 Introduction	7	4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)	55
2 Résultats commentés	9	4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	56
3 Définitions	23	4.9 Comparatif entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	57
3.1 Notions liées aux personnes	25	4.10 La statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	58
3.2 Notions liées aux places de travail	28	4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	59
3.3 Notions économiques	30	4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du SECO	60
3.4 Notions liées au temps de travail	31	4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)	61
3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail	33	4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	63
3.6 Notions liées à la rémunération du travail	35	4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA	64
3.7 Taux divers	37	4.16 La statistique de l'évolution des salaires	65
3.8 Concepts de population et de couverture statistique	39	4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)	66
3.9 Grandes régions	41	4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	67
4 Sources statistiques	43	4.19 L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	68
4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail	44	Tableaux	69
4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)	47		
4.3 La statistique de la population active occupée (SPA0)	49		
4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)	51		
4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi	52		

Abréviations

BIT	Bureau international du Travail
CCT	Conventions collectives de travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
CMT	Comptes globaux du marché du travail
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DNT	Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises
EAS	Enquête sur les accords salariaux
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
KASE	Enquête sur les conflits collectifs de travail
LOK	Enquête d'octobre sur les salaires et traitements
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFS	Office fédéral de la statistique
ORP	Offices régionaux de placement
OSNM	Office suisse de la navigation maritime
PIB	Produit intérieur brut
REE	Registre des entreprises et des établissements
RE	Recensement des entreprises
RFP	Recensement fédéral de la population
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
SPAO	Statistique de la population active occupée
STAF	Statistique des frontaliers
STATEM	Statistique de l'emploi
STATPOP	Statistique de la population et des ménages
SVOLTA	Statistique du volume du travail
SYMIC	Système d'information central sur la migration

1 Introduction

Les thèmes liés au marché du travail font très souvent l'objet de débats politiques animés, tant au Parlement fédéral que chez tout un chacun, en famille ou entre amis. On croit parfois – à tort – que les statistiques du marché du travail se résument aux indicateurs du chômage et que ces derniers suffisent à dépeindre la situation de l'emploi. Or, le marché du travail s'avère bien plus complexe que cela et seul le recours à de nombreux autres indicateurs statistiques permet de s'en faire une représentation satisfaisante.

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent.

Que faut-il comprendre sous la notion d'indicateurs du marché du travail? Nous utilisons ici ce terme pour qualifier les instruments de mesure qui permettent d'observer régulièrement la situation sur le marché du travail et son évolution. Ces indicateurs sont entre autres nécessaires pour identifier certains problèmes ou déséquilibres ou pour évaluer l'impact de mesures prises dans le cadre de la politique de l'emploi. Par ailleurs, ce sont eux qui peuvent servir de base à l'établissement de scénarios ou de prévisions à plus ou moins long terme.

Les indicateurs présentés dans cette publication sont fournis par:

- cinq statistiques de synthèse (statistiques qui combinent différentes sources):
 - la statistique de la population active occupée
 - la statistique du volume du travail
 - la statistique du chômage au sens du BIT
 - les comptes globaux du marché du travail
 - la statistique des frontaliers
- une enquête auprès des personnes:
 - l'enquête suisse sur la population active
- cinq enquêtes auprès des établissements:
 - la statistique de l'emploi
 - l'enquête suisse sur la structure des salaires
 - l'enquête sur les accords salariaux
 - l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse
 - l'enquête sur les conflits collectifs de travail
- et trois statistiques basées sur des données administratives:
 - la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie
 - la statistique de l'évolution des salaires
 - la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises

Le chapitre 2 propose différents commentaires sur la situation du marché du travail pour la période 2011–2016 ainsi que sur les perspectives pour l'année 2017. Les résultats commentés y sont illustrés par de nombreux graphiques. Le chapitre 3 passe en revue les définitions les plus fréquemment utilisées dans les statistiques du marché du travail, alors que le chapitre 4 a pour objet la description des aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Finalement l'ensemble des indicateurs sont présentés sous la forme de tableaux dans la dernière partie de la publication.

2 Résultats commentés

2011–2016: Principales évolutions sur le marché du travail suisse

La croissance économique a légèrement fléchi en Suisse dans les années 2015 et 2016. Sur cinq ans (du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016), le nombre de personnes actives occupées en Suisse a sensiblement augmenté. Durant la même période, le taux de chômage au sens du BIT (chômeurs selon la définition du Bureau international du travail) et le taux de chômeurs inscrits (dans un office régional de placement ORP) ont tous deux augmenté. Le nombre de places vacantes est resté à peu près au même niveau, alors que la difficulté de recruter s'est accrue dans certains cas. Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale.

Fléchissement de la croissance économique en fin de la période observée

La croissance économique qui avait légèrement fléchi dans les années 2011 et 2012 suite à la crise financière s'est rétablie dans les années 2013 et 2014 (variation du PIB par rapport au trimestre de l'année précédente). L'économie suisse a connu du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2014 une phase de croissance de 1,7% en moyenne. Un fléchissement de la croissance a été observé à partir du premier trimestre 2015. Au quatrième trimestre 2015, le taux de croissance était encore de 0,4% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Il s'agit de la valeur la plus faible de la période considérée. En 2016, la Suisse a affiché en moyenne une croissance économique modérée de 1,3%.

Légère hausse du taux de chômage au sens du BIT

Selon la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur une enquête auprès des personnes (Enquête suisse sur la population active ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 8,1% à 5,0 millions entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016.

La statistique de l'emploi (STATEM), qui est basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, faisait parallèlement état d'une hausse du nombre d'emplois de 6,1% à 4,9 millions. Pendant la même période, le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 24 000 personnes (+12,0%) et le nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement (ORP) de 29 000 personnes (+23,5%).

Cette évolution s'est traduite, sur cinq ans, par une progression du taux de chômage au sens du BIT (4,6% au 4^e trimestre 2016; +0,2 point) et du taux de chômeurs inscrits (3,5%, +0,5 point).

Stabilité du nombre de places vacantes et difficultés accrues de recruter du personnel

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de places vacantes (53 000) se situait à peu près au même niveau que cinq ans plus tôt (51 000). Parallèlement, les entreprises ont eu plus de peine à recruter du personnel avec un diplôme d'une haute école ou de formation professionnelle supérieure. Elles ont par contre eu les mêmes difficultés que cinq ans auparavant à recruter du personnel avec un diplôme de fin d'apprentissage et de la main-d'œuvre sans formation professionnelle. Pendant la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté (+0,6 point) pour les

personnes ayant un niveau de formation du degré secondaire I ou II, alors qu'il est resté constant pour les personnes diplômées du degré tertiaire.

Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2011–2016 a vu le taux de chômage au sens du BIT des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au quatrième trimestre 2016, 4,4% des hommes et 4,8% des femmes étaient au chômage au sens du BIT; l'écart entre les deux sexes était plus important cinq ans plus tôt (4,1% chez les hommes contre 4,8% chez les femmes). En 2016, le travail à temps partiel demeurait nettement plus répandu chez les femmes (58,7%) que chez les hommes (17,2%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a cependant connu une croissance prononcée ces cinq dernières années (+29,7% contre +9,7% pour les femmes).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,5% entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, pour atteindre 1,7 million de personnes. Le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est parallèlement accru de 4,1% à 3,6 millions. Le solde migratoire des personnes actives de nationalité étrangère connaît ainsi des fluctuations relativement fortes (entre 81 000 en 2011 et 36 000 en 2016). Les étrangers sont nettement plus touchés par le chômage que les Suisses (resp. 8,3% et 3,3% au quatrième trimestre 2016). En cinq ans, le taux de chômage a augmenté chez les étrangers (+0,4 point), tandis qu'il est resté stable chez les Suisses.

Marché suisse du travail performant en comparaison internationale

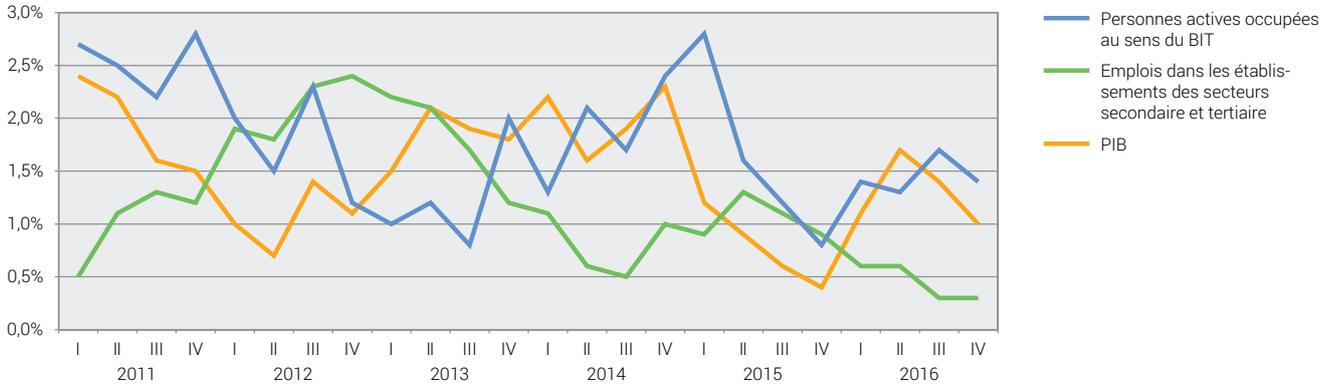
Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT en Suisse (4,6%) était près de deux fois moins élevé que celui de l'Union européenne (UE-28: 8,2%). L'Allemagne (3,8%), la République tchèque (3,6%) et l'Islande (2,5%) présentaient tous trois un taux inférieur à 4%. Le taux d'activité, la participation des femmes à la vie active et la proportion d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens.

Croissance des salaires nominaux et réels

En 2016, les salaires nominaux ont affiché une augmentation moyenne de +0,7% par rapport à 2015. Pour la cinquième année consécutive, l'évolution de salaires nominaux s'est situé en-dessous de la barre de +1%. La quasi-totalité des branches économiques a bénéficié d'une hausse réelle des salaires favorisée par une inflation négative à -0,4%. A fin 2015, au moment des prises de décision en matière de revalorisation salariale pour l'année 2016, la croissance économique tant au niveau mondial qu'au niveau suisse restait peu dynamique. Une reprise jugée progressive quoique modérée était cependant attendue pour 2016. De 2012 à 2016, le rythme annuel moyen de la progression salariale réelle, pour l'ensemble des personnes salariées a été de +1,2% (+1,1% pour les hommes et +1,3% pour les femmes).

2011–2016: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Variation du produit intérieur brut (PIB en termes réels), du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011–2016 G 2.01

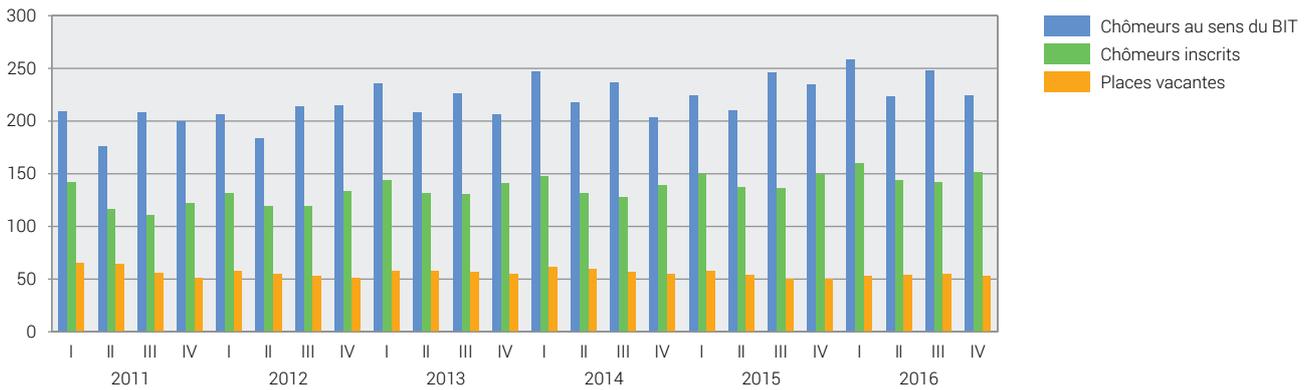


Sources: OFS – SPAO, STATEM; SECO

© OFS 2017

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes, en milliers, 2011–2016

G 2.02



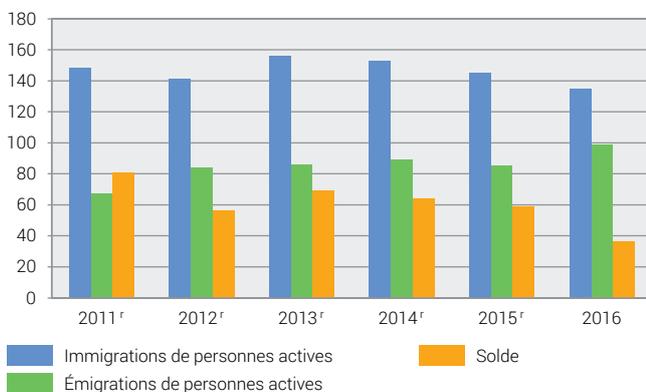
Commentaire: CHOM-BIT/SECO: moyenne trimestrielle, STATEM: valeurs à la fin du trimestre

Sources: OFS – CHOM-BIT, STATEM; SECO

© OFS 2017

Migration de main-d'oeuvre étrangère, en milliers, 2011–2016

G 2.03



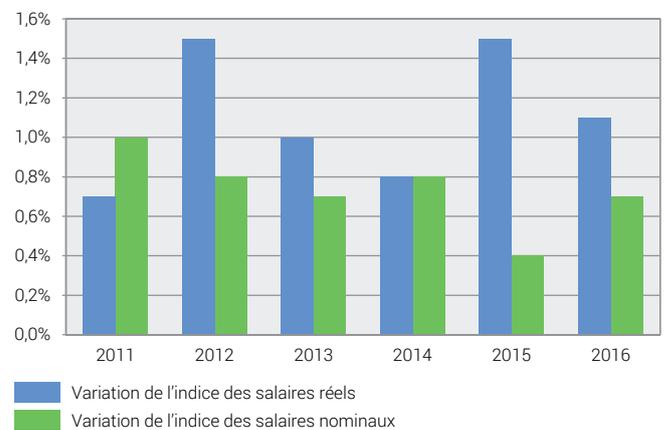
^r chiffres révisés

Source: OFS – CMT

© OFS 2017

Variation de l'indice des salaires nominaux et réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2011–2016

G 2.04



Source: OFS – ISS

© OFS 2017

2011–2016: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2011 à 2016, la proportion des femmes participant au marché du travail a augmenté. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Les femmes restent cependant proportionnellement nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (58,7% contre 17,2%). Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté au fil du temps chez les hommes et s'est rapproché de celui des femmes (resp. 4,4% et 4,8%). Les femmes gagnent en moyenne 12,5% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives a augmenté

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre de personnes actives (actifs occupés et chômeurs selon le BIT constituent ensemble à l'offre de travail) a progressé de 7,2% (à 2,8 millions) chez les hommes et de 9,5% (à 2,4 millions) chez les femmes. La part de ces dernières dans la population active a ainsi progressé de 0,5 point à 45,7% en cinq ans. Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+9,5%) que celui des hommes (+6,9%), tandis que le nombre des femmes au chômage selon le BIT progressait de 8,5% et celui des hommes de 15,5%. Cette évolution a entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 50,4% en 2011 à 48,8% en 2016 (quatrième trimestre dans les deux cas).

Le temps partiel continue de progresser

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au quatrième trimestre 2016, 58,7% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (autrement dit à un taux d'occupation inférieur à 90%), contre 17,2% des hommes. Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+9,7%) que chez les hommes (+29,7%).

La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que la part des femmes au volume total des heures effectives de travail n'ait été que de 38,4% en 2016.

Parmi les 428 000 hommes travaillant à temps partiel au quatrième trimestre 2016, 93 000 étaient en sous-emploi (22,3%), c'est-à-dire qu'ils souhaitaient travailler davantage et étaient disponibles à court terme pour le faire. Parmi les 1 269 000 femmes travaillant à temps partiel, 249 000 étaient en sous-emploi, soit une part de 19,6%. Sur cinq ans, la part des personnes en sous-emploi dans l'ensemble des personnes travaillant à temps partiel a progressé aussi bien chez les femmes (+1,2 point) que chez les hommes (+1,8 point).

Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

Pour les deux sexes, l'évolution des actifs occupés a été comparable dans les trois secteurs économiques entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016: si le nombre d'hommes et de femmes occupés dans le secteur secondaire a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne (resp. +2,2%

et +1,0%), celui des hommes et des femmes occupés dans le secteur tertiaire l'a été à un rythme supérieur à la moyenne (resp. +10,1% et +10,7%).

Proportionnellement, les femmes travaillent bien plus fréquemment que les hommes dans le secteur des services (quatrième trimestre 2016: 86,7% contre 66,6%). Seuls 10,7% des femmes travaillent dans l'industrie et 2,6% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 29,8% travaillent dans l'industrie et 3,6% dans l'agriculture.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT chez les hommes

Suite à la reprise économique amorcée en 2010, le taux de chômage au sens du BIT qui avait connu une hausse après la crise financière est retombé jusqu'au deuxième trimestre 2011 à 3,7% chez les hommes et à 4,5% chez les femmes. La dynamique économique a ralenti en 2011 et en 2012 avant de reprendre de la vigueur dans les années 2013 et 2014: le taux de chômage au sens du BIT a tendu à augmenter jusqu'à premier trimestre 2014, celui des hommes dépassant celui des femmes (hommes: 5,4%, femmes: 5,2%). Si le taux de chômage au sens du BIT des femmes a oscillé autour des 5% au cours des trimestres suivants, celui des hommes, après trois trimestres d'amélioration, s'est remis à progresser, se rapprochant ainsi de nouveau du taux observé chez les femmes.

Au cours des cinq années qui s'étendent du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT des hommes a presque rejoint celui des femmes. Si les deux taux étaient encore nettement distincts en 2011 (hommes: 4,1%, femmes: 4,8%), l'écart était plus faible de 0,3 point en 2016 (hommes: 4,4%, femmes: 4,8%).

Les femmes gagnent moins que les hommes

En 2014, le salaire mensuel des femmes dans l'économie totale se montait à 5907 francs, et celui des hommes à 6751 francs. La différence salariale a diminué depuis 2010, passant de 15,6% à 15,1% en 2012, et à 12,5% en 2014. Dans l'économie privée, l'écart salarial était en 2014 de 15,1%, contre 18,9% en 2012 et 18,5% en 2010. Dans le secteur public, il atteignait 12,3% en 2014.

Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 60,9% de la différence salariale (moyenne arithmétique) en 2014 dans le secteur privé peuvent s'expliquer par des structures objectivement différentes comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 39,1% reposent sur des facteurs inexpliqués.¹

¹ www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 03 – Travail et rémunération → Salaires, revenu professionnel et coût du travail → Niveau des salaires – Suisse → Ecart salarial

2011–2016: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011–2016

G 2.05

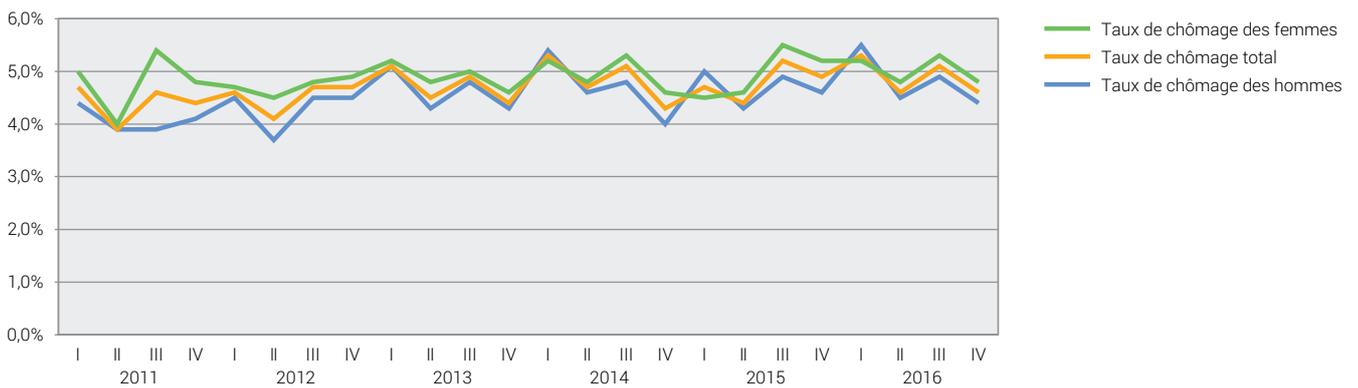


Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, en pour cent, 2010–2016

G 2.06

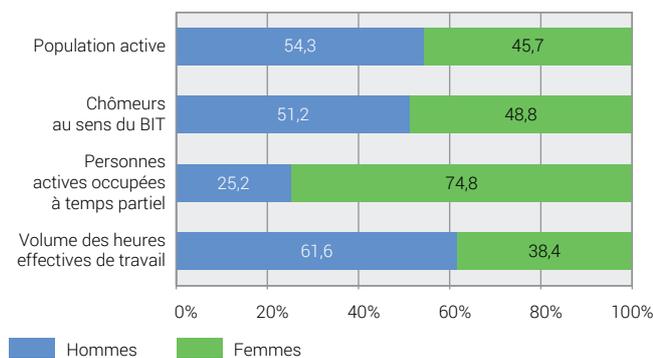


Source: OFS – CHOM-BIT

© OFS 2017

Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 4^e trimestre 2016 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2016), en pour cent

G 2.07

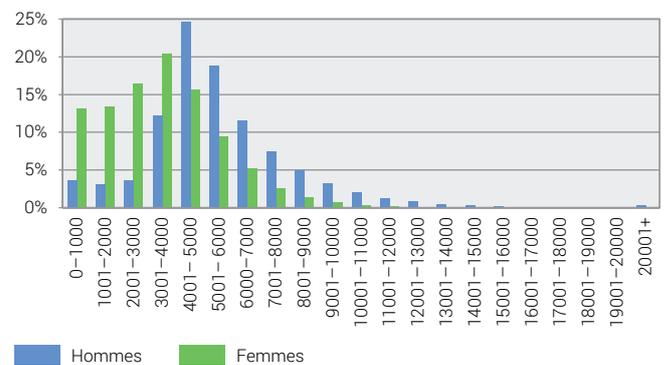


Sources: OFS – SPAO, CHOM-BIT, ESPA, SVOLTA

© OFS 2017

Répartition des salariés selon les classes de salaires (salaire mensuel net en francs) et le sexe, secteur privé et secteur public ensemble, en pour cent, 2014

G 2.08



Source: OFS – ESS

© OFS 2017

2011–2016: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2011 à 2016, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté presque cinq fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Les salaires de ces derniers sont globalement plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé presque cinq fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,5% à 1,7 million contre +4,1% à 3,6 millions). Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la population active étrangère a nettement augmenté avant tout au début de la période considérée ainsi que dans la deuxième moitié de l'année 2013 et dans la première moitié de 2014 (entre 4,5% et 5,9%). La hausse a été bien plus faible en 2016. La progression sensible du nombre de travailleurs étrangers est le résultat d'une forte immigration: sur l'ensemble de la période 2012–2016, les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 285 000 personnes les émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 12 000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2012 à 2016, quelque 115 000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 26,7% entre 2011 et 2016, alors que celui de la population active suisse n'aurait enregistré qu'une très légère progression (+1,0%). Au quatrième trimestre 2016, la part des étrangers dans la population active représentait 31,7% contre 29,0% cinq ans plus tôt.

Le chômage au sens du BIT touche davantage les personnes étrangères

Au quatrième trimestre 2016, la population active de nationalité suisse se composait de 3,5 millions d'actifs occupés et de 118 000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 3,3%. Si ce taux a varié entre 3,0% (2011) et 4,0% (2014) au cours de la période sous revue pour la population de nationalité suisse, la situation des étrangers a été moins favorable: au quatrième trimestre 2016, 1,5 million d'entre eux étaient actifs occupés et 106 000 étaient au chômage au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population étrangère se montait de la sorte à 8,3%. Les étrangers sont davantage exposés au risque du chômage. Ce risque plus grand tient entre autres au fait qu'une proportion comparativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (26,4% contre 10,7% des Suisses).

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, la part des personnes travaillant à temps partiel a augmenté tant chez les Suisses (+2,5 points à 39,8%) que chez les étrangers (+2,4 points à 26,7%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au quatrième trimestre 2016, les premières étaient 61,5% à travailler à temps partiel, les secondes 49,4%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 19,8% et 10,2%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,6% contre 88,5% des Suisses). Seulement 4,4% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que chez les moins de 40 ans).

La part des travailleurs étrangers frontaliers augmente

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement n'a que légèrement changé au cours des cinq dernières années. Si la part des frontaliers titulaires du permis G a augmenté de 1,3 point à 20,4% et que celle des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) s'est accrue de 0,5 point à 46,5%, on a par contre observé un recul de 1,0 point à 28,3% pour les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) et de 0,7 point à 3,0% pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

En 2014, le niveau de rémunération de la main-d'œuvre étrangère était globalement inférieur à celui des salariés suisses (resp. 5833 francs et 6713 francs). On observe ainsi un écart salarial de 13,1% en faveur de la main-d'œuvre suisse. Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes et d'autre part, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

Entre 2010 et 2014, le niveau salarial médian des salariés étrangers (tous types d'autorisation de séjour confondus) a augmenté de 4,0% tandis que celui des salariés de nationalité suisse a connu une hausse de 3,5%.

2011–2016: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011–2016

G 2.09

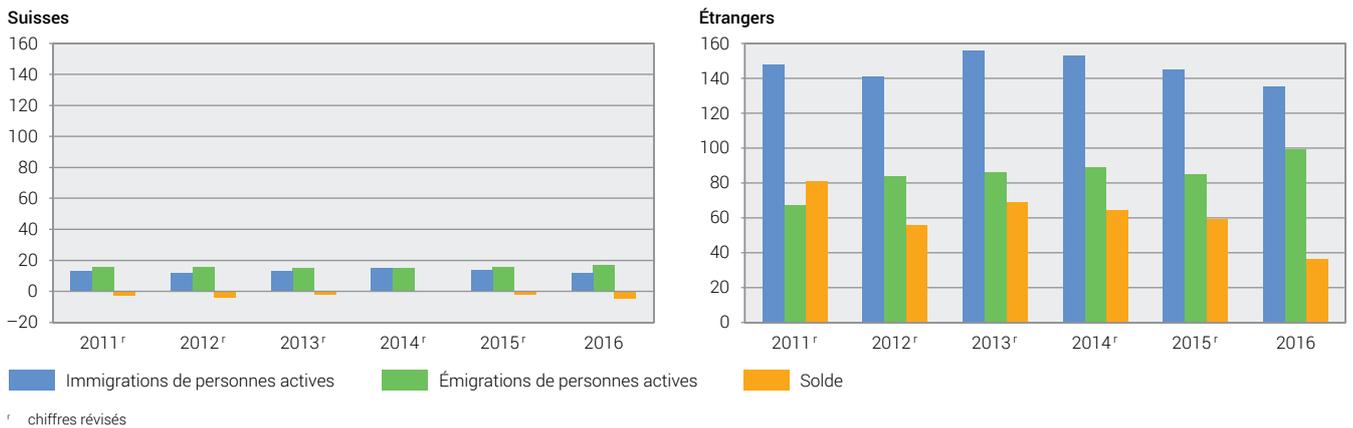


Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2011–2016

G 2.10

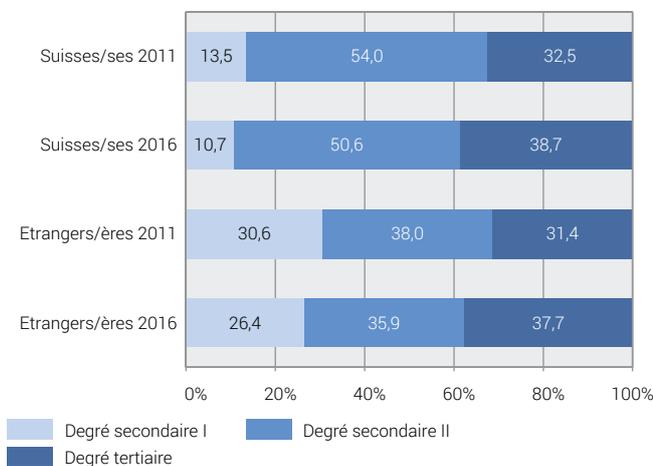


Source: OFS – CMT

© OFS 2017

Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 4^e trimestre 2011 et 4^e trimestre 2016

G 2.11

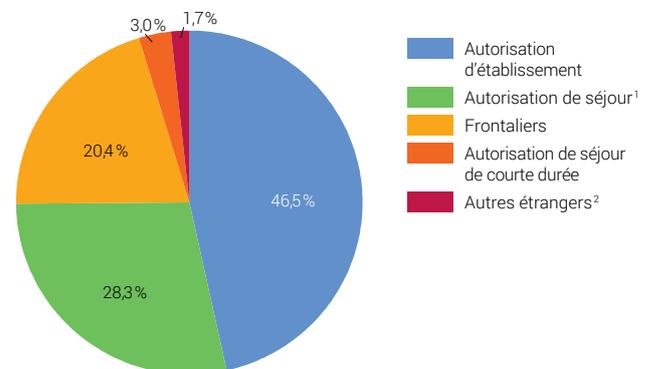


Source: OFS – ESPA

© OFS 2017

Population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 4^e trimestre 2016

G 2.12



¹ y.c. les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée séjournant en Suisse depuis plus de 12 mois

² Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

2011–2016: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

De 2011 à 2016, le nombre d'actifs occupés a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne dans les grandes régions Suisse centrale, Région lémanique et Tessin. La Région lémanique accueille plus d'un tiers de tous les frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,2 point ces cinq dernières années à l'échelle de toute la Suisse. On a cependant observé des différences entre les grandes régions: si le taux a fortement augmenté dans la Suisse du Nord-Ouest et en Suisse centrale, il a reculé au Tessin et en Suisse orientale. Pendant toute la période considérée, le taux de chômage a toujours été supérieur à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

Forte progression du nombre d'actifs occupés en Suisse centrale

Au niveau suisse, le nombre des actifs occupés a progressé de 8,1% entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016. L'augmentation la plus forte a été observée en Suisse centrale (+14,4%), dans la Région lémanique (+9,7%) et au Tessin (+9,4%). Au quatrième trimestre 2016, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,1 million), devant Zurich (987 000) et la Région lémanique (941 000).

Plus d'un tiers de frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2016, 318 000 frontaliers travaillaient en Suisse. Plus d'un tiers d'entre eux exerçaient une activité professionnelle dans la Région lémanique (37,2%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (22,8%) et un cinquième au Tessin (20,2%). Ces trois grandes régions accueillent donc ensemble quatre cinquièmes des frontaliers.

Entre 2011 et 2016 (quatrième trimestres), la part des frontaliers dans la population active occupée a augmenté le plus fortement au Tessin (+2,8 points à 27,5%) et dans la Région lémanique (+2,3 points à 12,6%). La hausse a été bien plus modérée en Suisse du Nord-Ouest (+1,0 point à 10,8%). Au niveau suisse, la part des frontaliers dans la population active occupée a progressé de 0,9 point (à 6,3%).

Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans toutes les grandes régions, sauf au Tessin et en Suisse orientale

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 4,4% à 4,6%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux de chômage a fortement augmenté en Suisse du Nord-Ouest (de 4,3% à 5,3%) et en Suisse centrale (de 2,3% à 2,7%). La hausse a été moins forte dans la Région lémanique (de 6,8% à 7,0%), dans l'Espace Mittelland (de 3,9% à 4,2%) et à Zurich (de 3,8% à 3,9%). Le Tessin et la Suisse orientale ont enregistré une baisse du taux de chômage, respectivement de 1,0 point à 6,2% et de 0,4 point à 3,4%.

Des changements structurels observables dans toutes les grandes régions

En 2016, on comptait à l'échelle nationale 3,5 millions d'actifs occupés dans le secteur tertiaire (services), 946 000 actifs occupés dans le secteur secondaire (industrie) et 155 000 actifs occupés dans le secteur primaire (agriculture et sylviculture). Ces chiffres sont des valeurs moyennes annuelles. Par rapport aux autres grandes régions, Zurich présentait la part la plus élevée du secteur tertiaire (83,2%) et les parts les plus faibles du secteur secondaire (15,1%) et du secteur tertiaire (1,7%). La Suisse orientale se distinguait quant à elle des autres grandes régions par sa plus petite proportion d'actifs occupés dans le tertiaire (68,8%) et sa plus forte proportion d'actifs occupés dans le secondaire (26,6%).

Sur cinq ans, la part du secteur tertiaire s'est accrue dans toutes les grandes régions sauf au Tessin (+0,0 point), la hausse variant entre 1,3 point en Suisse centrale et 3,0 points en Suisse orientale (Suisse: +1,6 point). On a par contre observé parallèlement un recul de la part du secteur secondaire dans toutes les grandes régions, allant de 0,2 point au Tessin à 2,4 points en Suisse orientale (Suisse: -1,4 point). En 2016, la part du secteur primaire était inférieure à 5% dans toutes les grandes régions et elle a reculé de 0,2 point au niveau suisse en l'espace de cinq ans.

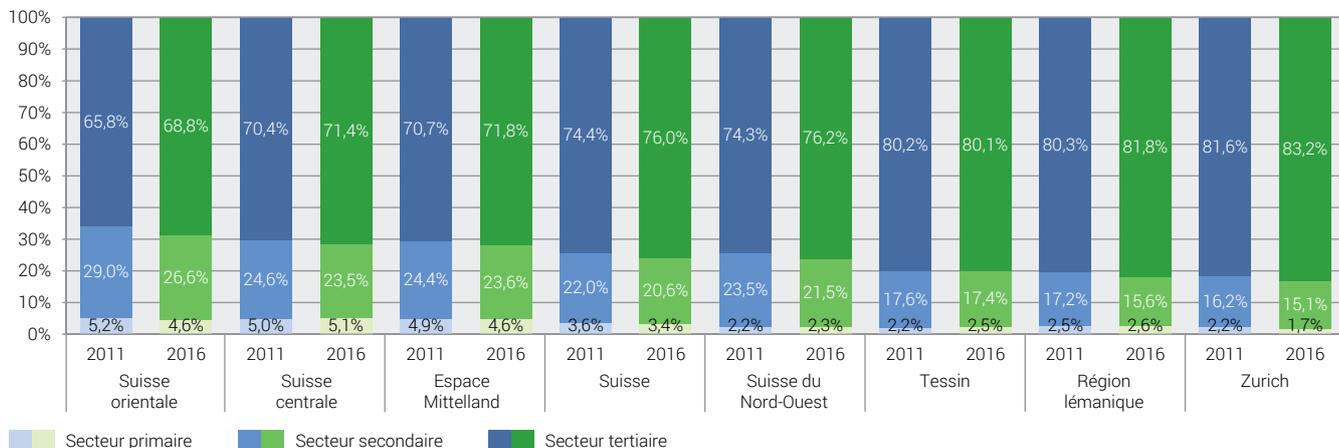
La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

La situation salariale en 2014 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5485 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 19,5% de moins que les salariés de la région de Zurich (6810 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions a augmenté de 1,5 point par rapport à 2010 (18,0%). Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait en 2014 entre ces deux extrêmes: 6578 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6497 francs dans la Région lémanique, 6358 francs dans l'Espace Mittelland, 6352 francs en Suisse centrale et 6027 francs en Suisse orientale.

2011–2016: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques par grande région, en pourcent, moyennes annuelles 2011 et 2016

G 2.13

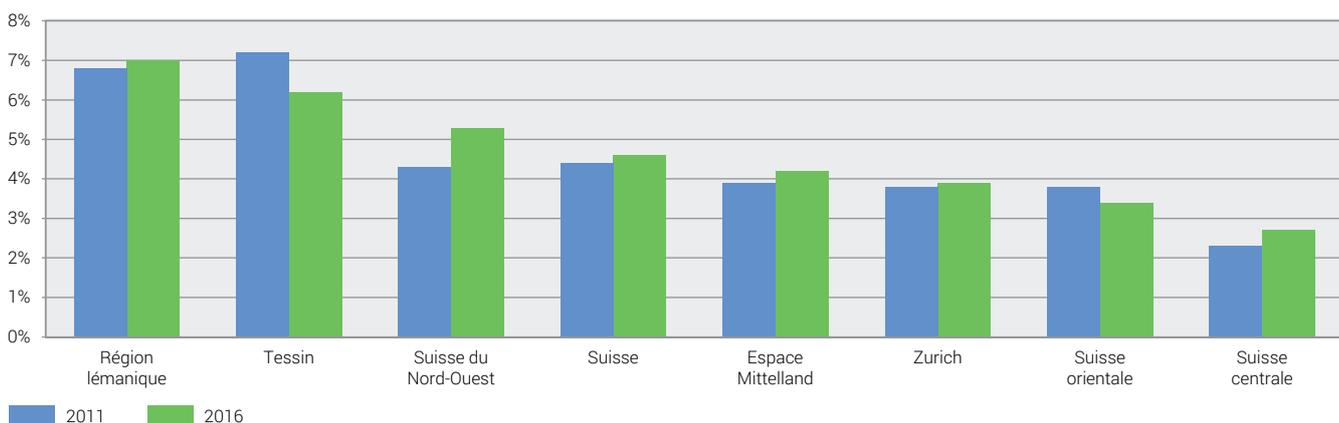


Source: OFS – ESPA

© OFS 2017

Taux de chômage au sens du BIT par grande région, en pourcent, 4^e trimestre 2011 et 2016

G 2.14

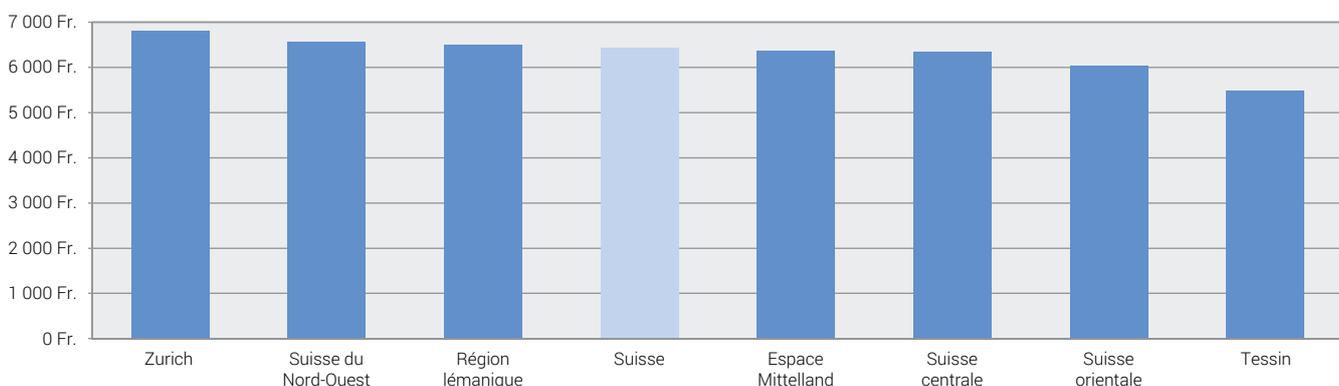


Source: OFS – CHOM-BIT

© OFS 2017

Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2014, secteur privé et secteur public ensemble

G 2.15



Source: OFS – ESS

© OFS 2017

Situation du marché du travail au 2^e trimestre 2017 et perspectives à court terme

Le nombre des actifs occupés a augmenté au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de chômage au sens du BIT et le taux de chômage selon le SECO ont reculé. Les places vacantes étaient plus nombreuses et les difficultés à recruter du personnel qualifié ont été plus importantes qu'il y a un an. L'indicateur des perspectives d'emploi fait entrevoir pour le troisième trimestre 2017 un accroissement du nombre d'emplois.

Hausse du nombre de personnes actives occupées et de celui des emplois

Au deuxième trimestre 2017, le nombre des actifs occupés a progressé de 63 000 ou de 1,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus élevée chez les hommes (+1,8%) que chez les femmes (+0,6%) et plus faible pour les personnes actives occupées suisses (+0,7%) que pour celles de nationalité étrangère (+2,6%). Chez ces dernières, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour B (en règle générale valable cinq ans et renouvelable) et de titulaires d'une autorisation frontalière G s'est plus fortement accru en comparaison annuelle (respectivement +3,3% et +3,1%) que le nombre de titulaires d'une autorisation d'établissement C (+1,6%) et de titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée L (+0,9%). Le nombre d'actifs occupés a augmenté tant dans le secteur tertiaire (+1,6%) que dans le secteur secondaire (+1,2%).

Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le nombre des actifs occupés a progressé plus nettement (+1,3%) que celui des emplois (+0,4%). Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour l'une et entreprises pour l'autre), à l'unité statistique (personnes pour l'une et emplois pour l'autre) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour l'une et fin du trimestre pour l'autre). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM.

Baisse du taux de chômage au sens BIT

Au deuxième trimestre 2017, 213 000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 9 000 de moins qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 4,4% de la population active, contre 4,6% au deuxième trimestre 2016. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,1% au deuxième trimestre 2017, soit un niveau inférieur de 0,1 point à celui du deuxième trimestre 2016. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 140 000 personnes enregistrées au deuxième trimestre 2017 comme chômeurs dans un office régional de placement et un recul de 4 500 personnes par rapport à 12 mois auparavant.

Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) selon le SECO a progressé de quelque 1 000 personnes entre le deuxième trimestre 2016 (62 000) et le deuxième trimestre 2017 (63 000).

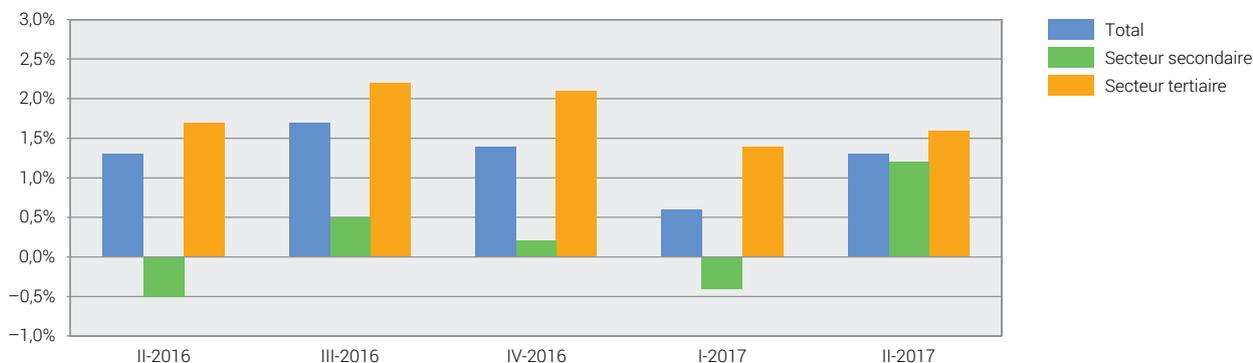
Prévision d'évolution de l'emploi

Les indicateurs à court terme de la statistique de l'emploi laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter au troisième trimestre. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (au total 1,03; +0,7%), dans le secteur secondaire (1,04; +2,0%) comme dans le secteur tertiaire (1,03; +0,3%) et n'a jamais été aussi élevé depuis le deuxième trimestre 2014. Au deuxième trimestre 2017, on dénombrait 60 000 places vacantes dans l'économie totale, soit 5 700 de plus (+10,5%) qu'au deuxième trimestre 2016. La hausse a été nettement plus forte dans le secteur secondaire (+20,4%) que dans le secteur tertiaire (+7,8%). La part des entreprises ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié a légèrement progressé (+0,8 point à 29,7%) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Situation du marché du travail au 2^e trimestre 2017 et perspectives à court terme

Variation du nombre d'actifs occupés par secteur économique, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017

G 1.16

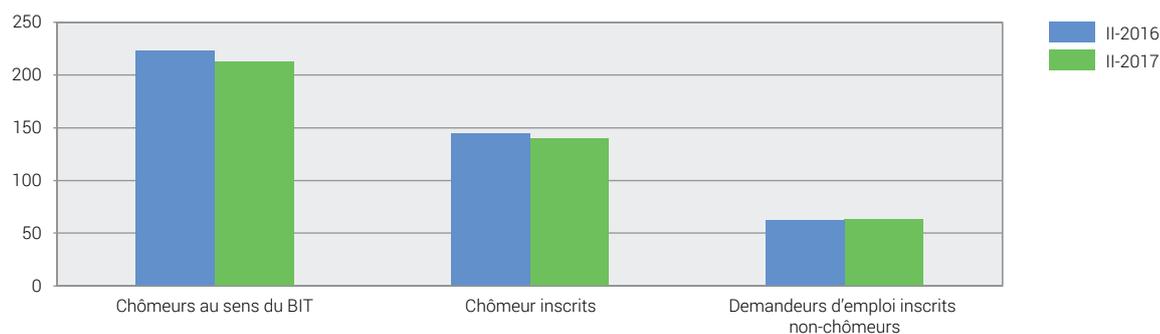


Source: OFS – ETS

© OFS 2017

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017

G 1.17



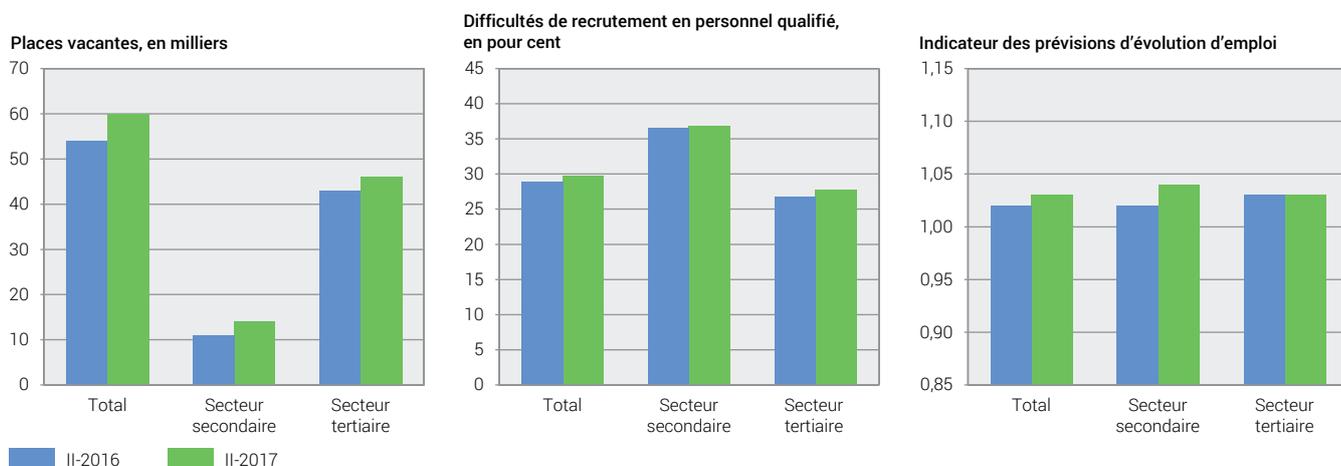
Commentaires: moyenne trimestrielle

Sources: OFS – CHOM-BIT; SECO

© OFS 2017

Places vacantes, difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi*, 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017

G 1.18



* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

Source: OFS – STATEM

© OFS 2017

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. Le taux d'activité et la participation des femmes à la vie active sont tous deux parmi les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité élevé des femmes en Suisse est largement lié au fait que le travail à temps partiel y est très répandu: la part d'actifs occupés à temps partiel est en effet nettement plus importante en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est en Suisse inférieur de moitié environ au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.

Taux d'activité élevé en Suisse

Au quatrième trimestre 2016, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,8% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seule l'Islande (83,1%) affichait un taux d'activité supérieur. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Allemagne: 61,3%; Autriche: 61,1%; France: 55,9%; Italie: 49,9%). Après l'Italie, la Grèce (51,9%) et la Croatie (51,3%) présentaient les taux les plus faibles d'Europe. La moyenne de l'UE-28 se situe à 57,8%.

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie (40,9%), deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques affichent les taux les plus élevés (Islande: 79,4%; Norvège: 61,4%; Suède: 60,9%; Danemark: 58,8%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,6%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 63,0%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 38,6% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 61,6%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,3%; femmes: 76,2%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,2%; femmes: 2,4%), en Hongrie (5,2%; femmes: 7,3%) et en Croatie (5,7%; femmes: 6,7%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Entre le quatrième trimestre 2015 et le quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT a reculé de 0,3 point à 4,6%. Durant la même période, ce taux a baissé de 9,1% à 8,2% dans l'UE-28 (-0,9 point). Par rapport aux pays membres de l'UE, la Suisse fait toujours état d'un des taux les plus bas. Les pays suivants présentent des taux inférieurs à 4%: l'Islande (2,5%; -0,6 point), la République tchèque (3,6%; -0,9 point) et l'Allemagne (3,8%; -0,7 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés, mais comparés à leur niveau du trimestre correspondant de l'année précédente, ces taux ont tous deux reculé (Grèce: -0,8 point à 23,6%; Espagne: -2,3 points à 18,6%).

Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens pour un poste à plein temps dans l'industrie et les services marchands met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays.

Dans l'UE-15, on observe toujours un décalage entre les pays du nord et ceux du sud: en 2014 les salaires bruts annuels les plus élevés sont enregistrés au Danemark (57 723 euros), les plus bas au Portugal (16 425 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2014 seuls Chypre, la Slovaquie et Malte affichent des salaires supérieurs à 20 000 euros tandis que la Bulgarie, pays devenu membre de l'UE en 2007, vient clore le classement avec un salaire annuel brut de 5795 euros.

Avec un salaire brut annuel de 71 694 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant le Danemark.

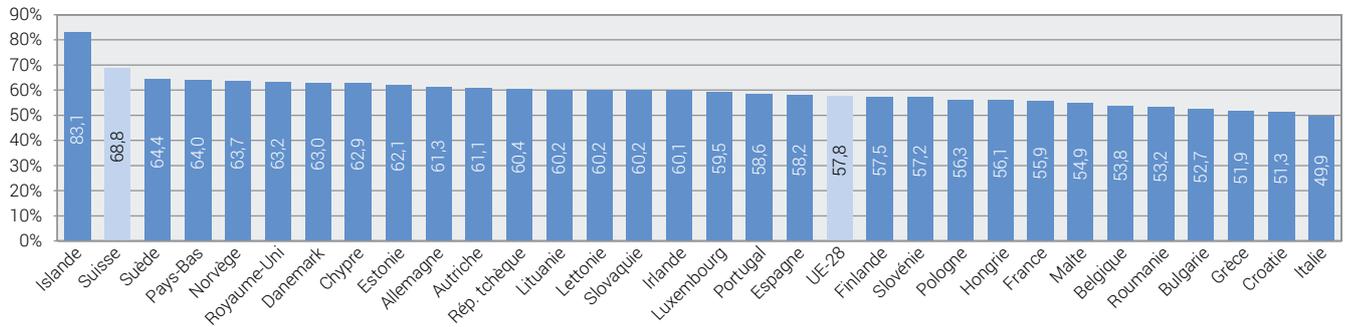
Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus hauts) sont 12,4 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas) alors qu'exprimés en SPA ils ne sont plus que 3,7 fois supérieurs. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 1,7 fois supérieurs à ceux versés en Allemagne et en Autriche, 1,9 fois supérieurs à ceux payés en France et 2,1 fois supérieurs aux salaires de l'Italie. L'écart se réduit si la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA. Les salaires payés en Suisse ne sont plus que 1,2 fois supérieurs aux salaires payés en Allemagne et en Autriche et 1,4 fois supérieurs à ceux payés en France et en Italie.

Bien que les écarts de rémunération entre les pays peuvent être considérables, le classement des salaires par branches économiques des différents pays présente des similitudes. Les personnes salariées dans la branche de l'hébergement et restauration sont généralement les moins bien rémunérées en Europe, suivies par celles travaillant dans les activités de services administratifs et de soutien et dans les autres activités de services. A l'opposé, c'est dans les activités financières et d'assurance que les salaires payés sont souvent les plus élevés, suivis par ceux versés aux personnes travaillant dans l'information et communication et dans la production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné. Par ailleurs, on constate que, tendanciellement, plus le niveau salarial du pays est bas, plus l'écart de rémunération entre la branche aux salaires les plus hauts et celle aux salaires les plus bas est marqué.

2011–2016: Le marché du travail suisse en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (15+ ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2016

G 2.19

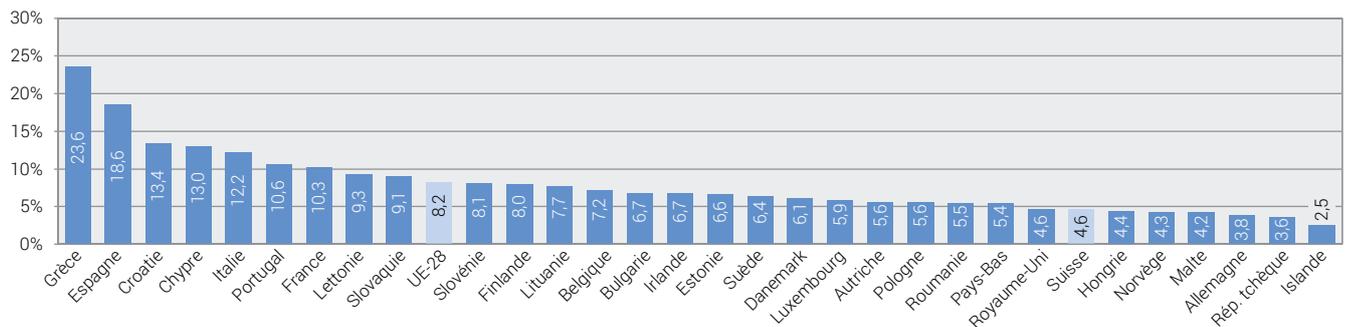


Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: avril 2017)

© OFS 2017

Taux de chômage au sens du BIT (15–74 ans), en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2016

G 2.20

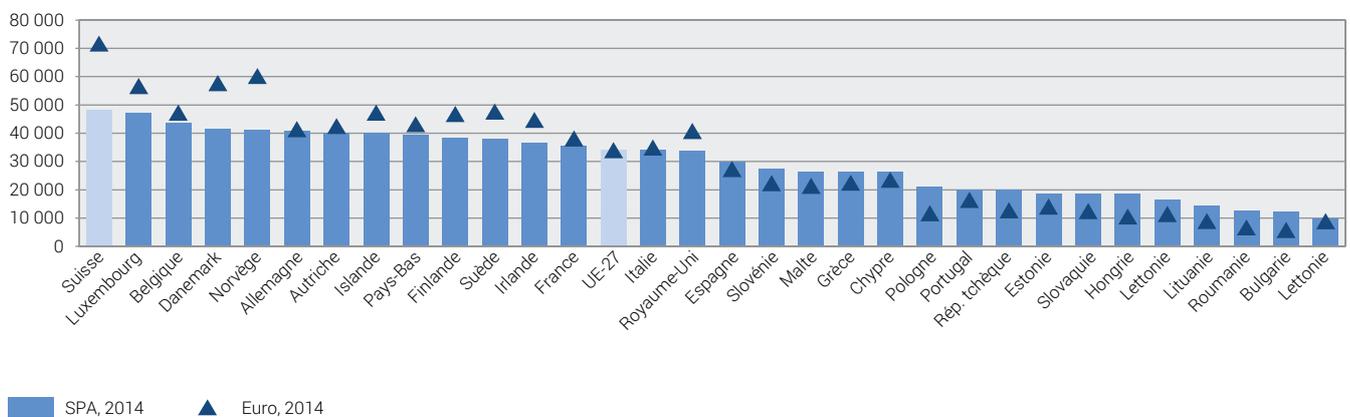


Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: mai 2017)

© OFS 2017

Salaires annuels bruts moyens pour un emploi à plein temps¹. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands², Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en SPA³ et en Euro, 2014

G 2.21



¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

² Sections B à N de la NACE Rév. 2

³ Les revenus exprimés en SPA (Standard de pouvoir d'achat) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Sources: OFS – ESS; EUROSTAT (état: juin 2016)

© OFS 2017

3 Définitions

3.1 Notions liées aux personnes

Personnes actives occupées

Sont considérées comme actives occupées les personnes d'au moins 15 ans révolus qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont compris dans cette définition, indépendamment du lieu où s'exerce l'activité (dans une entreprise, à domicile ou dans un ménage privé): les salariés, les indépendants, les collaborateurs familiaux d'entreprises familiales, les apprentis, les recrues, sous-officiers et officiers qui, pendant l'école de recrues ou le service d'avancement, conservent leur place et leur contrat de travail, les écoliers et les étudiants qui exercent

une activité parallèlement à leurs études et les retraités qui continuent de travailler. Les personnes accomplissant uniquement du travail ménager dans leur propre ménage, des activités d'entraide non rémunérées ou d'autres activités bénévoles ne sont pas considérées comme actives occupées.

(Voir aussi la notion apparentée: «emplois».)

Sources statistiques

Statistique de la population active occupée, comptes globaux du marché du travail:

personnes actives occupées selon le concept intérieur.

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population:

personnes actives occupées parmi la population résidente permanente.

Chômeurs au sens du BIT

(BIT = Bureau international du Travail)

Sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes âgées de 15 à 74 ans

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence et
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Cette définition est conforme aux recommandations du Bureau international du Travail et de l'OCDE et à la définition d'EUROSTAT.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs inscrits» et «demandeurs d'emploi inscrits».)

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail:

chômeurs au sens du BIT dans la population résidente permanente et chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active:

chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente.

Personnes en sous-emploi

Sont considérées comme étant en sous-emploi les personnes actives occupées

- qui présentent une durée normale de travail inférieure aux 90% de la durée normale de travail dans les entreprises (cf. définition des heures normales de travail) et
- qui souhaitent travailler davantage et
- qui sont disponibles pour prendre dans les trois mois qui suivent un travail impliquant un taux d'occupation plus élevé.

Source statistique

Enquête suisse sur la population active:
personnes en sous-emploi parmi la population résidente permanente.

Personnes actives

Sont considérées comme actives les personnes actives occupées et les chômeurs au sens du BIT. Les personnes actives constituent l'offre de travail.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail:
personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population:
personnes actives parmi la population résidente permanente.

Personnes non actives

Sont considérées comme non actives les personnes qui ne font partie ni des personnes actives occupées, ni des chômeurs au sens du BIT.

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population:
personnes non actives parmi la population résidente permanente.

Comptes globaux du marché du travail:
personnes non actives parmi la population résidente.

Chômeurs inscrits

Sont considérées comme chômeurs inscrits les personnes annoncées auprès des offices régionaux de placement, qui n'ont pas d'emploi et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement, indifféremment du fait qu'elles touchent ou non une indemnité de chômage.

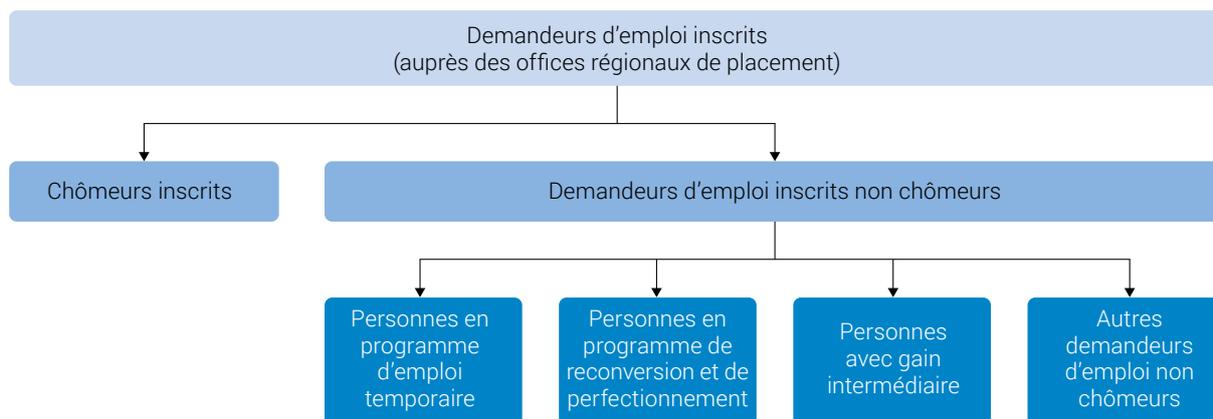
Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO):
chômeurs inscrits parmi la population résidente.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «demandeurs d'emploi inscrits».)

Les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement

G 3.2



© OFS 2017

Demandeurs d'emploi inscrits

Sont considérées comme demandeurs d'emploi inscrits toutes les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement. Les demandeurs d'emploi inscrits sont constitués de deux groupes: les chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs. Ces derniers sont inscrits auprès des offices régionaux de placement, mais, à la différence des chômeurs, ne sont pas immédiatement disponibles pour un placement ou ont un emploi. Il s'agit principalement de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ou en gain intermédiaire.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «chômeurs inscrits».)

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO):
demandeurs d'emploi inscrits parmi la population résidante.

3.2 Notions liées aux places de travail

Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

(Voir aussi la notion apparentée: «personnes actives occupées».)

Sources statistiques

Statistique de l'emploi:

les définitions, ainsi que résultats de la Statistique de l'emploi ont été adaptés en 2015 à l'univers AVS/STATENT. On définit désormais comme emploi chaque personne exerçant une activité professionnelle soumise à cotisation obligatoire à l'assurance vieillesse et survivants (AVS) au sein d'une entreprise. Les emplois sont collectés dans les entreprises selon quatre taux d'occupation, ainsi qu'en emplois équivalents plein temps. La statistique couvre les branches des secteurs secondaire et tertiaire, à l'exception de la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs».

Statistique structurelle des entreprises:

l'emploi est défini comme étant une activité rémunérée dans une entreprise ou pour compte propre (indépendants) impliquant le versement de cotisations AVS obligatoires à partir d'un seuil de revenu annuel minimum (fixé pour l'année 2011 à 2300 francs). Les emplois dans l'agriculture sont enregistrés sans seuil de revenu et reposent sur des données du recensement des exploitations agricoles ou du relevé des structures agricoles. Une personne ayant plusieurs contrats de travail a plusieurs emplois dans la mesure où les contrats de travail sont conclus avec des entreprises différentes. Par contre, si elle a plusieurs contrats avec un même employeur, un seul emploi est recensé.

Recensement des entreprises du secteur primaire et relevé des structures agricoles:

emplois du mois de janvier de l'année de référence.

Emplois équivalents plein temps

Les emplois équivalents plein temps résultent de la conversion du volume de travail (mesuré en termes d'emplois ou d'heures de travail) en emplois à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents plein temps se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à plein temps.

Sources statistiques

Statistique de la population active occupée:

pour convertir les personnes actives occupées en équivalents plein temps (EPT), on additionne les taux d'occupation des emplois exercés. Ainsi, une personne occupant un premier emploi à un taux d'occupation de 50% et un deuxième emploi à 20% sera comptabilisée comme 0,7 équivalents plein temps. On détermine les taux d'occupation en divisant les heures effectives de travail dans chaque emploi par la moyenne des heures effectives dans les emplois à plein temps.

Statistique de l'emploi:

le nombre d'emplois équivalents plein temps est relevé dans l'enquête.

Statistique structurelle des entreprises:

les emplois équivalents plein temps sont estimés par un modèle au niveau de l'entreprise (unité AVS), puis répartis entre les établissements en reprenant la structure fournie par les enquêtes complémentaires au registre des entreprises et des établissements. Les emplois équivalents plein temps du secteur privé sont estimés par branche économique à partir d'informations sur les revenus provenant des données de l'AVS (revenus soumis à cotisation) ou d'informations relevées directement à partir d'enquêtes complémentaires au registre des entreprises et des établissements. Pour le secteur public, les emplois équivalents plein temps sont relevés directement à partir des mêmes enquêtes complémentaires. Quant au secteur agricole, les emplois équivalents plein temps sont estimés sur la base des taux d'occupation moyens calculés dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active.

Places vacantes

On entend par place vacante, un poste (nouvellement créé, inoccupé ou sur le point d'être vacant) que l'employeur a l'intention de repourvoir immédiatement ou dans un futur proche et pour lequel des mesures actives ont été prises ou vont être prises afin de recruter un/e candidat/e à l'extérieur de l'entreprise.

Sources statistiques

Statistique des places vacantes:

places vacantes dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Statistique des places vacantes annoncées du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO):

places vacantes annoncées auprès des offices régionaux de placement (ORP); l'annonce étant sans obligation, la statistique du SECO ne couvre qu'une partie restreinte des places vacantes en Suisse.

Difficultés de recrutement en personnel

Indicateur dont le but est d'estimer les difficultés de recrutement rencontrées durant le trimestre sous revue par les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi:

on demande aux établissements d'indiquer s'ils ont rencontré des difficultés à recruter du personnel selon 4 catégories (1: personnel trouvé sans difficulté; 2: personnel trouvé avec difficulté; 3: personnel non trouvé; 4: autre (ne sait pas, personnel non cherché, processus de recrutement pas terminé)) et selon

4 niveaux de formation professionnelle (1: personnel sans formation post-obligatoire; 2: apprentissage ou formation équivalente; 3: formation professionnelle supérieure; 4: haute école). Les indicateurs prennent la forme de pourcentages et sont pondérés par le nombre d'emplois. Ils sont présentés de manière détaillée pour chaque catégorie. Un indicateur synthétique (difficultés de recrutement en personnel qualifié) regroupe les cas dans lesquels le personnel recherché a été trouvé avec difficulté ou n'a pas été trouvé dans au moins une des 3 catégories avec un niveau de formation post-obligatoire. La série débute au premier trimestre 2004.

Prévisions d'évolution de l'emploi

Indicateurs dont le but est d'estimer la tendance attendue pour le prochain trimestre en termes de prévisions d'évolution de l'emploi pour les secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi:

les indicateurs expriment sous la forme de pourcentages la proportion des établissements qui ont annoncé une augmentation, un maintien ou une réduction de leur effectif total (chiffres pondérés par le nombre d'emplois). Ces pourcentages sont également présentés sous la forme d'un indice synthétique variant de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation). La série débute au premier trimestre 2004.

3.3 Notions économiques

Offre de travail

L'offre de travail est la quantité de travail offerte par les travailleurs. Elle se compose des personnes actives occupées et des chômeurs au sens du BIT.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail:

personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population:

personnes actives parmi la population résidente permanente.

Demande de travail

La demande de travail est la quantité de travail demandée par les employeurs. Elle se compose des emplois (places occupées) et des places vacantes.

Sources statistiques

Statistique de l'emploi:

emplois, places vacantes.

Statistique structurelle des entreprises.

3.4 Notions liées au temps de travail

Heures normales de travail

Les heures normales de travail représentent les heures fixées dans le contrat des salariés et, dans le cas des indépendants, les heures habituellement consacrées à l'activité professionnelle. Les heures supplémentaires et les heures d'absences n'ont pas d'effet sur les heures normales de travail.

Sources statistiques

Statistique du volume du travail:
heures normales de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises:
heures normales de travail des salariés à plein temps, en durée hebdomadaire par salarié.

Heures effectives de travail

Les heures effectives de travail correspondent aux heures qui ont été effectivement travaillées dans le cadre de l'activité professionnelle. A la différence des heures normales de travail, elles comprennent les heures supplémentaires et n'incluent pas les heures d'absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail:
heures effectives de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires correspondent aux heures payées ou non payées

- qui ont été accomplies en plus de la durée normale du travail et
- qui ne sont pas compensées par des congés ou par des réductions ultérieures du temps de travail dans le cadre d'horaires de travail flexibles.

Source statistique

Statistique du volume du travail:
heures supplémentaires selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'heures supplémentaires.

Heures d'absences

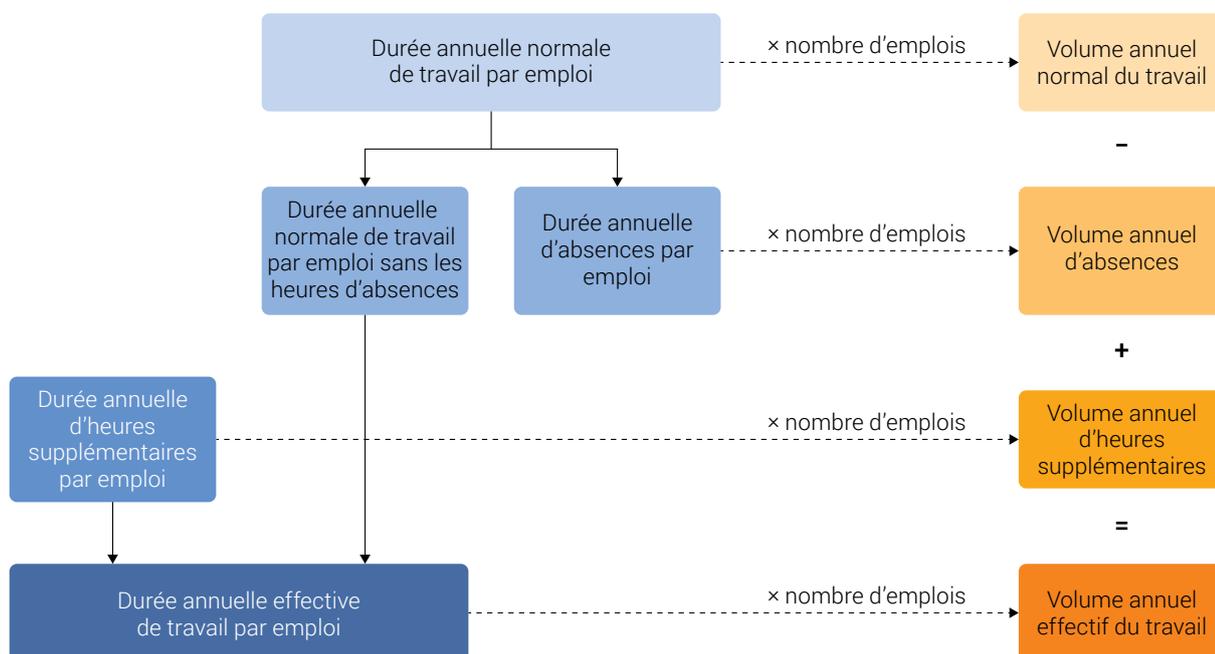
Les heures d'absences sont constituées par le temps pendant lequel une personne n'était pas à son lieu de travail, alors qu'elle aurait normalement dû y être (maladie, accident, congé maternité, service militaire ou civil, protection civile, réduction de l'horaire de travail, conflit de travail, raisons personnelles et familiales et mauvais temps). Les vacances, les jours fériés et les absences dues à la flexibilité des horaires de travail ne sont pas considérés comme des absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail:
heures d'absences selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'absences.

Le temps de travail

G 3.3



© OFS 2017

3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail

Transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité

Les transitions brutes reflètent le passage d'un statut (initial) à un autre (final) au cours d'une certaine période. En mesurant les transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité, on est ainsi amené à distinguer neuf groupes de personnes différents (actifs occupés devenus chômeurs au sens du BIT, actifs occupés devenus non actifs, actifs occupés restés actifs occupés, chômeurs au sens du BIT devenus actifs occupés, etc.).

Source statistique

Comptes globaux du marché du travail:
les transitions brutes sont observées sur une année civile.

Migrations internationales

Les migrations internationales sont les mouvements de population d'un pays à un autre ayant pour effet le transfert du domicile. On distingue les immigrations (lorsque le pays de référence est le pays où la personne s'installe) des émigrations (lorsque le pays de référence est le pays que la personne quitte). La différence entre le nombre d'immigrations et d'émigrations est appelée solde migratoire.

Sources statistiques

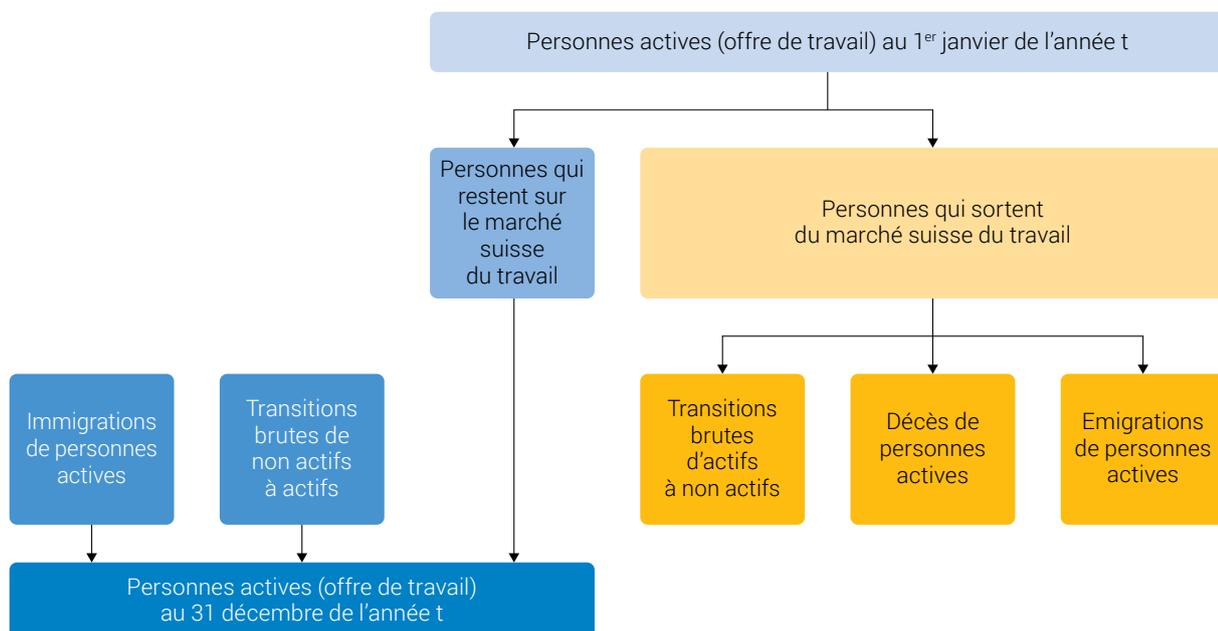
Statistique de la population et des ménages (STATPOP):
migrations internationales des Suisses et des étrangers de la population résidente permanente. STATPOP a remplacé dès 2011 l'ancienne statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM):
migrations internationales des étrangers.

Comptes globaux du marché du travail:
migrations internationales selon le statut sur le marché du travail. La notion de migrations internationales est, pour les besoins de la statistique, élargie aux cas de nouveaux frontaliers (considérés comme des immigrations) et aux cas de personnes perdant le statut de frontaliers (considérés comme des émigrations).

Les mouvements sur le marché du travail

G 3.4



© OFS 2017

3.6 Notions liées à la rémunération du travail

Revenu du travail

Le revenu du travail est composé des recettes (en espèce, en nature ou sous forme de services) que procure aux individus l'exercice d'une activité salariée ou indépendante. Le revenu du travail comprend les montants perçus soit en tant que résultat direct de l'activité professionnelle (salaires ou bénéfice de l'activité indépendante), soit en raison de leur situation dans la profession (prestations de sécurité sociale liées à l'emploi). Le revenu du travail ne comprend pas le revenu provenant d'autres sources telles que la propriété, l'assistance sociale, les transferts, etc., non lié à l'emploi.

(Voir aussi la notion apparentée: «salaire».)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active:
relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidante permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur le budget des ménages (EBM):
donne une vue d'ensemble des revenus du travail des ménages privés. Par revenu du travail on entend tout ce qui revient au ménage à titre de salaires, de bénéfice d'activité indépendante ou de prestations de sécurité sociale liées à l'emploi.

Salaire

Le salaire correspond à la rémunération du travail (en espèce ou en nature) effectué par une personne pour le compte d'une autre personne en vertu d'un contrat écrit ou oral. Cette autre personne peut être une personne physique ou une personne morale (entreprise, institution à but non lucratif ou administration publique). La notion de salaire ne couvre ainsi pas les revenus de l'activité indépendante qui est réalisée pour son propre compte. Il est d'usage de faire la distinction entre salaire brut (avant déduction des cotisations sociales à charge du salarié) et salaire net (après déduction).

(Voir aussi la notion apparentée: «revenu du travail».)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la structure des salaires:
les composantes du salaire considérées sont le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. Les résultats sont exprimés soit en salaires mensuels bruts standardisés (recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail), soit en salaires mensuels nets (montants effectivement versés, y compris la rémunération des heures supplémentaires).

Statistique de l'évolution des salaires:
les composantes salariales entrant dans le calcul de l'indice sont le salaire brut de base, les allocations de renchérissement et le 13^e salaire. Sont exclues les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature. Les personnes prises en compte dans le calcul sont les hommes et les femmes ayant 18 ans révolus et employés à plein temps et à temps partiel.

Enquête suisse sur la population active:
relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidante permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et le 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur les accords salariaux (EAS):
relève l'adaptation des salaires effectifs et des salaires minimaux (généralement: salaire brut de base + 13^e salaire) convenue dans le cadre d'un échantillon de conventions collectives de travail (CCT) par les partenaires sociaux signataires des CCT. Les salaires minimaux sont des montants minimaux de rémunération négociés collectivement et fixés dans une CCT ou dans un avenant à celle-ci.

Autres sources:
enquête sur le budget des ménages et données administratives de l'AVS, ces dernières permettant de calculer la «rémunération des salariés» dans le Compte de revenu du Système de comptabilité nationale.

Convention collective de travail

Accord passé entre, d'une part, une ou plusieurs associations d'employeurs ou/et un ou plusieurs employeurs et, d'autre part, une ou plusieurs associations de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail entre employeurs et travailleurs intéressés (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses (dispositions semi-normatives), pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (contributions à une caisse de compensation, représentation des travailleurs dans l'entreprise, formation et perfectionnement professionnels, etc.); elle peut même être limitée à ces clauses. La convention peut en outre régler les

droits et obligations réciproques des parties contractantes (dispositions obligationnelles directes), ainsi que le contrôle et l'exécution des clauses prévues. La CCT est régie par les articles 356 à 358 du Code des obligations.

Les CCT signées du côté employeur par une ou plusieurs associations d'employeurs sont dénommées CCT d'associations, les CCT signées du côté employeur par les représentants d'une ou plusieurs entreprises sont dénommées CCT d'entreprise(s).

Source statistique

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS).

Accords salariaux

Accords conclus entre les partenaires signataires de CCT sur le montant et le mode de l'adaptation des salaires effectifs ainsi que sur les salaires minimaux et éventuellement la durée du travail ou autres conditions de rémunération. Toute évolution salariale qui résulte directement de dispositions conventionnelles est assimilée à un accord salarial.

Source statistique

Enquête sur les accords salariaux dans les domaines conventionnels (EAS).

Conflit du travail

Un conflit du travail est un désaccord qui porte sur un problème ou un groupe de problèmes à propos duquel ou desquels il existe un différend entre des travailleurs et des employeurs, ou à propos duquel ou desquels une revendication a été formulée par des travailleurs ou des employeurs, ou à propos duquel ou desquels des travailleurs ou des employeurs soutiennent les revendications ou les doléances d'autres travailleurs ou employeurs.

Grève

Une grève est un arrêt temporaire du travail déclenché par un (ou des) groupe(s) de travailleurs en vue d'imposer ou de s'opposer à une exigence ou de formuler des doléances, ou de soutenir d'autres travailleurs dans leurs revendications ou doléances.

Lock-out

Un lock-out est la fermeture temporaire totale ou partielle d'un ou plusieurs lieux de travail, ou les mesures prises par un ou plusieurs employeurs pour empêcher les travailleurs d'exécuter normalement leur travail, en vue d'imposer ou de s'opposer à une exigence ou de soutenir les revendications ou les doléances d'autres employeurs.

Source statistique

Enquête sur les conflits collectifs de travail (KASE).

3.7 Taux divers

Taux d'actifs occupés

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Source statistique

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population. On distingue:

- le taux d'actifs occupés brut calculé pour la population totale
- le taux d'actifs occupés standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'actifs occupés net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux de chômage au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

$$\text{Taux de chômage au sens du BIT} = \frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active.

Taux de chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs inscrits}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): *personnes actives selon le relevé structurel*.

Taux de sous-emploi

$$\text{Taux de sous-emploi} = \frac{\text{personnes en sous-emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Enquête suisse sur la population active.

Taux d'activité

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Source statistique

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population. On distingue:

- le taux d'activité brut calculé pour la population totale
- le taux d'activité standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'activité net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux d'heures supplémentaires

$$\text{Taux d'heures supplémentaires} = \frac{\text{durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

Taux d'absences

$$\text{Taux d'absences} = \frac{\text{durée annuelle d'absences par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

Taux de places vacantes

$$\text{Taux de places vacantes} = \frac{\text{places vacantes}}{(\text{emplois} + \text{places vacantes})} \times 100$$

Source statistique

Statistique de l'emploi:
emplois, places vacantes.

3.8 Concepts de population et de couverture statistique

Concept intérieur

L'activité productive selon le concept intérieur désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse, qu'elle soit le fait de résidents ou de non-résidents. Ce concept peut être utilisé afin de délimiter la population active occupée, les emplois ou encore les heures de travail. Concrètement, l'activité productive selon le concept intérieur comprend l'activité réalisée en Suisse par les groupes suivants : Suisses résidant en Suisse, titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), frontaliers résidant à l'étranger et travaillant en Suisse, saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au

maximum 90 jours par année civile, personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses et personnel de la marine suisse. A l'inverse, l'activité du personnel des ambassades et des consulats étrangers en Suisse, l'activité des fonctionnaires internationaux en Suisse et l'activité des personnes résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger ne sont pas couvertes dans le concept intérieur.

Source statistique

Le concept intérieur est notamment utilisé dans la statistique de la population active occupée, la statistique du volume du travail, le recensement des entreprises, la statistique structurelle des entreprises, la statistique de l'emploi et l'enquête suisse sur la structure des salaires. Le concept intérieur est par ailleurs utilisé dans le domaine de la comptabilité nationale.

Population résidente permanente

Sont assimilées à la population résidente permanente toutes les personnes de nationalité suisse avec domicile principal en Suisse, ainsi que tous les ressortissants étrangers avec une autorisation de résidence valable au moins 12 mois ou séjournant au moins depuis 12 mois en Suisse, à savoir les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée équivalent à une durée cumulée minimale de 12 mois, les personnes dans le processus d'asile totalisant au moins 12 mois de séjour et les diplomates et fonctionnaires internationaux (y compris les membres de leurs familles).

Source statistique

Le concept de population résidente permanente est utilisé dans la statistique de la population et des ménages (STATPOP). Il est utilisé sous une forme légèrement adaptée dans le relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population (sans les diplomates et fonctionnaires internationaux), dans la statistique du chômage au sens du BIT et dans l'enquête suisse sur la population active (sans les diplomates et fonctionnaires internationaux et sans les personnes dans le processus d'asile).

Population résidente

Sont assimilées à la population résidente toutes les personnes résidant en Suisse à un moment donné, quels que soient leur nationalité, la durée et le type d'autorisation de résidence. Les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, ne sont pas comptées dans la population résidente. Concrètement, la population résidente comprend les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour

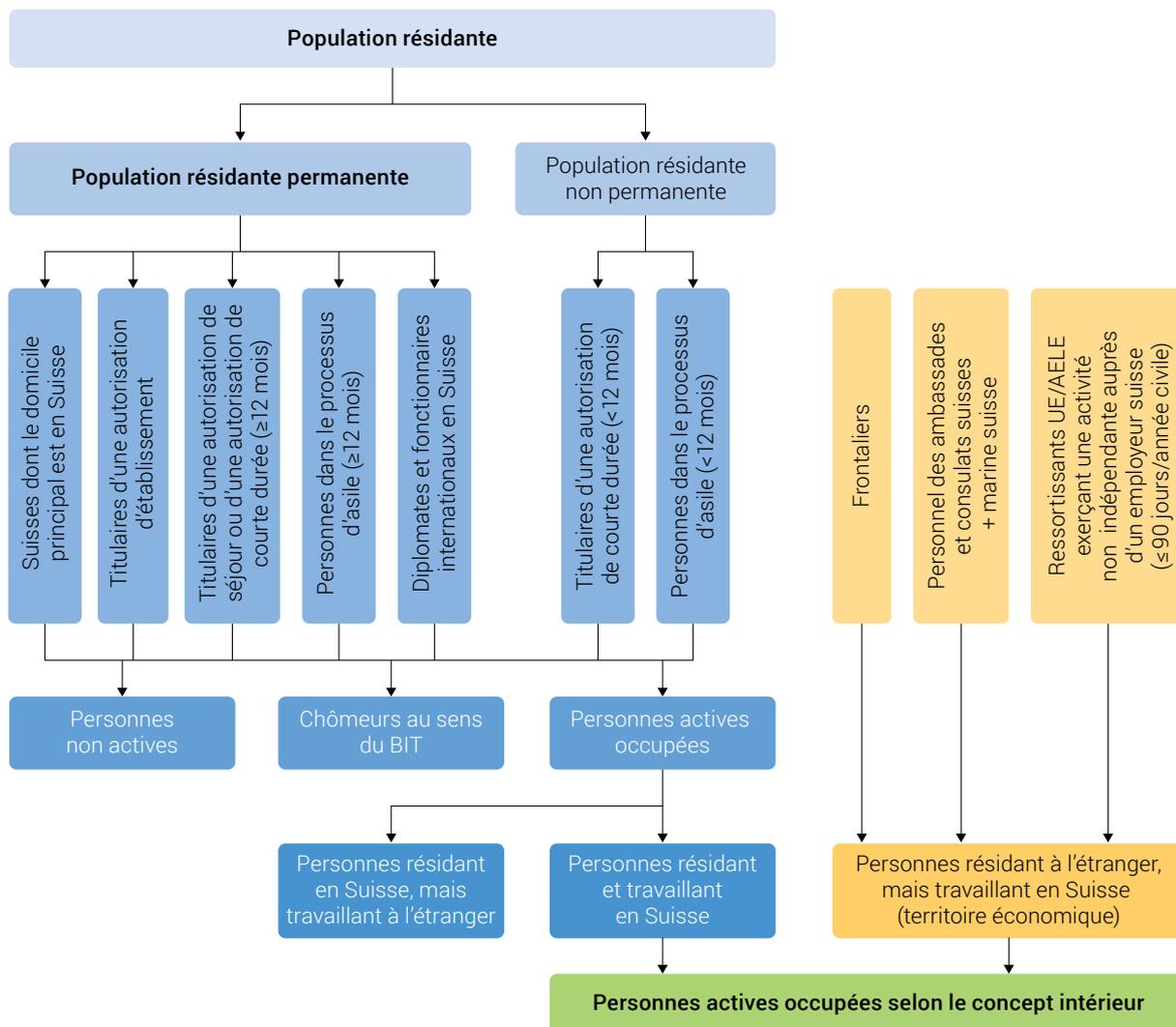
(y compris les réfugiés reconnus), les saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, les diplomates et fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

Source statistique

Le concept de population résidente est utilisé dans le recensement fédéral de la population jusqu'en 2000, et dans la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Population résidente, population résidente permanente et concept intérieur

G 3.5



© OFS 2017

3.9 Grandes régions

Grandes régions

Région lémanique:	Vaud, Valais, Genève
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Jura
Suisse du Nord-Ouest: Zurich:	Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie Zurich
Suisse orientale:	Glaris, Schaffhouse, Appenzell Rh.- Ext., Appenzell Rh.-Int., Saint-Gall, Grisons, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Uri, Schwytz, Obwald, Nidwald, Zoug
Tessin:	Tessin

Source statistique

Les résultats de la plupart des statistiques du marché du travail sont proposés sous une forme régionalisée.

4 Sources statistiques

4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail

Les informations sur le marché du travail proviennent d'enquêtes réalisées auprès des ménages, d'enquêtes réalisées auprès des entreprises ou de l'exploitation de données administratives (cf. encadré 1). Alors que les enquêtes auprès des ménages sont essentiellement basées sur l'offre de travail, les enquêtes auprès des entreprises fournissent des informations orientées sur la demande. Ces informations peuvent être également combinées afin d'obtenir ce qu'on appelle des statistiques de synthèse. Ces dernières enrichissent nos informations et produisent des résultats nouveaux sans qu'il y ait besoin de procéder à de coûteuses enquêtes supplémentaires. Elles permettent en outre de combiner les avantages spécifiques de plusieurs statistiques et d'en pallier certains défauts. Dans l'encadré 6, on remarque qu'une multitude de statistiques ou registres livrent des informations portant sur le marché du travail. Afin que la publication garde une relative concision, ainsi que pour des raisons de périodicité d'enquête, certaines de ces sources statistiques ne sont pas abordées plus en détail, ni sur le plan des aspects de méthode, ni sur celui des résultats¹.

L'enquête suisse sur la population active (ESPA), réalisée auprès des ménages, est la source principale de quatre statistiques de synthèse traitées dans cet ouvrage. Il s'agit de la statistique de la population active occupée (SPA0), de la statistique du volume du travail (SVOLTA), de la statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT) et des comptes globaux du marché du travail (CMT). Dans le cadre de cette publication, L'ESPA fournit également les chiffres nécessaires aux comparaisons internationales et au calcul des taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Outre l'ESPA et les quatre statistiques de synthèse qui en sont dérivées, sept autres sources statistiques livrent des indicateurs dans le cadre de la publication «Indicateurs du marché du travail» (cf. encadré 2): quatre enquêtes auprès des entreprises (la statistique de l'emploi, l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux et l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse), trois statistiques basées sur des données administratives (la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises, la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et la statistique de l'évolution des salaires). La vue d'ensemble est complétée par la statistique des frontaliers (statistique de synthèse basée principalement sur un appariement entre les données SYMIC et les données AVS et utilisée comme input dans la SPA0, dans la SVOLTA et dans les CMT).

¹ Des informations sur les sources statistiques relatives au marché du travail qui ne sont pas présentées en détail dans cette publication peuvent être obtenues auprès des offices fédéraux suivants:
 Secrétariat d'Etat à l'économie: statistique sur la réduction de l'horaire de travail, statistique des places vacantes annoncées.
 Secrétariat d'Etat aux migrations: système d'information central sur la migration (SYMIC).
 Office fédéral de la statistique: recensement de la population, recensement des entreprises, statistique structurelle des entreprises, enquête sur les nouvelles entreprises, recensement des entreprises du secteur primaire.

Encadré 1: le système des statistiques suisses du marché du travail

Statistiques de synthèse

Statistique de la population active occupée (SPA0)	– cf. 4.3
Statistique des frontaliers (STAF)	– cf. 4.6
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	– cf. 4.7
Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	– cf. 4.10
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	– cf. 4.13

Enquêtes auprès des ménages

Enquête suisse sur la population active (ESPA)	– cf. 4.2
Recensement de la population (RFP)	– Un recensement exhaustif de la population résidante a été réalisé tous les dix ans entre 1850 et 2000. Il a relevé des données sur l'activité professionnelle depuis 1860. Jusqu'en 1960, on a tenu compte uniquement de l'activité à plein temps et jusqu'en 1980 uniquement des personnes actives occupées travaillant au moins 6 heures par semaine. Ce n'est qu'en 1990 que la limite de travail a été abaissée à une heure par semaine (définition internationale). Depuis 2010, le recensement traditionnel de la population est remplacé par une série d'enquêtes. Parmi celles-ci, le relevé structurel annuel, qui est une enquête par échantillonnage menée auprès de 200 000 personnes, représente une source de données importante dans l'optique de l'observation du marché du travail.

Enquêtes auprès des entreprises

Statistique de l'emploi (STATEM)	– cf. 4.4
Recensement des entreprises (RE)	– Réalisé tous les 3 ou 4 ans auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire, pour la dernière fois en 2008. On y relève les emplois d'au moins 6 heures par semaine. Les emplois dans les ménages privés et les emplois d'indépendants sans entreprise ne sont pas considérés.
Statistique structurelle des entreprises (STATENT)	– Cette statistique annuelle dès 2011 remplace le recensement des entreprises. Basée essentiellement sur des données administratives, elle couvre les emplois dans les entreprises ou pour compte propre (indépendants) impliquant le versement de cotisations AVS obligatoires sur la base d'un revenu annuel minimum de 2300 francs. Les unités d'exploitation sont l'établissement et l'entreprise.
Enquête sur les nouvelles entreprises	– Réalisée auprès des entreprises nouvellement inscrites dans le registre des entreprises et des établissements (REE) afin de mettre ce dernier à jour. Le REE sert de base au recensement des entreprises et à toute enquête par sondage auprès des entreprises.
Recensement des entreprises du secteur primaire ou de l'agriculture	– Relève l'emploi par régions dans le secteur primaire.
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	– cf. 4.14
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	– cf. 4.17
Enquête sur les conventions collectives de travail (ECS)	– cf. 4.18
Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	– cf. 4.19
Données administratives	
Système d'information central sur la migration (SYMIC)	– Données mensuelles sur le nombre de travailleurs étrangers. Dès juin 2002, le SYMIC ne livre plus d'informations sur l'activité des titulaires d'une autorisation de séjour originaires de l'UE et des titulaires d'une autorisation d'établissement.
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	– cf. 4.8
Statistique de la réduction de l'horaire de travail du SECO	– Relève mensuellement des informations sur le chômage partiel.
Statistique du chômage du SECO	– cf. 4.11
Statistique des places vacantes annoncées du SECO	– Relève chaque mois les places vacantes annoncées aux offices régionaux de placement.
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	– cf. 4.16

Encadré 2: aperçu des statistiques et des indicateurs traités dans la publication

Statistiques	Indicateurs fournis
Statistiques de synthèse	
Statistique de la population active occupée (SPA0)	– Personnes actives occupées, personnes actives occupées en équivalents plein temps
Statistique des frontaliers (STAF)	– Frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	– Heures effectives de travail – Heures normales de travail – Heures supplémentaires – Heures d'absences
Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	– Chômeurs au sens du BIT – Taux de chômage au sens du BIT
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	– Transitions entre activité professionnelle, chômage et non activité – Migrations de main-d'œuvre
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	– Taux d'activité – Taux d'actifs occupés – Indicateurs servant aux comparaisons internationales
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	– Emplois par taux d'occupation, emplois équivalents à plein temps – Places vacantes – Indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi – Indicateurs des difficultés de recrutement de personnel
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	– Salaire mensuel brut standardisé – Salaire mensuel net (non standardisé)
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	– Adaptation des salaires effectifs – Adaptation des salaires minimaux
Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	– Conventions collectives de travail
Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	– Grèves et lock-outs – Etablissements et travailleurs impliqués – Journées de travail perdues
Données administratives	
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	– Durée normale du travail hebdomadaire des salariés à plein temps
Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	– Chômeurs inscrits – Taux de chômage – Demandeurs d'emploi inscrits
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	– Indice des salaires nominaux – Indice des salaires réels

4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est une enquête réalisée auprès des personnes qui a pour but principal de fournir des données sur la structure de la population active suisse et sur les comportements en matière d'activité professionnelle. Les thèmes principaux que l'ESPA aborde sont l'activité professionnelle, le chômage et ses caractéristiques, la profession (apprise et exercée), les conditions de travail, la mobilité sur le marché du travail, la branche économique, les heures de travail, la formation (y compris la formation continue), le travail non rémunéré, la situation familiale, les conditions de logement et les revenus (cf. chapitre 4.15). Ce vaste éventail de données conduit à un grand choix dans les critères de ventilations (par exemple les actifs occupés selon l'état civil, la classe de revenu, le type d'horaire; les chômeurs au sens du BIT selon la formation, la durée de chômage, le type de famille, etc.). Des enquêtes similaires (appelées enquêtes sur les forces de travail ou labour force surveys) sont conduites dans les pays de l'Union européenne.

Concepts et définitions de l'ESPA

L'ESPA applique les définitions internationales de l'activité et du chômage (Bureau international du Travail et EUROSTAT). Une personne est ainsi considérée comme active occupée si elle exerce une activité professionnelle d'au moins une heure pendant la semaine de référence. L'utilisation de ces définitions permet de réaliser des comparaisons internationales.

En raison de la méthode de relevé, les résultats de l'enquête se rapportent à la population résidente permanente uniquement. Par conséquent, l'ESPA ne prend pas en considération certains groupes d'étrangers, tels les frontaliers, les titulaires d'une autorisation de courte durée et les personnes dans le processus d'asile. Pour combler ces lacunes, on rajoute, dans une étape importante des processus de calcul des statistiques de synthèse (statistique de la population active occupée, statistique du volume du travail et comptes globaux du marché du travail), les groupes qui n'appartiennent pas à la population résidente permanente (voir graphique G4.1). Cette opération, si elle permet de tenir compte de toutes les personnes travaillant en Suisse et de tous les chômeurs au sens du BIT résidant en Suisse, présente toutefois un inconvénient: on perd de la souplesse dans les possibilités de ventilation des résultats.

Méthode de calcul de l'ESPA

a) Méthode de relevé

L'ESPA est une enquête par échantillonnage auprès des personnes. De 1991 à 2009, elle a été réalisée entre le mois d'avril et le mois de juin. Depuis 2010, elle se déroule en continu dans le but de fournir des indicateurs trimestriels et annuels. L'OFS informe par écrit les personnes sélectionnées, puis un institut de sondage mandaté les contacte par téléphone. Les personnes qui participent à l'enquête sont interrogées quatre fois sur 15 mois. Cette structure en panel permet d'observer de près l'évolution du marché du travail et d'effectuer des analyses longitudinales.

b) Extrapolation des résultats

L'exploitation des résultats de l'enquête nécessite une pondération des réponses fournies par les personnes interrogées. Cette pondération est calculée sur la base de la population résidente permanente de la Suisse. Sur la période 2010–2016, la pondération des données de l'ESPA a été révisée. En effet, de nouveaux calages basés sur des données des assurances sociales ont été intégrés dans le processus de pondération. La prise en compte de ces nouvelles dimensions permet des gains en terme de précision statistique, notamment en ce qui concerne le statut sur le marché du travail (actif occupé/chômeur au sens du BIT/non-actif). Cette révision génère une rupture de série sur une partie des résultats entre 2009 et 2010.

Chaque trimestre, un participant à l'ESPA représente en moyenne 230 personnes de la population résidente permanente de la population âgée de 15 ans et plus (l'échantillon trimestriel est composé de 30 000 personnes environ).

Les principaux résultats de l'ESPA sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, des analyses «à la carte» peuvent également être réalisées sur demande.

Concepts et définitions de l'enquête suisse sur la population active

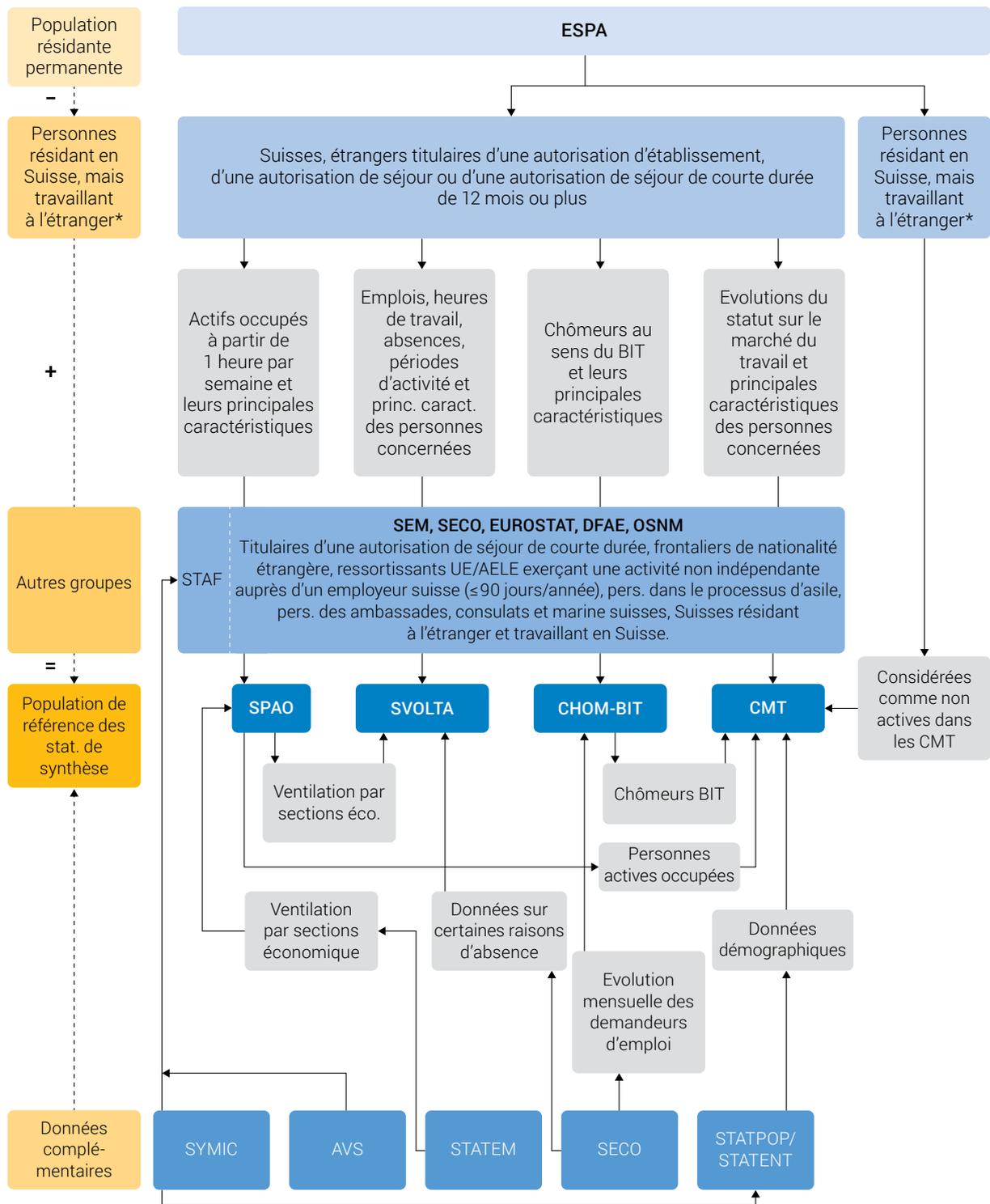
Objet de la statistique:	Structure de la population active et comportements en matière d'activité professionnelle
Méthode de relevé:	Enquête auprès des personnes (126 000 interviews en 2015)
Population de référence:	Population résidente permanente sans les diplomates, les fonctionnaires internationaux (y c. membres de leur famille) et les personnes dans le processus d'asile
Période de référence/ périodicité:	Dès 2010: chaque trimestre, enquête continue De 1991 à 2009: deuxième trimestre (d'avril à juin), enquête annuelle

Critères de ventilation

Les nombreux thèmes abordés par l'enquête permettent un grand choix dans les critères de ventilation. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'une enquête par échantillonnage, les croisements entre variables sont limités (plus les groupes isolés sont de taille réduite, plus le coefficient de variation est grand).

Les inputs principaux des statistiques de synthèse basées sur l'ESPA

G 4.1



AVS = Assurance-vieillesse et survivants
 CHOM-BIT = Statistique du chômage au sens du BIT
 CMT = Comptes globaux du marché du travail
 DFAE = Département fédéral des affaires étrangères
 ESPA = Enquête suisse sur la population active
 OSNM = Office suisse de la navigation maritime
 SECO = Secrétariat d'Etat à l'économie

SEM = Secrétariat d'Etat aux migrations
 SPAO = Statistique de la population active occupée
 STAF = Statistique des frontaliers
 STATEM = Statistique de l'emploi
 STATPOP = Statistique de la population et des ménages
 SVOLTA = Statistique du volume du travail
 SYMIC = Système d'information central sur la migration

* Personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse, personnel des organisations internationales et frontaliers résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger

4.3 La statistique de la population active occupée (SPA0)

La statistique de la population active occupée (SPA0) a été créée en 1977. Des chiffres globaux remontent jusqu'en 1948 et d'autres, plus détaillés, jusqu'en 1960. Dans cette statistique, toutes les personnes travaillant en Suisse sont prises en compte. La SPA0 livre ainsi des données sur l'ensemble de l'économie, y compris le secteur primaire. La SPA0 est une statistique de synthèse, c'est-à-dire qu'elle repose sur différentes sources statistiques dont les principales sont l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le système d'information central sur la migration (SYMIC) tenu par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et la statistique de l'emploi (STATEM). En combinant ainsi les résultats de diverses sources, il est possible d'une part d'utiliser les forces tout en laissant de côté les faiblesses des statistiques comprises dans la SPA0 et d'autre part d'adapter le champ couvert par la statistique au concept intérieur.

Concepts et définitions de la SPA0

La SPA0 relève toutes les personnes travaillant en Suisse (cf. chapitre 3.8, «le concept intérieur») au moins une heure par semaine. Elle répond ainsi à la définition de l'activité recommandée par le Bureau international du Travail. La SPA0 considère notamment des groupes de population qui ne sont pas compris, pour diverses raisons, dans la STATEM. Il s'agit en particulier des personnes travaillant dans le secteur primaire, de celles qui sont employées par des ménages privés ainsi que de celles qui exercent une activité professionnelle nous soumises à cotisation AVS (voir chapitre 4.5). La population de référence de la SPA0 se distingue aussi de celle de l'ESPA. En effet, à la différence de l'ESPA qui ne considère que la population résidente permanente, la SPA0 tient également compte des frontaliers, des personnes dans le processus d'asile, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ainsi que d'autres groupes marginaux. Le nombre d'actifs occupés est aussi proposé en équivalents plein temps ainsi que sous forme désaisonnalisée.

Méthode de calcul de la SPA0

La SPA0 s'établit en trois étapes.

1) Passage au concept intérieur

Les valeurs trimestrielles se calculent à partir de l'ESPA. Mais comme les définitions de celle-ci ne coïncident pas entièrement avec les définitions de la SPA0, les données de l'ESPA, qui se rapportent à la population résidente permanente, sont adaptées au concept intérieur (cf. graphique G.4.2). Autrement dit, on ajoute aux personnes actives occupées de l'ESPA les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, le personnel de la marine suisse, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins, et l'on en soustrait le personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse et les frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger.

Ce calcul se fait distinctement pour les hommes et pour les femmes, pour les Suisses et pour les étrangers (ces derniers étant répartis selon le type d'autorisation de séjour).

2) Ventilation des résultats

Les valeurs selon le concept intérieur – déjà réparties selon le sexe, la nationalité et le type d'autorisation de séjour – sont encore ventilées par grande région, groupe d'âges, statut d'activité, secteur et section économique. Les principales sources pour ces ventilations sont l'ESPA, le SYMIC, la STAF et la STATEM.

3) Actifs occupés en équivalents plein temps

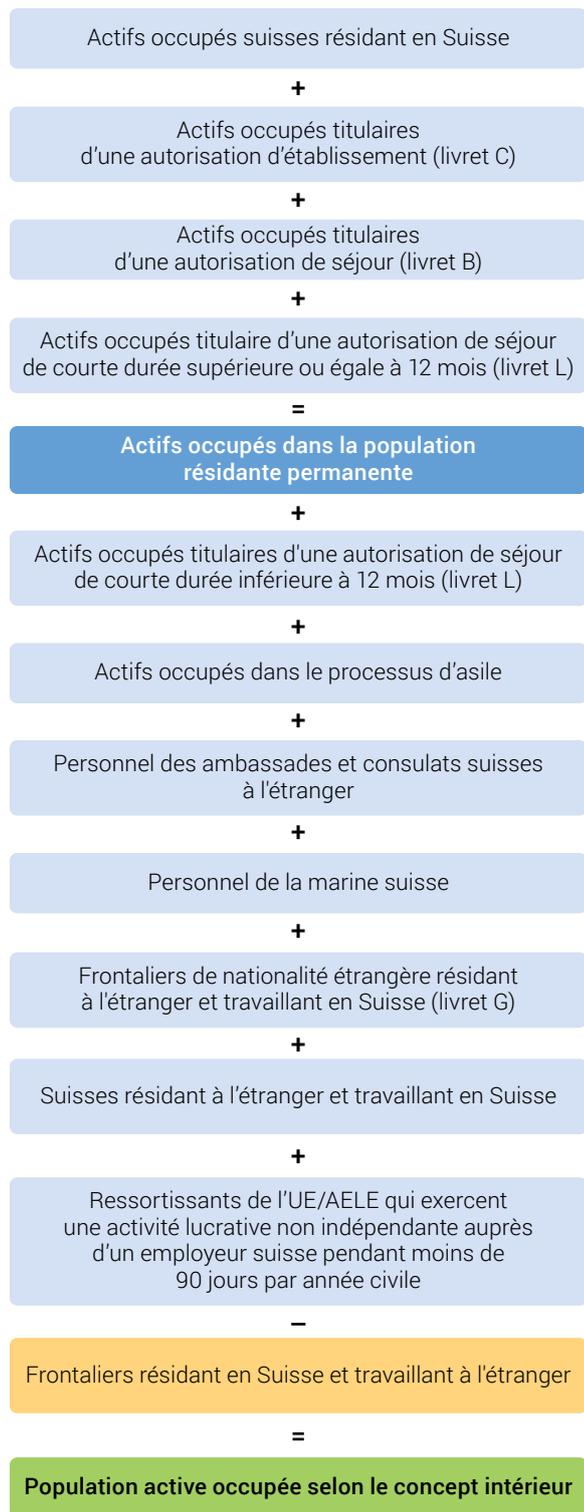
Pour convertir les personnes actives occupées en équivalents plein temps (EPT), on additionne les taux d'occupation des emplois exercés. Ainsi, une personne occupant un 1^{er} emploi à un taux d'occupation de 50% et un 2^e emploi à 20% sera comptabilisée comme 0,7 EPT. On détermine les taux d'occupation en divisant les heures effectives de travail dans chaque emploi par la moyenne des heures effectives dans les emplois à plein temps.

Révision 2017 de la SPA0

La révision de la pondération de l'ESPA a conduit à une baisse d'en moyenne 69 000 actifs occupés sur la période 2010–2016 et génère une rupture de série entre 2009 et 2010. Pour la SPA0, une adaptation de la série pour la période 1991 à 2009 a été effectuée permettant d'éviter cette rupture et de maintenir une longue série temporelle.

Pour plus de détails sur la méthode de la SPA0, cf. le rapport méthodologique «La statistique de la population active occupée (SPA0), Bases méthodologiques», OFS, 2017.

Adaptation de la SPAO au concept intérieur G 4.2



Concepts et définitions de la statistique de la population active occupée

Objet de la statistique:	Les personnes exerçant une activité productive au sens de la comptabilité nationale d'au moins 1 heure par semaine
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population active occupée selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Moyenne trimestrielle, statistique trimestrielle et annuelle

Critères de ventilation

Personnes actives occupées

- sexe x nationalité/autorisation de séjour
- sexe x secteurs et sections économiques selon la NOGA08
- sexe x grandes régions
- sexe x nationalité x statut d'activité
- sexe x nationalité x groupes d'âges
- sexe x nationalité x secteurs économiques

Personnes actives occupées en équivalents plein temps

- sexe

- nationalité

Séries désaisonnalisées

- total et total en équivalents plein temps

x = croisé avec

4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)

La statistique de l'emploi (STATEM) est élaborée sur la base d'une enquête réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Elle existe en tant qu'enquête trimestrielle depuis 1925. D'abord réalisée pour différentes branches industrielles et publiée sous forme d'indices, elle a peu à peu évolué, couvrant finalement toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Elle est publiée sous forme d'effectifs depuis le troisième trimestre 1991.

Concepts et définitions de la STATEM

La STATEM est une enquête conjoncturelle dont le but est de fournir des informations sur l'évolution de l'emploi par branches économiques, sur les places vacantes, les difficultés de recrutement de personnel et les prévisions d'évolution de l'emploi. Elle porte sur les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire établies sur territoire suisse (concept intérieur). Le secteur primaire (agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture) et la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs» ne sont pas pris en compte.

Méthode de calcul de la STATEM

L'enquête se fonde sur un échantillon aléatoire d'entreprises tirés du Registre des entreprises et des établissements (REE). Il est stratifié par divisions économiques. Dans le cas d'entreprises multi-établissements, tous les établissements d'une entreprise de l'échantillon sont intégrés à ce dernier. Les emplois sont alors répartis au sein des unités locales de chaque entreprise, de manière à produire des résultats au niveau des établissements. Les cantons et les grandes villes qui le souhaitent ont depuis 2001 la possibilité de financer des compléments d'échantillons régionaux.

Les données sont récoltées auprès des entreprises à l'aide d'un questionnaire en ligne (eSurvey), par l'échange électronique de données ou de questionnaires imprimés sur papier. Afin de limiter la charge auprès des entreprises, la récolte des données est coordonnée avec les autres enquêtes portant sur l'emploi (Enquête d'actualisation du REE, Profiling et Profiling Light). Le questionnaire porte en premier lieu sur le nombre d'emplois occupés dans les entreprises lors du dernier mois de trimestre sous référence. Les autres informations recueillies dans le cadre de l'enquête concernent les places vacantes, ainsi que deux variables qualitatives, soit l'indicateur sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et l'indicateur sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Suite au remplacement des Recensements d'entreprises par la STATEM, le plan de sondage et l'échantillon de la STATEM ont été renouvelés au 2^e trimestre 2015. L'ensemble des séries ont été révisées.

Au 1^{er} trimestre 2017, les résultats de la STATEM pour la période du 2^e trimestre 2015 au 4^e trimestre 2016 ont été adaptés et corrigés. Les changements concernent principalement la branche «Activités liées à l'emploi», certaines branches du secteur tertiaire ainsi que des résultats des grandes régions. Par ailleurs, les séries de données sur l'emploi et les places vacantes ont été adaptées rétroactivement jusqu'en 1991.

L'échantillon mis à jour au 2^e trimestre 2015 contient environ 18 000 entreprises (65 000 établissements), soit 3,5% de l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire (11 % des établissements). Il couvre environ 45% des emplois. Une annexe méthodologique décrivant les principales caractéristiques du cadre de sondage, ainsi que la variance des estimations trimestrielles accompagne les tableaux de résultats.

Tous les résultats de la STATEM sont disponibles sur le site internet de l'OFS de même que les rapports de méthodes suivants: «Statistique de l'emploi: Bases méthodologiques 2000», OFS, 2002; «Statistique de l'emploi. Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage», OFS, 2008; «Statistique de l'emploi: Révision 2007: méthodes d'estimation», OFS, 2008.

Concepts et définitions de la statistique de l'emploi

Objet de la statistique: Les emplois dans les entreprises par taux d'occupation et en équivalents plein temps, les places vacantes, les indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et les indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Méthode de relevé: Enquête auprès de 18 000 entreprises (65 000 établissements)

Population de référence: Emplois soumis à cotisations AVS dans les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur. Ne sont pas considérés: les emplois du secteur primaire, ni ceux de la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs».

Période de référence/ périodicité: Dernier mois de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

Emplois

– Sexe x divisions économiques selon la NOGA08 x taux d'occupation

– Sexe x divisions économiques selon la NOGA08

Equivalents plein temps

– Sexe x grandes régions x secteurs économiques

Nombre de places vacantes, indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi

– Divisions économiques NOGA08

– Séries désaisonnalisées

– Grandes régions

x = croisé avec

4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi

Deux approches distinctes du marché du travail

La statistique de la population active occupée (SPAO) et la statistique de l'emploi (STATEM) sont deux statistiques conjoncturelles qui abordent le marché du travail sous des angles différents, la première sous l'angle de l'offre de travail par le biais des ménages (la SPAO se base pour l'essentiel sur l'enquête suisse sur la population active), la seconde sous l'angle de la demande de travail par le biais des établissements. En raison de cette différence, l'une ou l'autre statistique sera plus appropriée selon l'aspect du marché du travail que l'on souhaite analyser.

Différences dans la mesure de l'activité professionnelle entre la SPAO et la STATEM

Des écarts peuvent apparaître entre le nombre d'actifs occupés selon la SPAO et le nombre d'emplois selon la STATEM. La première différence concerne l'unité de mesure, une personne active occupée pouvant exercer plusieurs emplois. La seconde concerne certaines activités qui ne sont pas couvertes par la STATEM. Il s'agit principalement de l'activité des personnes non soumises à cotisation AVS (jeunes n'ayant pas atteint l'année de leur 18^e anniversaire, actifs occupés ayant atteint l'âge légal de la retraite et gagnant moins de 16 800 francs par an, actifs occupés de plus de 18 ans gagnant moins de 2300 francs par an), ainsi que des emplois dans le secteur primaire et dans les ménages privés (division économique NOGA «Activité des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique»). On suppose aussi que certaines formes atypiques de travail (p.ex. personnes travaillant sans rémunération pour une entreprise familiale, contrats à durée très limitée ou sous forme de mandats ponctuels qui n'induisent pas de paiement de cotisations à l'AVS) échappent partiellement à la STATEM. Les deux statistiques se distinguent également par leur période de référence: bien que toutes deux trimestrielles, la SPAO se réfère à des moyennes trimestrielles alors que la STATEM livre des résultats se référant au dernier mois du trimestre. Enfin, tant les résultats de la SPAO que ceux de la STATEM sont soumis à une part d'erreur aléatoire (coefficient de variation de près de 0,3% pour le nombre total d'actifs occupés; 0,4% pour le nombre total d'emplois).

Spécificités de la SPAO

La SPAO fournit des données sur l'ensemble des personnes travaillant en Suisse et sur leur évolution. Elle renseigne notamment sur la répartition de la population active occupée dans les sections économiques. La SPAO est également adaptée pour des analyses relatives à la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse. Grâce à la ventilation par catégories d'autorisation de séjour, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la part des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour dans l'ensemble de la population étrangère active occupée. La statistique permet en outre d'étudier des questions touchant la structure sociodémographique du monde du travail (les jeunes, les femmes, les indépendants, actifs occupés en équivalents plein-temps). La série est aussi disponible sous forme désaisonnalisée (pour le total) et en équivalents plein temps (par sexe et par nationalité).

Spécificités de la STATEM

La STATEM présente des résultats selon les divisions économiques, également ventilés par taux d'occupation. Ainsi, l'on peut par exemple connaître la part des personnes qui sont occupées à temps partiel dans l'hôtellerie et la restauration. Les séries d'emploi sont aussi disponibles sous forme désaisonnalisée et en équivalent plein temps.

4.6 La statistique des frontaliers (STAF)

La statistique des frontaliers (STAF) fournit des informations quant à l'effectif et aux principales caractéristiques des travailleurs étrangers en activité en Suisse et résidant à l'étranger. La STAF est une statistique de synthèse basée sur les données du système d'information central sur la migration (SYMIC), sur les données de l'assurance vieillesse et survivants (AVS), sur la base de données de la formation professionnelle initiale (SFPI) et, pour les séries antérieures au 4^e trimestre 2010, sur les données de la statistique de l'emploi (STATEM). La statistique a été créée en 2004 et des chiffres globaux ont été calculés rétrospectivement jusqu'en 1996.

Concepts et définitions de la STAF

La statistique des frontaliers recense tous les frontaliers étrangers de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité professionnelle en Suisse. L'effectif fourni par la statistique des frontaliers est inférieur au nombre d'autorisations selon SYMIC, les cessations d'activité professionnelle n'étant pas systématiquement annoncées aux autorités.

Méthode de calcul de la STAF

Depuis 2010, la statistique s'appuie essentiellement sur des registres administratifs. La méthode se résume en quatre étapes:

1) Production des micro-données de référence par appariement des données AVS et des données SYMIC

L'appariement des données AVS et des données SYMIC permet de déterminer pour chaque trimestre, au niveau des micro-données – mais avec deux ans de retard –, si le titulaire du permis de frontalier a touché un revenu soumis ou non à cotisation.

2) Ajustement des micro-données de référence à l'ensemble de la population considérée

Certains frontaliers ne figurent pas ou ne figurent que partiellement dans les données de l'AVS. Il s'agit des frontaliers qui n'ont pas encore atteint l'année de leur 18^e anniversaire, qui ont déjà atteint l'âge légal de l'AVS (64/65 ans) ou qui travaillent comme indépendants. Pour les premiers, un appariement avec la statistique de la formation professionnelle initiale permet de déterminer s'ils sont en apprentissage et donc professionnellement actifs. Pour les deux autres groupes, on estime la part des actifs occupés en s'appuyant sur d'autres statistiques (protection sociale et marché du travail SESAM).

3) Rétropolation des micro-données pour les trimestres antérieurs au 4^e trimestre 2010

Nous ne disposons que depuis 2010 d'un taux d'attribution de numéros AVS aux détenteurs d'un permis de frontalier enregistrés dans SYMIC suffisamment élevé pour apparier de manière fiable les données. Les séries antérieures au 4^e trimestre 2010 sont calculées par rétropolation des micro-données STAF. On utilise à cet effet le nombre total de frontaliers – selon les séries STAF calculées sur la base de la STATEM – pour l'ensemble de la période du 1^{er} trimestre 1996 au 3^e trimestre 2010. On veille à tirer profit au maximum des données disponibles:

- pondération des micro-données du premier trimestre pour lequel on a des données AVS (4^e trimestre 2010)
- micro-données SYMIC pour tous les trimestres du 1^{er} trimestre 1996 au 3^e trimestre 2010.

4) Extrapolation des micro-données trimestrielles au-delà des dernières données AVS disponibles

Les données AVS utilisées pour l'appariement des données ne sont disponibles qu'après un délai d'environ deux ans. L'extrapolation au-delà des dernières données AVS disponibles est réalisée, comme pour la rétropolation 1996–2010, au niveau des micro-données SYMIC. Le nombre total provisoire de frontaliers est obtenu par extrapolation du dernier effectif définitif dans les données AVS sur la base de l'évolution en pourcent selon SYMIC. On utilise en outre les données suivantes:

- pondération des micro-données du dernier trimestre pour lequel on a des données AVS
- micro-données SYMIC pour tous les trimestres du 1^{er} trimestre sans données AVS au dernier trimestre de la STAF.

On obtient ainsi des micro-données individuelles pondérées pour la période qui va du 1^{er} trimestre 1996 au dernier trimestre de la statistique. Ces données permettent de calculer le nombre total de frontaliers pour la STAF et pour toutes les ventilations du SYMIC.

Pour plus de détails sur la méthode de la STAF, voir le rapport méthodologique «Révision de la statistique des frontaliers (STAF) 2015–16 – Synthèse de la méthode», OFS, 2016.

Concepts et définitions de la statistique des frontaliers

Objet de la statistique:	Travailleurs frontaliers étrangers
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Tous les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G), domiciliés à l'étranger et exerçant une activité lucrative en Suisse.
Période de référence/ périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

- Sexe x canton de travail x commune de travail
- Sexe x canton de travail x pays de résidence
- Sexe x canton de travail x Landkreis de résidence (DE)
- Sexe x canton de travail x département de résidence (FR)
- Sexe x canton de travail x secteurs, sections et divisions économiques selon la NOGA08
- Statut d'activité x secteurs, sections et divisions économiques selon la NOGA08
- Sexe x canton de travail x statut d'activité x durée du permis de travail
- Sexe x canton de travail x groupes d'âges

x = croisé avec

4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)

Jusqu'à dans les années 50, la grande majorité des travailleurs étaient employés à plein temps. Il suffisait alors de considérer l'effectif de la population active occupée pour obtenir un indicateur fiable du niveau de l'activité professionnelle. Avec l'apparition du travail à temps partiel dans les années 60 et le développement de formules souples d'aménagement du temps de travail, cet indicateur ne suffisait plus. Il a donc fallu créer des statistiques nouvelles sur la durée et le volume du travail. Si des statistiques sur la durée hebdomadaire du travail ont vu le jour dès les années 40, la statistique du volume du travail (SVOLTA) n'a pu être créée qu'au début des années 90.

Concepts et définitions de la SVOLTA

L'élaboration de la SVOLTA est inspirée par divers travaux réalisés dans ce domaine par le Bureau international du Travail (BIT). Ces éléments ont toutefois dû être adaptés aux données disponibles en Suisse. Les concepts et les définitions ont été fixés compte tenu des règles en vigueur dans le Système de Comptabilité Nationale. La SVOLTA a fait l'objet d'une révision méthodologique pour les années dès 2010, notamment pour tenir compte du changement de périodicité de sa source principale (ESPA).

Méthode de calcul de la SVOLTA

La méthode d'établissement de la SVOLTA diffère selon que l'on considère la population résidente permanente ou les autres groupes de population travaillant en Suisse.

Volume du travail de la population résidente permanente

Pour la population résidente permanente, le volume du travail se calcule d'après les résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). L'ESPA permet de calculer la durée annuelle normale du travail pour chaque emploi (les éventuelles activités accessoires des personnes actives occupées sont prises en compte). Pour les emplois salariés, on considère comme durée normale du travail celle qui est fixée dans le contrat de travail. Pour les emplois des indépendants, on considère la durée usuelle du travail. Les absences annuelles sont soustraites, pour chaque emploi, à la durée annuelle normale du travail. Comme l'ESPA n'informe pas de façon suffisamment fiable sur tous les types d'absences, on se réfère, pour les absences en raison des réductions de l'horaire de travail et des conflits de travail, à la statistique du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et à l'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE). Pour obtenir la durée annuelle effective du travail, il faut encore tenir compte, pour chaque emploi, des heures supplémentaires annuelles (livrées par l'ESPA); elles ne sont comptées que si elles ne sont pas compensées par des congés ou par des réductions ultérieures du temps de travail dans le cadre d'horaires de travail flexibles. La durée effective du travail correspond donc au nombre d'heures qui, au cours de la période considérée, ont effectivement été consacrées à l'accomplissement d'une tâche ou d'un travail déterminé.

Volume du travail des autres groupes

Pour estimer le volume du travail conformément au concept intérieur, il faut également prendre en considération plusieurs groupes de population travaillant en Suisse mais qui ne sont pas interrogés dans le cadre de l'ESPA. Ces groupes sont les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel de la marine suisse, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins. Si le nombre d'emplois occupés par ces groupes de personnes nous est donné par des sources administratives dont la principale est le système d'information central sur la migration (SYMIC), leur durée du travail provient de valeurs moyennes estimées à l'aide de l'ESPA. Une analyse réalisée à l'aide du recensement fédéral de la population (RFP) a montré, en effet, que la durée de travail de ces groupes d'étrangers ventilés selon le sexe, le taux d'occupation et la section économique ne diffère pas de manière significative de la durée du travail du reste de la population.

Concepts et définitions de la statistique du volume du travail

Objet de la statistique:	Heures effectives de travail, heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires de toutes les personnes qui accomplissent dans l'année au moins 1 heure d'activité productive au sens de la comptabilité nationale.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x sections économiques NOGA08
- Sexe x nationalité x statut d'activité
- Sexe x nationalité x taux d'occupation
- Sexe x nationalité x grandes régions

x = croisé avec

4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)

Si la statistique officielle livre des données sur la durée hebdomadaire du travail depuis 1942, les méthodes et les concepts de base ont fortement évolué au cours du temps. Depuis 1973, la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) est réalisée sur la base des déclarations d'accidents des salariés transmises au Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de la nouvelle loi sur l'assurance-accidents (LAA), soumettant tous les salariés à l'obligation de s'assurer, a permis d'élargir le champ de la statistique à l'ensemble des branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'au secteur primaire. Avant le transfert à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la DNT le 1^{er} mars 1995, celle-ci était réalisée au sein de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). Les résultats sont disponibles par branches économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) à partir de 1990.

Concepts et définitions de la DNT

La durée normale du travail est définie comme la durée du travail hebdomadaire pratiquée dans les entreprises et valable sur un intervalle de plusieurs mois ou années. Cette durée s'applique à l'entreprise et correspond, en principe, à la durée individuelle du travail des salariés engagés à plein temps, qui ne font pas d'heures supplémentaires et ne sont pas touchés par des réductions de l'horaire de travail.

Méthode de calcul de la DNT

La durée normale du travail se calcule à l'aide d'un schéma de pondération, dont la base jusqu'en 2012 est le dernier recensement des entreprises (RE). Ce schéma se base dès 2013 sur la statistique structurelle des entreprises (STATENT). En effet, chaque division économique de chaque canton reçoit un coefficient de pondération. Ce procédé permet de calculer les valeurs agrégées en fonction des structures de l'emploi propres à chaque canton et à chaque région. Dans cette optique, il n'est pas tenu compte (pour la période durant laquelle le schéma de pondération est constant) des variations de la durée normale du travail résultant d'un changement de l'importance relative des branches économiques, comme par exemple, les effets d'un transfert de salariés vers une division dans laquelle la durée normale du travail est généralement plus faible qu'ailleurs. La différence entre la durée normale du travail cantonale et la durée normale du travail à l'échelle nationale peut être interprétée comme la conjonction de deux effets:

- une différence dans la structure de l'emploi entre la Suisse et le canton considéré (effet structurel)
- une différence dans la durée normale du travail à l'intérieur même d'une ou de plusieurs divisions économiques, entre la Suisse et le canton sous revue (effet résiduel).

Pour chaque canton et section économique, il est possible de calculer la valeur de cet effet structurel. Pour ce faire, on pondère, au niveau des divisions économiques, les données des salariés accidentés du canton en question avec les coefficients de pondération relatifs à la structure suisse de l'emploi. La différence (obtenue au niveau du total des divisions ou d'une section économique) entre la durée cantonale effective et la durée cantonale du travail hypothétique reflète la différence due à l'effet de structure. En 2015, par exemple, pour le canton de Genève, la durée normale du travail s'élève à 40,9 h, contre 41,6 h à l'échelon suisse (secteur primaire exclu). Il en découle une différence de 0,7 h, qui peut être décomposée en une variation de 0,1 h due à la structure de l'emploi propre au canton de Genève, et une variation de 0,6 h due à l'effet résiduel. Cette dernière s'explique par le fait que, dans le canton de Genève, une ou plusieurs divisions économiques présentent des durées normales du travail inférieures à la moyenne suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de la DNT, cf. la publication «Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux», OFS, 1998

Concepts et définitions de la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

Objet de la statistique:	Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps dans les entreprises
Méthode de relevé:	Exploitation d'environ 290 000 données administratives
Population de référence:	Salariés des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sections et divisions économiques NOGA08
 - Sections économiques NOGA08 x grandes régions
 - Sections économiques NOGA08 x cantons
- x = croisé avec

4.9 Comparatif entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

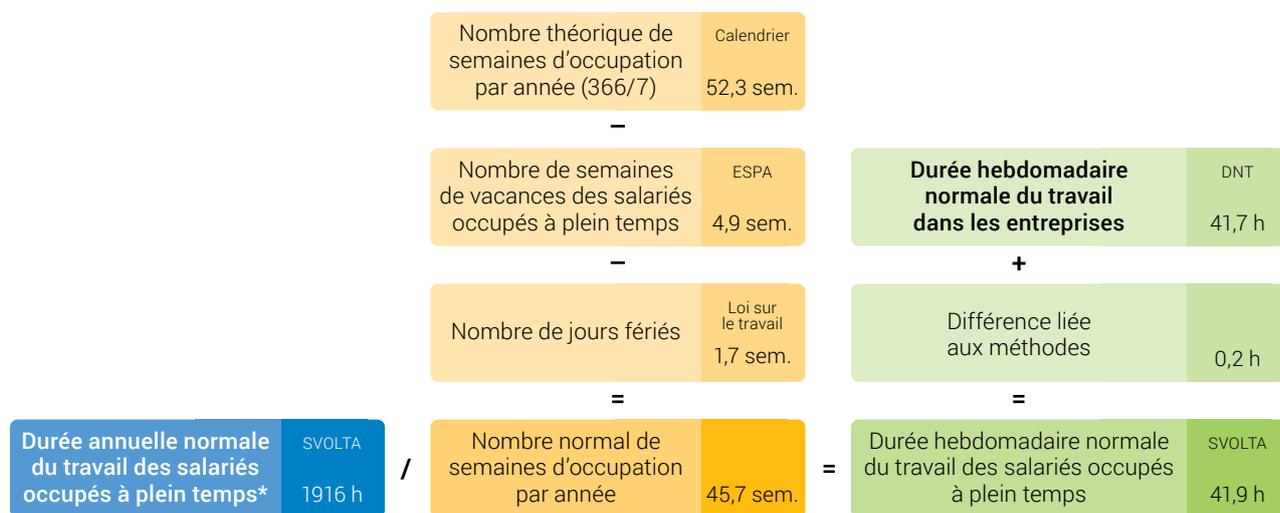
La statistique du volume du travail (SVOLTA) fournit en premier lieu des données macro-économiques sur le volume annuel effectif du travail pour l'ensemble de l'économie suisse et permet ainsi de disposer d'une base de calcul de productivité par heure de travail. Mais la SVOLTA fournit aussi des données détaillées sur les composantes des heures effectives de travail par emploi (heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires). Grâce à la ventilation par statut d'activité et taux d'occupation, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la durée annuelle effective du travail des salariés occupés à plein temps et de comprendre dans quelle mesure ce résultat dépend du changement de la durée annuelle du travail selon le contrat, des absences ou des heures supplémentaires. D'autres indicateurs comme le taux d'absences ou le taux d'heures supplémentaires sont également calculés dans le cadre de la SVOLTA.

Par contre, si l'on s'intéresse aux pratiques en matière de durée hebdomadaire du travail stipulée dans les contrats des salariés à plein temps, on consultera de préférence la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT). La DNT se prête aussi à des analyses de la durée normale du travail dans les différentes divisions économiques et dans les différents cantons.

Bien que des données concernant la durée normale du travail soient livrées par la SVOLTA et par la DNT, une comparaison entre ces deux sources ne peut se faire de manière directe. A cela plusieurs raisons: d'abord la durée normale du travail se rapporte dans la SVOLTA à l'ensemble des actifs occupés y compris les indépendants, tandis que la DNT base ses estimations sur l'information donnée par les salariés à plein temps. Ensuite, on retrouve dans la SVOLTA tous les groupes d'activités économiques alors que dans la DNT les activités des ménages en tant qu'employeurs ne sont pas incluses. L'encadré ci-dessous compare la durée hebdomadaire normale du travail estimée d'après la SVOLTA avec la durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises sur la base de la DNT (voir graphique G4.3).

Liens entre les données sur la durée normale du travail de la SVOLTA et de la DNT, 2016

G 4.3



* Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%.
Les salariés dans leur propre entreprise et ceux de la section «activités des ménages en tant qu'employeurs» sont exclus.

4.10 La statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)

Depuis 1991, l'Office fédéral de la statistique (OFS) établit, dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le nombre de chômeurs mesurés d'après les recommandations du Bureau international du Travail (BIT) et de l'OCDE. La statistique du chômage au sens du BIT a été introduite en 1995 afin de proposer des résultats à un rythme plus fréquent que ceux annuels de l'ESPA. Si l'ESPA offre à partir de 2010 des résultats trimestriels, la statistique du chômage au sens du BIT se distingue en continuant de proposer des valeurs mensuelles.

Concepts et définitions

La statistique du chômage publiée par l'OFS est basée sur les définitions du chômage du BIT. Contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO, cf. chapitre 4.11), qui ne porte que sur les chômeurs inscrits, la statistique du chômage au sens du BIT considère toutes les personnes sans travail et en quête d'emploi qui sont en mesure de commencer une nouvelle activité dans un bref délai. Les chômeurs en fin de droits, qu'ils soient encore inscrits ou non, sont donc compris dans les données de la statistique du chômage au sens du BIT, de même que les personnes qui voudraient reprendre une activité professionnelle après s'être consacrées quelques années à leur famille.

Méthode de calcul

Le nombre de chômeurs au sens du BIT se calcule en deux étapes: on détermine tout d'abord les valeurs de référence trimestrielles à partir de l'ESPA, puis on procède à la mensualisation de ces dernières à partir des données du SECO. On calcule aussi des moyennes annuelles sur la base des 4 trimestres de l'année ainsi qu'un taux de chômage au sens du BIT pour chaque critère de ventilation.

1) Calcul des valeurs de référence trimestrielles

La statistique du chômage au sens du BIT s'appuie sur l'ESPA, laquelle se réfère à la situation moyenne du trimestre. La première étape consiste à déterminer le nombre de chômeurs dans la population résidante permanente pour le trimestre considéré, ceci distinctement pour chacun des 5 groupes d'âges (par sexe et par nationalité) et pour chacune des 7 grandes régions (par sexe). Ces valeurs sont identiques à celles de l'ESPA.

2) Mensualisation des valeurs trimestrielles

La deuxième étape consiste à calculer des valeurs mensuelles à partir des valeurs trimestrielles. Cette mensualisation se fait en appliquant sur ces dernières l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au cours des mois du trimestre fournie par le SECO. Les valeurs mensuelles pour les trois mois du trimestre sont estimées en deux temps: une première fois de façon provisoire lors du trimestre considéré et une seconde fois le trimestre suivant, au moment du calcul des nouvelles valeurs de référence.

3) Calcul du taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage au sens du BIT est calculé pour chaque critère de ventilation et pour chaque périodicité (mensuelle, trimestrielle, annuelle). La population active (dans le dénominateur de la formule pour calculer le taux de chômage au sens du BIT) est directement reprise de l'ESPA. La mensualisation de cet effectif s'effectue par interpolation linéaire entre deux valeurs trimestrielles.

4) Désaisonnalisation

Le nombre de chômeurs et le taux de chômage sont désaisonnalisés pour les principaux agrégats. Les paramètres des modèles ARIMA saisonniers sont maintenus stables durant 4 trimestres et réévalués une fois par an.

Révision 2017 du CHOM-BIT

La révision de la pondération de l'ESPA a conduit à une hausse d'en moyenne 11 600 chômeurs sur la période 2010–2016 et génère une rupture de série entre 2009 et 2010. Pour le CHOM-BIT, une adaptation de la série pour la période 1991 à 2009 a été effectuée permettant de maintenir une longue série temporelle.

Pour plus de détails sur la méthode de la statistique du chômage au sens du BIT, cf. le rapport méthodologique «La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010», OFS, 2017.

Concepts et définitions de la statistique du chômage au sens du BIT

Objet de la statistique:	Nombre de chômeurs selon les définitions internationales
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population résidante permanente
Période de référence/ périodicité:	Moyennes mensuelle, trimestrielle et annuelle, statistique mensuelle, trimestrielle et annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x groupes d'âges
 - Sexe x grandes régions
- Séries désaisonnalisées
- Sexe, nationalité et groupes d'âges

x = croisé avec

4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Une statistique du chômage existe en Suisse depuis 1936. Elle est menée aujourd'hui par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette statistique enregistre les effectifs de personnes inscrites en tant que chômeurs dans un office régional de placement (ORP) à la fin du mois, les entrées ainsi que les sorties du chômage sur l'ensemble du mois. Depuis l'automne 1997, la statistique du chômage est complétée par la publication du nombre des demandeurs d'emploi inscrits.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du SECO

Les données de la statistique du chômage du SECO sont recueillies dans le cadre d'un relevé exhaustif qui repose sur les registres des ORP. A cet égard, on considère comme demandeur d'emploi toutes les personnes annoncées, qu'elles touchent des indemnités journalières ou non. Les demandeurs d'emploi sont répartis en deux catégories: les demandeurs d'emploi chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Les demandeurs d'emploi non-chômeurs sont inscrits auprès d'un ORP, mais à la différence des chômeurs inscrits ils ne sont pas disponibles immédiatement pour un placement (autrement dit, dans les 30 jours) et/ou ils occupent un emploi. Le SECO distingue les catégories suivantes de demandeurs d'emploi non-chômeurs: les personnes en gain intermédiaire, les personnes engagées dans un programme d'emploi temporaire, de reconversion ou de perfectionnement ainsi que les autres demandeurs d'emploi non-chômeurs (école de recrues, maladie ou accident, maternité, personnes occupant encore un emploi, exécution d'une peine).

Méthode de calcul de la statistique du chômage du SECO

Les données concernant les demandeurs d'emploi chômeurs ou non-chômeurs sont collectées auprès des offices régionaux de placement. Les données cantonales sont ensuite groupées au plan national par le biais du Système informatisé pour le placement et la statistique du marché du travail (PLASTA). Depuis 2004, elles peuvent être exploitées selon de nombreux critères de ventilation quelques jours déjà après le jour de référence.

On trouvera des informations détaillées concernant la conception et les bases de la statistique du chômage dans la publication «Le chômage en Suisse 2016», Secrétariat d'Etat à l'économie, Neuchâtel, 2017.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie

Objet de la statistique:	Personnes inscrites auprès d'un office régional de placement
Méthode de relevé:	Exploitation de données administratives
Population de référence:	Population résidente
Période de référence/ périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

Critères de ventilation

Les critères suivants sont pris en compte dans la statistique du chômage: sexe, âge, domicile (région/canton), nationalité, statut sur le plan du chômage (chômeur partiel/chômeur complet), durée du chômage, situation professionnelle antérieure, branche économique selon la NOGA, groupe de professions, dernière fonction exercée.

Comme il s'agit d'un relevé exhaustif, on peut en principe coupler, dans la statistique du chômage, tous les caractères disponibles. Pour des raisons de place, seule une sélection de combinaisons est publiée. Des exploitations personnalisées sont réalisables via le portail statistique du SECO (www.amstat.ch).

4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du SECO

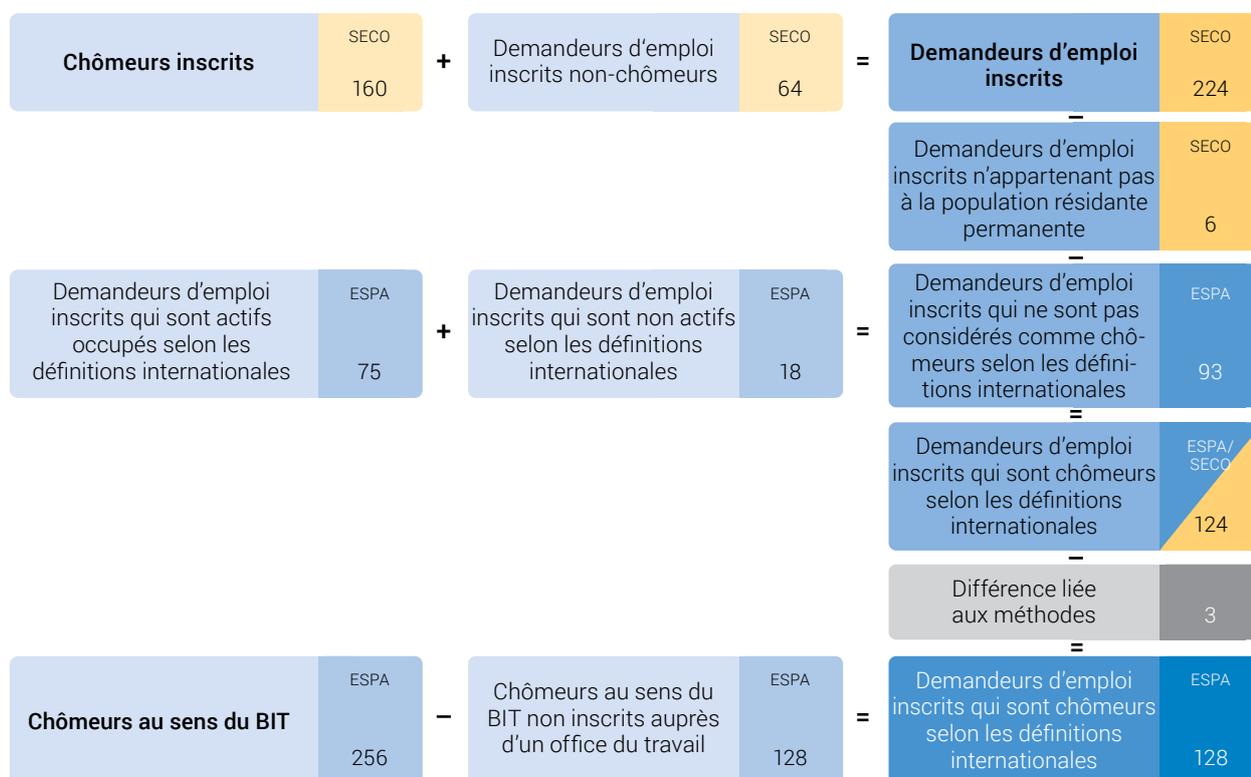
La statistique du chômage au sens du BIT, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur des recommandations internationales et, contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), n'est que très peu influencée par des modifications de loi dans le domaine de l'assurance-chômage. Elle est donc à préférer lors de comparaisons internationales. Comme la statistique du chômage au sens du BIT recense par définition toutes les personnes qui sont sans travail et à la recherche d'un emploi pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour l'occuper, elle définit l'offre de travail non utilisée mieux que ne le fait la statistique du chômage du SECO.

La statistique du chômage du SECO constitue un très bon instrument pour observer la conjoncture. Les résultats sont publiés généralement 5 jours ouvrables après la fin du mois. Il n'existe aucune autre statistique économique qui fournit des données aussi rapidement par rapport à son jour de référence. Comme elle est une enquête exhaustive, la statistique du chômage permet en outre d'observer l'évolution conjoncturelle à un niveau régional très détaillé. Par ailleurs, les indicateurs du SECO représentent la meilleure source lorsqu'il s'agit d'étudier les modalités de l'assurance-chômage.

Dans le graphique G 4.4 les chiffres du SECO sont comparés au nombre de chômeurs au sens du BIT. Les différents groupes de personnes considérés dans les deux statistiques ne sont pas de même importance sur le plan quantitatif et il n'est pas possible de rendre compte intégralement des différences entre ces dernières. Une différence liée aux méthodes d'enquête subsiste: la statistique du chômage du SECO est un relevé exhaustif qui se base sur des données tirées de registres et qui ont pour jour de référence le dernier jour ouvrable du mois. La statistique du chômage au sens du BIT se fonde sur l'ESPA, qui est une enquête par échantillonnage dont les données se réfèrent à l'ensemble d'un trimestre. Ces conceptions distinctes peuvent occasionner des différences autres que celles liées aux définitions et que l'on ne peut cependant pas quantifier avec précision. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est possible que certaines personnes ne fournissent pas les mêmes informations concernant leur situation professionnelle aux enquêteurs de l'ESPA qu'aux offices régionaux de placements².

Liens entre les données de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO, moyenne du 2^e trimestre 2017, chiffres en milliers, population résidente

G 4.4



© BFS 2017

² On peut ainsi imaginer que des chômeurs inscrits ne répondent pas à la définition des chômeurs au sens du BIT dans l'ESPA parce qu'ils exerçaient un emploi occasionnel pendant la semaine de référence de l'ESPA ou qu'ils ne pouvaient pas, pour d'autres raisons, occuper un nouvel emploi à court terme.

4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)

Les comptes globaux du marché du travail (CMT) permettent de saisir la dynamique du marché du travail. Cette statistique met en évidence les transitions individuelles entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité et, à cet égard, complète les données de la statistique de la population active occupée (SPA0) et de la statistique du chômage au sens du BIT. Les CMT couvrent également les mouvements migratoires et naturels (naissances, décès). Ils établissent ainsi un lien entre les statistiques du marché du travail et la statistique démographique. Les CMT ont été introduits en 1998 avec des données remontant jusqu'en 1991.

Concepts et définitions des CMT

Les CMT s'appuient sur les mêmes définitions que la SPA0 pour ce qui est des personnes actives occupées. Les chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT; on leur ajoute les chômeurs inscrits avec autorisation de séjour de durée non permanente recensés par le SECO. La période de référence est l'année civile. Les transitions sont déterminées en confrontant le statut des personnes (actives occupées, chômeurs au sens du BIT ou non actives) en début d'année avec le statut en fin d'année. Seules sont considérées les migrations qui ne sont pas compensées par un mouvement migratoire inverse au cours de la même année.

Méthode de calcul des CMT

Les CMT se construisent en 5 étapes principales.

1) Calcul des effectifs de début et de fin d'année

Le nombre total de Suisses, d'étrangers établis et de titulaires d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée est repris de la statistique de l'état annuel de la population (STATPOP). Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) livre l'effectif de personnes dans le processus d'asile (par le système d'information central sur la migration [SYMIC]). Le nombre de frontaliers est fourni par la statistique des frontaliers (STAF). La ventilation selon le statut sur le marché du travail se fait à l'aide de la SPA0 et de la statistique du chômage au sens du BIT.

2) Calcul des entrées (immigrations et naissances)

Les immigrations de Suisses sont fournies par STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «entrants» présentent, en fin d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les immigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de STATPOP et du SEM. L'ESPA sert à déterminer la part d'actifs parmi les nouveaux titulaires d'une autorisation d'établissement ou d'un permis de séjour. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que

pour les Suisses. Le nombre de naissances enregistrées dans la population résidente permanente est fourni par STATPOP. Les naissances chez les personnes dans le processus d'asile sont livrées par le SEM.

3) Calcul des sorties (émigrations et décès)

Les émigrations de Suisses sont fournies par STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «sortants» présentaient, en début d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les émigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de STATPOP et du SEM. La distinction entre personnes actives et personnes non actives se base sur l'ESPA.

La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Les décès sont déterminés d'après STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après la même hypothèse que celle utilisée pour les émigrations de Suisses.

4) Calcul des transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité

Les transitions concernent les personnes présentes aussi bien dans les effectifs initiaux que dans les effectifs finaux. Les transitions des personnes appartenant à la population résidente permanente sont déterminées à partir des données du panel de l'ESPA. Les transitions des autres groupes sont principalement déterminées à l'aide de STATPOP.

5) Égalisation de la matrice des CMT

Les CMT faisant appel à des sources diverses, des écarts de bilan apparaissent dans un premier temps. Afin d'éliminer ces différences, on utilise un procédé mathématique dans lequel les effectifs de début et de fin d'année fonctionnent comme valeurs de référence.

Comparaison entre les données des CMT et d'autres statistiques

Des liens existent entre les CMT et d'autres statistiques. Ainsi, les effectifs d'actifs occupés sont repris des chiffres de la SPAO, de la STAF et du SYMIC. Les effectifs de chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO. Par ailleurs, la population de référence des CMT correspond à la population résidente permanente selon STATPOP, additionnée des frontaliers, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, des ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, des personnes dans le processus d'asile, du personnel des ambassades et consulats suisses et du personnel de la marine suisse.

Les CMT et STATPOP se différencient, quant aux données sur la migration, principalement dans le concept de la population: dans les CMT, les migrations englobent à la fois la population résidente permanente et la population résidente non permanente, y compris les frontaliers nouvellement arrivés sur le marché du travail en Suisse (immigrations) et les frontaliers ayant cessé de travailler en Suisse (émigrations).

Pour plus de détails sur la méthode des comptes globaux du marché du travail, cf. la publication «Methodische Grundlagen - Arbeitsmarktgesamtrechnung (AMG)», OFS, 2016.

Concepts et définitions des comptes globaux du marché du travail

Objet de la statistique:	Les mouvements sur le marché du travail (transitions entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité, migrations et mouvements naturels)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	– Personnes actives occupées: concept intérieur – Chômeurs au sens du BIT et personnes non actives: population résidente
Période de référence/ périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x statut sur le marché du travail
x = croisé avec

4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)

L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) est réalisée tous les deux ans au mois d'octobre depuis 1994 sur la base d'un questionnaire envoyé aux entreprises. Elle permet de décrire régulièrement, à partir de données représentatives, la structure des salaires dans l'ensemble des branches économiques en Suisse (à l'exception de l'agriculture et des services domestiques). Elle s'intéresse non seulement à la branche économique et à la taille de l'entreprise, mais aussi aux caractéristiques individuelles des personnes salariées et des postes de travail, telles que la formation, la position professionnelle, les années de service et depuis 2012 la profession exercée dans l'entreprise. Depuis le début (1994), les données sur les salaires de l'administration et des entreprises fédérales sont également relevées. Depuis 1998, l'enquête fournit en plus des données sur les salaires du secteur public cantonal, depuis 2006, sur les salaires communaux et dès 2012 sur les salaires des églises. En 2012 quelque 35 000 entreprises privées et publiques resp. administrations avec environ 1,7 millions de salaires ont ainsi été saisis et exploités. Le taux de réponse brut, soit le nombre d'entreprises qui ont répondu sur le total des entreprises définies dans le plan d'échantillonnage, a atteint 82%.

Concepts et définitions de l'ESS

Les deux principaux indicateurs élaborés sur la base de l'ESS sont: le salaire brut standardisé sous la forme d'une valeur centrale (médiane) et la répartition des salaires mensuels nets. Le salaire mensuel brut standardisé est le montant brut recalculé sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail. Cette conversion permet d'établir des comparaisons entre les personnes occupées à plein temps et celles travaillant à temps partiel. Les salaires nets, non standardisés, indiquent les montants effectivement versés par mois sans conversion en équivalents plein temps. La valeur centrale (médiane) signifie que pour une moitié des salariés, le salaire standardisé se situe au-dessus alors que pour l'autre moitié, le salaire s'inscrit au-dessous. Cet estimateur a la particularité d'être moins sensible aux valeurs extrêmes que ne l'est la moyenne arithmétique.

Méthode de calcul de l'ESS

Dans le secteur privé, l'enquête sur la structure des salaires repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: l'entreprise et la personne salariée. Les entreprises sont stratifiées en fonction de trois critères: la taille (3 classes), l'appartenance à la branche économique (39 divisions de la NOGA 2008) et l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions, 6 cantons et une ville). Dans le secteur public de la Confédération et des cantons, l'enquête est exhaustive au niveau des entreprises et administrations interrogées. Dans le secteur public communal, l'enquête repose également sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: la commune et la personne salariée. Les communes sont stratifiées en fonction de la taille (4 classes) et de l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions). L'échantillon communal brut comprend environ 300 communes, l'enquête étant toutefois exhaustive dans les communes de plus de 800 emplois. Pour les églises également, l'enquête repose sur

un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: l'église et la personne salariée. La stratification au niveau de l'entreprise suit deux critères: la taille de l'entreprise (3 catégories) et l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions). L'échantillon brut comprend environ 130 églises, l'enquête étant exhaustive pour les églises de plus de 49 personnes salariées. Le nombre de salaires à communiquer dépend de la taille de l'entreprise resp. administration ou commune. Avec moins de 20 personnes employées, l'entreprise fournit tous les salaires. Entre 20 à 49 personnes employées, elle en tire un sur deux alors qu'au-delà de 49 personnes, un sur trois suffit.

Concepts et définitions de l'enquête sur la structure des salaires

Objet de la statistique:	Salaire mensuel brut standardisé et salaire mensuel net (non standardisé).
Méthode de relevé:	Enquête auprès d'environ 35 000 entreprises représentant environ 1,7 million de salariés (ESS 2012).
Population de référence:	Personnes salariées (ayant reçu un salaire en octobre) des secteurs secondaire et tertiaire (+ sylviculture), selon le concept intérieur. Sans les personnes employées dans les entreprises comptant moins de 3 personnes salariées.
Période de référence et périodicité:	Mois d'octobre, statistique réalisée tous les deux ans.

Critères de ventilation

Salaire mensuel brut standardisé

- Divisions économiques NOGA / branches économiques NOGA x sexe x positions professionnelle / niveau de compétences / niveau de formation / type d'autorisation de séjour / taille de l'entreprise / années de service / type de contrôle économique et financier / grandes régions
 - Groupes de profession CITP x classes d'âge x sexe
- #### *Salaire mensuel net (non standardisé)*
- Taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs/quantiles (chaque 10%)

x = croisé avec

4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA

L'ESS n'est pas l'unique source statistique susceptible de fournir des données sur les salaires. Dans le cadre des statistiques du marché du travail, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) relève également des données sur le revenu du travail³. Les méthodes diffèrent cependant grandement entre les deux enquêtes: si l'ESS recourt à un questionnaire écrit adressé aux entreprises qui traite spécifiquement des questions salariales et qui permet de distinguer et de mesurer les différentes composantes salariales, les données de l'ESPA reposent sur une série de questions dans le cadre d'une interview téléphonique abordant de nombreux autres thèmes (cf. chapitre 4.2). Dans l'ESS la notion de salaire brut standardisé, mesurée sur la base des composantes salariales reprises directement de la comptabilité de l'entreprise, comprend le salaire brut du mois d'octobre, les allocations pour le travail en équipe et le travail du dimanche ou de nuit, $\frac{1}{12}$ du 13^e salaire et $\frac{1}{12}$ des paiements spéciaux annuels (bonus, participation au bénéfice, etc.). Dans l'ESPA le salaire mensuel brut est calculé sur la base du salaire annoncé par la personne interrogée, auquel on ajoute $\frac{1}{12}$ du salaire en cas de 13^e salaire, un autre $\frac{1}{12}$ en cas de 14^e salaire et $\frac{1}{24}$ en cas de prime ou de gratification³.

Par rapport à l'ESPA, l'ESS présente l'avantage de reposer sur un large échantillon de salariés, lequel permet des analyses à un niveau élevé de désagrégation (par ex. par divisions économiques de la NOGA ou selon les principales caractéristiques des salariés ou des postes de travail). De plus, elle porte non seulement sur la population résidente permanente, mais aussi sur les frontaliers et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée. De son côté, l'ESPA tient compte de certaines catégories de salariés non relevées dans l'ESS, telles que les propriétaires d'entreprise ou les employés de ménages privés. L'ESPA recueille par ailleurs des données sur le revenu des indépendants et offre de multiples possibilités de ventilations selon divers critères sociodémographiques.

En raison de ces différences, les résultats de l'une ou de l'autre statistique seront plus appropriés en fonction des questions posées et des unités d'analyses choisis.

Le graphique G 4.5 a été élaboré afin de montrer la nécessité d'harmoniser les données de l'ESS et de l'ESPA avant toute comparaison. Pour des raisons de représentativité statistique, la comparaison des données harmonisées de l'ESS et de l'ESPA ne devrait se faire qu'à des niveaux élevés d'agrégation.

Harmonisation des données salariales de l'ESPA et de l'ESS, 2012

G 4.5

Salaire mensuel brut standardisé* médian, population résidente permanente

ESPA	Total	Fr. 6209.–
	Hommes	Fr. 6750.–
	Femmes	Fr. 5608.–

–

Population non couverte par l'ESS:

Population non couverte par l'ESS: Personnes travaillant dans le secteur primaire ou dans un ménage privé, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes

=

Salaire mensuel brut standardisé* médian

ESPA après harmonisation	Total	Fr. 6304.–
	Hommes	Fr. 6818.–
	Femmes	Fr. 5712.–

Différence liée aux méthodes

Total	Fr. 191.–
Hommes	Fr. 115.–
Femmes	Fr. 120.–

Salaire mensuel brut standardisé* médian, concept intérieur**

ESS	Total	Fr. 6439.–
	Hommes	Fr. 6840.–
	Femmes	Fr. 5808.–

–

Population non couverte par l'ESPA:

Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.

=

Salaire mensuel brut standardisé* médian

ESS après harmonisation	Total	Fr. 6495.–
	Hommes	Fr. 6933.–
	Femmes	Fr. 5832.–

* équivalent plein temps basé sur $\frac{4}{3}$ semaines à 40 heures de travail

** salaires du secteur privé et du secteur public

© OFS 2017

³ L'enquête sur le budget des ménages (EBM) ainsi que les données administratives de l'AVS comprennent aussi des données sur le revenu du travail. Cependant, le but premier de ces deux sources statistiques n'étant pas la description du marché du travail, nous ne les abordons pas plus en détail dans la présente publication.

4.16 La statistique de l'évolution des salaires

De 1939 à 1993, la statistique de l'évolution des salaires était calculée à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements (LOK) menée par l'OFIAMT (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents a vu naître une nouvelle source administrative pour le calcul d'un indice des salaires: ainsi, en 1994, les déclarations d'accidents fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) sont devenues la source officielle des données pour le calcul de l'évolution des salaires. Le principal objet de la statistique de l'évolution des salaires est l'indice suisse des salaires (ISS) qui a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires. L'ISS est un des indicateurs conjoncturels pris en considération dans l'analyse de l'évolution économique. Il constitue une valeur de référence lors du processus des négociations salariales et sert de base pour l'application de certaines législations en matière d'assurances sociales (par ex. indexation des rentes AVS).

On distingue l'indice des salaires nominaux qui mesure l'évolution du salaire brut perçu par la personne salariée et l'indice des salaires réels qui indique l'évolution du pouvoir d'achat de ce salaire. L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation.

Concepts et définitions de l'ISS

L'ISS mesure l'évolution des salaires se rapportant à un travail de nature constante. Le calcul de l'ISS élimine donc l'impact de l'évolution de la structure des personnes salariées sur l'évolution des salaires pour se concentrer sur l'évolution du prix du travail. Dans ce but, on ne tient pas compte par exemple des variations salariales dues à l'augmentation de la part des personnes qualifiées ou du déplacement des personnes salariées vers des branches économiques versant des salaires plus élevés.

La définition du salaire individuel retenu pour les calculs de l'indice annuel des salaires est la suivante:

- Salaire brut de base
- + Allocation de renchérissement
- + 13^e salaire

Sont exclues les composantes suivantes du salaire: les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

Méthode de calcul de l'ISS

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des personnes salariées) a été fixée. La formule de l'ISS correspond à la somme, pour tous les groupes de personnes salariées, du rapport entre le salaire moyen du groupe de l'année courante et celui de l'année de base multiplié par le poids du groupe. Chaque personne salariée de la base de données est affecté à un groupe

de salariés qui répond à deux critères caractéristiques qui sont: la classe économique et le sexe. Le poids relatif de chaque groupe se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base. La masse salariale de chacun des groupes est calculée sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse les plus récents. La dernière révision de l'ISS a permis de fixer la base à 2015. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données de l'enquête suisse sur la structure des salaires 2014, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2015. Sont incluses les personnes salariées à plein temps et à temps partiel.

Concepts et définitions de la statistique de l'évolution des salaires

Objet de la statistique:	Indice annuel de l'évolution des salaires
Méthode de relevé:	Traitement de données administratives (déclarations d'accidents fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents – SSAA)
Population de référence:	Personnes salariées à plein temps et à temps partiel, secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

Indice nominal et réel et variation en pourcentage par rapport à l'année précédente

- Divisions économiques NOGA08
- Sections économiques NOGA08 x sexe
- Séries Bases 2015, 2010, 2005, 1993 et 1939

x = croisé avec

4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)

L'enquête sur les accords salariaux dans les domaines conventionnels (EAS) a pour objet les résultats des négociations salariales menées chaque année par les partenaires sociaux (associations d'employeurs ou entreprises et syndicats ou associations de travailleurs) dans le cadre des conventions collectives de travail (CCT). En 2016, sur la base de relevés effectués dans un échantillon de CCT, l'évolution salariale convenue par les partenaires sociaux a été estimée pour un total de 330 CCT concernant plus d'1,6 million de personnes; ce dernier chiffre correspond à 93% de l'ensemble des travailleurs assujettis aux CCT avec dispositions normatives en Suisse (base ECS 2014).

Concepts et définitions de l'EAS

Les partenaires sociaux négocient généralement en automne les adaptations salariales pour l'année suivante. Au moment où l'EAS se termine, les négociations salariales peuvent soit avoir abouti, soit avoir échoué ou se poursuivre encore. Des accords peuvent être conclus après l'intervention d'une instance d'arbitrage. Plusieurs CCT ne prévoient pas de négociations salariales ou ne sont pas pourvues de dispositions salariales. Pour chaque CCT faisant partie de l'échantillon tiré pour l'année sous revue l'OFS interroge deux parties signataires, une côté employeur et une côté travailleur, sur la tenue des négociations salariales et leurs résultats, les accords salariaux ou sur les adaptations salariales découlant des dispositions conventionnelles. Sont relevés l'adaptation des salaires effectivement perçus par les travailleurs assujettis à une CCT (salaires effectifs) et/ou l'adaptation des salaires fixés dans la CCT (salaires minimaux) ainsi que tout changement éventuel dans la durée du travail. L'adaptation des salaires effectifs est la plupart du temps exprimée en pour cent par rapport à l'année précédente et correspond à une variation de la masse salariale des entreprises; l'adaptation des salaires minimaux correspond à la moyenne des adaptations des différents montants minimaux de rémunération fixés dans la CCT. Toute variation de la durée du travail se répercute sur le chiffre d'adaptation final retenu pour la CCT.

Méthode de calcul de l'EAS

Lors de l'EAS 2016 le champ d'observation des CCT normatives a été élargi aux CCT comptant au moins 100 personnes salariées assujetties (auparavant CCT concernant au moins 1500 personnes). Un échantillon de CCT a été tiré parmi les CCT remplissant ce nouveau critère de couverture et contenant des dispositions salariales. Les moyennes des adaptations salariales ont été estimées par secteurs, sections et branches économiques, en appliquant au résultat salarial dans chaque CCT le poids de tirage de la CCT calé sur le nombre de CCT et le nombre de personnes salariées assujetties. Par cette nouvelle méthode d'échantillonnage, les résultats des accords salariaux peuvent être présentés à un niveau de branches économiques plus détaillé (auparavant par secteurs et sections économiques).

Les résultats de l'EAS sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique.

Concepts et définitions de l'enquête sur les accords salariaux

Objet de la statistique:	Adaptations salariales dans le cadre des CCT
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT sélectionnées
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Regroupement de Divisions économiques (OFS 50) NOGA 2008
- Nombre de travailleurs assujettis

4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)

L'enquête sur les conventions collectives de travail (ECS) recense les CCT en Suisse. Elle permet de disposer d'une base de données représentative pour l'analyse de l'évolution des domaines conventionnels et pour diverses exploitations statistiques dans le domaine des salaires et des conditions de travail. La statistique CCT s'intéresse à la structure générale des CCT en Suisse, ainsi qu'à leur contenu.

Concepts et définitions de l'ECS

Cette enquête porte sur les conventions collectives de travail des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'ECS fournit également des informations sur les avenants aux CCT (conventions complémentaires). Les documents sont répertoriés selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). L'ECS relève des données telles que le nom de la convention, le type de CCT (CCT d'association ou d'entreprise), les parties signataires, la branche économique, la date d'entrée en vigueur, la portée territoriale, le nombre de travailleurs assujettis, la présence ou non de salaires minimaux etc. Ce vaste éventail de données permet la diffusion des résultats selon divers critères de ventilation.

Méthode de calcul de l'ECS

L'ECS est une enquête bisannuelle et réalise un état des lieux au 1^{er} mars de l'année en cours. L'enquête s'effectue par questionnaire écrit auprès des parties contractantes de chaque CCT, à savoir les associations d'employeurs ou les employeurs et les syndicats ou associations de travailleurs.

Tous les résultats ainsi que les publications de l'Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS) sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Par ailleurs, des données détaillées «à la carte» peuvent également être livrées sur demande.

Concepts et définitions de l'enquête sur les conventions collectives de travail

Objet de la statistique:	CCT en Suisse
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	1 ^{er} mars, statistique bisannuelle

Critères de ventilation

- Secteurs économiques selon NOGA 2008
- Nombre de travailleurs assujettis
- Nombre de CCT

4.19 L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)

Les conflits collectifs du travail donnant lieu à des arrêts de travail font l'objet de relevés depuis 1927. Auparavant réalisée par le SECO, la statistique des conflits collectifs du travail a été reprise par l'OFS en 2012.

L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE) recense les actions dues à des conflits du travail donnant lieu à une interruption du travail. Les arrêts du travail peuvent être le résultat de grèves ou de lock-out dont la responsabilité incombe soit aux travailleurs soit à l'employeur.

Les conflits du travail pris en compte dans la statistique se rapportent aux relations de travail et sont liés aux modalités et aux conditions d'emploi, entre les employeurs et les travailleurs, ou entre les travailleurs eux-mêmes.

Concepts et définitions de KASE

Le critère pour identifier une action est le conflit du travail en question. On considère comme une seule action les arrêts du travail temporaires ou continus, touchant une partie ou la totalité des travailleurs d'un établissement (ou entreprise) ou de plusieurs établissements simultanément et survenant dans l'année civile. Une action est relevée si elle dure au moins une journée et si un syndicat ou une organisation de travailleurs y est impliqué.

La statistique rend compte du nombre d'actions, du nombre d'établissements et de travailleurs impliqués et du nombre de journées de travail perdues, soit du temps de travail non effectué par les travailleurs impliqués dans des grèves ou des lock-out.

Méthode de calcul de KASE

KASE se déroule de manière continue. Une revue de presse permet d'identifier les conflits du travail. Un questionnaire est envoyé en parallèle à l'entreprise ou à l'établissement et au syndicat ou à l'organisation de travailleurs concernés. Si une action survient dans plusieurs entreprises d'une même activité économique, l'organisation patronale représentante est interrogée.

L'indicateur du nombre de journées de travail perdues se calcule en multipliant le nombre de travailleurs impliqués par la durée de l'action, mesurée elle-même en nombre de journées normales de travail.

Les résultats de l'Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE) sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Concepts et définitions de l'enquête sur les conflits collectifs du travail

Objet de la statistique:	Conflits collectifs du travail en Suisse
Méthode de relevé:	Enquête auprès des entreprises et partenaires sociaux impliqués dans une grève ou un lock-out
Population de référence:	Entreprises (établissements) et personnes employées, selon le concept intérieur
Période de référence/ périodicité:	Année civile / Statistique annuelle

Critères de ventilation

- Nombre d'établissements impliqués
- Nombre de travailleurs impliqués
- Nombre de journées de travail perdues

Tableaux

Signes utilisés

Les signes qui accompagnent un chiffre :

p (exposant)	chiffre provisoire, p. ex. 324 ^p
r (exposant)	chiffre révisé, p. ex. 324 ^r
(chiffre)	fiabilité statistique relative, p. ex. (324)

Les signes utilisés en l'absence de chiffres :

- x non indiqué pour des raisons liées à la protection des données
- () non indiqué par manque de fiabilité statistique
- ... chiffre inconnu (pas [encore] relevé ou pas [encore] calculé)
- * non indiqué car évident ou non pertinent

Le signe «→» est utilisé pour les chiffres arrondis ; il signifie zéro.

Au besoin, d'autres signes sont utilisés et expliqués dans les tableaux où ils apparaissent.

Activité professionnelle, chômage, durée de travail et évolution des salaires, 1900–2016

TA 1

Année	Actifs occupés en milliers ¹	Chômeurs inscrits en milliers ²	Taux d'activité en % ³	Taux de chômage en % ²	Durée de travail en heures par semaine ⁴	Indice des salaires réels en points ⁵	Année	Actifs occupés en milliers ¹	Chômeurs inscrits en milliers ²	Taux d'activité en % ³	Taux de chômage en % ²	Durée de travail en heures par semaine ⁴	Indice des salaires réels en points ⁵
1900	1 555	...	47,0	...	...	...	1975	3 108	10,2	46,9	0,3	44,7	242
1910	1 783	...	47,5	...	...	...	1976	3 019	20,7	46,6	0,7	44,6	245
1920	1 872	...	48,2	...	...	...	1977	3 032	12,0	46,8	0,4	44,6	247
1930	1 943	...	47,8	...	...	...	1978	3 062	10,5	46,9	0,3	44,5	254
1936	...	80,6	...	4,1	...	...	1979	3 095	10,3	47,2	0,3	44,3	250
1937	...	57,9	...	3,0	...	...	1980	3 166	6,3	48,2	0,2	44,1	254
1938	...	52,6	...	2,7	...	...	1981	3 240	5,9	48,6	0,2	44,0	251
1939	...	36,7	...	1,9	...	100	1982	3 256	13,2	48,7	0,4	43,9	253
1940	...	14,8	...	0,8	...	...	1983	3 257	28,0	49,0	0,9	43,4	259
1941	1 992	9,1	46,7	0,5	...	...	1984	3 288	35,2	49,4	1,1	43,5	258
1942	...	8,8	...	0,4	46,8	...	1985	3 354	30,3	49,9	1,0	43,4	259
1943	...	6,1	...	0,3	47,2	87	1986	3 430	25,7	50,5	0,8	43,1	267
1944	...	6,5	...	0,3	47,3	90	1987	3 515	24,7	51,2	0,8	42,8	268
1945	...	6,5	...	0,3	47,5	94	1988	3 607	22,2	51,9	0,7	42,6	273
1946	...	4,3	...	0,2	47,6	101	1989	3 704	17,5	52,2	0,6	42,4	274
1947	...	3,5	...	0,2	47,8	110	1990	3 821	18,1	52,8	0,5	42,4	272
1948	2 378	3,0	...	0,1	47,7	113	1991	4 027	39,2	56,8	1,1	42,2	277
1949	2 339	8,1	...	0,4	47,3	119	1992	3 973	92,3	56,5	2,5	42,1	280
1950	2 309	9,6	...	0,5	47,5	121	1993	3 944	163,1	56,3	4,5	42,0	278
1951	2 392	3,8	...	0,2	47,7	123	1994	3 922	171,0	55,5	4,7	42,0	280
1952	2 437	5,3	...	0,2	47,6	121	1995	3 916	153,3	55,2	4,2	42,0	279
1953	2 455	5,0	...	0,2	47,6	124	1996	3 905	168,6	55,6	4,7	42,0	280
1954	2 482	4,3	...	0,2	47,7	126	1997	3 899	188,3	55,5	5,2	42,0	280
1955	2 533	2,7	...	0,1	47,6	126	1998	3 951	139,7	56,0	3,9	42,0	282
1956	2 606	3,0	...	0,1	47,6	129	1999	3 983	98,6	55,9	2,7	41,9	280
1957	2 666	2,0	...	0,1	47,4	132	2000	4 022	72,0	55,6	1,8	41,9	279
1958	2 644	3,4	...	0,2	46,8	135	2001	4 089	67,2	56,1	1,7	41,8	284
1959	2 644	2,4	...	0,1	46,5	138	2002	4 118	100,5	56,3	2,5	41,8	287
1960	2 717	1,2	49,3	0,1	46,2	143	2003	4 103	145,7	56,5	3,7	41,7	289
1961	2 844	0,6	50,0	0,0	45,9	147	2004	4 115	153,1	56,2	3,9	41,7	289
1962	2 954	0,6	50,4	0,0	45,6	153	2005	4 145	148,5	56,1	3,8	41,7	289
1963	2 999	0,8	50,0	0,0	45,6	158	2006	4 235	131,5	56,6	3,3	41,7	289
1964	3 046	0,3	49,9	0,0	45,5	164	2007	4 344	109,2	57,0	2,8	41,7	292
1965	3 025	0,3	49,2	0,0	45,1	171	2008	4 448	101,7	57,6	2,6	41,6	290
1966	3 014	0,3	48,7	0,0	45,0	176	2009	4 469	146,1	57,8	3,7	41,6	298
1967	3 030	0,3	48,3	0,0	44,8	186	2010	4 480	152,0	56,8	3,5	41,6	298
1968	3 048	0,3	48,1	0,0	44,8	191	2011	4 594	122,9	57,2	2,8	41,7	301
1969	3 098	0,2	48,1	0,0	46,1	198	2012	4 674	126	57,2	2,9	41,7	305
1970	3 143	0,1	48,3	0,0	45,9	207	2013	4 733	136,5	57,3	3,2	41,7	308
1971	3 199	0,1	48,3	0,0	45,4	218	2014	4 823	136,8	57,8	2,8	41,7	311
1972	3 243	0,1	48,3	0,0	45,3	226	2015	4 900	142,8	57,8	3,0	41,7	315
1973	3 277	0,1	48,4	0,0	45,1	231	2016	4 970	149,3	58,2	3,1	41,7	319
1974	3 273	0,2	48,3	0,0	45,0	236							

¹ 1900/1910/1920/1930/1941: recensement de la population; 1948–1959: estimation; dès 1960: selon la SPAO, moyennes annuelles. A partir de 1991, définition de l'activité selon les recommandations du BIT (personnes travaillant au moins une heure par semaine).

² 1936–1982: seulement les chômeurs complets selon le SECO moyennes annuelles; à partir de 1983: chômeurs au total (chômeurs complets + chômeurs partiels), selon le SECO, moyennes annuelles.

³ 1900/1910/1920/1930/1941: selon le recensement de la population; 1960–1990: taux d'activité de la population résidente permanente selon la SPAO, moyennes annuelles; à partir de 1991 selon l'ESPA, au deuxième trimestre.

⁴ 1942–1972: heures payées (y c. heures supp.), seul. secteur secondaire; 1973–1983: heures normales de travail, trois secteurs (primaire et tertiaire seul. partiellement couverts); dès 1984: heures normales de travail, trois secteurs.

⁵ Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Principaux indicateurs du marché du travail, total, 2006–2016

TA 2.1

Total	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹	4 214	4 324	4 433	4 475	4 477	4 590	4 660	4 716	4 815	4 890	4 952
Taux d'activité 15 ans+ ²	67,4	67,6	68,2	68,2	67,0	67,3	67,2	67,3	67,8	67,9	68,3
Emplois secteurs 2 et 3 ³	4 258	4 408	4 560	4 523	4 563	4 620	4 700	4 777	4 814	4 871	4 895
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³	3 368	3 483	3 597	3 565	3 598	3 654	3 714	3 766	3 794	3 836	3 829
Volume annuel effectif du travail ⁴	7 004	7 111	7 250	7 382	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892
Vol. annuel des heures supplém. ⁴	176	179	186	188	183	185	181	189	188	191	195
Vol. annuel des heures d'absence ⁴	265	272	280	281	289	283	289	313	301	307	326
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵	...	...	...	...	1 933	1 924	1 911	1 895	1 894	1 912	1 916
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵	...	...	...	...	49	47	46	45	44	44	43
– Durée annuelle des absences ⁵	...	...	...	...	76	72	72	77	71	73	76
= Durée annuelle effective du trav. ⁵	...	...	...	...	1 906	1 899	1 885	1 864	1 867	1 884	1 883
Durée hebdo. normale du travail ⁶	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷	179	165	155	194	205	176	184	208	218	210	223
Taux de chômage au sens du BIT ⁸	4,3	3,9	3,6	4,4	4,6	3,9	4,1	4,5	4,7	4,4	4,6
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹	190	159	145	199	209	166	166	180	181	191	201
Chômeurs inscrits ⁹	123	100	91	140	144	110	115	126	127	133	139
Taux de chômage ¹⁰	3,1	2,5	2,3	3,6	3,3	2,6	2,7	2,9	2,8	3,0	3,1
Places vacantes ¹¹	35,2	49,9	52,9	38,1	40,8	45,1	39,9	43,5	44,0	42,0	43,0
Taux de places vacantes ¹²	1,2	1,6	1,6	1,1	1,2	1,4	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
Dynamique du marché du travail¹³											
Personnes actives au 1 ^{er} janvier	4 417	4 515	4 618	4 735	4 775	4 734	4 837	4 916	4 994	5 108	5 202
+ Entrées dans la vie active	325	308	297	316	289	309	303	304	326	303	294
– Sorties de la vie active	271	250	289	302	273	284	277	294	276	267	281
+ Immigrations de pers. Actives	136	151	171	135	149	161	153	169	168	159	147
– Emigrations de pers. Actives	92	106	108	109	106	83	100	101	104	102	116
= Personnes actives au 31 déc.	4 515	4 618	4 690	4 775	4 834	4 837	4 916	4 994	5 108	5 202	5 246
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹⁴	116,6	118,5	120,9	123,4	124,5	125,6	126,7	127,6	128,6	129,1	130,0
Indice des salaires réels ¹⁴	103,8	104,7	104,3	107,0	107,2	108,0	109,6	110,7	111,5	113,2	114,5
Salaire mensuel brut standardisé ¹⁵	5 674	...	5 823	...	5 979	...	6 439	...	6 427	...	...
Adaptation des salaires effectifs ¹⁶	1,8	2,0	2,2	2,6	0,7	1,6	1,1	0,7	0,8	0,8	0,4
Adaptation des salaires minimaux ¹⁶	1,1	2,9	1,8	3,2	0,7	0,3	1,4	0,6	0,7	0,7	0,7
Salariés assujettis à une CCT ¹⁷	...	1 618	...	1 699	...	...	1 926	...	1 975	...	...
Salariés assujettis à une CCT avec dispositions normatives ¹⁷	...	1 466	...	1 533	...	...	1 742	...	1 788	...	...
Salariés assujettis à une CCT sans dispositions normatives ¹⁷	...	152	...	166	...	...	184	...	187	...	...
Grèves et lock-out¹⁸											
Cas	3	2	8	3	3	7	7	11	8	13	8
Travailleurs impliqués ¹⁹	635	5 083	10 160	159	172	1 007	2 869	1 688	1 915	13 437	2 181
Journées de travail perdues	7 870	7 083	13 644	395	2 455	2 837	2 554	5 764	4 185	13 274	1 004

¹ SPAO, en milliers, au 2^e trim.² ESPA, en %, au 2^e trim.³ STATEM, en milliers, 2^e trim.⁴ SVOLTA, en millions d'heures⁵ SVOLTA, en heures/emploi⁶ DNT, en heures/emploi⁷ Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2^e trim.⁸ idem ⁷, en %⁹ SECO, en milliers, au 2^e trim.¹⁰ SECO, en %, au 2^e trim.¹¹ sTaTem, en milliers, au 2^e trim.¹² sTaTem, en %, au 2^e trim.¹³ cmT, en milliers, cf. T28¹⁴ iss, en points, 1993=100¹⁵ ESS, médiane en francs. 2004 à 2010: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble¹⁶ EAS, en %¹⁷ ECS, en milliers (voir T37)¹⁸ Grève durant au minimum

1 journée de travail

¹⁹ Nombre maximums

Principaux indicateurs du marché du travail, hommes, 2006–2016

TA 2.2

Hommes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹	2 332	2 401	2 434	2 444	2 472	2 519	2 558	2 585	2 631	2 663	2 690
Taux d'activité 15 ans+ ²	75,4	75,8	75,5	75,2	74,5	74,5	74,1	74,0	74,2	74,0	74,2
Emplois secteurs 2 et 3 ³	2 386	2 459	2 527	2 491	2 510	2 536	2 576	2 607	2 624	2 643	2 643
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³	2 114	2 177	2 233	2 203	2 223	2 251	2 284	2 307	2 321	2 338	2 329
Volume annuel effectif du travail ⁴	4 523	4 604	4 669	4 654	4 589	4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860
Vol. annuel des heures supplém. ⁴	123	127	129	128	123	126	121	126	120	122	124
Vol. annuel des heures d'absence ⁴	168	165	161	180	170	164	161	174	169	168	174
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵	...	...	...	...	1 937	1 928	1 917	1 900	1 898	1 917	1 919
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵	...	...	...	...	55	54	51	51	49	49	48
– Durée annuelle des absences ⁵	...	...	...	...	73	69	67	71	66	68	68
= Durée annuelle effective du trav. ⁵	...	...	...	...	1 919	1 913	1 902	1 880	1 881	1 898	1 899
Durée hebdo. normale du travail ⁶	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷	84	73	71	97	102	94	90	105	115	110	116
Taux de chômage au sens du BIT ⁸	3,7	3,2	3,1	4,1	4,3	3,9	3,7	4,3	4,6	4,3	4,5
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹	96	79	73	108	112	85	87	96	97	105	110
Chômeurs inscrits ⁹	62	50	47	78	79	58	62	69	69	74	77
Taux de chômage ¹⁰	2,8	2,3	2,1	3,6	3,4	2,5	2,6	3,0	2,9	3,0	3,2
Dynamique du marché du travail¹¹											
Personnes actives au 1 ^{er} janvier	2 434	2 488	2 532	2 585	2 602	2 596	2 646	2 693	2 727	2 769	2 819
+ Entrées dans la vie active	139	126	118	141	133	133	136	129	142	145	134
– Sorties de la vie active	115	108	131	138	111	132	121	134	135	127	129
+ Immigrations de pers. actives	88	95	108	85	92	103	97	106	102	99	90
– Emigrations de pers. actives	58	69	70	70	69	53	65	66	67	66	74
= Personnes actives au 31 déc.	2 488	2 532	2 556	2 602	2 648	2 646	2 693	2 727	2 769	2 819	2 840
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹²	115,5	117,4	120,0	122,5	123,4	124,5	125,5	126,5	127,3	127,7	128,5
Indice des salaires réels ¹²	102,9	103,8	103,6	106,2	106,2	107,0	108,6	109,6	110,4	112,0	113,2
Sal. mensuel brut standardisé ¹³	6 076	...	6 248	...	6 397	...	6 840	...	6 751	...	...

¹ SPAO, en milliers, au 2^e trim.² ESPA, en %, au 2^e trim.³ STATEM, en milliers, 2^e trim.⁴ SVOLTA, en millions d'heures⁵ SVOLTA, en heures/emploi⁶ DNT, en heures/emploi⁷ Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2^e trim.⁸ Idem⁷, en %⁹ SECO, en milliers, au 2^e trim.¹⁰ SECO, en %, au 2^e trim.¹¹ CMT, en milliers, cf. T 28¹² ISS, en points, 1993=100¹³ ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Principaux indicateurs du marché du travail, femmes, 2006–2016

TA 2.3

Femmes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹	1 882	1 923	1 998	2 030	2 006	2 071	2 102	2 131	2 185	2 227	2 263
Taux d'activité 15 ans+ ²	59,8	59,9	61,3	61,6	59,8	60,4	60,7	61,0	61,6	62,0	62,6
Emplois secteurs 2 et 3 ³	1 872	1 949	2 034	2 033	2 053	2 085	2 124	2 170	2 190	2 228	2 252
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³	1 254	1 306	1 364	1 362	1 376	1 403	1 430	1 459	1 473	1 498	1 500
Volume annuel effectif du travail ⁴	2 589	2 646	2 712	2 724	2 687	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032
Vol. annuel des heures supplém. ⁴	56	59	60	62	60	58	60	62	68	69	71
Vol. annuel des heures d'absence ⁴	104	116	119	136	119	119	128	139	131	139	152
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵	...	...	...	...	1 925	1 912	1 896	1 884	1 884	1 899	1 907
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵	...	...	...	...	33	30	31	29	31	33	31
– Durée annuelle des absences ⁵	...	...	...	...	86	81	86	90	84	85	95
= Durée annuelle effective du trav. ⁵	...	...	...	...	1 871	1 861	1 841	1 822	1 830	1 847	1 843
Durée hebdo. normale du travail ⁶	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷	95	92	84	97	103	82	94	102	103	100	107
Taux de chômage au sens du BIT ⁸	5,0	4,8	4,2	4,8	5,1	4,0	4,5	4,8	4,8	4,6	4,8
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹	94	80	72	91	97	81	79	84	84	87	91
Chômeurs inscrits ⁹	61	50	45	62	66	53	53	57	57	59	62
Taux de chômage ¹⁰	3,5	2,8	2,6	3,6	3,3	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	3,0
Dynamique du marché du travail¹¹											
Personnes actives au 1 ^{er} janvier	1 983	2 027	2 086	2 150	2 173	2 138	2 191	2 223	2 267	2 339	2 382
+ Entrées dans la vie active	186	182	179	175	156	176	167	175	184	158	161
– Sorties de la vie active	157	142	157	163	162	151	156	160	140	141	152
+ Immigrations de pers. actives	48	56	64	50	56	58	56	63	66	61	58
– Emigrations de pers. actives	34	37	38	39	37	30	35	35	37	35	42
= Personnes actives au 31 déc.	2 027	2 086	2 133	2 173	2 186	2 191	2 223	2 267	2 339	2 382	2 406
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹²	119,4	121,2	123,5	126,1	127,4	128,7	129,9	130,8	132,1	132,7	133,9
Indice des salaires réels ¹²	106,3	107,2	106,5	109,3	109,8	110,5	112,4	113,4	114,5	116,4	117,9
Sal. mensuel brut standardisé ¹³	4 926	...	5 040	...	5 221	...	5 808	...	5 907	...	...

¹ SPAO, en milliers, au 2^e trim.

² ESPA, en %, au 2^e trim.

³ STATEM, en milliers, 2^e trim.

⁴ SVOLTA, en millions d'heures

⁵ SVOLTA, en heures/emploi

⁶ DNT, en heures/emploi

⁷ Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2^e trim.

⁸ Idem⁷, en %

⁹ SECO, en milliers, au 2^e trim.

¹⁰ SECO, en %, au 2^e trim.

¹¹ CMT, en milliers, cf. T28

¹² ISS, en points, 1993=100

¹³ ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Principaux indicateurs du marché du travail, Suisses, 2006–2016

TA 2.4

Suisses	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹	3 147	3 205	3 264	3 263	3 268	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429
Taux d'activité 15 ans+ ²	65,8	66,1	66,6	66,4	65,6	65,6	65,3	65,4	65,7	65,7	66,1
Emplois secteurs 2 et 3 ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Volume annuel effectif du travail ⁴	5 179	5 232	5 274	5 226	5 209	5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342
Vol. annuel des heures supplém. ⁴	134	138	137	137	135	133	128	133	133	132	136
Vol. annuel des heures d'absence ⁴	200	207	204	226	206	202	198	220	209	208	215
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵	...	...	...	...	1 930	1 920	1 907	1 891	1 890	1 908	1 911
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵	...	...	...	...	51	48	47	45	46	46	45
– Durée annuelle des absences ⁵	...	...	...	...	80	76	72	79	75	75	74
= Durée annuelle effective du trav. ⁵	...	...	...	...	1 901	1 892	1 882	1 857	1 861	1 878	1 881
Durée hebdo. normale du travail ⁶	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷	98	96	92	117	118	101	102	111	118	109	119
Taux de chômage au sens du BIT ⁸	3,0	2,9	2,7	3,4	3,5	3,0	3,0	3,2	3,4	3,1	3,3
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹	113	93	82	113	119	94	92	97	98	102	107
Chômeurs inscrits ⁹	73	58	52	80	82	63	64	69	69	72	75
Taux de chômage ¹⁰	2,4	1,9	1,7	2,6	2,5	1,9	1,9	2,1	2,1	2,2	2,3
Dynamique du marché du travail¹¹											
Personnes actives au 1 ^{er} janvier	3 261	3 321	3 382	3 443	3 461	3 401	3 435	3 458	3 466	3 528	3 558
+ Entrées dans la vie active	257	243	232	245	219	239	228	228	252	228	219
– Sorties de la vie active	218	202	239	247	224	225	221	239	210	222	217
+ Immigrations de pers. actives	15	16	16	15	15	13	12	13	15	14	12
– Emigrations de pers. actives	21	20	20	19	18	16	16	15	15	16	17
+ Naturalisations de pers. actives	26	25	26	25	23	22	20	20	21	26	28
= Personnes actives au 31 déc.	3 321	3 382	3 396	3 461	3 476	3 435	3 458	3 466	3 528	3 558	3 584
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels ¹²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé ¹³	5 952	...	6 093	...	6 217	...	6 720	...	6 713	...	...

¹ SPAO, en milliers, au 2^e trim.

² ESPA, en %, au 2^e trim.

³ STATEM, en milliers, 2^e trim.

⁴ SVOLTA, en millions d'heures

⁵ SVOLTA, en heures/emploi

⁶ DNT, en heures/emploi

⁷ Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2^e trim.

⁸ Idem⁷, en %

⁹ SECO, en milliers, au 2^e trim.

¹⁰ SECO, en %, au 2^e trim.

¹¹ CMT, en milliers, cf. T 28

¹² ISS, en points, 1993=100

¹³ ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Principaux indicateurs du marché du travail, étrangers, 2006–2016

TA 2.5

Etrangers	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹	1 067	1 119	1 168	1 211	1 209	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523
Taux d'activité 15 ans+ ²	73,5	73,6	74,4	74,9	72,1	73,4	74,0	73,8	74,6	74,9	75,3
Emplois secteurs 2 et 3 ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Volume annuel effectif du travail ⁴	1 932	2 018	2 108	2 152	2 067	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550
Vol. annuel des heures supplém. ⁴	45	49	51	53	48	52	53	56	55	59	59
Vol. annuel des heures d'absence ⁴	72	74	77	90	83	81	91	93	92	99	112
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵	...	...	...	...	1 940	1 931	1 918	1 903	1 901	1 919	1 924
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵	...	...	...	...	44	45	44	45	40	42	41
– Durée annuelle des absences ⁵	...	...	...	...	70	67	73	72	66	68	78
= Durée annuelle effective du trav. ⁵	...	...	...	...	1 914	1 910	1 889	1 876	1 875	1 892	1 886
Durée hebdo. normale du travail ⁶	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷	81	69	63	77	87	75	82	97	100	101	104
Taux de chômage au sens du BIT ⁸	8,8	7,5	6,6	7,6	8,5	7,1	7,4	8,5	8,4	8,2	8,2
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹	77	66	62	86	90	72	75	82	83	89	94
Chômeurs inscrits ⁹	50	41	39	61	62	48	51	58	57	61	64
Taux de chômage ¹⁰	5,6	4,6	4,4	6,8	5,9	4,6	4,9	5,5	5,0	5,3	5,5
Dynamique du marché du travail¹¹											
Personnes actives au 1 ^{er} janvier	1 156	1 194	1 236	1 293	1 314	1 333	1 403	1 458	1 528	1 579	1 643
+ Entrées dans la vie active	65	63	63	69	69	68	74	76	72	74	74
– Sorties de la vie active	52	47	48	52	47	57	54	54	64	44	63
+ Immigrations de pers. actives	121	136	156	120	134	148	141	156	153	145	135
– Emigrations de pers. actives.	71	86	88	90	88	67	84	86	89	85	99
+ Naturalisations de pers. actives	25	25	25	26	23	22	21	21	21	25	28
= Personnes actives au 31 déc.	1 194	1 236	1 293	1 314	1 359	1 403	1 458	1 528	1 579	1 643	1 661
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels ¹²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé ¹³	5 140	...	5 315	...	5 506	...	5 797	...	5 833	...	...

¹ SPAQ, en milliers, au 2^e trim.² ESPA, en %, au 2^e trim.³ STATEM, en milliers, 2^e trim.⁴ SVOLTA, en millions d'heures⁵ SVOLTA, en heures/emploi⁶ DNT, en heures/emploi⁷ Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2^e trim.⁸ Idem¹, en %⁹ SECO, en milliers, au 2^e trim.¹⁰ SECO, en %, au 2^e trim.¹¹ CMT, en milliers, cf. T 28¹² ISS, en points, 1993=100¹³ ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2006–2016

TA3.1

Grandes régions ¹	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Personnes actives occupées²											
Région lémanique	761	785	811	816	807	838	856	880	896	913	931
Espace Mittelland	910	917	934	949	943	968	982	993	1 015	1 047	1 048
Suisse du Nord-ouest	586	597	612	608	616	629	628	629	645	659	665
Zurich	816	836	859	887	878	883	924	934	962	957	996
Suisse orientale	563	594	604	605	615	618	615	617	635	631	624
Suisse centrale	393	404	414	409	411	437	438	444	439	456	459
Tessin	186	191	199	201	208	216	217	220	224	227	229
Total	4214	4324	4433	4475	4477	4590	4660	4716	4815	4890	4952
Taux d'actifs occupés³											
Région lémanique	61,9	62,8	63,2	62,5	58,9	60,4	60,0	60,1	59,7	60,2	60,1
Espace Mittelland	64,8	64,3	65,9	65,4	64,4	65,4	64,7	64,8	65,1	65,9	65,2
Suisse du Nord-ouest	64,3	65,6	65,8	65,2	64,1	64,5	64,5	64,7	64,6	65,2	65,5
Zurich	67,6	67,7	68,3	68,1	66,7	67,1	67,1	66,4	67,8	67,3	68,2
Suisse orientale	65,6	66,8	67,7	67,4	66,2	65,7	66,6	66,0	67,1	66,0	67,1
Suisse centrale	67,9	68,6	69,0	68,3	66,6	68,2	68,9	69,2	68,7	69,3	69,9
Tessin	55,6	55,1	55,5	55,5	56,5	57,0	55,9	54,0	53,8	54,9	56,2
Total	64,7	65,2	65,9	65,4	63,9	64,6	64,5	64,3	64,6	64,9	65,1
Emplois secteurs 2 et 3⁴											
Région lémanique	753	780	814	817	824	845	862	880	892	901	905
Espace Mittelland	906	931	953	940	942	956	978	992	995	1 010	1 017
Suisse du Nord-ouest	595	613	632	627	635	639	640	650	660	663	656
Zurich	846	876	917	914	920	932	947	961	970	981	987
Suisse orientale	560	581	598	588	595	600	609	619	621	621	626
Suisse centrale	410	427	442	433	441	439	450	460	459	473	477
Tessin	189	199	206	204	207	209	214	215	217	222	226
Total	4258	4408	4560	4523	4563	4620	4700	4777	4814	4871	4895
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3⁴											
Région lémanique	620	644	668	670	678	692	706	719	726	733	735
Espace Mittelland	701	719	736	726	727	739	757	765	769	780	781
Suisse du Nord-ouest	472	488	501	498	504	509	510	515	523	526	516
Zurich	656	679	708	706	709	722	733	746	752	762	763
Suisse orientale	443	457	469	460	467	474	480	484	488	486	488
Suisse centrale	313	324	337	331	337	336	345	352	351	362	361
Tessin	164	173	178	175	177	181	183	184	185	188	186
Total	3368	3483	3597	3565	3598	3654	3714	3766	3794	3836	3829
Places vacantes⁴											
Région lémanique	7,8	10,6	11,4	7,7	8,7	9,6	7,7	8,2	9,8	7,9	8,1
Espace Mittelland	8,0	11,5	11,4	7,6	8,6	11,5	9,8	10,1	10,1	9,3	10,4
Suisse du Nord-ouest	9,3	12,5	13,9	10,0	9,9	10,4	9,5	10,9	10,7	9,1	7,5
Zurich	13,6	18,6	19,4	11,3	16,2	18,0	14,8	15,0	16,1	15,2	14,5
Suisse orientale	6,6	10,2	10,9	6,2	7,0	7,2	6,6	6,9	6,5	5,9	6,4
Suisse centrale	5,9	6,5	6,9	4,2	4,8	6,4	5,5	5,7	5,2	5,1	5,5
Tessin	1,5	2,5	2,1	2,1	1,4	1,5	1,5	1,1	1,3	1,5	1,9
Total	52,7	72,4	76,1	49,1	56,6	64,5	55,4	57,9	59,7	53,9	54,4

¹ Région lémanique: GE, VD, VS; Espace Mittelland: BE, FR, JU, NE, SO; Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS; Zurich: ZH; Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG; Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG; Tessin: TI

² SPAO, en milliers, au 2^e trim.

³ ESPA, en %, au 2^e trim.

⁴ STATEM, en milliers, 2^e trim.

Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2006–2016

TA 3.2

Grandes régions ¹	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Chômeurs au sens du BIT²											
Région lémanique	42	39	38	50	53	50	51	58	54	56	65
Espace Mittelland	38	42	35	39	45	33	38	38	44	39	44
Suisse du Nord-ouest	25	19	20	30	28	25	25	25	31	24	29
Zurich	30	27	26	32	32	30	30	35	38	38	31
Suisse orientale	23	17	18	23	24	19	18	27	21	25	27
Suisse centrale	12	12	10	12	14	9	11	11	18	16	16
Tessin	9	8	8	9	(9)	10	(11)	14	12	12	12
Total	179	165	155	194	205	176	184	208	218	210	223
Taux de chômage au sens du BIT³											
Région lémanique	5,7	5,2	5,0	6,5	7,0	6,4	6,4	7,1	6,6	6,7	7,6
Espace Mittelland	3,9	4,3	3,5	3,8	4,6	3,3	3,8	3,8	4,2	3,7	4,1
Suisse du Nord-ouest	4,4	3,3	3,3	4,9	4,7	4,0	4,0	3,9	4,8	3,8	4,4
Zurich	4,0	3,6	3,3	4,0	4,0	3,7	3,6	4,2	4,4	4,3	3,5
Suisse orientale	3,9	2,8	2,9	3,6	3,7	3,0	2,8	4,0	3,1	3,7	3,9
Suisse centrale	2,8	2,8	2,4	2,8	3,1	2,0	2,4	2,5	3,9	3,4	3,2
Tessin	5,5	5,2	5,2	5,3	(5,2)	5,7	(6,3)	7,9	7,2	6,5	6,7
Total	4,3	3,9	3,6	4,4	4,6	3,9	4,1	4,5	4,7	4,4	4,6
Chômeurs inscrits⁴											
Région lémanique	34	30	27	36	38	32	32	36	35	36	35
Espace Mittelland	23	19	16	28	29	20	21	25	25	26	29
Suisse du Nord-ouest	16	13	12	18	19	15	16	16	16	18	19
Zurich	23	17	16	26	27	21	22	24	25	27	29
Suisse orientale	12	9	8	16	16	11	12	13	12	14	14
Suisse centrale	8	6	6	9	9	6	6	7	7	7	8
Tessin	6	6	5	7	7	6	6	7	6	5	5
Total	123	100	91	140	144	110	115	126	127	133	139
Taux de chômage⁵											
Région lémanique	4,9	4,3	4,0	5,2	4,9	4,1	4,1	4,6	4,4	4,5	4,4
Espace Mittelland	2,6	2,1	1,8	3,2	3,0	2,1	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9
Suisse du Nord-ouest	2,9	2,4	2,2	3,4	3,2	2,6	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
Zurich	3,2	2,4	2,2	3,6	3,5	2,6	2,8	3,0	3,0	3,3	3,5
Suisse orientale	2,2	1,6	1,5	2,8	2,5	1,7	1,9	2,0	1,9	2,1	2,2
Suisse centrale	2,1	1,6	1,5	2,4	2,0	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,8
Tessin	4,3	3,7	3,5	4,5	4,2	3,6	3,8	4,1	3,6	3,2	3,1
Total	3,1	2,5	2,3	3,6	3,3	2,6	2,7	2,9	2,8	3,0	3,1
Sal. mensuel brut standardisé⁶											
Région lémanique	5 699	...	5 938	...	6 083	...	6 558	...	6 497	...	...
Espace Mittelland	5 552	...	5 716	...	5 890	...	6 308	...	6 358	...	...
Suisse du Nord-ouest	5 902	...	6 095	...	6 220	...	6 653	...	6 578	...	...
Zurich	6 154	...	6 250	...	6 349	...	6 900	...	6 810	...	...
Suisse orientale	5 302	...	5 439	...	5 568	...	5 933	...	6 027	...	...
Suisse centrale	5 537	...	5 674	...	5 932	...	6 313	...	6 352	...	...
Tessin	4 899	...	4 983	...	5 076	...	5 388	...	5 485	...	...
Total	5 674	...	5 823	...	5 979	...	6 439	...	6 427	...	...

¹ Région lémanique: GE, VD, VS; Espace Mittelland: BE, FR, JU, NE, SO; Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS; Zurich: ZH; Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG; Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG; Tessin: TI

² Statistique du chômage au sens du BIT, en milliers, au 2^e trim.

³ Statistique du chômage au sens du BIT, en %, au 2^e trim.

⁴ SECO, en milliers, au 2^e trim.

⁵ SECO, en %, au 2^e trim.

⁶ ESS, médiane en francs. 2004 à 2010: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Personnes actives occupées selon les groupes d'âges, le statut d'activité, la nationalité, le type d'autorisation de séjour et les grandes régions, 2006–2016, SPAO

TA 4.1

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Groupes d'âges											
15–24 ans	575	578	585	582	593	609	597	597	596	593	589
25–39 ans	1 438	1 453	1 479	1 457	1 461	1 498	1 519	1 535	1 584	1 619	1 631
40–54 ans	1 506	1 564	1 609	1 659	1 650	1 691	1 724	1 728	1 750	1 764	1 768
55–64 ans	598	622	642	649	646	662	681	706	718	744	777
65+ ans	97	107	117	128	127	130	139	150	167	170	187
Total	4 214	4 324	4 433	4 475	4 477	4 590	4 660	4 716	4 815	4 890	4 952
Statut d'activité											
Indépendants	383	405	410	383	399	387	390	401	404	381	378
Collaborateurs familiaux	88	96	82	92	87	90	94	102	99	87	92
Salariés (y compris apprentis)	3 743	3 823	3 941	4 000	3 991	4 113	4 176	4 213	4 312	4 422	4 482
Total	4 214	4 324	4 433	4 475	4 477	4 590	4 660	4 716	4 815	4 890	4 952
Nationalité et type d'autoris. de séjour											
Suisses	3 147	3 205	3 264	3 263	3 268	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429
Etrangers	1 067	1 119	1 168	1 211	1 209	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523
dont											
Autorisations d'établissement	553	564	583	591	584	601	618	651	674	687	713
Autorisations de séjour	252	266	301	335	337	370	387	375	406	433	431
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	183	201	214	219	228	242	259	273	287	300	310
Autorisations de séjour de courte durée	60	69	48	47	42	46	45	49	51	46	44
Autres étrangers ¹	18	20	22	19	17	22	25	27	27	26	26
Total	4 214	4 324	4 433	4 475	4 477	4 590	4 660	4 716	4 815	4 890	4 952
Grandes régions											
Région lémanique	761	785	811	816	807	838	856	880	896	913	931
Espace Mittelland	910	917	934	949	943	968	982	993	1 015	1 047	1 048
Suisse du Nord-ouest	586	597	612	608	616	629	628	629	645	659	665
Zurich	816	836	859	887	878	883	924	934	962	957	996
Suisse orientale	563	594	604	605	615	618	615	617	635	631	624
Suisse centrale	393	404	414	409	411	437	438	444	439	456	459
Tessin	186	191	199	201	208	216	217	220	224	227	229
Total	4 214	4 324	4 433	4 475	4 477	4 590	4 660	4 716	4 815	4 890	4 952

¹ Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

Hommes et femmes actifs occupés selon les groupes d'âges, le statut d'activité, la nationalité, le type d'autorisation de séjour et les grandes régions, 2011–2016, SPAO

TA 4.2

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	Hommes						Femmes					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Groupes d'âges												
15–24 ans	311	310	314	309	301	297	298	287	283	287	291	292
25–39 ans	817	830	834	855	874	882	681	690	701	729	746	748
40–54 ans	935	950	950	964	973	971	756	775	778	786	791	797
55–64 ans	375	383	395	397	411	424	287	298	311	321	333	354
65+ ans	81	86	93	105	104	115	49	53	57	62	66	72
Total	2519	2558	2585	2631	2663	2690	2071	2102	2131	2185	2227	2263
Statut d'activité												
Indépendants	225	232	241	237	212	208	161	158	160	167	169	169
Collaborateurs familiaux	38	38	39	46	35	40	52	56	64	53	51	52
Salariés (y compris apprentis)	2 255	2 288	2 306	2 347	2 416	2 441	1 858	1 888	1 907	1 965	2 006	2 041
Total	2519	2558	2585	2631	2663	2690	2071	2102	2131	2185	2227	2263
Nationalité et type d'autorisation de séjour												
Suisses	1 739	1 754	1 752	1 762	1 766	1 780	1 571	1 571	1 588	1 608	1 632	1 649
Etrangers	780	804	832	868	897	910	500	531	543	576	595	613
dont												
Autorisations d'établissement	357	358	376	392	401	411	243	261	275	281	286	301
Autorisations de séjour	219	230	227	236	252	251	152	157	148	170	181	180
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	156	166	176	185	193	200	86	93	97	102	106	110
Autorisations de séjour de courte durée	32	31	34	35	32	31	14	13	14	16	14	13
Autres étrangers ¹	16	18	19	19	18	17	6	7	7	8	8	8
Total	2519	2558	2585	2631	2663	2690	2071	2102	2131	2185	2227	2263
Grandes régions												
Région lémanique	460	465	484	494	500	513	378	391	395	402	413	418
Espace Mittelland	522	521	535	549	562	560	446	460	457	466	485	488
Suisse du Nord-ouest	345	348	344	353	355	360	285	280	285	292	304	304
Zurich	485	512	512	511	524	548	398	413	422	451	433	448
Suisse orientale	344	341	341	354	342	335	274	274	276	281	289	288
Suisse centrale	239	246	244	240	249	243	198	192	200	199	207	216
Tessin	125	125	125	130	130	130	91	92	95	94	97	100
Total	2519	2558	2585	2631	2663	2690	2071	2102	2131	2185	2227	2263

¹ Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

Suisses et étrangers actifs occupés selon les groupes d'âges, le statut d'activité, et le type d'autorisation de séjour, 2011–2016, SPAO

TA 5

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	Suisses						Étrangers					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Groupes d'âges												
15–24 ans	471	466	467	466	462	456	138	131	130	131	131	133
25–39 ans	932	925	926	940	956	971	566	595	609	644	663	659
40–54 ans	1 234	1 240	1 226	1 222	1 221	1 210	457	484	502	528	543	558
55–64 ans	553	568	584	589	606	624	109	113	122	129	138	153
65+ ans	120	127	138	153	153	167	11	12	12	14	17	20
Total	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523
Statut d'activité												
Indépendants	337	338	342	343	322	319	49	52	59	61	59	59
Collaborateurs familiaux	82	87	93	92	76	81	8	(7)	9	(7)	11	12
Salariés (y compris apprentis)	2 890	2 901	2 906	2 936	3 000	3 030	1 223	1 275	1 307	1 376	1 423	1 453
Total	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523
Nationalité et type d'autorisation de séjour												
Suisses	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429	*	*	*	*	*	*
Etrangers	*	*	*	*	*	*	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523
dont												
Autorisations d'établissement	*	*	*	*	*	*	601	618	651	674	687	713
Autorisations de séjour	*	*	*	*	*	*	370	387	375	406	433	431
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	*	*	*	*	*	*	242	259	273	287	300	310
Autorisations de séjour de courte durée	*	*	*	*	*	*	46	45	49	51	46	44
Autres étrangers ¹	*	*	*	*	*	*	22	25	27	27	26	26
Total	3 309	3 326	3 341	3 371	3 398	3 429	1 280	1 334	1 375	1 445	1 492	1 523

¹ Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

Personnes actives occupées par secteur économique, section économique et sexe, 2011–2016, SPAO

TA6

Moyennes annuelles, en milliers Sections économiques NOGA08		2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total							
A–T	Total	4 594	4 674	4 733	4 823	4 900	4 970
A	Secteur primaire	161	162	164	170	166	164
B–F	Secteur secondaire	1 034	1 039	1 029	1 044	1 050	1 049
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	671	671	659	666	667	665
D	Production et distribution d'électricité	27	27	27	28	28	29
E	Production et distribution d'eau	16	16	16	17	18	18
F	Construction	320	325	327	333	337	337
G–T	Secteur tertiaire	3 399	3 473	3 540	3 609	3 684	3 757
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	610	613	615	621	624	628
H	Transports et entreposage	225	225	227	230	233	233
I	Hébergement et restauration	248	239	235	239	240	242
J	Information et communication	137	141	147	154	155	157
K	Activités financières et assurance	229	229	227	229	232	234
L	Activités immobilières	48	52	53	54	55	58
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	348	363	371	379	390	397
N	Activités de services administratifs et de soutien	276	286	304	306	314	321
O	Administration publique	176	182	188	191	193	196
P	Enseignement	287	297	306	315	321	325
Q	Santé humaine et action sociale	553	577	593	609	636	661
R	Arts, spectacles et activités récréatives	76	78	81	83	88	92
S	Autres activités de services	133	138	138	142	145	148
T	Activité des ménages en tant que employeurs	54	53	53	56	60	64
Hommes							
A–T	Total	2 529	2 567	2 592	2 630	2 668	2 699
A	Secteur primaire	103	101	106	112	103	101
B–F	Secteur secondaire	795	799	790	798	805	804
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	476	475	464	467	469	468
D	Production et distribution d'électricité	22	22	21	22	23	23
E	Production et distribution d'eau	13	13	13	14	15	15
F	Construction	284	288	290	295	298	298
G–T	Secteur tertiaire	1 631	1 667	1 696	1 721	1 759	1 793
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	311	314	314	315	319	320
H	Transports et entreposage	163	164	165	167	170	171
I	Hébergement et restauration	107	104	102	103	103	104
J	Information et communication	100	103	107	113	114	115
K	Activités financières et assurance	136	136	134	135	137	139
L	Activités immobilières	25	25	26	26	27	29
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	202	210	213	219	227	233
N	Activités de services administratifs et de soutien	151	161	176	177	183	188
O	Administration publique	99	100	102	102	103	104
P	Enseignement	120	126	129	130	132	133
Q	Santé humaine et action sociale	132	136	137	140	147	153
R	Arts, spectacles et activités récréatives	38	40	42	43	45	48
S	Autres activités de services	41	42	42	43	44	46
T	Activité des ménages en tant que employeurs	8	7	6	8	9	10

Source: OFS

© OFS 2017

Personnes actives occupées par secteur économique, section économique et sexe, 2011–2016, SPAO (fin)

TA 6

Moyennes annuelles, en milliers Sections économiques NOGA08		2011	2012	2013	2014	2015	2016
Femmes							
A–T	Total	2064	2108	2142	2192	2232	2271
A	Secteur primaire	57	61	58	58	63	63
B–F	Secteur secondaire	239	241	240	245	245	244
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	195	196	195	199	198	197
D	Production et distribution d'électricité	5	5	5	5	6	6
E	Production et distribution d'eau	3	3	3	3	3	3
F	Construction	37	37	37	38	39	39
G–T	Secteur tertiaire	1768	1806	1844	1889	1924	1964
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	299	299	301	306	305	309
H	Transports et entreposage	62	62	62	63	63	62
I	Hébergement et restauration	141	136	132	136	137	138
J	Information et communication	37	39	40	41	42	42
K	Activités financières et assurance	93	93	93	94	95	95
L	Activités immobilières	24	26	27	28	27	29
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	146	153	158	161	163	163
N	Activités de services administratifs et de soutien	125	126	129	129	131	133
O	Administration publique	78	82	86	89	90	92
P	Enseignement	166	171	177	185	189	192
Q	Santé humaine et action sociale	421	441	456	469	489	508
R	Arts, spectacles et activités récréatives	38	38	40	41	42	44
S	Autres activités de services	93	96	97	99	100	102
T	Activité des ménages en tant que employeurs	46	46	47	48	51	55

Source: OFS

© OFS 2017

Taux d'activité¹ selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2006–2016, ESPA

TA 7

Taux en pour cent; 2 ^e trimestre Population résidente permanente	Total											
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Total												
0–99 ans	56,6	57,0	57,6	57,8	56,8	57,2	57,2	57,3	57,8	57,8	58,2	
15+ ans	67,4	67,6	68,2	68,2	67,0	67,3	67,2	67,3	67,8	67,9	68,3	
15–64 ans	81,2	81,6	82,3	82,5	81,1	81,8	81,9	82,1	82,6	82,9	83,4	
15–24 ans	68,6	67,4	67,1	67,3	66,5	66,9	65,2	66,2	66,4	65,6	65,8	
25–39 ans	88,4	88,7	89,9	89,7	88,8	89,5	89,9	89,4	90,4	91,0	90,7	
40–54 ans	88,3	89,0	89,6	90,3	88,1	88,7	89,0	88,7	89,4	89,5	90,1	
55–64 ans	67,7	69,3	70,2	70,2	68,9	69,9	70,7	72,1	71,9	72,7	74,7	
65+ ans	8,2	8,8	9,5	10,0	9,7	9,7	10,0	10,7	11,6	11,6	12,3	
Hommes												
0–99 ans	62,7	63,2	63,2	63,3	62,7	62,8	62,6	62,5	62,8	62,6	62,8	
15+ ans	75,4	75,8	75,5	75,2	74,5	74,5	74,1	74,0	74,2	74,0	74,2	
15–64 ans	87,8	88,2	88,0	87,8	87,2	87,5	87,2	87,2	87,3	87,4	87,7	
15–24 ans	70,2	70,2	68,1	66,1	68,2	67,0	66,0	67,4	67,1	65,4	64,3	
25–39 ans	96,2	96,3	96,5	96,1	95,1	95,7	95,6	94,6	95,1	94,9	95,5	
40–54 ans	94,8	95,4	95,4	95,9	94,4	95,0	94,9	94,3	95,2	95,7	95,8	
55–64 ans	77,1	78,4	78,9	79,5	78,5	79,1	78,8	79,8	78,5	79,8	80,8	
65+ ans	12,1	13,2	13,5	14,5	13,8	14,0	14,4	15,2	16,7	16,1	17,2	
Femmes												
0–99 ans	50,7	50,9	52,2	52,6	51,1	51,7	52,0	52,3	52,9	53,2	53,7	
15+ ans	59,8	59,9	61,3	61,6	59,8	60,4	60,7	61,0	61,6	62,0	62,6	
15–64 ans	74,7	75,0	76,6	77,1	74,9	76,0	76,5	76,9	77,8	78,3	79,0	
15–24 ans	67,0	64,5	66,1	68,5	64,8	66,7	64,3	65,0	65,7	65,9	67,5	
25–39 ans	80,7	81,2	83,4	83,2	82,5	83,2	84,1	84,1	85,6	87,0	85,8	
40–54 ans	81,7	82,5	83,8	84,5	81,6	82,2	83,0	83,0	83,4	83,2	84,3	
55–64 ans	58,6	60,3	61,6	61,0	59,3	60,8	62,6	64,4	65,2	65,7	68,5	
65+ ans	5,5	5,7	6,6	6,7	6,7	6,5	6,7	7,2	7,7	8,0	8,5	
Suisses												
0–99 ans	55,6	56,0	56,5	56,5	55,8	55,9	55,7	55,9	56,2	56,2	56,5	
15+ ans	65,8	66,1	66,6	66,4	65,6	65,6	65,3	65,4	65,7	65,7	66,1	
15–64 ans	81,7	82,1	82,8	82,8	81,9	82,3	82,2	82,5	83,0	83,3	83,8	
15–24 ans	68,5	67,0	66,8	66,9	67,0	66,7	65,7	67,3	67,4	67,0	66,3	
25–39 ans	89,4	89,8	91,3	90,9	90,2	90,8	90,6	90,3	91,0	91,7	92,0	
40–54 ans	89,8	90,4	91,0	91,7	90,0	90,3	90,3	90,1	90,9	91,1	91,7	
55–64 ans	68,6	70,4	71,1	70,7	70,3	71,3	72,2	73,2	73,3	73,9	75,6	
65+ ans	8,2	8,9	9,5	10,2	10,1	10,0	10,4	11,1	12,0	11,8	12,6	
Étrangers												
0–99 ans	60,2	60,6	61,7	62,7	60,4	61,7	62,3	62,3	62,9	63,2	63,6	
15+ ans	73,5	73,6	74,4	74,9	72,1	73,4	74,0	73,8	74,6	74,9	75,3	
15–64 ans	79,5	80,0	80,9	81,7	78,8	80,3	80,9	80,8	81,6	81,8	82,3	
15–24 ans	68,9	68,7	68,2	68,7	64,4	67,7	63,1	61,8	62,6	60,6	64,1	
25–39 ans	85,9	86,2	86,9	87,2	86,1	87,0	88,6	87,7	89,4	89,7	88,4	
40–54 ans	82,7	83,9	84,7	85,4	81,8	83,4	85,1	84,7	85,1	85,4	86,0	
55–64 ans	63,0	62,6	64,9	67,3	60,9	61,8	62,1	66,2	64,7	66,9	70,4	
65+ ans	8,8	8,3	9,3	8,5	6,5	6,8	7,2	7,4	8,4	9,8	10,2	

¹ Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées et les personnes sans emploi selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidente permanente.

Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le taux d'occupation, 2006–2016, ESPA

TA 8

Chiffres en milliers, 2 ^e trimestre Population résidente permanente	Total										
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation : Total											
Moins de 20%	140	144	143	141	154	157	161	168	169	169	199
20–49%	384	379	399	395	378	394	429	421	444	459	447
50–69%	377	398	413	431	430	459	451	463	516	502	491
70–89%	288	305	324	325	347	352	382	404	428	448	472
90–100%	2 742	2 781	2 819	2 827	2 765	2 847	2 841	2 850	2 821	2 866	2 891
Sans indication/ne sait pas	120	115	132	148	135	89	81	76	83	86	92
Total	4 051	4 122	4 229	4 268	4 209	4 297	4 345	4 383	4 461	4 529	4 592
Taux d'occupation : Hommes											
Moins de 20%	31	37	32	35	36	37	43	48	49	46	66
20–49%	64	53	61	57	66	67	85	74	86	92	82
50–69%	69	76	80	86	83	97	91	90	116	104	111
70–89%	75	76	91	88	92	93	101	112	127	135	147
90–100%	1 946	1 986	1 992	2 003	1 982	2 012	2 010	2 018	1 995	2 028	2 020
Sans indication/ne sait pas	29	31	34	35	37	21	23	24	25	23	29
Total	2 214	2 259	2 289	2 304	2 296	2 327	2 352	2 365	2 397	2 428	2 455
Taux d'occupation : Femmes											
Moins de 20%	110	107	111	106	118	120	119	120	120	123	133
20–49%	320	326	338	338	312	328	344	347	359	367	365
50–69%	308	321	333	346	348	361	360	373	400	398	380
70–89%	213	229	233	238	254	259	281	293	301	312	325
90–100%	796	796	826	824	783	835	831	832	826	838	871
Sans indication/ne sait pas	91	84	98	113	98	68	58	52	58	64	63
Total	1 837	1 863	1 940	1 964	1 913	1 971	1 993	2 017	2 064	2 102	2 137
Taux d'occupation : Suisses											
Moins de 20%	125	129	129	126	137	134	138	144	149	142	168
20–49%	335	329	346	339	323	336	359	357	368	383	366
50–69%	313	332	347	360	360	377	367	375	418	404	400
70–89%	242	254	270	269	292	289	314	331	357	362	383
90–100%	2 091	2 110	2 104	2 090	2 059	2 106	2 082	2 071	2 015	2 038	2 047
Sans indication/ne sait pas	95	92	106	119	103	70	62	62	63	66	67
Total	3 201	3 246	3 302	3 304	3 273	3 311	3 321	3 339	3 370	3 396	3 430
Taux d'occupation : Etrangers											
Moins de 20%	15	15	13	15	17	23	24	25	20	26	30
20–49%	49	50	53	56	56	58	70	64	76	76	81
50–69%	64	65	66	71	71	82	84	87	98	98	92
70–89%	46	51	54	56	55	64	68	73	71	86	89
90–100%	651	671	715	736	706	741	759	779	806	828	844
Sans indication/ne sait pas	25	23	26	29	32	18	19	15	20	20	25
Total	850	876	927	964	936	986	1 024	1 043	1 091	1 133	1 162

Source: OFS

© OFS 2017

Emplois selon les secteurs et divisions économiques, 2012–2014, STATEM

TA 9.1

Chiffres en milliers, fin du trimestre Divisions économiques NOGA08		Emplois											
		I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014
5–96	Total	4650	4700	4762	4744	4741	4777	4818	4793	4788	4814	4856	4842
5–43	Secteur secondaire	1082	1090	1101	1083	1079	1086	1098	1087	1086	1094	1104	1089
5–9	Industries extractives	5	5	5	4	4	5	5	4	5	5	5	5
10–33	Industrie manufacturière	700	700	702	694	691	689	694	693	693	691	697	693
10–12	Industries alimentaires et du tabac	85	86	87	86	86	85	87	86	85	86	87	87
13–15	Industries du textile et de l'habillement	18	18	17	17	16	16	16	16	16	16	16	16
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	74	74	75	73	73	72	72	72	71	70	71	71
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	32	32	31	31	31	31	31	31	31	31	31	30
21	Industrie pharmaceutique	41	41	41	41	41	42	42	42	42	43	43	43
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	43	42	43	42	42	42	41	41	42	42	42	41
24–25	Fabrication de produits métalliques	106	106	107	105	105	104	104	105	105	104	105	103
26	F. de prod. inform. et électro.	107	107	106	105	105	106	107	107	109	109	110	109
27	Fabrication d'équipements électriques	40	40	39	39	38	38	38	38	38	37	38	37
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	84	84	85	83	82	82	82	82	81	81	82	82
29–30	Fabrication de matériels de transport	14	14	14	14	14	14	16	16	16	15	16	16
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	56	57	58	58	58	57	57	58	57	57	57	57
35	Production et distribution d'énergie	28	28	28	28	28	28	28	28	29	29	29	29
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	17	17	17	17	17	17	17	17	17	18	18	18
41–43	Construction	333	341	349	340	338	347	353	344	343	352	355	345
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	109	114	116	110	112	117	119	113	113	120	120	112
43	Travaux de construction spécialisés	224	227	233	230	226	230	234	231	230	232	235	232
45–96	Secteur tertiaire	3567	3610	3661	3661	3662	3691	3721	3706	3702	3720	3751	3752
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	640	639	649	655	651	649	651	655	655	647	649	654
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	87	87	89	90	90	90	91	89	89	89	90	89
46	Commerce de gros	229	232	235	235	237	238	238	235	238	237	237	237
47	Commerce de détail	323	321	325	330	324	322	323	330	327	322	322	328
49–53	Transport et entreposage	236	234	237	241	241	238	239	241	243	240	241	243
49	Transports terrestres et transp. par conduites	116	114	116	120	120	117	118	121	122	118	120	122
50–51	Transports par eau, transports aériens	14	14	15	15	15	16	16	15	16	16	16	15
52	Entreposage et services aux. des transports	55	56	56	55	55	55	56	55	56	56	55	56
53	Activités de poste et de courrier	50	50	50	50	50	50	49	49	50	49	49	49
55–56	Hébergement et restauration	252	255	253	251	248	249	251	250	250	252	253	252
55	Hébergement	80	80	80	81	79	79	80	81	80	79	79	80
56	Restauration	172	174	173	170	168	169	171	169	170	173	174	172
58–63	Information et communication	146	146	152	154	155	156	156	157	162	163	163	161
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	35	35	35	35	35	35	34	35	36	36	36	36
61	Télécommunications	26	27	28	27	27	27	27	26	27	27	27	27
62–63	Activités informat. et services d'information	85	84	89	91	93	94	95	96	99	100	100	98
64–66	Activités financières et d'assurance	240	241	243	241	241	239	241	240	240	240	241	240
64	Activités des services financiers	135	135	135	134	133	132	133	131	131	130	131	131
65	Assurance	47	47	48	48	48	48	49	49	49	48	49	48
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	58	59	60	59	59	59	59	60	60	62	61	61
68	Activités immobilières	54	55	56	56	55	56	57	56	57	57	57	58
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	372	375	380	382	384	386	389	390	390	389	394	396
69	Activités juridiques et comptables	79	80	80	81	82	83	82	82	82	81	81	82
70	Acti, des sièges sociaux; conseil de gestion	93	93	95	97	98	99	101	100	100	100	101	102
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	114	115	117	118	119	119	120	122	121	121	124	124
72	Recherche-développement scientifique	22	23	23	22	22	22	22	22	22	22	23	23
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	64	64	64	64	64	63	64	65	64	65	65	65
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	301	320	331	309	302	326	340	316	305	328	339	315
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	202	203	206	202	204	208	212	206	204	209	211	205
78	Activités liées à l'emploi	99	117	125	107	98	118	128	110	101	120	128	109
84	Administration publique	189	192	195	195	197	201	201	202	199	199	201	203
85	Enseignement	310	313	316	322	325	321	327	331	331	329	331	336
86–88	Santé humaine et action sociale	603	611	620	625	630	634	634	634	637	635	645	659
86	Activités pour la santé humaine	341	345	350	352	355	356	357	356	357	354	362	371
87	Hébergement médico-social et social	166	169	170	171	172	174	175	175	176	177	179	180
88	Action sociale sans hébergement	97	97	100	102	102	104	102	103	104	104	104	108
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	80	83	85	84	85	87	87	87	87	88	90	86
94–96	Autres activités de services	145	146	146	147	148	149	146	148	147	152	149	150

Source: OFS

© OFS 2017

Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2015–2016, STATEM

TA9.2

Chiffres en milliers, fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08		Emplois								Part des femmes en %, 4 ^e trim, 2016	Part du temps partiel, en %, 4 ^e trim, 2016
		I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016		
5–96	Total	4826	4871	4904	4896	4864	4895	4918	4921	46,3	39,4
5–43	Secteur secondaire	1089	1093	1097	1085	1074	1083	1082	1070	23,9	16,0
5–9	Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	12,8	13,2
10–33	Industrie manufacturière	691	689	689	688	680	680	680	676	30,2	16,8
10–12	Industries alimentaires et du tabac	87	88	88	88	86	88	87	88	41,4	25,1
13–15	Industries du textile et de l'habillement	16	16	16	16	16	16	16	16	59,7	30,7
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	70	71	70	70	70	69	70	69	25,8	20,9
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	30	30	30	30	30	30	29	29	30,4	13,9
21	Industrie pharmaceutique	44	44	44	44	44	44	45	44	42,6	13,8
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	42	41	41	40	40	40	40	40	24,9	13,6
24–25	Fabrication de produits métalliques	102	101	101	101	99	100	100	98	19,3	14,3
26	F. de prod. inform. et électro.	109	109	109	108	108	106	105	104	39,8	13,6
27	Fabrication d'équipements électriques	37	36	36	36	35	35	35	34	26,3	11,5
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	82	81	81	80	80	80	81	81	17,7	13,0
29–30	Fabrication de matériels de transport	16	16	16	16	16	16	16	16	12,7	8,7
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	56	56	57	57	56	56	56	57	30,1	22,0
35	Production et distribution d'énergie	29	30	30	30	29	30	30	30	19,8	19,1
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	18	18	18	18	18	19	19	19	18,1	23,8
41–43	Construction	345	352	355	345	341	349	349	341	12,2	13,7
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	113	117	116	111	111	115	115	109	9,8	10,9
43	Travaux de construction spécialisés	232	235	239	234	230	234	233	232	13,3	15,0
45–96	Secteur tertiaire	3737	3778	3807	3811	3790	3812	3836	3851	52,6	45,9
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	648	652	651	648	646	646	653	656	50,1	34,6
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	90	90	91	90	91	92	93	93	18,7	18,7
46	Commerce de gros	236	239	238	235	234	236	237	235	38,2	24,3
47	Commerce de détail	321	323	322	322	321	318	324	329	67,4	46,4
49–53	Transport et entreposage	245	240	241	242	240	237	240	242	26,9	28,9
49	Transports terrestres et transp. par conduites	123	120	119	122	122	119	120	124	16,4	22,7
50–51	Transports par eau, transports aériens	15	16	16	15	15	16	16	16	43,7	25,1
52	Entreposage et services aux. des transports	57	56	57	56	55	57	57	56	29,7	23,0
53	Activités de poste et de courrier	49	48	49	48	48	45	47	47	45,7	53,8
55–56	Hébergement et restauration	248	250	252	256	252	251	250	253	56,7	45,7
55	Hébergement	78	78	77	78	78	76	78	80	56,5	29,3
56	Restauration	170	173	175	178	174	174	172	173	56,8	53,2
58–63	Information et communication	163	162	160	161	163	162	160	161	26,8	27,2
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	36	34	34	34	33	33	33	33	42,2	51,6
61	Télécommunications	29	29	29	29	29	29	29	29	24,6	12,8
62–63	Activités informat. et services d'information	98	98	97	98	100	100	98	99	22,3	23,3
64–66	Activités financières et d'assurance	241	241	245	243	241	240	242	241	41,3	24,2
64	Activités des services financiers	131	130	132	129	130	131	131	129	39,2	21,5
65	Assurance	48	49	49	50	49	47	48	49	50,9	26,4
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	62	63	64	64	63	62	63	64	38,1	27,8
68	Activités immobilières	56	57	57	59	59	61	60	60	51,5	58,9
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	397	398	403	403	401	406	407	410	41,6	35,5
69	Activités juridiques et comptables	83	82	83	83	83	84	84	85	52,9	40,7
70	Acti, des sièges sociaux; conseil de gestion	103	104	105	105	106	107	108	109	41,7	30,9
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	125	125	127	127	126	127	128	129	31,0	31,6
72	Recherche-développement scientifique	23	23	23	24	24	24	24	24	41,1	25,8
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	65	64	65	64	63	64	63	63	48,2	48,1
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	308	332	338	326	310	332	342	332	44,0	53,8
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	209	212	212	212	211	216	215	218	50,4	56,0
78	Activités liées à l'emploi	99	120	126	113	98	116	127	115	31,9	49,7
84	Administration publique	201	200	202	203	203	204	203	199	47,1	38,4
85	Enseignement	333	336	336	341	339	337	333	347	60,4	66,0
86–88	Santé humaine et action sociale	660	664	676	682	687	687	694	699	77,1	62,0
86	Activités pour la santé humaine	373	375	382	386	389	388	393	394	77,8	59,6
87	Hébergement médico-social et social	181	182	185	184	186	186	189	191	76,2	61,6
88	Action sociale sans hébergement	106	108	110	112	112	113	112	114	75,7	71,0
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	88	92	96	94	95	97	97	93	48,5	64,3
94–96	Autres activités de services	151	152	151	155	154	152	155	156	69,7	61,6

Source: OFS

© OFS 2017

Emplois selon les grandes régions et les secteurs économiques, 2012–2016, STATEM

TA 10

Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois											
	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014
5-96 Secteurs secondaire et tertiaire												
Suisse	4650	4700	4762	4744	4741	4777	4818	4793	4788	4814	4856	4842
Région lémanique	852	862	875	873	871	880	891	887	889	892	899	898
Espace Mittelland	965	978	987	980	981	992	998	986	987	995	1 006	1 003
Suisse du Nord-ouest	638	640	650	646	645	650	656	655	657	660	663	660
Zurich	940	947	960	955	954	961	965	961	961	970	976	973
Suisse orientale	602	609	616	620	617	619	623	623	616	621	626	624
Suisse centrale	444	450	460	460	462	460	469	468	464	459	466	467
Tessin	208	214	214	210	211	215	216	214	213	217	220	217
5-43 Secteur secondaire												
Suisse	1 082	1 090	1 101	1 083	1 079	1 086	1 098	1 087	1 086	1 094	1 104	1 089
Région lémanique	154	156	158	155	155	158	159	156	156	160	159	157
Espace Mittelland	259	262	264	258	258	259	263	262	262	264	268	263
Suisse du Nord-ouest	171	171	172	170	169	169	171	171	171	171	172	171
Zurich	145	145	147	146	145	146	147	145	145	146	148	145
Suisse orientale	187	190	192	188	186	189	189	186	184	187	190	186
Suisse centrale	115	115	116	114	115	114	117	116	115	115	116	115
Tessin	51	52	51	51	51	51	52	52	52	52	52	52
45-96 Secteur tertiaire												
Suisse	3 567	3 610	3 661	3 661	3 662	3 691	3 721	3 706	3 702	3 720	3 751	3 752
Région lémanique	699	707	717	718	716	723	732	731	732	733	741	741
Espace Mittelland	706	716	723	721	723	733	735	724	725	731	738	740
Suisse du Nord-ouest	467	470	478	476	476	481	485	484	486	489	492	489
Zurich	795	802	813	809	809	814	818	816	816	823	828	827
Suisse orientale	415	419	424	433	431	430	433	437	432	434	436	438
Suisse centrale	330	334	344	346	348	346	352	352	349	345	350	352
Tessin	157	163	162	159	161	164	165	162	161	165	167	164
Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois								Part des femmes en %, 4 ^e trim. 2016	Part du temps partiel en %, 4 ^e trim. 2016		
	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016				
5-96 Secteurs secondaire et tertiaire												
Suisse	4 826	4 871	4 904	4 896	4 864	4 895	4 918	4 921	46,3	39,4		
Région lémanique	889	901	899	902	896	905	913	914	46,2	37,7		
Espace Mittelland	995	1 010	1 022	1 019	1 009	1 017	1 023	1 019	47,2	42,5		
Suisse du Nord-ouest	666	663	670	667	655	656	658	659	46,0	38,7		
Zurich	968	981	990	982	983	987	986	983	46,2	40,4		
Suisse orientale	623	621	625	626	624	626	629	634	45,2	37,8		
Suisse centrale	469	473	474	473	472	477	482	483	47,1	40,0		
Tessin	216	222	224	226	226	226	227	230	45,7	34,1		
5-43 Secteur secondaire												
Suisse	1 089	1 093	1 097	1 085	1 074	1 083	1 082	1 070	23,9	16,0		
Région lémanique	156	158	158	155	155	159	158	154	23,1	13,9		
Espace Mittelland	260	261	263	261	258	259	258	256	25,6	17,9		
Suisse du Nord-ouest	172	174	173	172	169	169	169	167	23,5	13,7		
Zurich	146	147	149	147	143	143	143	142	22,8	17,6		
Suisse orientale	186	187	187	185	184	187	189	184	24,0	16,8		
Suisse centrale	116	114	114	114	112	115	114	115	23,2	17,0		
Tessin	52	53	53	52	52	51	51	51	22,7	10,1		
45-96 Secteur tertiaire												
Suisse	3 737	3 778	3 807	3 811	3 790	3 812	3 836	3 851	52,6	45,9		
Région lémanique	733	744	741	747	740	747	755	759	50,9	42,6		
Espace Mittelland	735	749	759	758	751	758	765	762	54,5	50,7		
Suisse du Nord-ouest	494	489	497	496	485	487	489	492	53,7	47,1		
Zurich	822	834	841	835	839	844	843	841	50,1	44,2		
Suisse orientale	437	435	438	441	440	439	441	449	54,0	46,4		
Suisse centrale	353	359	361	360	360	362	368	368	54,5	47,2		
Tessin	164	169	171	174	175	175	176	179	52,2	40,9		

Source: OFS

© OFS 2017

Volume annuel effectif de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2016¹, SVOLTA

T 11.1

Volume annuel en millions d'heures		Total										
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation												
Plein temps (90%–100%)		5 792	5 867	5 971	5 934	5 812	5 942	5 940	5 915	5 929	6 049	6 110
Temps partiel (moins de 90%)		1 319	1 383	1 411	1 443	1 465	1 497	1 553	1 577	1 668	1 731	1 782
dont												
Temps partiel I (50–89%)		932	979	999	1 034	1 062	1 093	1 132	1 151	1 232	1 283	1 315
Temps partiel II (moins de 50%)		387	403	411	409	403	404	421	425	435	448	467
Total		7 111	7 250	7 382	7 378	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892
Sections économiques (NOGA08)												
A	Agriculture, sylviculture	...	...	...	...	340	337	337	338	340	333	331
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	...	...	...	...	1 237	1 278	1 265	1 229	1 249	1 271	1 266
F	Construction	...	...	...	...	572	589	596	598	603	628	615
G	Commerce, réparation	...	...	...	...	989	1 006	993	985	988	1 006	1 018
H	Transports et entreposage	...	...	...	...	368	383	379	377	378	398	395
I	Hébergement et restauration	...	...	...	...	414	403	388	383	386	393	394
J	Information et communication	...	...	...	...	229	236	243	254	265	268	271
K	Activités financières et d'assurance	...	...	...	...	393	407	401	390	393	401	406
L/N	Immobilier, activités administratives	...	...	...	...	405	412	435	437	443	434	458
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	...	...	...	...	556	572	600	608	615	638	663
O	Administration publique	...	...	...	...	265	276	284	288	289	294	297
P	Enseignement ²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	...	...	...	...	747	779	798	819	842	883	927
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	...	...	...	...	357	351	357	351	360	377	387
A–T	Total	7 111	7 250	7 382	7 378	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892
Secteurs économiques (NOGA08)												
A	Secteur primaire	340	345	316	312	340	337	337	338	340	333	331
B–F	Secteur secondaire	1 795	1 821	1 844	1 781	1 809	1 867	1 861	1 828	1 852	1 899	1 881
G–T	Secteur tertiaire	4 977	5 084	5 222	5 285	5 127	5 235	5 296	5 327	5 404	5 548	5 680
A–T	Total	7 111	7 250	7 382	7 378	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892
Statut d'activité												
Indépendants		826	840	799	...	789	754	743	740	716	685	685
Salariés propriétaires de leur entreprise		331	360	377	...	357	359	365	353	361	393	431
Collaborateurs familiaux		113	99	100	...	101	115	110	111	108	103	102
Salariés		5 569	5 677	5 813	...	5 726	5 912	5 981	5 998	6 128	6 319	6 390
Apprentis		271	275	293	...	303	299	295	290	284	282	284
Total		7 111	7 250	7 382	7 378	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892
Grandes régions												
Région lémanique		1 301	1 339	1 385	1 369	1 338	1 375	1 398	1 416	1 445	1 473	1 505
Espace Mittelland		1 527	1 541	1 555	1 541	1 515	1 550	1 559	1 543	1 568	1 628	1 649
Suisse du Nord-ouest		970	991	1 008	1 002	972	997	996	995	1 003	1 030	1 036
Zurich		1 367	1 389	1 440	1 469	1 443	1 463	1 493	1 475	1 494	1 529	1 575
Suisse orientale		977	995	993	999	1 003	1 011	1 003	993	1 012	1 018	1 013
Suisse centrale		658	672	667	667	673	700	706	716	717	740	747
Tessin		312	323	335	331	332	343	340	353	358	362	367
Total		7 111	7 250	7 382	7 378	7 277	7 439	7 494	7 492	7 596	7 780	7 892

¹ Les résultats de la SVOLTA ont été révisés rétrospectivement jusqu'en 2010. Cette révision génère une rupture de série entre 2009 et 2010.

² Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Volume annuel effectif de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2011–2016, SVOLTA

TA 11.2

Volume annuel en millions d'heures		Hommes						Femmes					
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation													
Plein temps (90–100%)		4 297	4 305	4 276	4 258	4 335	4 357	1 646	1 636	1 640	1 671	1 715	1 753
Temps partiel (moins de 90%)		383	394	408	449	477	503	1 114	1 159	1 169	1 219	1 254	1 279
dont													
Temps partiel I (50–89%)		287	293	304	339	362	381	806	839	848	893	921	934
Temps partiel II (moins de 50%)		96	101	104	109	115	122	308	320	321	326	333	345
Total		4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032
Sections économiques (NOGA08)													
A	Agriculture, sylviculture	245	240	246	253	238	233	92	96	91	87	95	98
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	969	954	928	929	949	953	309	311	301	320	322	312
F	Construction	544	547	551	554	578	566	44	49	47	49	50	49
G	Commerce, réparation	595	583	581	576	592	597	412	410	404	412	414	421
H	Transports et entreposage	301	300	295	295	311	311	82	79	82	83	88	84
I	Hébergement et restauration	200	194	197	192	197	200	203	194	185	194	196	194
J	Information et communication	184	188	197	204	209	212	52	55	57	61	59	60
K	Activités financières et d'assurance	259	258	250	251	258	263	148	143	140	142	144	143
L/N	Immobilier, activités administratives	257	276	277	281	273	285	155	159	160	161	161	173
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	376	394	390	394	410	425	196	206	218	221	229	238
O	Administration publique	174	174	175	173	174	175	103	110	113	117	120	122
P	Enseignement ¹	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	231	236	237	239	250	261	548	561	582	603	633	665
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	146	148	145	153	159	162	205	209	206	207	217	225
A–T	Total	4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032
Secteurs économiques (NOGA08)													
A	Secteur primaire	245	240	246	253	238	233	92	96	91	87	95	98
B–F	Secteur secondaire	1 513	1 501	1 479	1 484	1 527	1 520	354	360	349	368	372	361
G–T	Secteur tertiaire	2 921	2 958	2 958	2 970	3 047	3 108	2 314	2 338	2 369	2 433	2 502	2 573
A–T	Total	4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032
Statut d'activité													
Indépendants		527	514	509	484	453	450	226	229	231	232	231	235
Salariés propriétaires de leur entreprise		295	298	285	293	315	342	64	67	68	68	78	88
Collaborateurs familiaux		58	55	58	55	51	51	57	55	53	52	52	51
Salariés		3 626	3 655	3 662	3 703	3 828	3 849	2 286	2 326	2 336	2 425	2 491	2 541
Apprentis		172	177	169	171	165	168	127	118	121	113	116	116
Total		4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032
Grandes régions													
Région lémanique		859	866	875	886	896	918	516	532	541	558	577	587
Espace Mittelland		968	967	961	965	997	1 013	582	591	582	603	631	636
Suisse du Nord-ouest		631	633	622	620	638	638	366	362	373	383	392	398
Zurich		914	928	914	908	944	973	549	565	561	586	584	602
Suisse orientale		642	636	631	649	644	630	369	367	362	363	374	383
Suisse centrale		450	453	453	449	464	458	250	254	263	268	276	289
Tessin		215	216	227	230	229	230	128	124	126	128	133	137
Total		4 679	4 699	4 684	4 707	4 812	4 860	2 760	2 795	2 809	2 889	2 968	3 032

¹ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Volume annuel effectif de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et les secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2011–2016, SVOLTA

TA 11.3

Volume annuel en millions d'heures		Suisses						Étrangers					
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation													
Plein temps (90–100%)		4 049	4 010	3 934	3 859	3 930	3 959	1 893	1 930	1 981	2 070	2 119	2 151
Temps partiel (moins de 90%)		1 196	1 226	1 240	1 317	1 346	1 382	301	328	337	351	385	400
dont													
Temps partiel I (50–89%)		866	883	893	962	984	1 011	227	249	258	271	299	304
Temps partiel II (moins de 50%)		330	343	347	355	362	371	74	79	79	80	86	95
Total		5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550
Sections économiques (NOGA08)													
A	Agriculture, sylviculture	298	297	295	294	289	288	38	40	43	47	43	43
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	810	791	752	765	784	779	468	474	478	484	487	487
F	Construction	343	356	356	347	361	361	246	240	243	256	268	254
G	Commerce, réparation	711	684	666	664	674	676	295	309	320	324	332	342
H	Transports et entreposage	283	281	276	268	271	274	100	98	102	110	127	121
I	Hébergement et restauration	196	186	187	186	185	191	207	202	196	200	208	202
J	Information et communication	171	179	180	178	184	180	65	64	74	87	84	92
K	Activités financières et d'assurance	310	302	295	301	300	312	97	99	95	93	101	94
L/N	Immobilier, activités administratives	278	281	283	282	272	286	134	154	154	160	161	172
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	422	431	413	416	434	435	150	169	195	199	205	228
O	Administration publique	255	262	263	264	270	271	21	22	25	26	25	26
P	Enseignement ¹	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	584	602	617	618	645	672	195	196	202	224	238	255
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	246	243	239	245	247	254	105	115	112	116	130	133
A–T	Total	5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550
Secteurs économiques (NOGA08)													
A	Secteur primaire	298	297	295	294	289	288	38	40	43	47	43	43
B–F	Secteur secondaire	1 153	1 147	1 108	1 113	1 144	1 140	714	714	720	740	755	741
G–T	Secteur tertiaire	3 793	3 792	3 772	3 769	3 842	3 914	1 442	1 504	1 555	1 635	1 706	1 767
A–T	Total	5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550
Statut d'activité													
Indépendants		659	645	636	614	590	582	94	98	104	102	95	103
Salariés propriétaires de leur entreprise		305	309	293	291	325	360	54	55	60	69	68	71
Collaborateurs familiaux		105	98	100	95	92	91	10	11	12	12	11	11
Salariés		3 927	3 940	3 913	3 947	4 046	4 080	1 985	2 041	2 085	2 181	2 273	2 310
Apprentis		248	243	233	227	224	229	51	53	58	57	57	55
Total		5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550
Grandes régions													
Région lémanique		800	800	807	815	821	821	575	597	609	630	653	684
Espace Mittelland		1 236	1 230	1 212	1 211	1 260	1 278	314	329	331	357	368	371
Suisse du Nord-ouest		665	656	635	629	641	647	333	339	361	374	390	389
Zurich		1 069	1 083	1 065	1 068	1 086	1 125	394	409	410	425	443	449
Suisse orientale		736	727	717	720	725	719	275	276	276	292	294	294
Suisse centrale		556	561	559	558	570	575	144	146	157	159	171	172
Tessin		184	178	179	174	175	176	159	162	174	184	186	191
Total		5 245	5 236	5 174	5 175	5 276	5 342	2 194	2 258	2 318	2 421	2 504	2 550

¹ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

**Durée annuelle effective de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques
le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2016, SVOLTA**

T 12.1

Durée annuelle en heures par emploi		Total										
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation												
Plein temps (90–100%)		1 956	1 935	1 927	1 930	1 933	1 923	1 906	1 886	1 880	1 896	1 899
Temps partiel (moins de 90%)		834	834	834	825	839	843	840	835	844	853	851
dont												
Temps partiel I (50–89%)		1 247	1 246	1 244	1 237	1 240	1 233	1 225	1 212	1 224	1 234	1 243
Temps partiel II (moins de 50%)		467	465	464	456	453	454	456	454	449	452	450
Total		1 573	1 554	1 542	1 537	1 531	1 529	1 509	1 491	1 481	1 490	1 486
Sections économiques (NOGA08)												
A	Agriculture, sylviculture	...	...	...	...	2 046	1 936	1 921	1 872	1 839	1 838	1 808
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	...	...	...	...	1 694	1 703	1 688	1 667	1 667	1 696	1 685
F	Construction	...	...	...	...	1 715	1 711	1 712	1 690	1 683	1 708	1 687
G	Commerce, réparation	...	...	...	...	1 574	1 578	1 561	1 537	1 518	1 530	1 539
H	Transports et entreposage	...	...	...	...	1 604	1 623	1 593	1 573	1 559	1 599	1 596
I	Hébergement et restauration	...	...	...	...	1 535	1 547	1 534	1 536	1 514	1 518	1 498
J	Information et communication	...	...	...	...	1 615	1 612	1 614	1 624	1 621	1 615	1 618
K	Activités financières et d'assurance	...	...	...	...	1 720	1 736	1 696	1 663	1 658	1 671	1 683
L/N	Immobilier, activités administratives	...	...	...	...	1 370	1 382	1 381	1 352	1 366	1 351	1 365
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	...	...	...	...	1 585	1 584	1 580	1 561	1 539	1 554	1 562
O	Administration publique	...	...	...	...	1 475	1 492	1 457	1 455	1 442	1 424	1 422
P	Enseignement ¹	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	...	...	...	...	1 325	1 316	1 291	1 281	1 288	1 299	1 309
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	...	...	...	...	1 126	1 098	1 079	1 056	1 033	1 027	1 015
A–T	Total	1 573	1 554	1 542	1 537	1 531	1 529	1 509	1 491	1 481	1 490	1 486
Secteurs économiques (NOGA08)												
A	Secteur primaire	2 153	2 148	2 077	1 939	2 046	1 936	1 921	1 872	1 839	1 838	1 808
B–F	Secteur secondaire	1 741	1 717	1 710	1 706	1 700	1 706	1 696	1 674	1 672	1 700	1 686
G–T	Secteur tertiaire	1 494	1 476	1 465	1 467	1 455	1 455	1 434	1 419	1 408	1 414	1 415
A–T	Total	1 573	1 554	1 542	1 537	1 531	1 529	1 509	1 491	1 481	1 490	1 486
Statut d'activité												
Indépendants		1 920	1 876	1 859	1 819	1 795	1 757	1 714	1 687	1 611	1 602	1 582
Salariés propriétaires de leur entreprise		2 001	1 993	1 973	1 998	1 876	1 865	1 864	1 832	1 763	1 774	1 795
Collaborateurs familiaux		1 101	1 099	1 022	978	1 050	1 106	1 080	1 061	1 041	998	976
Salariés		1 532	1 516	1 503	1 503	1 504	1 507	1 489	1 473	1 471	1 484	1 478
Apprentis		1 422	1 407	1 403	1 413	1 373	1 372	1 359	1 341	1 336	1 323	1 348
Total		1 573	1 554	1 542	1 537	1 531	1 529	1 509	1 491	1 481	1 490	1 486
Grandes régions												
Région lémanique		1 614	1 590	1 574	1 577	1 567	1 572	1 553	1 535	1 532	1 529	1 532
Espace Mittelland		1 557	1 544	1 529	1 506	1 505	1 510	1 486	1 461	1 448	1 472	1 465
Suisse du Nord-ouest		1 546	1 533	1 528	1 534	1 505	1 498	1 486	1 473	1 454	1 478	1 451
Zurich		1 561	1 539	1 530	1 531	1 526	1 523	1 507	1 484	1 471	1 477	1 491
Suisse orientale		1 599	1 583	1 560	1 547	1 548	1 531	1 512	1 509	1 497	1 485	1 479
Suisse centrale		1 554	1 526	1 516	1 512	1 527	1 530	1 500	1 467	1 468	1 487	1 469
Tessin		1 590	1 566	1 564	1 574	1 560	1 551	1 532	1 533	1 527	1 529	1 527
Total		1 573	1 554	1 542	1 537	1 531	1 529	1 509	1 491	1 481	1 490	1 486

¹ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Durée annuelle effective de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2011–2016, SVOLTA

TA 12.2

Durée annuelle en heures par emploi		Hommes						Femmes					
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation													
Plein temps (90–100%)		1 957	1 941	1 920	1 910	1 927	1 930	1 839	1 819	1 802	1 809	1 820	1 826
Temps partiel (moins de 90%)		876	861	856	866	882	878	832	834	828	836	842	840
dont													
Temps partiel I (50–89%)		1 287	1 281	1 281	1 274	1 301	1 299	1 214	1 206	1 189	1 206	1 209	1 222
Temps partiel II (moins de 50%)		448	443	435	434	437	437	456	461	460	454	458	455
Total		1 778	1 756	1 732	1 713	1 724	1 717	1 235	1 221	1 210	1 213	1 221	1 222
Sections économiques (NOGA08)													
A	Agriculture, sylviculture	2 183	2 200	2 108	2 094	2 123	2 068	1 488	1 461	1 437	1 359	1 374	1 391
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1 816	1 801	1 781	1 771	1 799	1 797	1 424	1 416	1 393	1 424	1 450	1 417
F	Construction	1 811	1 799	1 781	1 771	1 792	1 772	1 021	1 117	1 056	1 074	1 110	1 083
G	Commerce, réparation	1 841	1 809	1 791	1 759	1 773	1 774	1 307	1 306	1 277	1 274	1 280	1 296
H	Transports et entreposage	1 767	1 744	1 700	1 682	1 722	1 726	1 251	1 200	1 240	1 237	1 278	1 248
I	Hébergement et restauration	1 820	1 797	1 849	1 778	1 800	1 770	1 347	1 338	1 301	1 321	1 311	1 293
J	Information et communication	1 755	1 757	1 739	1 733	1 740	1 747	1 253	1 262	1 322	1 333	1 288	1 283
K	Activités financières et d'assurance	1 877	1 847	1 808	1 805	1 824	1 847	1 534	1 477	1 455	1 450	1 452	1 445
L/N	Immobilier, activités administratives	1 698	1 659	1 632	1 613	1 627	1 635	1 056	1 069	1 044	1 078	1 049	1 073
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1 824	1 817	1 772	1 733	1 741	1 744	1 264	1 266	1 287	1 285	1 304	1 316
O	Administration publique	1 687	1 645	1 653	1 614	1 590	1 578	1 248	1 234	1 227	1 246	1 238	1 245
P	Enseignement ¹	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1 643	1 633	1 607	1 608	1 579	1 565	1 215	1 186	1 184	1 195	1 214	1 230
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1 439	1 406	1 348	1 333	1 321	1 317	939	927	916	886	883	871
A–T	Total	1 778	1 756	1 732	1 713	1 724	1 717	1 235	1 221	1 210	1 213	1 221	1 222
Secteurs économiques (NOGA08)													
A	Secteur primaire	2 183	2 200	2 108	2 094	2 123	2 068	1 488	1 461	1 437	1 359	1 374	1 391
B–F	Secteur secondaire	1 814	1 800	1 781	1 771	1 796	1 787	1 357	1 366	1 336	1 365	1 393	1 360
G–T	Secteur tertiaire	1 733	1 707	1 684	1 660	1 667	1 664	1 210	1 193	1 186	1 188	1 194	1 199
A–T	Total	1 778	1 756	1 732	1 713	1 724	1 717	1 235	1 221	1 210	1 213	1 221	1 222
Statut d'activité													
Indépendants		2 078	2 052	2 017	1 916	1 937	1 894	1 292	1 251	1 241	1 209	1 196	1 203
Salariés propriétaires de leur entreprise		2 060	2 052	2 007	1 931	1 958	1 956	1 296	1 324	1 340	1 281	1 289	1 361
Collaborateurs familiaux		1 451	1 394	1 367	1 370	1 274	1 199	892	881	851	831	822	823
Salariés		1 751	1 730	1 709	1 701	1 714	1 709	1 235	1 221	1 211	1 220	1 231	1 227
Apprentis		1 393	1 386	1 369	1 356	1 351	1 368	1 343	1 321	1 304	1 306	1 284	1 320
Total		1 778	1 756	1 732	1 713	1 724	1 717	1 235	1 221	1 210	1 213	1 221	1 222
Grandes régions													
Région lémanique		1 793	1 776	1 753	1 727	1 733	1 742	1 304	1 290	1 279	1 300	1 293	1 289
Espace Mittelland		1 774	1 747	1 718	1 696	1 713	1 711	1 211	1 195	1 171	1 173	1 204	1 193
Suisse du Nord-ouest		1 754	1 737	1 713	1 683	1 710	1 686	1 196	1 185	1 194	1 192	1 210	1 185
Zurich		1 771	1 741	1 708	1 697	1 713	1 709	1 235	1 234	1 223	1 219	1 208	1 237
Suisse orientale		1 784	1 772	1 775	1 764	1 755	1 739	1 228	1 205	1 197	1 177	1 175	1 187
Suisse centrale		1 818	1 788	1 739	1 715	1 740	1 713	1 190	1 164	1 154	1 183	1 196	1 198
Tessin		1 737	1 726	1 738	1 727	1 713	1 723	1 315	1 281	1 265	1 265	1 291	1 282
Total		1 778	1 756	1 732	1 713	1 724	1 717	1 235	1 221	1 210	1 213	1 221	1 222

¹ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Durée annuelle effective de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2011–2016, SVOLTA

TA 12.3

Durée annuelle en heures par emploi	Suisses						Étrangers					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occupation												
Plein temps (90–100%)	1 931	1 915	1 892	1 887	1 903	1 908	1 907	1 887	1 873	1 868	1 883	1 883
Temps partiel (moins de 90%)	837	835	828	838	844	845	866	864	862	866	883	873
dont												
Temps partiel I (50–89%)	1 235	1 229	1 217	1 226	1 234	1 248	1 223	1 211	1 195	1 217	1 232	1 226
Temps partiel II (moins de 50%)	453	457	454	451	454	449	457	452	450	439	445	455
Total	1 488	1 469	1 447	1 431	1 441	1 439	1 637	1 610	1 600	1 600	1 604	1 594
Sections économiques (NOGA08)												
A Agriculture, sylviculture	1 934	1 912	1 866	1 826	1 819	1 789	1 950	1 997	1 915	1 927	1 976	1 941
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1 666	1 645	1 618	1 620	1 657	1 650	1 770	1 764	1 751	1 748	1 761	1 746
F Construction	1 663	1 677	1 649	1 630	1 650	1 639	1 784	1 768	1 753	1 760	1 793	1 759
G Commerce, réparation	1 538	1 518	1 488	1 466	1 487	1 494	1 681	1 663	1 651	1 637	1 627	1 637
H Transports et entreposage	1 591	1 557	1 531	1 519	1 544	1 563	1 722	1 706	1 698	1 663	1 732	1 676
I Hébergement et restauration	1 427	1 427	1 436	1 401	1 427	1 408	1 680	1 648	1 645	1 637	1 608	1 594
J Information et communication	1 569	1 582	1 588	1 569	1 548	1 548	1 737	1 711	1 721	1 739	1 785	1 776
K Activités financières et d'assurance	1 718	1 669	1 637	1 632	1 642	1 655	1 796	1 783	1 753	1 749	1 763	1 782
L/N Immobilier, activités administratives	1 391	1 404	1 369	1 362	1 350	1 358	1 363	1 341	1 323	1 373	1 353	1 376
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1 545	1 537	1 501	1 476	1 490	1 491	1 704	1 704	1 706	1 691	1 709	1 717
O Administration publique	1 498	1 458	1 456	1 444	1 423	1 421	1 428	1 451	1 449	1 417	1 440	1 434
P Enseignement ¹	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1 267	1 250	1 239	1 238	1 249	1 261	1 491	1 435	1 432	1 453	1 455	1 457
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1 053	1 034	1 001	984	970	954	1 222	1 189	1 194	1 157	1 157	1 156
A–T Total	1 488	1 469	1 447	1 431	1 441	1 439	1 637	1 610	1 600	1 600	1 604	1 594
Secteurs économiques (NOGA08)												
A Secteur primaire	1 934	1 912	1 866	1 826	1 819	1 789	1 950	1 997	1 915	1 927	1 976	1 941
B–F Secteur secondaire	1 665	1 655	1 628	1 623	1 655	1 646	1 775	1 765	1 752	1 752	1 772	1 750
G–T Secteur tertiaire	1 416	1 397	1 378	1 360	1 368	1 369	1 570	1 538	1 531	1 532	1 533	1 529
A–T Total	1 488	1 469	1 447	1 431	1 441	1 439	1 637	1 610	1 600	1 600	1 604	1 594
Statut d'activité												
Indépendants	1 766	1 725	1 696	1 616	1 610	1 591	1 696	1 645	1 635	1 579	1 554	1 537
Salariés propriétaires de leur entreprise	1 850	1 858	1 817	1 744	1 762	1 786	1 952	1 898	1 912	1 848	1 836	1 839
Collaborateurs familiaux	1 104	1 076	1 046	1 027	996	973	1 128	1 115	1 211	1 165	1 016	1 002
Salariés	1 448	1 432	1 412	1 407	1 421	1 416	1 639	1 612	1 601	1 605	1 613	1 601
Apprentis	1 372	1 354	1 336	1 333	1 320	1 347	1 371	1 385	1 364	1 347	1 335	1 353
Total	1 488	1 469	1 447	1 431	1 441	1 439	1 637	1 610	1 600	1 600	1 604	1 594
Grandes régions												
Région lémanique	1 509	1 496	1 477	1 474	1 466	1 469	1 668	1 636	1 621	1 615	1 616	1 615
Espace Mittelland	1 483	1 459	1 432	1 412	1 440	1 440	1 628	1 598	1 577	1 585	1 593	1 561
Suisse du Nord-ouest	1 446	1 435	1 401	1 376	1 407	1 379	1 612	1 595	1 618	1 607	1 609	1 587
Zurich	1 494	1 477	1 455	1 436	1 441	1 454	1 607	1 592	1 564	1 565	1 576	1 593
Suisse orientale	1 488	1 475	1 477	1 452	1 438	1 431	1 660	1 616	1 599	1 619	1 615	1 612
Suisse centrale	1 502	1 471	1 431	1 437	1 451	1 443	1 650	1 623	1 607	1 590	1 624	1 563
Tessin	1 495	1 480	1 461	1 439	1 451	1 457	1 620	1 594	1 615	1 621	1 609	1 598
Total	1 488	1 469	1 447	1 431	1 441	1 439	1 637	1 610	1 600	1 600	1 604	1 594

¹ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Composantes du volume annuel effectif du travail et de la durée annuelle effective du travail selon le sexe, la nationalité, le taux d'occupation et les sections économiques, 2016, SVOLTA

TA 13

	Volume annuel en millions d'heures				Durée annuelle en heures par emploi				
	Volume annuel normal du travail	Volume annuel d'absences ¹	Volume annuel d'heures supplém. ²	Volume annuel effectif du travail	Durée annuelle normale du travail	Durée annuelle d'absences ²	Durée annuelle d'heures supplém. ¹	Durée annuelle effective du travail	
Sexe									
Hommes	4 909	174	124	4 860	1 735	61	44	1 717	
Femmes	3 114	152	71	3 032	1 254	61	29	1 222	
Total	8 023	326	195	7 892	1 510	61	37	1 486	
Nationalité									
Suisses	5 420	215	136	5 342	1 460	58	37	1 439	
Étrangers	2 603	112	59	2 550	1 626	70	37	1 594	
Total	8 023	326	195	7 892	1 510	61	37	1 486	
Taux d'occupation									
Plein temps (90%–100%)	6 211	236	135	6 110	1 931	73	42	1 899	
Temps partiel (moins de 90%)	1 812	90	60	1 782	865	43	29	851	
davon									
Temps partiel I (50–89%)	1 348	67	34	1 315	1 274	63	32	1 243	
Temps partiel II (moins de 50%)	464	24	27	467	447	23	26	450	
Total	8 023	326	195	7 892	1 510	61	37	1 486	
Sections économiques (NOGA08)									
A	Agriculture, sylviculture	337	14	8	331	1 843	79	44	1 808
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1 293	53	26	1 266	1 721	71	35	1 685
F	Construction	639	34	11	615	1 751	94	30	1 687
G	Commerce, réparation	1 031	40	28	1 018	1 558	60	42	1 539
H	Transports et entreposage	405	16	6	395	1 635	65	26	1 596
I	Hébergement et restauration	402	17	9	394	1 530	66	34	1 498
J	Information et communication	272	10	9	271	1 624	57	52	1 618
K	Activités financières et d'assurance	406	15	15	406	1 685	62	60	1 683
L/N	Immobilier, activités administratives	469	24	12	458	1 399	70	36	1 365
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	663	18	19	663	1 562	43	44	1 562
O	Administration publique	306	13	4	297	1 465	62	19	1 422
P	Enseignement ³	455	1 219
Q	Santé humaine et action sociale	954	45	18	927	1 347	63	25	1 309
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	391	14	11	387	1 024	37	28	1 015
A–T	Total	8 023	326	195	7 892	1 510	61	37	1 486

¹ Uniquement les heures supplémentaires non compensées par des congés durant l'année.

² Comprend les absences pour raisons de santé (maladie, accident), congé maternité payé, service militaire, service civil, protection civile, réduction de l'horaire du travail, conflits de travail, raisons personnelles/familiales et mauvais temps. Ne comprend pas les vacances et les jours fériés.

³ Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

**Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps¹ selon le sexe
et les sections économiques, 2016, SVOLTA**

TA 14

En heures par emploi		Total				Hommes				Femmes			
		Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail
Sections économiques (NOGA08)													
A	Agriculture, sylviculture	2 158	104	24	2 078	2 185	103	25	2 107	(2 075)	(108)	(20)	(1 988)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1 897	80	39	1 856	1 900	73	41	1 868	1 885	108	31	1 808
F	Construction	1 922	112	30	1 839	1 923	111	30	1 841	1 900	130	20	1 790
G	Commerce, réparation	1 918	72	46	1 892	1 926	60	54	1 920	1 901	98	29	1 832
H	Transports et entreposage	1 915	71	26	1 870	1 917	67	26	1 876	1 905	91	22	1 836
I	Hébergement et restauration	1 976	80	34	1 930	1 988	74	45	1 959	1 961	87	20	1 893
J	Information et communication	1 890	62	61	1 889	1 889	58	63	1 894	1 894	85	53	1 862
K	Activités financières et d'assurance	1 901	63	77	1 914	1 904	42	95	1 957	1 895	112	34	1 817
L/N	Immobilier, activités administratives	1 945	104	43	1 884	1 957	84	50	1 923	1 917	151	26	1 792
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1 906	47	59	1 918	1 910	43	67	1 933	1 899	55	41	1 885
O	Administration publique	1 900	66	24	1 858	1 904	59	25	1 870	1 890	84	22	1 828
P	Enseignement ²	1 855	...	...	...	1 849	...	...	...	1 864	...	...	...
	Enseignants avec contrat de durée indéterminée ou > 12 mois	1 818	...	...	...	1 808	...	...	...	1 833	...	...	...
	Autres salariés de la section «Enseignement» ³	1 882	...	...	...	1 881	...	...	...	1 884	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1 931	85	26	1 872	1 943	60	34	1 917	1 923	100	21	1 845
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1 928	50	48	1 926	1 931	39	65	1 957	1 924	65	27	1 886
A-T	Total	1 916	76	43	1 883	1 919	68	48	1 899	1 907	95	31	1 843

¹ Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

² Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

³ Enseignants avec contrat d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, salariés non-enseignants.

Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps¹ selon la nationalité et les sections économiques, 2016, SVOLTA

TA 15

En heures par emploi		Total				Suisse				Étrangers			
		Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail
Sections économiques (NOGA08)													
A	Agriculture, sylviculture	2 158	104	24	2 078	2 011	111	27	1 927	2 331	96	20	2 255
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1 897	80	39	1 856	1 898	78	43	1 862	1 895	82	34	1 848
F	Construction	1 922	112	30	1 839	1 921	107	38	1 853	1 923	118	21	1 826
G	Commerce, réparation	1 918	72	46	1 892	1 919	72	49	1 896	1 917	72	41	1 886
H	Transports et entreposage	1 915	71	26	1 870	1 904	66	25	1 863	1 938	80	27	1 885
I	Hébergement et restauration	1 976	80	34	1 930	1 951	77	31	1 905	1 990	82	36	1 944
J	Information et communication	1 890	62	61	1 889	1 884	67	54	1 871	1 897	55	71	1 913
K	Activités financières et d'assurance	1 901	63	77	1 914	1 901	64	78	1 915	1 900	61	72	1 911
L/N	Immobilier, activités administratives	1 945	104	43	1 884	1 941	104	43	1 879	1 951	104	43	1 889
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1 906	47	59	1 918	1 903	46	64	1 921	1 910	48	52	1 914
O	Administration publique	1 900	66	24	1 858	1 900	62	24	1 862	1 901	105	23	1 819
P	Enseignement ²	1 855	...	...	...	1 865	...	...	...	1 832	...	...	...
	Enseignants avec contrat de durée indéterminée ou > 12 mois	1 818	...	...	...	1 837	...	...	...	1 718	...	...	...
	Autres salariés de la section «Enseignement» ³	1 882	...	...	...	1 892	...	...	...	1 867	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1 931	85	26	1 872	1 931	88	24	1 867	1 931	78	29	1 881
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1 928	50	48	1 926	1 933	54	40	1 919	1 922	45	58	1 936
A-T	Total	1 916	76	43	1 883	1 911	74	45	1 881	1 924	78	41	1 886

¹ Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

² Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

³ Enseignants avec contrat d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, salariés non-enseignants.

**Taux d'absence¹ des salariés à plein temps² selon le sexe, la nationalité
et les sections économiques, 2016, SVOLTA**

TA 16

En pour cent		Suisse et étrangers			Suisse			Étrangers		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Sections économiques (NOGA08)										
A	Agriculture, sylviculture	4,8	4,7	(5,2)	5,5	5,2	(6,4)	4,1	(4,2)	(3,9)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	4,2	3,8	5,7	4,1	3,9	5,2	4,3	3,7	6,3
F	Construction	5,8	5,8	6,8	5,6	5,4	(7,4)	6,1	6,1	(4,8)
G	Commerce, réparation	3,8	3,1	5,1	3,8	3,3	4,8	3,7	2,9	5,6
H	Transports et entreposage	3,7	3,5	4,8	3,5	3,2	4,9	4,1	4,0	4,6
I	Hébergement et restauration	4,0	3,7	4,5	3,9	4,4	3,4	4,1	3,4	5,2
J	Information et communication	3,3	3,1	4,5	3,6	3,6	3,4	2,9	2,3	6,1
K	Activités financières et d'assurance	3,3	2,2	5,9	3,4	2,4	5,7	3,2	1,7	6,6
L/N	Immobilier, activités administratives	5,4	4,3	7,9	5,4	4,3	7,7	5,3	4,3	8,2
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	2,5	2,3	2,9	2,4	2,5	2,2	2,5	2,0	3,8
O	Administration publique	3,5	3,1	4,4	3,3	2,9	4,3	5,5	5,6	(5,4)
P	Enseignement ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	4,4	3,1	5,2	4,6	3,2	5,4	4,0	3,0	4,8
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	2,6	2,0	3,4	2,8	2,8	2,9	2,3	1,0	3,9
A-T	Total	4,0	3,6	5,0	3,9	3,5	4,8	4,1	3,6	5,3

¹ Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail² Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).³ Le relevé des heures d'absences pour la section Enseignement n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Source: OFS

© OFS 2017

**Taux d'heures supplémentaires¹ des salariés à plein temps² selon le sexe, la nationalité
et les sections économiques, 2016, SVOLTA**

TA 17

En pour cent		Suisse et étrangers			Suisse			Étrangers		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Sections économiques (NOGA08)										
A	Agriculture, sylviculture	1,1	1,1	(1,0)	1,3	1,6	(0,5)	0,9	(0,7)	(1,5)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	2,1	2,2	1,6	2,2	2,4	1,5	1,8	1,8	1,7
F	Construction	1,5	1,6	1,0	2,0	2,1	(1,0)	1,1	1,1	(1,3)
G	Commerce, réparation	2,4	2,8	1,5	2,6	3,1	1,5	2,1	2,4	1,6
H	Transports et entreposage	1,3	1,4	1,2	1,3	1,4	0,8	1,4	1,3	1,8
I	Hébergement et restauration	1,7	2,3	1,0	1,6	2,2	0,9	1,8	2,3	1,0
J	Information et communication	3,2	3,3	2,8	2,9	2,9	2,6	3,7	3,8	3,1
K	Activités financières et d'assurance	4,0	5,0	1,8	4,1	5,2	1,6	3,8	4,4	2,4
L/N	Immobilier, activités administratives	2,2	2,6	1,3	2,2	2,7	1,1	2,2	2,3	1,8
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	3,1	3,5	2,2	3,4	4,1	2,0	2,7	2,9	2,4
O	Administration publique	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,1	1,2	1,0	(1,5)
P	Enseignement ³	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1,3	1,7	1,1	1,3	1,6	1,0	1,5	1,9	1,2
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	2,5	3,3	1,4	2,1	2,6	1,3	3,0	4,4	1,5
A-T	Total	2,3	2,5	1,6	2,3	2,7	1,5	2,1	2,3	1,8

¹ Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail² Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).³ Le relevé des heures d'absences pour la section Enseignement n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Source: OFS

© OFS 2017

Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2006–2016, DNT

TA 18

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 ¹		Total										
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
01–96	Total	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7
01–03	Secteur primaire	42,9	42,8	42,7	43,0	42,3	42,9	43,0	42,8	42,8	42,8	42,8
05–43	Secteur secondaire	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4
5–9	Industries extractives	42,7	42,7	42,6	42,6	42,3	42,5	42,2	42,2	42,2	42,4	42,4
10–33	Industrie manufacturière	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,3	41,3	41,3	41,3	41,3
10–12	Industries alimentaires et du tabac	42,1	42,1	42,1	42,1	42,2	42,2	42,2	42,2	42,3	42,2	42,3
13–15	Industries du textile et de l'habillement	41,7	41,7	41,6	41,7	41,8	41,8	41,8	41,7	41,6	41,8	41,7
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,5	41,4	41,5	41,6	41,7	41,7
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	40,8	40,8	40,9	40,8	40,9	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	41,4
21	Industrie pharmaceutique	40,7	40,7	40,6	40,6	40,7	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6	40,4
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7
24–25	Fabrication de produits métalliques	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,5
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	40,6	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5
27	Fabrication d'équipements électriques	41,1	41,1	40,9	40,9	41,0	41,1	41,0	41,1	40,9	41,2	41,0
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0	41,1	41,0	41,0	41,2	41,1
29–30	Fabrication de matériels de transport	41,1	41,1	41,1	41,3	41,3	41,2	41,2	41,2	41,6	41,6	41,1
31–33	Autres industries manufacturières; rép. et inst.	41,4	41,3	41,3	41,4	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5	41,5
35	Production et distribution d'énergie	41,3	41,2	41,3	41,1	41,1	41,2	41,1	41,2	41,2	41,2	41,2
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	43,0	42,9	42,7	43,0	43,1	43,1	43,2	43,1	43,1	43,0	43,0
41–43	Construction	41,7	41,7	41,6	41,7	41,6	41,7	41,5	41,5	41,5	41,4	41,4
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	42,1	42,0	41,9	42,0	41,9	42,0	41,8	41,8	41,8	41,7	41,6
43	Travaux de construction spécialisés	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,4	41,4	41,3	41,3	41,3
45–96	Secteur tertiaire	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7
45–47	Commerce; rép. d'auto. et de motocycles	41,8	41,8	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9
45	Commerce et rép. d'auto. et de motocycles	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,4	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3
46	Commerce de gros	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0	42,0	41,9	41,9	42,0	42,0	42,0
47	Commerce de détail	41,6	41,6	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,8	41,8	41,7	41,8
49–53	Transport et entreposage	42,3	42,4	42,4	42,4	42,5	42,4	42,3	42,4	42,4	42,4	42,4
49	Transp. terrestres et transport par conduites	42,3	42,7	42,7	42,8	42,8	42,8	42,7	42,8	42,9	42,8	42,9
50–51	Transports par eau, transports aériens	41,9	41,9	41,4	41,6	41,9	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0	41,9
52	Entreposage et services auxiliaires des transp.	42,5	42,6	42,4	42,1	42,4	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0	41,8
53	Activités de poste et de courrier	41,9	42,0	42,0	41,9	42,1	42,0	42,0	42,1	42,1	42,0	42,1
55–56	Hébergement et restauration	42,1	42,1	42,0	42,0	42,3	42,3	42,4	42,4	42,4	42,4	42,4
55	Hébergement	42,0	42,1	42,1	42,0	42,4	42,5	42,5	42,6	42,6	42,6	42,6
56	Restauration	42,1	42,1	42,0	42,0	42,2	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3
58–63	Information et communication	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	41,1	41,0
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	40,6	40,7	40,7	40,9	40,9	41,0	40,8	40,8	41,1	41,0	40,9
61	Télécommunications	40,4	40,2	40,2	40,1	40,1	40,3	40,4	40,4	40,4	40,4	40,4
62–63	Act. informatiques et services d'information	41,3	41,3	41,3	41,2	41,3	41,2	41,2	41,2	41,2	41,3	41,3
64–66	Activités financières et d'assurance	41,5	41,4	41,4	41,4	41,3	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5
64	Activités des services financiers	41,5	41,6	41,5	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,6
65	Assurance	41,3	41,2	41,3	41,4	41,2	41,5	41,5	41,5	41,3	41,5	41,4
66	Act. aux. de services financiers et d'assurance	41,4	41,3	41,2	41,3	41,3	41,3	41,4	41,5	41,4	41,5	41,5
68	Activités immobilières	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6	41,7	41,5	41,5	41,5	41,6	41,5
69–75	Act. spécialisées, scientifiques et techniques	41,4	41,4	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5
69	Activités juridiques et comptables	41,1	41,1	41,1	41,1	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4	41,4	41,5
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	41,4	41,3	41,4	41,5	41,7	41,5	41,5	41,4	41,2	41,3	41,4

¹ Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA08 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA08 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2006–2016, DNT (fin)

TA 18

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 ¹		Total										
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	41,8	41,7	41,8	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,7	41,7	41,7
72	Recherche-développement scientifique	40,6	40,5	40,6	40,6	40,6	40,6	40,6	40,8	40,8	40,8	40,7
73–75	Autres activités spécialisées, scient. et techn.	41,6	41,5	41,5	41,4	41,5	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6	41,7
77–82	Act. de services administratifs et de soutien	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0	42,1	42,1	42,0	42,0	41,9	41,9
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	42,1	42,1	42,0	42,0	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1
78	Activités liées à l'emploi	41,9	41,8	41,7	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6
84	Administration publique	41,3	41,3	41,3	41,4	41,4	41,3	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5
85	Enseignement	41,4	41,4	41,2	41,2	41,5	41,4	41,4	41,5	41,4	41,4	41,4
86–88	Santé humaine et action sociale	41,5	41,5	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,6
86	Activités pour la santé humaine	41,6	41,5	41,6	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,6
87	Hébergement médico-social et social	41,6	41,6	41,7	41,6	41,7	41,7	41,8	41,7	41,6	41,7	41,7
88	Action sociale sans hébergement	41,1	41,1	41,1	41,1	41,0	41,0	41,2	41,2	41,3	41,3	41,2
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	41,4	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6	41,6	41,7	41,9	41,9	41,9
94–96	Autres activités de services	41,9	41,9	41,9	41,8	41,8	42,0	41,9	41,9	41,8	41,9	42,0

¹ Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA08 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA08 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les sections économiques et les cantons, 2016, DNT

TA 19

En heures par semaine		Sections économiques NOGA08												
		CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW/ NW	GL	ZG	FR	SO	BS	BL
B-S	Total	41,7	41,7	41,7	42,0	41,8	41,9	41,9	41,9	41,5	41,8	41,8	41,5	41,7
B	Industries extractives	42,4	42,6	42,8	(42,4)	(42,5)	()	(42,5)	()	()	(42,5)	()	()	(42,0)
C	Industrie manufacturière	41,3	41,4	41,4	41,8	41,3	41,9	41,9	41,7	41,1	41,5	41,1	40,5	41,3
D	Produc. et distr. d'électricité	41,2	42,0	41,1	41,2	(41,2)	(41,2)	()	(41,2)	(41,2)	41,1	42,0	42,0	41,2
E	Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	43,0	42,7	43,1	43,4	(43,1)	(42,8)	()	(43,2)	()	43,0	42,9	41,4	42,9
F	Construction	41,4	41,0	41,3	41,3	41,6	41,4	41,5	41,5	41,2	41,3	41,5	41,2	41,3
G	Com.; Rép. d'auto. et moto.	41,9	41,9	42,0	42,2	41,9	42,5	42,1	42,8	41,4	42,1	42,1	41,3	42,0
H	Transports et entreposage	42,4	42,6	41,6	43,8	42,7	43,1	43,1	(42,7)	42,6	43,4	43,1	41,8	42,8
I	Hébergement et restauration	42,4	42,2	42,5	42,6	42,4	42,6	42,7	42,4	42,4	42,3	42,3	42,0	42,6
J	Information et communication	41,0	41,1	40,9	41,2	()	41,1	()	()	41,1	41,1	41,0	41,0	41,2
K	Activités financières et d'ass.	41,5	41,6	41,4	41,6	()	41,5	(41,6)	(41,6)	41,4	41,5	41,7	41,5	41,5
L	Activités immobilières	41,5	41,5	41,3	41,5	()	(41,5)	(41,5)	()	42,0	(41,5)	(41,5)	41,3	41,3
M	Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,4	41,8	41,8	()	41,6	41,6	(41,6)	41,4	41,8	41,7	41,5	41,2
N	Activ. de services administratifs	41,9	42,1	41,8	42,3	41,9	41,9	42,0	(42,0)	42,2	42,0	42,0	41,6	42,0
O	Administration publique	41,5	41,9	41,6	42,0	42,1	42,3	41,9	41,5	42,0	41,7	42,0	42,0	42,0
P	Enseignement	41,4	41,3	41,8	42,4	()	41,4	(41,4)	()	41,4	41,4	41,4	41,9	41,4
Q	Santé humaine et action sociale	41,6	41,9	42,0	41,9	41,6	41,8	41,9	41,6	41,8	41,6	41,9	41,8	41,7
R	Arts, spec., activ. récr.	41,9	42,0	42,0	41,9	()	41,9	(41,9)	()	41,9	41,9	(41,9)	41,8	(41,9)
S	Autres activités de services	42,0	42,0	41,8	42,1	()	(42,0)	()	()	42,1	42,0	42,0	41,4	42,0
		CH	SH	AI/AR	SG	GR	AG	TH	TI	VD	VS	NE	GE	JU
B-S	Total	41,7	41,5	41,8	42,0	42,3	41,8	41,8	41,5	41,6	42,1	41,1	40,9	41,3
B	Industries extractives	42,4	()	()	42,5	(42,5)	(42,5)	()	42,2	(42,5)	()	()	()	()
C	Industrie manufacturière	41,3	41,0	41,5	41,9	41,9	41,3	41,5	41,1	41,2	41,5	40,6	40,6	40,7
D	Produc. et distr. d'électricité	41,2	(41,2)	()	41,5	41,2	41,1	41,2	40,7	41,4	41,2	41,2	40,1	()
E	Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	43,0	(43,1)	(42,8)	43,1	43,0	43,0	43,1	43,0	43,0	(43,1)	(43,1)	43,8	()
F	Construction	41,4	41,0	41,7	41,3	41,9	41,2	41,4	41,8	41,8	42,6	41,0	41,2	41,2
G	Com.; Rép. d'auto. et moto.	41,9	41,9	42,0	42,1	43,1	42,2	42,1	41,8	41,9	42,6	41,7	41,0	42,4
H	Transports et entreposage	42,4	42,4	(42,7)	43,7	43,1	43,4	42,8	42,1	43,0	42,6	42,5	41,5	(42,6)
I	Hébergement et restauration	42,4	42,4	42,4	42,4	43,2	42,5	42,2	42,6	42,3	42,9	42,5	42,2	42,4
J	Information et communication	41,0	41,0	(41,2)	41,4	41,0	41,1	41,2	41,0	41,1	41,0	(41,1)	40,8	(41,1)
K	Activités financières et d'ass.	41,5	41,6	(41,5)	41,8	41,5	41,5	41,6	41,6	41,3	41,5	41,5	40,7	(41,5)
L	Activités immobilières	41,5	()	(41,5)	41,9	(41,5)	41,8	41,5	41,5	42,5	41,5	()	40,8	(41,5)
M	Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,6	41,6	41,9	41,7	41,6	41,6	41,4	41,0	41,7	41,2	40,9	41,6
N	Activ. de services administratifs	41,9	41,9	42,1	42,1	42,2	41,8	42,0	41,7	41,8	42,5	41,4	41,7	41,2
O	Administration publique	41,5	42,0	42,0	42,1	42,4	42,0	42,0	40,8	41,2	41,7	40,1	40,1	40,4
P	Enseignement	41,4	(41,4)	(41,4)	42,1	42,4	42,0	41,9	41,3	41,1	42,0	40,3	40,2	(41,4)
Q	Santé humaine et action sociale	41,6	41,6	41,9	41,9	41,9	41,8	42,0	40,6	41,5	41,8	41,0	40,1	41,5
R	Arts, spec., activ. récr.	41,9	41,9	()	41,8	41,7	41,6	41,9	41,6	41,5	41,9	(41,9)	42,2	(41,9)
S	Autres activités de services	42,0	()	()	42,4	42,0	42,2	42,0	41,8	42,1	42,1	42,0	41,6	42,0

Source: OFS

© OFS 2017

Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2011–2013, CHOM-BIT

TA 20.1

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	208,9	176,1	207,7	200,3	205,8	184,1	213,8	214,9	235,7	207,7	225,8	206,3
Suisses	121,5	100,8	127,7	114,4	115,5	102,2	127,8	121,8	125,1	110,6	125,3	107,3
Étrangers	87,5	75,4	80,0	85,8	90,3	81,9	85,9	93,1	110,7	97,1	100,5	99,0
15–24 ans	50,1	38,0	59,6	48,7	49,9	37,6	64,5	57,5	56,6	46,1	65,1	53,6
25–39 ans	68,0	58,2	70,9	67,6	68,4	66,7	74,7	71,1	87,4	73,4	76,9	70,5
40–54 ans	65,0	54,9	55,8	58,5	61,9	56,9	53,6	60,6	66,9	62,1	62,1	59,7
55+ ans	25,9	25,0	21,4	25,4	25,6	22,9	21,0	25,7	24,7	26,1	21,8	22,5
Hommes	107,2	94,1	96,6	99,4	108,4	89,8	111,5	111,7	125,7	105,4	118,4	107,4
Suisses	59,5	53,6	57,5	55,8	58,9	47,3	68,6	65,2	64,2	52,9	65,8	60,0
Étrangers	47,7	40,5	39,1	43,6	49,5	42,5	42,9	46,5	61,5	52,5	52,6	47,3
15–24 ans	25,3	22,5	29,1	22,1	25,4	19,0	36,2	32,2	31,9	21,1	31,8	29,1
25–39 ans	35,6	32,8	32,5	31,7	36,0	32,7	37,6	36,6	45,6	40,1	43,7	35,5
40–54 ans	32,7	24,7	23,7	31,4	32,1	26,0	25,6	28,6	34,9	29,6	30,2	28,7
55+ ans	13,6	14,1	11,2	14,2	14,9	12,1	12,1	14,3	13,3	14,6	12,7	14,0
Femmes	101,8	82,1	111,1	100,9	97,4	94,3	102,2	103,2	110,0	102,4	107,4	99,0
Suissesses	62,0	47,2	70,2	58,6	56,6	54,9	59,2	56,6	60,9	57,8	59,5	47,3
Étrangères	39,8	34,9	40,9	42,3	40,8	39,4	43,0	46,6	49,1	44,6	47,9	51,7
15–24 ans	24,9	15,6	30,4	26,6	24,5	18,6	28,3	25,3	24,7	25,0	33,3	24,4
25–39 ans	32,4	25,4	38,4	35,9	32,4	34,0	37,0	34,5	41,9	33,3	33,1	35,0
40–54 ans	32,2	30,2	32,1	27,1	29,8	30,9	28,0	32,0	32,0	32,5	31,9	31,0
55+ ans	12,2	10,9	10,2	11,3	10,7	10,7	8,9	11,4	11,4	11,5	9,1	8,5
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	4,7	3,9	4,6	4,4	4,6	4,1	4,7	4,7	5,1	4,5	4,9	4,4
Suisses	3,6	3,0	3,7	3,3	3,4	3,0	3,7	3,5	3,6	3,2	3,6	3,1
Étrangers	8,3	7,1	7,5	7,9	8,2	7,4	7,7	8,2	9,8	8,5	8,6	8,4
15–24 ans	8,0	6,1	9,2	7,6	8,0	6,2	9,9	9,1	8,9	7,5	10,2	8,3
25–39 ans	4,8	4,1	5,0	4,7	4,8	4,6	5,1	4,9	6,0	5,0	5,2	4,8
40–54 ans	4,0	3,4	3,4	3,5	3,7	3,4	3,2	3,6	4,0	3,7	3,7	3,5
55+ ans	3,3	3,2	2,7	3,1	3,2	2,8	2,6	3,1	3,0	3,1	2,6	2,6
Hommes	4,4	3,9	3,9	4,1	4,5	3,7	4,5	4,5	5,1	4,3	4,8	4,3
Suisses	3,3	3,0	3,2	3,1	3,3	2,6	3,7	3,6	3,5	2,9	3,6	3,3
Étrangers	7,7	6,5	6,2	6,8	7,8	6,6	6,6	7,1	9,4	7,9	7,8	6,9
15–24 ans	7,8	7,1	8,7	6,6	8,0	6,1	10,7	9,6	9,6	6,6	9,7	8,9
25–39 ans	4,6	4,3	4,2	4,1	4,6	4,2	4,8	4,7	5,9	5,1	5,6	4,5
40–54 ans	3,7	2,8	2,7	3,6	3,6	2,9	2,9	3,2	3,9	3,3	3,4	3,2
55+ ans	3,1	3,1	2,4	3,0	3,3	2,6	2,6	3,0	2,8	3,0	2,7	2,9
Femmes	5,0	4,0	5,4	4,8	4,7	4,5	4,8	4,9	5,2	4,8	5,0	4,6
Suissesses	3,8	2,9	4,3	3,6	3,5	3,4	3,6	3,5	3,7	3,5	3,6	2,9
Étrangères	9,1	8,0	9,3	9,4	8,9	8,5	9,2	9,7	10,4	9,4	9,7	10,4
15–24 ans	8,1	5,1	9,6	8,7	8,0	6,3	9,1	8,6	8,1	8,4	10,7	7,8
25–39 ans	4,9	3,8	5,8	5,4	4,9	5,0	5,5	5,1	6,1	4,9	4,9	5,1
40–54 ans	4,3	4,0	4,3	3,5	3,9	4,0	3,6	4,1	4,2	4,2	4,1	4,0
55+ ans	3,7	3,2	3,0	3,3	3,1	3,0	2,5	3,3	3,2	3,1	2,5	2,3

Source: OFS

© OFS 2017

Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2014–2016, CHOM-BIT

TA 20.2

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	246,8	218,1	237,5	204,1	224,3	210,4	245,8	235,0	258,0	222,8	247,6	224,3
Suisses	124,8	118,1	138,5	107,8	119,9	109,4	138,9	119,8	130,5	118,7	139,0	118,4
Étrangers	122,0	99,9	99,0	96,3	104,4	101,0	106,9	115,2	127,5	104,1	108,7	105,9
15–24 ans	60,1	48,2	69,1	39,4	45,4	42,0	68,6	64,5	53,3	41,8	70,7	49,7
25–39 ans	92,1	73,5	79,9	77,6	80,5	73,6	70,1	70,7	93,7	74,9	73,6	76,6
40–54 ans	71,5	69,8	66,3	60,0	65,7	66,5	72,7	64,8	80,3	73,8	75,1	68,5
55+ ans	23,0	26,6	22,1	27,2	32,7	28,2	34,4	35,0	30,8	32,3	28,3	29,4
Hommes	134,1	114,9	121,4	101,3	125,9	110,0	124,5	119,4	141,3	116,2	128,4	114,8
Suisses	63,0	59,8	69,6	55,5	68,2	53,9	66,1	57,5	69,0	59,2	67,1	56,0
Étrangers	71,1	55,1	51,8	45,7	57,7	56,1	58,4	61,9	72,3	57,0	61,3	58,8
15–24 ans	34,6	25,5	32,3	19,4	25,7	24,2	35,0	31,5	33,4	20,2	34,2	23,5
25–39 ans	50,4	40,3	40,3	34,9	44,1	32,7	31,8	34,3	52,5	38,5	36,9	38,5
40–54 ans	36,1	35,3	36,4	29,6	36,1	36,0	38,0	32,6	36,9	37,6	40,2	34,1
55+ ans	13,0	13,8	12,5	17,4	20,1	17,2	19,7	21,1	18,5	19,9	17,1	18,7
Femmes	112,7	103,2	116,0	102,9	98,4	100,4	121,3	115,6	116,6	106,6	119,2	109,5
Suissesses	61,8	58,3	68,9	52,3	51,7	55,5	72,8	62,3	61,5	59,5	71,8	62,4
Étrangères	50,9	44,9	47,2	50,6	46,7	44,9	48,5	53,3	55,2	47,1	47,3	47,1
15–24 ans	25,5	22,7	36,9	20,0	19,7	17,8	33,6	33,0	19,9	21,6	36,4	26,3
25–39 ans	41,7	33,2	39,7	42,7	36,5	40,9	38,4	36,4	41,2	36,4	36,7	38,0
40–54 ans	35,5	34,5	29,9	30,4	29,6	30,6	34,7	32,3	43,4	36,2	34,9	34,5
55+ ans	10,0	12,7	9,6	9,8	12,6	11,1	14,6	13,9	12,2	12,4	11,1	10,7
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	5,3	4,7	5,1	4,3	4,7	4,4	5,2	4,9	5,3	4,6	5,1	4,6
Suisses	3,6	3,4	4,0	3,1	3,4	3,1	3,9	3,4	3,7	3,3	3,9	3,3
Étrangers	10,4	8,4	8,2	7,8	8,6	8,2	8,6	9,1	10,0	8,2	8,6	8,3
15–24 ans	9,6	7,8	10,8	6,1	7,4	6,9	10,8	10,0	8,4	6,9	11,2	7,8
25–39 ans	6,2	4,9	5,3	5,1	5,3	4,8	4,6	4,6	6,0	4,8	4,7	4,9
40–54 ans	4,2	4,1	3,9	3,5	3,9	3,9	4,3	3,8	4,7	4,3	4,4	4,0
55+ ans	2,7	3,0	2,5	3,0	3,6	3,1	3,8	3,8	3,3	3,4	2,9	3,0
Hommes	5,4	4,6	4,8	4,0	5,0	4,3	4,9	4,6	5,5	4,5	4,9	4,4
Suisses	3,5	3,3	3,8	3,0	3,7	3,0	3,6	3,1	3,7	3,2	3,6	3,0
Étrangers	10,3	8,0	7,3	6,4	8,1	7,8	8,1	8,4	9,9	7,8	8,3	7,9
15–24 ans	10,8	8,0	9,7	6,0	8,3	7,8	10,9	9,8	10,4	6,7	10,7	7,1
25–39 ans	6,4	5,1	5,0	4,3	5,4	4,0	3,9	4,2	6,4	4,7	4,5	4,6
40–54 ans	4,0	3,9	4,0	3,3	4,0	3,9	4,2	3,6	4,0	4,1	4,4	3,8
55+ ans	2,7	2,8	2,6	3,5	4,0	3,4	3,9	4,1	3,6	3,7	3,2	3,5
Femmes	5,2	4,8	5,3	4,6	4,5	4,6	5,5	5,2	5,2	4,8	5,3	4,8
Suissesses	3,7	3,5	4,1	3,1	3,0	3,3	4,3	3,6	3,6	3,5	4,2	3,6
Étrangères	10,4	9,0	9,5	9,8	9,1	8,7	9,4	10,0	10,1	8,8	8,9	8,7
15–24 ans	8,4	7,6	12,1	6,3	6,4	6,0	10,8	10,3	6,4	7,1	11,6	8,4
25–39 ans	6,0	4,7	5,6	6,0	5,1	5,6	5,4	5,0	5,6	5,0	5,1	5,1
40–54 ans	4,5	4,4	3,8	3,8	3,8	3,9	4,4	4,1	5,4	4,6	4,4	4,4
55+ ans	2,7	3,3	2,5	2,5	3,2	2,8	3,6	3,4	3,0	2,9	2,6	2,5

Source: OFS

© OFS 2017

Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT par grande région et sexe, 2014–2016, CHOM-BIT

TA 21

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	246,8	218,1	237,5	204,1	224,3	210,4	245,8	235,0	258,0	222,8	247,6	224,3
Région lémanique	63,6	54,3	69,4	59,2	60,3	56,1	71,8	65,2	65,1	65,0	69,5	61,0
Espace Mittelland	56,6	43,9	50,2	39,2	48,7	39,4	51,3	47,5	55,2	43,8	52,1	44,8
Suisse du Nord-ouest	30,3	30,6	27,3	28,1	25,7	24,3	29,4	31,6	39,3	28,8	27,4	35,2
Zurich	40,9	37,9	31,2	29,8	36,4	37,6	35,3	33,1	34,4	30,7	38,2	35,0
Suisse orientale	22,5	20,8	28,6	22,8	26,2	25,0	26,6	29,7	32,9	26,6	27,9	23,3
Suisse centrale	17,5	18,2	18,7	14,9	14,8	16,4	18,0	15,5	18,0	15,6	18,9	13,4
Tessin	15,2	12,4	11,9	10,2	12,3	11,5	13,4	12,5	13,2	12,3	13,6	11,6
Hommes	134,1	114,9	121,4	101,3	125,9	110,0	124,5	119,4	141,3	116,2	128,4	114,8
Région lémanique	36,9	27,1	34,2	29,4	32,9	30,6	38,7	32,4	38,4	33,5	36,9	31,7
Espace Mittelland	30,7	19,6	24,8	19,7	29,8	20,1	26,8	24,8	31,0	24,5	23,9	24,2
Suisse du Nord-ouest	17,8	17,6	16,3	16,1	(14,9)	(13,9)	13,8	16,6	21,6	(13,7)	(13,4)	16,1
Zurich	23,3	23,8	18,6	15,3	21,8	19,9	16,9	16,5	19,2	(13,3)	20,6	18,2
Suisse orientale	(11,0)	(9,4)	(12,9)	(10,0)	(14,7)	(9,6)	(11,9)	(15,4)	(16,8)	14,9	(13,8)	(12,2)
Suisse centrale	(8,2)	(11,7)	(6,4)	(5,3)	(6,2)	(10,0)	(9,4)	(6,8)	(8,7)	(10,3)	(11,7)	(5,4)
Tessin	(6,1)	(5,5)	(8,2)	(5,4)	(5,7)	(6,0)	(7,0)	(6,9)	(5,7)	(5,9)	(8,0)	(6,9)
Femmes	112,7	103,2	116,0	102,9	98,4	100,4	121,3	115,6	116,6	106,6	119,2	109,5
Région lémanique	26,7	27,2	35,2	29,8	27,4	25,5	33,1	32,8	26,7	31,4	32,5	29,3
Espace Mittelland	25,9	24,3	25,4	19,4	18,9	19,3	24,5	22,7	24,2	19,2	28,2	20,6
Suisse du Nord-ouest	12,5	12,9	11,1	12,0	(10,7)	(10,4)	15,6	(15,0)	17,6	15,1	13,9	19,1
Zurich	17,6	14,0	12,7	14,6	14,6	17,7	18,3	16,6	15,2	17,3	17,6	16,8
Suisse orientale	(11,5)	(11,3)	15,7	(12,7)	(11,5)	15,4	14,6	(14,3)	(16,1)	11,8	14,1	11,1
Suisse centrale	9,4	(6,5)	12,3	(9,5)	(8,6)	(6,4)	8,5	(8,7)	(9,3)	(5,4)	(7,1)	(7,9)
Tessin	(9,2)	(6,9)	(3,7)	(4,9)	(6,5)	(5,6)	(6,4)	(5,6)	(7,5)	(6,4)	(5,6)	(4,7)
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	5,3	4,7	5,1	4,3	4,7	4,4	5,2	4,9	5,3	4,6	5,1	4,6
Région lémanique	7,8	6,6	8,4	7,0	7,2	6,7	8,5	7,6	7,7	7,6	8,1	7,0
Espace Mittelland	5,5	4,2	4,8	3,6	4,6	3,7	4,9	4,4	5,1	4,1	4,9	4,2
Suisse du Nord-ouest	4,8	4,8	4,4	4,4	4,0	3,8	4,5	4,9	6,0	4,4	4,1	5,3
Zurich	4,8	4,4	3,6	3,4	4,2	4,3	4,1	3,7	3,8	3,5	4,3	3,9
Suisse orientale	3,3	3,1	4,3	3,4	3,8	3,7	3,9	4,3	4,8	3,9	4,0	3,4
Suisse centrale	3,8	3,9	3,9	3,1	3,1	3,4	3,7	3,2	3,7	3,2	3,9	2,7
Tessin	8,9	7,2	6,7	5,7	6,8	6,5	7,4	6,9	7,3	6,7	7,3	6,2
Hommes	5,4	4,6	4,8	4,0	5,0	4,3	4,9	4,6	5,5	4,5	4,9	4,4
Région lémanique	8,4	6,2	7,7	6,6	7,3	6,8	8,6	7,2	8,5	7,3	8,0	6,9
Espace Mittelland	5,6	3,5	4,4	3,5	5,3	3,6	4,8	4,4	5,4	4,4	4,2	4,2
Suisse du Nord-ouest	5,3	5,1	4,8	4,7	(4,3)	(4,0)	4,0	4,8	6,2	(3,9)	(3,8)	4,5
Zurich	5,2	5,3	4,0	3,3	4,7	4,3	3,6	3,5	4,1	(2,8)	4,4	3,8
Suisse orientale	(3,0)	(2,6)	(3,6)	(2,7)	(4,0)	(2,7)	(3,3)	(4,1)	4,6	4,1	(3,7)	(3,3)
Suisse centrale	(3,3)	(4,6)	(2,5)	(2,1)	(2,4)	(3,8)	(3,6)	(2,6)	(3,4)	(3,9)	(4,5)	(2,1)
Tessin	(6,2)	(5,7)	(8,1)	(5,4)	(5,6)	(6,0)	(7,0)	(6,9)	(5,7)	(5,8)	(7,8)	(6,9)
Femmes	5,2	4,8	5,3	4,6	4,5	4,6	5,5	5,2	5,2	4,8	5,3	4,8
Région lémanique	7,0	7,1	9,2	7,6	7,0	6,6	8,4	8,1	6,8	7,9	8,1	7,2
Espace Mittelland	5,4	5,0	5,1	3,8	3,8	3,9	4,9	4,5	4,8	3,8	5,6	4,1
Suisse du Nord-ouest	4,3	4,4	3,8	4,0	(3,6)	(3,4)	5,2	(5,0)	5,7	4,9	4,5	6,2
Zurich	4,5	3,4	3,2	3,6	3,6	4,4	4,6	4,0	3,6	4,2	4,3	4,0
Suisse orientale	(3,7)	(3,7)	5,0	(4,1)	(3,7)	4,9	4,6	(4,5)	5,0	3,7	4,4	3,5
Suisse centrale	4,3	(3,0)	5,6	(4,2)	(3,9)	(3,0)	3,8	(3,9)	(4,1)	(2,4)	(3,2)	(3,5)
Tessin	(12,4)	(9,0)	(4,8)	(6,0)	(8,3)	(7,1)	(8,0)	(6,8)	(9,1)	(7,8)	(6,8)	(5,5)

Source: OFS

© OFS 2017

Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2011–2013, SECO TA 22.1

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	134,9	110,4	111,3	130,7	126,4	114,9	120,3	142,3	139,0	126,5	131,1	149,4
Suisses	74,4	62,5	63,6	69,5	67,8	63,8	67,2	74,2	73,0	68,9	72,7	77,3
Étrangers	60,5	47,8	47,7	61,2	58,6	51,1	53,2	68,1	66,0	57,6	58,4	72,2
15–24 ans	19,3	13,9	17,9	18,9	17,5	14,8	19,6	20,4	18,8	15,6	20,1	20,0
25–39 ans	51,7	42,7	41,6	50,8	49,6	45,1	45,7	56,5	55,5	50,4	50,7	59,2
40–54 ans	44,6	36,9	35,6	43,2	41,8	38,6	38,9	47,0	46,3	42,8	42,4	50,2
55+ ans	19,3	16,8	16,2	17,8	17,6	16,4	16,2	18,5	18,5	17,7	17,9	20,0
Hommes	74,0	57,7	57,4	73,9	70,9	61,8	63,7	82,4	79,7	69,4	70,4	87,3
Suisses	38,5	31,2	31,2	36,3	35,4	32,5	33,8	39,8	39,0	35,9	37,1	41,4
Étrangers	35,5	26,5	26,2	37,7	35,5	29,3	29,9	42,7	40,7	33,6	33,3	45,9
15–24 ans	10,2	6,9	8,6	10,3	9,5	7,6	9,8	11,5	10,6	8,4	10,4	11,6
25–39 ans	27,1	21,2	20,3	27,8	26,9	23,3	23,1	31,8	30,7	26,5	25,9	33,5
40–54 ans	24,8	19,5	18,8	24,9	23,7	21,0	21,0	27,7	26,9	23,8	23,3	29,7
55+ ans	11,9	10,1	9,7	11,0	10,8	10,0	9,7	11,5	11,4	10,8	10,8	12,5
Femmes	60,9	52,7	54,0	56,7	55,5	53,1	56,7	59,9	59,3	57,1	60,7	62,1
Suissesses	35,9	31,4	32,4	33,2	32,5	31,3	33,4	34,5	34,0	33,0	35,6	35,9
Étrangères	25,0	21,3	21,5	23,5	23,0	21,8	23,3	25,4	25,3	24,1	25,1	26,2
15–24 ans	9,1	7,0	9,3	8,6	8,0	7,2	9,8	8,9	8,2	7,2	9,8	8,4
25–39 ans	24,6	21,6	21,3	23,0	22,7	21,8	22,5	24,7	24,7	24,0	24,8	25,7
40–54 ans	19,8	17,4	16,9	18,3	18,1	17,6	17,8	19,3	19,4	19,0	19,1	20,5
55+ ans	7,5	6,7	6,5	6,8	6,7	6,5	6,5	7,0	7,0	6,9	7,1	7,5
Taux de chômage, en %												
Total	3,1	2,6	2,6	3,0	2,9	2,7	2,8	3,3	3,2	2,9	3,0	3,5
Suisses	2,3	1,9	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	2,3	2,2	2,1	2,2	2,4
Étrangers	5,8	4,6	4,6	5,8	5,6	4,9	5,1	6,5	6,3	5,5	5,6	6,9
15–24 ans	3,4	2,5	3,2	3,3	3,1	2,6	3,5	3,6	3,3	2,8	3,6	3,5
25–39 ans	3,6	3,0	2,9	3,6	3,5	3,2	3,2	4,0	3,9	3,5	3,6	4,2
40–54 ans	2,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,4	2,4	2,9	2,9	2,7	2,6	3,1
55+ ans	3,0	2,8	2,6	2,8	2,7	2,3	2,2	2,5	2,4	2,3	2,2	2,6
Hommes	3,2	2,5	2,4	3,1	3,0	2,6	2,7	3,5	3,4	3,0	3,0	3,7
Suisses	2,2	1,8	1,8	2,1	2,0	1,9	1,9	2,3	2,2	2,1	2,1	2,4
Étrangers	5,8	4,3	4,3	6,2	5,8	4,8	4,9	7,0	6,7	5,5	5,4	7,5
15–24 ans	3,5	2,3	2,9	3,5	3,2	2,6	3,3	3,9	3,6	2,9	3,5	3,9
25–39 ans	3,6	2,8	2,7	3,6	3,5	3,1	3,0	4,2	4,0	3,5	3,4	4,4
40–54 ans	2,8	2,2	2,2	2,9	2,7	2,4	2,4	3,2	3,1	2,7	2,7	3,4
55+ ans	2,8	2,4	2,3	2,6	2,6	2,4	2,3	2,7	2,7	2,6	2,6	3,0
Femmes	3,1	2,7	2,7	2,9	2,8	2,7	2,9	3,0	3,0	2,9	3,1	3,1
Suissesses	2,3	2,0	2,1	2,2	2,1	2,0	2,2	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3
Étrangères	5,7	4,9	4,9	5,4	5,3	5,0	5,3	5,8	5,8	5,5	5,7	6,0
15–24 ans	3,4	2,6	3,4	3,2	2,9	2,7	3,6	3,3	3,0	2,7	3,6	3,1
25–39 ans	3,7	3,3	3,2	3,5	3,4	3,3	3,4	3,7	3,7	3,6	3,7	3,9
40–54 ans	2,7	2,4	2,3	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,6	2,6	2,6	2,8
55+ ans	2,5	2,2	2,1	2,2	2,2	2,1	2,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,5

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS 2017

Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2014–2016, SECO TA 22.2

Population résidante Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	142,8	126,6	130,0	147,4	145,1	133,3	138,2	158,6	155,3	139,1	142,7	159,4
Suisses	74,5	69,3	72,0	76,0	75,3	72,0	75,8	81,8	80,9	75,5	79,0	82,7
Étrangers	68,3	57,3	58,0	71,3	69,8	61,2	62,4	76,8	74,4	63,6	63,6	76,7
15–24 ans	17,9	15,0	19,5	19,2	18,2	15,9	20,6	20,6	18,9	15,8	20,0	19,2
25–39 ans	56,9	49,7	50,0	58,5	57,9	52,8	53,6	63,4	62,1	55,4	55,7	63,6
40–54 ans	48,2	43,3	42,1	49,5	48,7	45,0	44,3	52,7	51,9	46,8	46,1	53,3
55+ ans	19,9	18,7	18,3	20,2	20,3	19,7	19,7	22,0	22,4	21,1	20,9	23,2
Hommes	81,9	69,4	70,0	86,7	84,3	74,0	75,5	93,6	90,4	77,4	77,6	93,5
Suisses	39,6	36,1	36,8	40,9	40,4	37,8	39,3	44,7	44,0	39,9	41,0	44,9
Étrangers	42,2	33,3	33,2	45,8	43,9	36,2	36,1	48,9	46,4	37,5	36,6	48,6
15–24 ans	10,2	8,2	10,2	11,2	10,5	8,8	11,0	12,0	10,9	8,9	10,8	11,3
25–39 ans	31,2	25,8	25,6	33,3	32,5	28,0	27,9	36,1	34,7	29,1	28,6	35,7
40–54 ans	28,0	24,1	23,1	29,6	28,7	25,4	24,7	31,7	30,8	26,5	25,5	31,9
55+ ans	12,4	11,3	11,0	12,6	12,6	11,8	11,9	13,8	14,1	12,9	12,7	14,6
Femmes	61,0	57,3	60,0	60,7	60,8	59,2	62,8	65,1	64,9	61,7	65,1	65,9
Suissesses	34,9	33,2	35,2	35,1	34,9	34,2	36,5	37,2	37,0	35,6	38,0	37,8
Étrangères	26,1	24,0	24,8	25,6	25,9	25,0	26,3	27,9	27,9	26,1	27,0	28,1
15–24 ans	7,7	6,8	9,3	8,0	7,7	7,0	9,6	8,6	8,0	6,9	9,3	8,0
25–39 ans	25,7	23,9	24,4	25,2	25,4	24,8	25,8	27,3	27,5	26,3	27,1	28,0
40–54 ans	20,1	19,2	19,0	19,9	20,0	19,6	19,6	21,0	21,2	20,3	20,5	21,4
55+ ans	7,5	7,3	7,3	7,6	7,7	7,8	7,8	8,2	8,3	8,2	8,2	8,6
Taux de chômage, en %												
Total	3,2	2,8	2,9	3,3	3,2	3,0	3,1	3,5	3,5	3,1	3,2	3,5
Suisses	2,2	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3	2,5	2,4	2,3	2,4	2,5
Étrangers	5,9	5,0	5,0	6,2	6,0	5,3	5,4	6,6	6,4	5,5	5,5	6,6
15–24 ans	3,2	2,7	3,5	3,5	3,3	2,9	3,7	3,7	3,4	2,9	3,6	3,5
25–39 ans	3,9	3,4	3,4	4,0	3,9	3,6	3,6	4,3	4,2	3,7	3,8	4,3
40–54 ans	2,9	2,6	2,5	3,0	2,9	2,7	2,7	3,2	3,1	2,8	2,8	3,2
55+ ans	2,5	2,4	2,5	2,8	2,5	2,3	2,3	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7
Hommes	3,4	2,9	2,9	3,6	3,5	3,0	3,1	3,8	3,7	3,2	3,2	3,8
Suisses	2,3	2,1	2,1	2,3	2,3	2,2	2,2	2,5	2,5	2,3	2,3	2,6
Étrangers	6,3	4,9	4,9	6,8	6,5	5,4	5,4	7,3	6,9	5,6	5,4	7,2
15–24 ans	3,6	2,9	3,6	3,9	3,7	3,1	3,8	4,2	3,8	3,1	3,8	3,9
25–39 ans	4,0	3,3	3,2	4,2	4,1	3,5	3,5	4,6	4,4	3,7	3,6	4,5
40–54 ans	3,1	2,7	2,6	3,3	3,2	2,8	2,8	3,5	3,4	3,0	2,8	3,6
55+ ans	2,7	2,5	2,4	2,7	2,7	2,6	2,6	3,0	3,1	2,8	2,8	3,2
Femmes	3,0	2,8	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	3,2	3,1	3,0	3,2	3,2
Suissesses	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,3	2,3	2,4	2,4
Étrangères	5,4	5,0	5,1	5,3	5,4	5,2	5,5	5,8	5,8	5,4	5,6	5,8
15–24 ans	2,9	2,5	3,5	3,0	2,9	2,6	3,6	3,2	3,0	2,6	3,5	3,0
25–39 ans	3,7	3,5	3,5	3,7	3,7	3,6	3,7	4,0	4,0	3,8	3,9	4,1
40–54 ans	2,6	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,5	2,7	2,8	2,6	2,7	2,8
55+ ans	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS 2017

Chômeurs inscrits et taux de chômage par grande région et sexe, 2014–2016, SECO

TA 23

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	142,8	126,6	130,0	147,4	145,1	133,3	138,2	158,6	155,3	139,1	142,7	159,9
Région lémanique	39,3	35,2	36,0	41,2	39,6	36,3	37,0	42,3	40,2	35,5	36,8	41,5
Espace Mittelland	28,4	24,8	26,0	29,5	29,1	26,5	28,4	33,2	32,5	28,7	30,0	34,1
Suisse du Nord-ouest	18,3	16,4	16,6	18,7	18,7	17,7	18,2	20,3	20,4	19,1	19,0	20,7
Zurich	26,8	24,8	25,1	27,7	28,3	26,7	27,5	30,7	30,8	28,8	29,5	31,6
Suisse orientale	14,8	12,5	12,9	14,7	14,7	13,6	13,9	16,4	16,2	14,1	14,1	15,9
Suisse centrale	7,9	6,9	7,1	8,2	8,0	7,1	7,8	9,0	9,0	7,9	7,9	9,0
Tessin	7,3	6,0	6,2	7,4	6,6	5,3	5,5	6,8	6,2	5,1	5,4	6,5
Männer	81,9	69,4	70,0	86,7	84,3	74,0	75,5	93,6	90,4	77,4	77,6	93,5
Région lémanique	22,6	19,2	19,2	24,5	22,8	19,7	19,7	25,0	23,3	19,3	19,7	24,5
Espace Mittelland	16,2	13,5	13,8	17,2	16,8	14,6	15,2	19,3	18,8	15,7	16,1	19,8
Suisse du Nord-ouest	10,3	8,8	8,9	10,9	10,7	9,9	10,0	11,9	11,9	10,8	10,4	12,2
Zurich	15,4	13,7	13,8	16,1	16,4	15,0	15,3	18,0	17,9	16,2	16,2	18,1
Suisse orientale	8,5	6,8	6,8	8,8	8,8	7,7	7,6	10,0	9,6	7,9	7,8	9,7
Suisse centrale	4,6	3,9	3,9	4,9	4,8	4,1	4,5	5,4	5,3	4,5	4,4	5,4
Tessin	4,3	3,5	3,6	4,3	3,9	3,1	3,1	3,9	3,6	2,9	3,0	3,7
Frauen	61,0	57,3	60,0	60,7	60,8	59,2	62,8	65,1	64,9	61,7	65,1	65,9
Région lémanique	16,7	16,1	16,9	16,7	16,7	16,5	17,3	17,3	17,0	16,1	17,1	17,0
Espace Mittelland	12,2	11,3	12,2	12,3	12,3	11,9	13,2	13,9	13,7	13,0	13,8	14,2
Suisse du Nord-ouest	8,1	7,6	7,7	7,8	8,0	7,9	8,2	8,4	8,5	8,3	8,6	8,6
Zurich	11,4	11,1	11,3	11,6	11,9	11,7	12,1	12,7	12,9	12,5	13,3	13,4
Suisse orientale	6,3	5,7	6,0	5,9	5,9	5,9	6,3	6,4	6,6	6,2	6,3	6,3
Suisse centrale	3,3	3,0	3,2	3,3	3,2	3,0	3,3	3,6	3,6	3,4	3,5	3,7
Tessin	3,0	2,5	2,6	3,1	2,8	2,2	2,4	2,9	2,6	2,2	2,4	2,8
Taux de chômage, en %												
Total	3,2	2,8	2,9	3,3	3,2	3,0	3,1	3,5	3,5	3,1	3,2	3,5
Région lémanique	4,9	4,4	4,5	5,1	4,9	4,5	4,6	5,3	5,0	4,4	4,6	5,2
Espace Mittelland	2,8	2,5	2,6	2,9	2,9	2,6	2,8	3,3	3,2	2,9	3,0	3,4
Suisse du Nord-ouest	3,0	2,7	2,7	3,1	3,1	2,9	3,0	3,3	3,3	3,1	3,1	3,4
Zurich	3,3	3,0	3,1	3,4	3,4	3,3	3,3	3,7	3,8	3,5	3,6	3,8
Suisse orientale	2,3	1,9	2,0	2,3	2,3	2,1	2,2	2,6	2,5	2,2	2,2	2,5
Suisse centrale	1,8	1,6	1,6	1,8	1,8	1,6	1,8	2,0	2,0	1,8	1,8	2,0
Tessin	4,4	3,6	3,7	4,4	4,0	3,2	3,3	4,1	3,7	3,1	3,2	3,9
Männer	3,4	2,9	2,9	3,6	3,5	3,0	3,1	3,8	3,7	3,2	3,2	3,8
Région lémanique	5,2	4,4	4,4	5,7	5,3	4,6	4,6	5,8	5,4	4,5	4,6	5,7
Espace Mittelland	3,0	2,5	2,6	3,2	3,1	2,7	2,8	3,6	3,5	2,9	3,0	3,7
Suisse du Nord-ouest	3,1	2,7	2,7	3,3	3,3	3,0	3,0	3,6	3,6	3,3	3,2	3,7
Zurich	3,5	3,1	3,1	3,6	3,7	3,4	3,5	4,1	4,1	3,7	3,7	4,1
Suisse orientale	2,4	1,9	1,9	2,5	2,5	2,2	2,2	2,8	2,7	2,2	2,2	2,7
Suisse centrale	1,9	1,6	1,6	2,0	2,0	1,7	1,8	2,2	2,2	1,9	1,8	2,2
Tessin	4,6	3,7	3,8	4,6	4,1	3,3	3,3	4,2	3,8	3,1	3,2	4,0
Frauen	3,0	2,8	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	3,2	3,1	3,0	3,2	3,2
Région lémanique	4,5	4,3	4,5	4,5	4,5	4,4	4,6	4,6	4,5	4,3	4,6	4,5
Espace Mittelland	2,6	2,4	2,6	2,7	2,6	2,6	2,8	3,0	3,0	2,8	3,0	3,1
Suisse du Nord-ouest	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0	3,0	3,1	3,0
Zurich	3,0	2,9	3,0	3,1	3,1	3,1	3,2	3,3	3,4	3,3	3,5	3,5
Suisse orientale	2,2	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2	2,3	2,1	2,2	2,2
Suisse centrale	1,7	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,7	1,8	1,8	1,7	1,8	1,8
Tessin	4,1	3,3	3,5	4,1	3,7	3,0	3,2	3,9	3,5	3,0	3,2	3,8

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS 2017

Places vacantes selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques, 2012–2016, STATEM

TA 24

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08		En milliers									
		I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014
5–96	Secteurs secondaire et tertiaire	108,1	102,8	99,0	95,4	107,1	107,4	106,2	102,8	114,8	110,8
5–43	Secteur secondaire	142,5	130,4	124,3	110,4	126,4	121,2	124,2	117,6	136,9	131,8
10–33	Industrie manufacturière	134,2	129,2	122,1	109,0	118,0	122,9	127,1	121,4	139,0	142,8
24–25	Fabrication de produits métalliques	140,4	137,0	116,3	118,8	137,1	141,2	128,0	118,8	160,4	152,1
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	162,9	154,6	132,2	119,8	126,6	133,9	140,3	126,3	133,2	146,3
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	143,4	135,4	141,0	105,9	119,2	124,0	109,8	113,5	137,6	133,0
41–43	Construction	168,6	139,2	135,1	115,8	149,3	119,3	124,3	115,1	141,0	113,1
45–96	Secteur tertiaire	98,3	95,0	91,8	91,2	101,6	103,5	101,1	98,6	108,5	104,8
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	103,9	103,6	111,8	112,8	104,3	106,0	90,8	104,7	104,8	121,4
49–53	Transport et entreposage	90,1	92,9	90,0	76,4	92,3	88,8	103,1	88,1	96,5	91,1
55–56	Hébergement et restauration	101,6	73,5	65,0	82,7	103,9	109,2	110,9	76,3	130,2	102,3
58–63	Information et communication	73,4	65,6	73,9	75,0	85,2	98,2	110,1	101,3	112,3	94,8
62–63	Activités informatiques et services d'information	73,7	68,2	77,1	73,7	81,4	103,0	117,2	98,3	117,3	89,3
64–66	Activités financières et d'assurance	95,1	91,2	84,2	74,9	94,1	82,5	85,0	83,0	96,4	97,4
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	115,7	114,6	103,5	101,5	117,6	125,9	114,5	123,5	120,0	107,4
77+ 79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	92,1	78,8	75,0	77,1	91,5	90,2	98,1	110,7	121,9	99,0
84	Administration publique	85,9	83,2	86,5	80,3	77,0	101,2	113,0	98,7	106,5	113,3
85	Enseignement	93,9	110,9	74,2	77,6	116,4	112,0	74,3	46,6	86,1	71,1
86–88	Santé humaine et action sociale	93,8	96,9	99,1	93,7	103,6	93,8	98,4	95,1	99,7	102,9
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	105,7	91,8	64,7	85,6	96,6	120,9	125,9	99,7	119,3	116,4

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08		En milliers									
		III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
5–96	Secteurs secondaire et tertiaire	106,4	102,8	106,8	100,0	92,7	93,0	97,7	100,9	101,3	98,6
5–43	Secteur secondaire	118,3	115,4	113,2	100,0	86,8	88,4	91,9	95,9	92,4	96,9
10–33	Industrie manufacturière	127,5	121,9	104,7	100,0	93,8	93,6	96,4	100,2	100,1	110,2
24–25	Fabrication de produits métalliques	138,5	155,3	93,2	100,0	57,0	91,9	60,3	65,3	67,8	74,1
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	123,7	124,1	111,8	100,0	89,6	86,3	108,9	98,7	86,7	87,1
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	119,8	122,5	101,6	100,0	105,1	107,1	124,6	133,4	141,5	138,2
41–43	Construction	95,7	101,0	133,0	100,0	67,8	74,4	78,2	83,0	72,4	63,0
45–96	Secteur tertiaire	103,1	99,3	105,0	100,0	94,4	94,3	99,4	102,4	103,8	99,1
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	115,9	109,0	108,0	100,0	94,1	82,5	84,5	93,6	103,2	93,1
49–53	Transport et entreposage	96,5	101,6	106,0	100,0	88,3	104,7	123,6	91,0	97,9	114,4
55–56	Hébergement et restauration	107,3	85,8	122,9	100,0	75,3	58,9	91,9	97,5	99,2	70,3
58–63	Information et communication	95,5	96,9	99,1	100,0	101,7	104,6	119,6	121,8	101,2	124,8
62–63	Activités informatiques et services d'information	93,2	92,6	97,5	100,0	109,6	108,4	132,5	137,1	107,6	136,2
64–66	Activités financières et d'assurance	97,8	93,7	98,1	100,0	104,6	97,5	109,5	109,1	103,4	97,6
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	113,8	101,5	97,6	100,0	88,4	90,3	92,6	96,7	98,1	95,4
77+ 79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	100,9	74,4	92,8	100,0	87,0	123,2	85,9	93,9	79,5	63,7
84	Administration publique	113,0	103,4	115,3	100,0	93,8	93,6	110,2	109,2	104,5	98,7
85	Enseignement	50,4	90,4	69,2	100,0	103,9	104,5	81,0	86,1	126,4	78,6
86–88	Santé humaine et action sociale	91,3	100,1	109,2	100,0	104,0	93,8	109,8	114,9	109,7	113,1
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	114,9	117,8	149,5	100,0	83,3	152,6	96,4	102,8	142,9	141,1

Source: OFS

© OFS 2017

Places vacantes selon les grandes régions¹, 2012–2016, STATEM

TA25

Fin du trimestre Grandes régions ¹	En milliers									
	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014
Suisse	58,2	55,4	53,3	51,4	57,7	57,9	57,2	55,4	61,8	59,7
Région lémanique	7,3	7,7	7,7	7,2	8,1	8,2	9,1	8,2	9,1	9,8
Espace Mittelland	10,6	9,8	8,9	8,9	10,1	10,1	8,9	8,7	10,8	10,1
Suisse du Nord-ouest	9,9	9,5	9,8	9,0	9,9	10,9	10,1	9,1	10,6	10,7
Zurich	15,3	14,8	13,5	14,2	15,0	15,0	14,5	15,4	16,8	16,1
Suisse orientale	7,9	6,6	6,4	5,8	7,1	6,9	7,0	7,1	7,2	6,5
Suisse centrale	5,6	5,5	5,8	5,2	6,3	5,7	6,1	5,8	5,9	5,2
Tessin	1,6	1,5	1,3	1,0	1,2	1,1	1,5	1,2	1,4	1,3

Fin du trimestre Grandes régions ¹	En milliers									
	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
Suisse	57,3	55,4	57,6	53,9	50,0	50,1	52,7	54,4	54,6	53,1
Région lémanique	9,2	7,9	7,8	7,9	7,0	7,1	8,0	8,2	8,7	7,3
Espace Mittelland	9,9	9,3	9,6	9,3	8,8	9,4	9,0	10,4	8,2	9,0
Suisse du Nord-ouest	9,3	8,6	10,1	9,1	6,9	7,6	7,4	7,5	7,8	8,0
Zurich	15,8	15,7	16,2	15,2	14,9	15,1	15,2	14,5	15,2	13,9
Suisse orientale	6,3	6,4	6,6	5,9	5,8	5,6	6,9	6,4	6,8	7,9
Suisse centrale	5,6	6,0	6,1	5,1	5,4	4,3	5,0	5,5	5,5	4,8
Tessin	1,1	1,5	1,3	1,5	1,2	1,0	1,2	1,9	2,3	2,2

¹ région lémanique: GE, VD, VS; Zurich: ZH; Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO; Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG; Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG; Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS; Tessin: TI

Difficultés de recrutement en personnel qualifié selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2012–2016, STATEM

TA26

Pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions ¹		Main d'œuvre qualifiée ² , pas ou difficilement trouvée									
		I		II		III		IV		I	
		2012	2012	2012	2012	2013	2013	2013	2013	2014	2014
5-96	Secteurs secondaire et tertiaire	30,9	31,3	31,3	29,8	29,0	29,7	29,4	29,7	29,7	31,5
5-43	Secteur secondaire	39,9	40,4	40,7	37,0	36,4	38,1	37,5	38,8	36,7	41,0
10-33	Industrie manufacturière	44,3	44,7	45,3	41,1	40,4	43,0	42,2	43,9	41,1	46,0
24-25	Fabrication de produits métalliques	39,0	41,1	41,9	35,4	40,5	38,6	39,6	39,8	41,0	41,5
26	F. de prod. inform. et électro.	58,0	61,8	59,6	52,1	49,1	46,4	48,6	50,6	48,9	51,6
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	61,3	62,0	54,3	54,6	46,8	49,7	53,9	51,9	49,2	57,6
41-43	Construction	31,3	34,0	32,9	29,1	28,9	30,0	29,7	29,7	27,4	31,9
45-96	Secteur tertiaire	28,1	28,5	28,4	27,7	26,9	27,2	27,0	27,1	27,6	28,7
45-47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	29,5	29,3	29,4	32,6	24,8	26,4	30,2	32,4	32,9	34,0
49-53	Transport et entreposage	20,8	21,5	20,8	20,3	16,9	19,1	21,6	19,4	19,8	21,4
55-56	Hébergement et restauration	25,7	26,9	25,1	25,5	23,3	26,5	25,9	28,4	27,6	27,6
58-63	Information et communication	39,7	39,6	39,2	38,3	38,3	40,1	40,6	36,6	40,2	40,0
62-63	Activités informat. et services d'information	36,7	36,1	39,5	35,3	35,2	32,3	38,1	35,5	39,2	38,2
64-66	Activités financières et d'assurance	45,2	45,3	45,1	42,3	45,0	42,9	43,6	43,1	40,3	42,5
68-75	Act. Immobilières et act. spécialisées	25,9	26,1	25,9	25,4	26,0	26,1	27,0	27,4	27,8	27,4
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	26,7	25,4	26,2	18,3	25,5	28,8	23,6	23,7	24,3	30,8
84	Administration publique	25,8	26,9	26,7	25,7	26,5	14,6	15,5	15,7	16,3	15,3
85	Enseignement	16,1	15,9	17,9	12,6	12,7	17,5	11,9	11,9	15,3	15,1
86-88	Santé humaine et action sociale	35,5	37,5	36,7	36,6	37,7	36,7	35,5	34,3	34,2	36,8
90-96	Arts, spectacles; autres act. de services	10,3	10,5	9,9	8,9	9,9	12,1	10,6	9,6	9,2	10,3
5-96	Grandes régions	30,9	31,3	31,3	29,8	29,0	29,7	29,4	29,7	29,7	31,5
	Région lémanique	27,5	27,7	26,7	26,7	26,1	27,1	27,5	26,5	27,8	28,9
	Espace Mittelland	29,9	31,0	31,3	30,0	28,9	27,7	27,8	27,6	28,3	29,8
	Suisse du Nord-ouest	33,5	33,6	35,2	35,7	34,4	36,4	33,3	36,6	35,7	40,0
	Zurich	34,5	33,7	34,3	31,8	31,6	32,2	32,5	32,8	31,3	33,6
	Suisse orientale	31,5	33,4	31,2	29,2	28,8	29,8	29,1	29,5	29,8	31,6
	Suisse centrale	33,9	33,7	33,7	30,1	27,8	30,2	31,3	31,5	30,4	30,6
	Tessin	16,7	18,7	18,3	15,5	17,3	16,5	16,5	15,9	16,5	17,0

Pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions ¹		Main d'œuvre qualifiée ² , pas ou difficilement trouvée									
		III		IV		I		II		III	
		2014	2014	2015	2015	2015	2015	2016	2016	2016	2016
5-96	Secteurs secondaire et tertiaire	31,0	30,9	30,0	31,1	31,1	29,4	28,8	28,9	29,4	29,1
5-43	Secteur secondaire	40,1	39,2	38,8	38,1	38,3	36,6	33,9	36,5	37,1	34,7
10-33	Industrie manufacturière	45,1	44,1	42,7	42,6	42,8	41,7	38,5	41,6	41,7	39,7
24-25	Fabrication de produits métalliques	40,3	43,4	35,1	36,6	39,0	35,1	34,6	36,9	35,1	37,8
26	F. de prod. inform. et électro.	55,5	53,5	51,5	50,1	46,2	51,8	41,3	48,7	50,0	43,5
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	56,3	62,9	51,8	48,0	47,4	49,3	48,0	51,4	56,0	47,8
41-43	Construction	30,8	29,4	31,5	29,7	29,9	26,0	23,4	27,1	28,8	24,2
45-96	Secteur tertiaire	28,3	28,5	27,4	29,1	29,1	27,3	27,4	26,7	27,2	27,6
45-47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	32,7	34,1	33,5	31,2	32,9	33,9	31,1	31,6	35,3	32,7
49-53	Transport et entreposage	19,7	19,4	20,5	21,9	22,4	20,0	21,7	19,1	22,1	20,5
55-56	Hébergement et restauration	28,4	28,4	26,9	30,2	31,1	29,9	31,5	32,6	28,2	27,9
58-63	Information et communication	36,2	37,2	37,3	39,3	40,7	37,2	39,7	41,9	40,4	41,5
62-63	Activités informat. et services d'information	33,7	34,7	33,5	36,9	38,5	33,8	39,2	41,0	37,0	40,7
64-66	Activités financières et d'assurance	44,5	44,4	30,9	44,1	44,6	45,4	45,2	44,8	44,1	42,2
68-75	Act. Immobilières et act. spécialisées	29,2	27,8	27,0	27,1	25,3	24,8	22,1	23,6	23,8	25,0
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	28,5	27,6	26,2	30,5	29,3	24,7	24,3	27,6	22,9	26,1
84	Administration publique	17,3	16,6	17,8	18,5	17,9	17,9	14,0	12,2	10,6	14,7
85	Enseignement	16,8	15,0	15,3	19,3	18,0	14,7	14,3	13,9	13,4	9,9
86-88	Santé humaine et action sociale	34,3	35,9	35,4	36,8	36,3	31,5	36,9	30,4	33,8	37,0
90-96	Arts, spectacles; autres act. de services	10,3	10,4	11,3	11,8	11,5	12,1	10,3	12,0	11,1	13,0
5-96	Grandes régions	31,0	30,9	30,0	31,1	31,1	29,4	28,8	28,9	29,4	29,1
	Région lémanique	28,8	28,8	27,7	28,3	29,3	27,5	25,5	25,4	24,1	25,3
	Espace Mittelland	29,2	28,8	28,1	30,6	30,2	27,2	27,6	28,9	28,1	27,1
	Suisse du Nord-ouest	37,1	35,1	37,1	37,8	36,9	33,5	33,9	35,0	34,8	33,0
	Zurich	33,6	33,5	31,8	33,6	34,1	31,8	31,6	31,1	32,6	31,4
	Suisse orientale	30,2	31,9	29,5	29,1	28,6	29,3	29,3	29,2	29,3	30,7
	Suisse centrale	32,8	33,7	31,5	32,2	32,1	32,2	30,6	28,6	31,7	31,8
	Tessin	16,5	16,5	16,2	17,7	18,0	17,4	16,4	15,7	22,7	22,8

¹ région lémanique: GE, VD, VS; Zurich: ZH; Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO; Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG; Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG; Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS; Tessin: TI

² Personnel avec une formation de niveau apprentissage, professionnel supérieur ou haute-école. **Exemple de lecture** (1^{re} ligne du tableau): au 4^e trimestre 2016, les établissements ayant annoncé à la STATEM avoir trouvé avec difficulté ou n'avoir pas trouvé de personnel qualifié représentaient 29,1% du total des emplois.

Indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2012–2016, STATEM

TA 27

En point, pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions ¹		Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi									
		I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014
5–96	Secteurs secondaire et tertiaire	1,04	1,03	1,02	1,02	1,03	1,03	1,02	1,03	1,04	1,04
5–43	Secteur secondaire	1,06	1,05	1,01	1,02	1,05	1,04	1,02	1,03	1,06	1,05
10–33	Industrie manufacturière	1,06	1,05	1,02	1,03	1,04	1,04	1,04	1,04	1,06	1,06
24–25	Fabrication de produits métalliques	1,05	1,06	1,02	1,01	1,06	1,07	1,04	1,05	1,08	1,07
26	F. de prod. inform. et électro.	1,09	1,10	1,06	1,07	1,07	1,04	1,06	1,08	1,08	1,06
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	1,08	1,03	1,02	1,03	1,06	1,05	1,05	1,04	1,09	1,08
41–43	Construction	1,06	1,05	0,99	1,01	1,07	1,03	0,98	1,01	1,06	1,04
45–96	Secteur tertiaire	1,03	1,03	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02	1,03	1,03	1,03
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	1,02	1,01	1,01	1,01	1,00	1,00	1,01	1,01	1,01	1,01
49–53	Transport et entreposage	1,02	1,04	1,04	1,01	1,00	1,03	1,00	1,02	1,01	1,03
55–56	Hébergement et restauration	0,99	0,98	0,95	0,98	0,99	1,00	0,96	1,00	1,00	1,00
58–63	Information et communication	1,07	1,05	1,07	1,04	1,07	1,08	1,07	1,09	1,07	1,06
62–63	Activités informat. et services d'information	1,10	1,08	1,11	1,07	1,11	1,09	1,12	1,14	1,11	1,09
64–66	Activités financières et d'assurance	1,02	1,03	1,02	1,01	1,03	1,01	1,02	1,01	1,02	1,04
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	1,04	1,04	1,03	1,03	1,04	1,03	1,04	1,03	1,04	1,04
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	1,06	1,01	0,98	1,01	1,04	1,03	0,98	1,01	1,05	1,03
84	Administration publique	1,03	1,02	1,01	0,98	1,02	1,05	1,02	1,02	1,03	1,02
85	Enseignement	1,02	1,06	1,04	1,01	1,01	1,01	1,01	1,00	1,00	1,00
86–88	Santé humaine et action sociale	1,03	1,04	1,03	1,05	1,04	1,04	1,03	1,05	1,03	1,04
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	1,03	1,03	1,01	1,03	1,03	1,02	1,01	1,03	1,04	1,03
5–96	Grandes régions	1,04	1,03	1,02	1,02	1,03	1,03	1,02	1,03	1,04	1,04
	Région lémanique	1,04	1,04	1,02	1,03	1,03	1,03	1,02	1,02	1,04	1,04
	Espace Mittelland	1,04	1,04	1,01	1,02	1,03	1,02	1,02	1,03	1,04	1,03
	Suisse du Nord-ouest	1,06	1,04	1,03	1,03	1,05	1,04	1,04	1,04	1,06	1,05
	Zurich	1,04	1,04	1,03	1,03	1,04	1,03	1,02	1,03	1,04	1,04
	Suisse orientale	1,02	1,02	0,99	1,01	1,01	1,01	1,00	1,02	1,02	1,03
	Suisse centrale	1,02	1,02	1,00	1,02	1,02	1,03	1,02	1,03	1,02	1,03
	Tessin	1,03	1,01	0,99	1,02	1,02	1,01	0,99	1,00	1,02	1,01

En point, pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions ¹		Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi									
		III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015	I 2016	II 2016	III 2016	IV 2016
5–96	Secteurs secondaire et tertiaire	1,02	1,02	1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02
5–43	Secteur secondaire	1,02	1,03	1,02	1,01	0,99	1,00	1,02	1,02	1,00	1,01
10–33	Industrie manufacturière	1,04	1,04	1,01	1,00	0,99	1,00	1,01	1,01	1,01	1,01
24–25	Fabrication de produits métalliques	1,05	1,04	0,98	0,98	0,99	0,98	1,01	1,01	1,01	1,02
26	F. de prod. inform. et électro.	1,04	1,05	1,04	1,03	1,01	1,02	1,00	1,00	0,98	1,00
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	1,08	1,05	0,98	0,99	0,97	1,02	1,05	1,05	1,03	1,02
41–43	Construction	0,98	1,01	1,04	1,02	0,97	0,99	1,03	1,03	0,98	1,00
45–96	Secteur tertiaire	1,02	1,02	1,02	1,02	1,01	1,03	1,02	1,03	1,02	1,03
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	1,02	1,00	1,01	1,01	1,01	1,01	1,01	1,01	1,03	1,01
49–53	Transport et entreposage	1,03	1,02	1,01	1,02	1,04	1,03	1,02	1,03	1,03	1,04
55–56	Hébergement et restauration	0,96	0,99	0,98	1,00	0,98	0,98	0,99	1,01	0,97	0,99
58–63	Information et communication	1,07	1,07	1,05	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,08
62–63	Activités informat. et services d'information	1,10	1,10	1,08	1,10	1,08	1,11	1,12	1,11	1,11	1,12
64–66	Activités financières et d'assurance	1,04	1,03	1,03	1,04	1,02	1,04	1,03	1,03	1,02	1,02
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	1,03	1,03	1,03	1,03	1,03	1,03	1,04	1,04	1,03	1,04
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	1,00	1,04	1,03	1,05	0,98	1,04	1,06	1,07	1,00	1,01
84	Administration publique	1,01	1,03	1,04	1,02	1,03	1,02	1,03	1,04	1,03	1,01
85	Enseignement	1,01	1,01	1,01	1,02	1,02	1,03	1,02	1,00	1,02	1,01
86–88	Santé humaine et action sociale	1,04	1,04	1,03	1,03	1,02	1,04	1,01	1,02	1,04	1,05
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	1,03	1,03	1,03	1,02	0,99	1,01	1,01	1,01	1,02	1,03
5–96	Grandes régions	1,02	1,02	1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02
	Région lémanique	1,03	1,02	1,03	1,03	1,00	1,01	1,01	1,02	1,01	1,02
	Espace Mittelland	1,02	1,02	1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,03	1,00	1,02
	Suisse du Nord-ouest	1,05	1,04	1,04	1,03	1,01	1,02	1,03	1,03	1,02	1,02
	Zurich	1,03	1,04	1,02	1,03	1,02	1,03	1,03	1,02	1,02	1,02
	Suisse orientale	1,00	1,02	1,00	1,01	1,00	1,01	1,02	1,02	1,02	1,03
	Suisse centrale	1,01	1,01	1,01	1,02	1,01	1,01	1,02	1,03	1,04	1,03
	Tessin	1,01	1,01	1,00	1,01	0,99	1,04	0,97	1,01	1,05	1,04

¹ Exemple de lecture (1^{re} ligne du tableau): au 4^e trimestre 2016, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi s'élevait à 1,02, ce qui veut dire qu'une majorité des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont annoncé à la STATEM vouloir soit maintenir, soit augmenter au trimestre prochain l'effectif de personnel annoncé au trimestre actuel. On peut donc s'attendre à une augmentation du nombre total d'emplois au trimestre prochain.

Dynamique du marché du travail: transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations de main-d'œuvre et mouvements naturels¹, 2011–2016², CMT

TA 28

En milliers	Effectifs au 31.12.2011 et sorties de 2011					
Effectifs 01.01.11 ³ et entrées de 2011	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 626	212	3 458	127	62	
Actifs occupés	4 528	4 115	87	234	79	12
Chômeurs au sens du BIT	206	100	66	37	4	0
Non-actifs	3 441	261	48	3 039	44	49
Immigrations	227	150	11	66	...	...
Naissances	82	*	*	82	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2012 et sorties de 2012					
Effectifs 01.01.12 et entrées de 2012	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 680	236	3 484	149	64	
Actifs occupés	4 626	4 199	93	226	95	13
Chômeurs au sens du BIT	212	100	69	37	5	0
Non-actifs	3 458	242	61	3 056	49	50
Immigrations	234	140	13	81	...	...
Naissances	84	*	*	84	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2013 et sorties de 2013					
Effectifs 01.01.13 et entrées de 2013	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 758	236	3 523	154	65	
Actifs occupés	4 680	4 232	107	233	96	13
Chômeurs au sens du BIT	236	119	63	48	5	0
Non-actifs	3 484	251	53	3 076	53	51
Immigrations	251	155	14	82	...	...
Naissances	85	*	*	85	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2014 et sorties de 2014					
Effectifs 01.01.14 et entrées de 2014	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 886	221	3 522	156	64	
Actifs occupés	4 758	4 336	88	223	98	13
Chômeurs au sens du BIT	236	120	70	39	6	0
Non-actifs	3 523	276	50	3 096	52	50
Immigrations	245	155	14	77	...	...
Naissances	87	*	*	87	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2015 et sorties de 2015					
Effectifs 01.01.15 et entrées de 2015	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 948	254	3 539	160	67	
Actifs occupés	4 886	4 456	105	215	97	14
Chômeurs au sens du BIT	221	90	88	38	5	0
Non-actifs	3 522	254	49	3 107	59	53
Immigrations	249	148	12	90	...	...
Naissances	88	*	*	88	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2016 et sorties de 2016					
Effectifs 01.01.16 et entrées de 2016	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Émigrations	Décès	
	4 999	247	3 580	170	65	
Actifs occupés	4 948	4 502	95	227	110	14
Chômeurs au sens du BIT	254	121	87	40	6	0
Non-actifs	3 539	238	57	3 140	53	51
Immigrations	229	139	9	82	...	...
Naissances	91	*	*	91	...	...

¹ La population présentée ici est composée de la population résidente permanente et non permanente. Les frontaliers nouvellement actifs en Suisse sont comptabilisés dans les immigrations et ceux ayant cessé leur activité en Suisse dans les émigrations. De 1991 à 2010 les données démographiques sont tirées de la Statistique de l'état annuel de la population (ESPOP) et de la Statistique de la population résidente de nationalité étrangère (PETRA). Dès 2011, elles sont basées sur la Statistique de la population et des ménages (STATPOP) ce qui permet un nouveau traitement des migrations. Ainsi, dès 2011, on élimine dans les immigrations les personnes qui résidaient déjà en Suisse en début d'année et celles qui ne font plus partie des effectifs de population de fin d'année. Dans les émigrations, on élimine les personnes qui ne résidaient pas encore en Suisse en début d'année et celles qui font à nouveau partie des effectifs de population de fin d'année.

² Les résultats des années 2011 à 2015 ont été révisés.

³ La différence entre le statut sur le marché du travail au 31 décembre de l'année précédente et au 1^{er} janvier s'explique par les valeurs révisées des sources statistiques.

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS

TA 29

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle								
		Total			1+2			3		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
02-96	Total	6 427	5 907	6 751	10 238	8 695	10 830	8 202	7 434	8 647
02	Sylviculture	*	*	*	*	*	*	*	-	*
5-43	Secteur 2 production	6 255	5 450	6 407	9 552	8 404	9 673	7 793	7 261	7 895
5-9	Industries extractives	6 230	[5 772]	6 240	10 043	*	[10 043]	7 704	*	7 790
10-33	Industries manufacturières	6 293	5 313	6 601	10 260	[9 271]	10 371	8 023	7 292	8 176
10-11	Industries alimentaires; fabr. de boissons	5 303	4 597	5 703	8 391	[6 707]	8 666	5 733	5 143	[5 954]
12	Fabrication de produits à base de tabac	[7 180]	*	*	*	*	*	*	*	*
13-15	Industries du textile et de l'habillement	5 053	4 325	5 778	7 806	6 617	8 361	6 522	5 793	7 092
16-18	Industries du bois et du papier; imprimerie	5 969	5 418	6 067	7 713	6 986	7 785	6 628	6 161	6 710
19-20	Cokéfaction; industrie chimique	7 524	6 526	7 826	12 590	10 134	12 929	9 873	[8 725]	10 040
21	Industrie pharmaceutique	9 694	8 989	10 228	17 901	17 321	18 136	[11 634]	[11 384]	[11 807]
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	5 828	5 062	6 013	9 804	7 651	10 103	7 647	6 984	7 738
24-25	Métallurgie; fabr. produits métalliques	5 885	5 012	6 050	9 208	7 829	9 342	7 492	6 484	7 666
26	Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	6 629	5 300	7 484	12 015	10 980	12 124	9 305	8 472	9 432
27	Fabrication d'équipements électriques	6 727	5 020	7 193	11 851	10 976	11 994	9 302	8 644	9 385
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a	6 887	5 878	7 052	10 588	8 881	10 762	8 558	7 829	8 664
29-30	Fabrication de matériels de transport	6 225	5 159	6 362	10 212	*	10 317	8 333	*	8 520
31-33	Fabr. meubles; autres ind. manufact.; rép. et inst. machines	6 213	5 416	6 447	8 857	[7 150]	9 230	7 100	[7 293]	[7 089]
35	Production et distribution d'énergie	7 993	7 150	8 128	[12 283]	12 421	[12 192]	8 950	8 208	9 069
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	6 104	6 130	6 095	9 896	9 081	10 162	7 340	6 568	7 465
41-43	Construction	6 088	5 850	6 105	8 125	7 016	8 272	7 138	6 460	7 196
45-96	Secteur 3 services	6 523	5 990	7 081	10 469	8 735	11 310	8 375	7 475	9 096
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	5 451	4 792	6 121	8 212	6 860	8 711	7 412	6 458	7 890
45-46	Commerce de gros; com. et rép. d'automobiles	6 348	5 997	6 508	9 046	8 235	9 228	8 213	7 906	8 318
47	Commerce de détail	4 761	4 558	5 379	7 006	5 728	7 944	6 340	5 471	7 153
49-53	Transports et entreposage	6 185	5 901	6 296	9 910	[8 013]	[10 205]	8 138	[7 180]	8 340
49-52	Transp. terrestres, par eau, aériens; entreposage	6 341	5 803	6 456	[9 882]	[8 013]	[10 179]	8 340	7 514	8 441
53	Activités de poste et de courrier	6 032	5 950	6 070	[11 245]	*	[11 286]	[6 526]	6 140	[6 987]
55-56	Hébergement et restauration	4 332	4 211	4 481	5 985	5 344	6 222	5 010	4 746	5 298
58-63	Information et communication	8 485	7 041	9 031	11 896	9 688	12 102	9 960	8 467	10 217
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	7 710	6 942	8 214	9 670	8 334	10 245	9 158	7 499	10 477
61	Télécommunications	8 737	6 998	9 559	13 729	12 783	13 836	10 496	9 507	10 666
62-63	Activ. informatiques et services d'information	8 730	7 127	9 116	11 504	9 321	11 667	9 999	8 800	10 134
64-66	Activités financières et d'assurances	9 208	7 337	10 743	15 590	13 485	16 184	10 615	9 667	10 966
64, 66	Services financiers; activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	9 400	7 436	10 881	15 674	13 577	16 219	10 490	9 586	10 842
65	Assurance	8 664	7 083	10 295	15 010	[12 381]	15 756	11 052	10 014	11 470

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle:
 1+2 = Cadre supérieur et moyen
 3 = Cadre inférieur
 4 = Responsable de l'exécution de travaux
 Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes:
 «-» pas de données disponibles
 «*» pas assez de données
 «[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (suite)

TA 29

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle					
		4			Sans fonction de cadre		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
02-96	Total	6 873	6 411	7 128	5 856	5 500	6 057
02	Sylviculture	*	-	*	*	*	*
5-43	Secteur 2 production	6 700	6 071	6 754	5 857	5 157	5 995
5-9	Industries extractives	6 807	*	6 828	6 006	[5 631]	6 037
10-33	Industries manufacturières	6 712	5 984	6 858	5 830	5 059	6 097
10-11	Industries alimentaires; fabr. de boissons	5 640	4 868	5 984	5 048	4 406	5 449
12	Fabrication de produits à base de tabac	*	*	*	*	*	*
13-15	Industries du textile et de l'habillement	5 631	4 641	6 111	4 629	4 142	5 269
16-18	Industries du bois et du papier; imprimerie	6 307	6 119	6 313	5 626	5 055	5 710
19-20	Cokéfaction; industrie chimique	8 444	7 631	8 654	6 919	6 092	7 186
21	Industrie pharmaceutique	9 035	[8 406]	9 487	8 356	7 994	8 662
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	6 412	5 914	6 545	5 530	4 805	5 694
24-25	Métallurgie; fabr. produits métalliques	6 385	[5 455]	6 497	5 487	4 818	5 639
26	Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	7 078	6 013	7 469	6 034	5 177	6 792
27	Fabrication d'équipements électriques	6 770	6 299	6 806	6 034	4 755	6 404
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a	7 582	[7 130]	7 617	6 397	5 631	6 537
29-30	Fabrication de matériels de transport	6 370	*	6 510	5 812	4 982	5 977
31-33	Fabr. meubles; autres ind. manufact.; rép. et inst. machines	6 281	5 416	6 578	5 849	5 159	6 108
35	Production et distribution d'énergie	7 579	6 893	7 847	7 272	6 670	7 366
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	7 014	[6 708]	7 036	5 700	5 798	5 687
41-43	Construction	6 531	5 851	6 564	5 816	5 599	5 828
45-96	Secteur 3 services	6 989	6 457	7 455	5 856	5 582	6 118
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	6 143	5 577	6 613	4 970	4 630	5 477
45-46	Commerce de gros; com. et rép. d'automobiles	6 859	6 717	6 886	5 771	5 600	5 848
47	Commerce de détail	5 692	5 297	6 273	4 574	4 460	4 901
49-53	Transports et entreposage	7 594	7 353	7 714	5 975	5 777	6 043
49-52	Transp. terrestres, par eau, aériens; entreposage	[8 089]	[6 982]	[8 267]	6 044	5 593	6 142
53	Activités de poste et de courrier	7 236	7 436	7 110	5 926	5 878	5 946
55-56	Hébergement et restauration	4 722	4 525	4 850	4 110	4 025	4 210
58-63	Information et communication	8 963	7 715	9 163	7 625	6 685	8 090
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	8 500	7 908	9 050	7 383	6 750	7 849
61	Télécommunications	8 002	7 214	8 237	7 894	6 747	8 690
62-63	Activ. informatiques et services d'information	9 152	7 792	9 466	7 647	6 596	7 986
64-66	Activités financières et d'assurances	8 667	7 857	9 175	6 857	6 500	7 526
64, 66	Services financiers; activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	8 520	7 762	9 064	6 775	6 490	7 280
65	Assurance	9 593	8 899	9 970	7 068	6 519	8 203

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle:
 1+2 = Cadre supérieur et moyen
 3 = Cadre inférieur
 4 = Responsable de l'exécution de travaux
 Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes:
 «-» pas de données disponibles
 «*» pas assez de données
 «[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: OFS

© OFS 2017

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (suite)

TA 29

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle								
		Total			1+2			3		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
68	Activités immobilières	6 344	6 003	6 865	9 865	[8 450]	10 721	7 222	[6 694]	7 778
69-75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 620	6 730	8 292	11 832	9 861	12 235	8 777	7 685	9 374
69-71	Activ. jur., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	7 608	6 752	8 243	12 048	10 333	12 381	8 682	7 801	9 099
72	Recherche-développement scientifique	8 982	7 912	9 644	13 958	12 005	14 492	11 799	9 609	12 102
73-75	Autres activités spéc., scient. et techn.	6 825	6 032	7 707	9 914	8 118	10 415	[7 605]	6 730	[8 858]
77-82	Activités de services admin. et de soutien	5 374	4 883	5 547	8 722	7 865	9 126	6 928	6 660	7 042
77, 79-82	Activités de services admin. (sans 78)	5 345	4 878	5 570	8 471	7 733	8 857	6 778	6 516	6 844
78	Activités liées à l'emploi	5 422	4 911	5 516	10 588	9 162	[11 294]	8 288	7 825	[8 721]
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	7 864	7 194	8 382	11 160	10 338	11 569	8 902	7 918	9 313
85	Enseignement	8 160	7 866	8 728	10 459	9 476	11 391	7 940	7 647	8 362
86-88	Santé humaine et action sociale	6 372	6 125	7 193	9 524	8 592	10 877	7 529	7 200	8 189
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	6 208	5 861	6 489	8 185	7 896	8 419	7 447	7 023	7 820
94-96	Autres activités de services	6 120	5 308	7 302	9 020	7 613	9 645	7 348	6 841	8 055
94-95	Activ. org. associatives et religieuses; réparation biens pers.	7 172	6 680	7 841	9 576	8 780	9 921	7 738	7 370	8 158
96	Autres services personnels	3 965	3 758	5 019	[5 032]	4 681	[6 720]	4 335	4 100	[6416]
Salaire mensuel standardisé:		équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.								
Position professionnelle:		1+2 = Cadre supérieur et moyen 3 = Cadre inférieur 4 = Responsable de l'exécution de travaux Sans fonction de cadre								
Valeur centrale (médiane):		pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.								
Composantes du salaire:		le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13 ^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.								
Explication des signes:		«-» pas de données disponibles «*» pas assez de données «[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)								

Source: OFS

© OFS 2017

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (fin)

TA 29

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle					
		4			Sans fonction de cadre		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
68	Activités immobilières	6 389	6 152	6 751	5 707	5 469	5 981
69–75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 664	7 127	8 115	6 477	6 190	6 683
69–71	Activ. jur., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	7 705	7 222	8 055	6 432	6 208	6 595
72	Recherche-développement scientifique	10 400	9 632	10 813	7 936	7 391	8 342
73–75	Autres activités spéc., scient. et techn.	6 761	6 326	[7 203]	5 905	5 571	6 183
77–82	Activités de services admin. et de soutien	5 968	5 921	5 984	5 098	4 643	5 276
77, 79–82	Activités de services admin. (sans 78)	5 814	5 645	5 879	4 986	4 639	5 169
78	Activités liées à l'emploi	6 770	6 665	6 850	5 299	4 684	5 429
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	8 398	7 316	8 763	7 293	6 929	7 598
85	Enseignement	7 491	7 172	8 069	7 705	7 670	7 788
86–88	Santé humaine et action sociale	6 525	6 357	7 110	6 002	5 889	6 481
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	6 017	5 926	6 080	5 728	5 450	5 940
94–96	Autres activités de services	6 281	5 778	6 960	5 156	4 633	5 989
94–95	Activ. org. associatives et religieuses; réparation biens pers.	6 933	6 706	7 056	6 270	6 105	6 531
96	Autres services personnels	4 186	3 961	[6 000]	3 765	3 640	4 693

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/2 semaines à 40 heures de travail.
Position professionnelle: 1+2 = Cadre supérieur et moyen
3 = Cadre inférieur
4 = Responsable de l'exécution de travaux
Sans fonction de cadre
Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.
Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.
Explication des signes: «-» pas de données disponibles
«*» pas assez de données
«[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: OFS

© OFS 2017

Salaires mensuel brut (valeur centrale) selon les divisions économiques et les grandes régions, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS

TA 30

Branches économiques (NOGA08)		Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
02-96	Total	6 427	6 497	6 358	6 578	6 810	6 027	6 352	5 485
02	Sylviculture	*	-	*	-	-	*	-	-
05-43	Secteur 2 production	6 255	6 402	6 076	6 827	6 533	5 963	6 296	5 258
5-9	Industries extractives	6 230	5 946	6 525	[6 115]	*	6 163	6 295	5 856
08	Autres industries extractives	6 230	5 946	6 525	[6 115]	*	6 163	6 295	5 856
09	Serv. de soutien aux industries extractives	*	*	-	-	-	-	*	-
10-33	Industrie manufacturière	6 293	6 542	6 012	7 291	6 548	5 957	6 392	4 504
10	Industries alimentaires	5 206	5 240	5 146	5 475	5 452	4 969	5 171	4 540
11	Fabrication de boissons	6 111	5 754	*	6 353	*	5 640	[6 572]	*
12	Fabrication de produits à base de tabac	[7 180]	*	-	*	*	-	*	-
13	Fabrication de textiles	5 358	5 124	5 426	5 333	5 498	5 339	5 469	*
14	Industrie de l'habillement	4 323	*	5 572	*	[4 666]	4 649	4 892	4 025
15	Industrie du cuir et de la chaussure	4 837	*	5 343	5 028	*	*	*	*
16	Fabr. d'articles en bois (sans meubles)	5 919	5 870	5 932	5 796	6 096	5 979	5 919	5 571
17	Industrie du papier et du carton	5 992	*	6 434	5 992	5 674	5 732	6 106	*
18	Imprimerie, reproduction d'enregistrements	6 142	6 180	6 139	6 000	6 457	[5 901]	6 310	5 200
19	Cokéfaction et raffinage	7 647	*	*	*	*	*	-	-
20	Industrie chimique	7 518	7 963	6 155	8 444	6 952	6 200	6 594	6 499
21	Industrie pharmaceutique	9 694	8 676	[8 043]	10 866	[10 190]	6 432	7 903	5 199
22	Fabr. produits en caoutchouc et plastique	5 761	5 667	5 731	5 712	6 098	5 912	5 730	3 913
23	Fabr. autres prod. minéraux non métalliques	5 914	6 021	5 813	5 974	6 359	5 898	5 949	5 647
24	Métallurgie	5 938	*	5 646	6 121	6 121	6 114	6 635	*
25	Fabrication de produits métalliques	5 875	6 020	5 840	5 996	6 463	5 818	5 850	4 663
26	Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	6 629	6 865	5 983	7 662	7 510	6 565	8 341	3 602
27	Fabrication d'équipements électriques	6 727	6 351	6 276	7 955	6 725	6 270	6 364	[3 441]
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a.	6 887	7 067	6 705	6 712	7 433	6 713	7 127	5 633
29	Industrie automobile	5 644	5 365	5 406	6 114	6 905	5 175	6 024	4 723
30	Fabr. d'autres matériels de transport	6 667	[7 301]	5 345	[5 961]	6 498	[6 606]	7 177	5 361
31	Fabrication de meubles	5 995	6 127	5 865	5 949	6 422	5 745	6 109	4 908
32	Autres industries manufacturières	6 279	5 808	6 471	[7 585]	6 787	[5 441]	[6 903]	4 425
33	Réparation, installation machines et équip.	6 385	5 200	[6 036]	[5 737]	7 056	6 007	[5 941]	5 559
35	Production et distribution d'énergie	7 993	[9 040]	8 079	8 726	7 680	7 091	7 492	6 957
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	6 104	5 778	6 109	[6 364]	6 495	5 934	[6 687]	5 328
36	Captage, traitement et distribution d'eau	7 188	7 358	[6 897]	*	7 220	[7 161]	7 703	*
37	Collecte et traitement des eaux usées	6 367	6 533	7 149	[6 120]	6 495	5 767	7 746	5 011
38	Collecte, traitement et élimination déchets	5 906	5 331	5 844	[6 359]	6 245	5 926	[5 537]	4 564
39	Dépollution, autres serv. gestion déchets	*	*	-	*	*	*	-	*
41-43	Construction	6 088	6 104	6 007	6 068	6 473	5 913	6 118	5 521
41	Construction de bâtiments	6 321	6 328	6 230	6 345	6 630	6 015	6 308	6 093
42	Génie civil	6 636	[6 770]	6 468	6 854	6 655	6 517	6 149	[5 700]
43	Travaux de construction spécialisés	5 896	5 914	5 819	5 889	6 316	5 710	6 013	5 257
45-96	Secteur 3 services	6 523	6 530	6 530	6 435	6 906	6 099	6 392	5 643
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	5 451	5 374	5 238	5 722	5 478	5 356	5 990	4 860
45	Commerce et réparation d'automobiles	5 754	5 674	5 407	6 024	6 195	5 438	5 267	[5 112]
46	Commerce de gros	6 625	6 906	5 972	6 700	7 216	6 190	7 296	5 173
47	Commerce de détail	4 761	4 708	4 616	4 710	4 831	4 753	4 890	4 383
49-53	Transports et entreposage	6 185	5 894	6 448	6 210	6 118	5 342	5 440	4 775
49	Transports terrestres et par conduites	6 465	5 938	7 216	[6 589]	6 315	5 136	5 470	5 040
50	Transports par eau	6 320	*	*	*	*	*	*	*
51	Transports aériens	6 460	5 381	*	*	6 769	*	*	-
52	Entreposage, serv. auxiliaires transp.	5 971	[6 008]	[6 784]	5 813	6 220	5 785	5 347	[4 333]
53	Activités de poste et de courrier	6 032	3 931	6 098	5 625	3 464	4 333	4 286	*
55-56	Hébergement et restauration	4 332	4 198	4 331	4 333	4 463	4 373	4 372	3 895
55	Hébergement	4 230	4 127	4 250	4 480	4 436	4 087	4 202	4 003
56	Restauration	4 272	4 033	4 267	4 332	4 394	4 190	4 333	3 916

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les divisions économiques et les grandes régions, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (fin)

TA 30

Branches économiques (NOGA08)		Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
58–63	Information et communication	8 485	8 586	8 501	8 165	8 952	7 366	7 867	5 510
58	Edition	7 432	7 693	6 686	7 273	7 816	6 663	6 640	[5 875]
59	Production audiovisuelle	[6 583]	[7 917]	[5 048]	[5 633]	6 381	[5 836]	[8 996]	[5 159]
60	Programmation et diffusion	8 650	*	[6 047]	*	8 794	[5 504]	*	–
61	Télécommunications	8 737	[8 433]	8 990	5 674	8 312	*	6 832	*
62	Activités informatiques	8 691	8 862	8 363	8 470	9 264	7 622	8 698	[5 418]
63	Services d'information	[9 187]	[8 667]	8 410	*	[13 023]	*	6 589	*
64–66	Activités financières et d'assurances	9 208	10 000	7 522	8 461	9 929	7 757	7 755	7 819
64	Services financiers	9 677	10 845	7 188	8 640	10 159	8 125	8 019	7 936
65	Assurance	8 664	7 838	8 531	8 892	9 400	[6 717]	[7 299]	*
66	Activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	8 506	8 778	7 049	7 812	9 835	7 426	8 833	7 636
68	Activités immobilières	6 344	6 600	6 047	6 590	6 740	6 091	6 190	5 472
69–75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 620	7 899	7 267	7 975	7 883	6 984	7 539	5 624
69	Activités juridiques et comptables	7 861	7 515	7 283	7 522	8 642	[7 222]	8 093	[5 363]
70	Activ. sièges sociaux; conseil de gestion	8 463	10 292	7 935	9 683	[7 772]	[7 583]	[7 905]	5 437
71	Architecture, ingénierie; analyses techn.	7 059	6 692	6 949	7 234	7 558	6 934	7 048	[5 952]
72	Recherche-développement scientifique	8 982	9 494	8 941	9 195	8 756	[8 352]	8 969	6 329
73	Publicité et études de marché	6 817	6 252	[7 614]	7 025	7 000	[5 852]	7 042	5 633
74	Autres activ. spécialisées, scient. et techn.	6 976	6 734	[6 260]	[8 085]	[7 953]	5 613	7 168	5 156
75	Activités vétérinaires	[5 989]	*	[5 423]	*	*	*	7 789	*
77–82	Activités de services admin. et de soutien	5 374	5 046	5 552	5 462	5 608	5 195	5 680	4 435
77	Activités de location et location-bail	5 733	[6 050]	[5 417]	[5 548]	5 669	*	5 841	*
78	Activités liées à l'emploi	5 422	4 964	5 551	5 599	6 115	5 361	5 871	4 593
79	Activités des agences de voyage	5 647	5 662	5 469	5 593	5 913	[5 116]	5 706	4 079
80	Enquêtes et sécurité	5 189	4 703	[6 161]	*	5 396	*	[4 851]	4 744
81	Serv. bâtiments, aménagement paysager	5 139	5 246	5 267	5 033	5 167	4 906	5 149	4 230
82	Activ. administratives, soutien aux entrep.	6 000	6 118	6 259	[6 030]	5 964	[5 267]	6 194	[5 075]
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	7 864	8 197	8 009	7 369	7 815	7 841	7 717	7 199
85	Enseignement	8 160	8 003	8 218	[6 569]	8 627	8 442	8 708	8 214
86–88	Santé humaine et action sociale	6 372	6 664	6 132	6 259	6 714	6 231	6 136	6 102
86	Activités pour la santé humaine	6 654	6 971	6 316	6 560	7 017	6 667	6 192	6 280
87	Hébergement médico-social et social	5 803	5 790	5 786	5 790	6 106	5 483	5 731	5 800
88	Action sociale sans hébergement	6 576	6 818	6 324	5 489	6 713	6 457	6 714	5 664
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	6 208	6 675	6 245	6 315	6 793	4 894	5 708	5 259
90	Activ. créatives, artistiques, de spectacle	6 628	6 667	6 146	6 488	7 261	*	[6 474]	[6 717]
91	Bibliothèques, archives et musées	7 130	7 954	6 943	7 072	6 950	[5 665]	[6 558]	*
92	Organisation jeux de hasard et d'argent	5 584	[5 661]	*	*	–	*	*	*
93	Activités sportives et récréatives	5 704	[6 000]	5 991	5 402	6 383	4 848	5 174	4 465
94–96	Autres activités de services	6 120	6 326	6 231	6 083	6 179	5 836	6 171	4 500
94	Activ. org. associatives et religieuses	7 199	7 565	6 990	7 200	7 331	7 373	6 905	5 691
95	Réparation de biens pers. et domestiques	[5 926]	*	[6 664]	[6 523]	*	*	*	*
96	Autres services personnels	3 965	3 810	3 764	4 013	4 438	3 906	3 814	3 564

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/2 semaines à 40 heures de travail.

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes:
«-» pas de données disponibles
«*» pas assez de données
«[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: OFS

© OFS 2017

Répartition des salariés en pour-cent (salaire mensuel net), pour les temps pleins et temps partiels selon les classes de salaires et le sexe et délimitation des quantiles, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, 2014, ESS

TA 31

Classes de salaires en francs	Taux d'occupation														
	Total						Plein temps (>= 90%)			Temps partiel (< 90%)					
	Total		Femmes		Hommes		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes			
	en %	Cumul en %	en %	Cumul en %	en %	Cumul en %	en %	en %	en %	en %	en %	en %			
0- 1 000 francs	8,0	8,0	13,1	13,1	3,6	3,6	1,3	2,9	0,6	19,7	19,7	19,7			
1 001- 2 000 francs	7,9	16,0	13,4	26,5	3,1	6,8	0,9	2,0	0,5	19,9	20,7	17,3			
2 001- 3 000 francs	9,6	25,6	16,4	43,0	3,6	10,5	2,1	4,3	1,2	22,6	24,3	16,8			
3 001- 4 000 francs	16,0	41,6	20,4	63,4	12,2	22,7	15,3	25,1	11,4	17,1	17,3	16,5			
4 001- 5 000 francs	20,5	62,2	15,7	79,2	24,6	47,4	26,3	24,6	27,0	10,4	10,0	12,0			
5 001- 6 000 francs	14,4	76,7	9,4	88,6	18,8	66,3	19,7	16,9	20,9	5,3	4,6	7,8			
6 001- 7 000 francs	8,6	85,4	5,2	93,9	11,6	78,0	12,2	10,4	12,9	2,5	1,8	4,6			
7 001- 8 000 francs	5,2	90,6	2,6	96,5	7,4	85,4	7,5	5,5	8,3	1,1	0,7	2,5			
8 001- 9 000 francs	3,3	93,9	1,4	97,9	5,0	90,4	4,9	3,1	5,7	0,4	0,2	1,1			
9 001-10 000 francs	2,0	96,0	0,7	98,7	3,2	93,7	3,1	1,8	3,7	0,2	0,1	0,5			
10 001-11 000 francs	1,3	97,3	0,4	99,1	2,0	95,7	2,0	1,0	2,4	0,0	0,0	0,2			
11 001-12 000 francs	0,8	98,1	0,2	99,4	1,2	97,0	1,2	0,6	1,5	0,0	0,0	0,1			
12 001-13 000 francs	0,5	98,7	0,1	99,6	0,8	97,9	0,8	0,4	0,9	0,0	0,0	0,1			
13 001-14 000 francs	0,3	99,0	0,1	99,7	0,5	98,4	0,5	0,2	0,6	0,0	0,0	0,0			
14 001-15 000 francs	0,2	99,3	0,0	99,8	0,3	98,8	0,3	0,1	0,4	0,0	*	0,0			
15 001-16 000 francs	0,1	99,4	0,0	99,8	0,2	99,1	0,2	0,1	0,2	0,0	*	0,0			
16 001-17 000 francs	0,1	99,5	0,0	99,8	0,1	99,3	0,1	0,0	0,2	*	*	*			
17 001-18 000 francs	0,0	99,6	0,0	99,9	0,1	99,4	0,1	0,0	0,1	*	*	*			
18 001-19 000 francs	0,0	99,7	0,0	99,9	0,1	99,5	0,1	0,0	0,1	*	*	*			
19 001-20 000 francs	0,0	99,7	0,0	99,9	0,0	99,6	0,0	0,0	0,0	*	*	*			
20 001+	0,2	100,0	0,0	100,0	0,3	100,0	0,3	0,1	0,4	0,0	*	0,0			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
Quantiles en francs															
Quantile 10%	1 252		778		2 896		3 550		3 061		3 810		536	539	524
Quantile 20%	2 440		1 521		3 862		4 008		3 554		4 254		1 014	1 014	1 014
Quantile 30%	3 349		2 220		4 315		4 395		3 860		4 613		1 523	1 507	1 581
Quantile 40%	3 919		2 829		4 706		4 767		4 196		4 967		2 015	1 981	2 179
Quantile, médiane, 50%	4 398		3 364		5 108		5 161		4 593		5 372		2 454	2 391	2 763
Quantile 60%	4 884		3 831		5 604		5 647		5 044		5 890		2 896	2 802	3 362
Quantile 70%	5 472		4 363		6 264		6 282		5 599		6 570		3 387	3 235	3 976
Quantile 80%	6 321		5 064		7 227		7 197		6 317		7 565		4 040	3 836	4 760
Quantile 90%	7 857		6 201		8 882		8 816		7 564		9 235		5 007	4 723	5 952

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.
 Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes:
 «-» pas de données disponibles
 «*» pas assez de données
 «[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Salaire mensuel brut (valeur centrale et intervalle interquartile) selon la formation, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS

TA32

Formation	Position professionnelle								
	Total								
	Total			Femmes			Hommes		
	Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile	
Total	6 427	5 101	8 383	5 907	4 643	7 567	6 751	5 444	9 000
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	9 909	7 455	12 915	8 611	6 800	11 040	10 811	8 104	14 028
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	8 868	7 190	11 119	7 807	6 526	9 392	9 738	7 880	11 974
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	8 142	6 746	9 973	7 360	6 180	8 700	8 664	7 199	10 578
4 Brevet d'enseignement	8 074	6 271	9 906	8 163	6 352	9 749	7 862	6 111	10 080
5 Maturité	6 561	5 121	8 370	6 020	4 771	7 529	7 070	5 476	9 110
6 Apprentissage complet (CFC)	6 017	5 006	7 193	5 571	4 624	6 720	6 259	5 304	7 468
7 Formation acquise en entreprise	5 272	4 405	6 214	4 603	3 922	5 453	5 593	4 773	6 454
8 Sans formation prof. complète	4 771	4 056	5 631	4 392	3 805	5 053	5 142	4 347	5 948

Formation	Position professionnelle								
	1+2								
	Total			Femmes			Hommes		
	Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile	
Total	10 238	7 715	13 584	8 695	6 670	11 354	10 830	8 150	14 286
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	13 184	10 533	17 064	11 448	9 117	14 286	13 884	11 150	18 022
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	11 067	9 040	13 718	9 428	7 878	11 144	11 780	9 814	14 623
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	9 984	8 072	12 460	8 666	7 035	10 546	10 318	8 332	12 879
4 Brevet d'enseignement	8 504	6 670	11 092	8 150	6 667	10 038	9 053	6 715	11 496
5 Maturité	8 667	6 909	11 946	7 384	6 193	9 273	9 492	7 508	13 000
6 Apprentissage complet (CFC)	7 738	6 219	9 835	6 667	5 285	8 396	8 095	6 619	10 344
7 Formation acquise en entreprise	6 877	5 355	9 032	5 571	4 718	7 073	7 250	5 786	9 635
8 Sans formation prof. complète	[5 909]	[4 648]	[12 450]	5 196	4 429	8 254	[6 192]	[4 849]	[13 000]

Formation	Position professionnelle								
	3								
	Total			Femmes			Hommes		
	Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile	
Total	8 202	6 467	10 318	7 434	5 796	9 313	8 647	6 834	10 731
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	10 422	8 456	12 649	9 419	7 584	11 504	10 992	9 066	13 199
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	9 571	7 964	11 416	8 633	6 975	10 401	9 982	8 373	11 721
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	8 777	7 367	10 397	8 080	6 870	9 476	9 084	7 665	10 712
4 Brevet d'enseignement	7 535	6 199	9 685	7 175	5 979	9 108	8 378	6 667	10 873
5 Maturité	7 899	6 196	10 008	6 986	5 674	8 940	8 436	6 719	10 368
6 Apprentissage complet (CFC)	6 945	5 754	8 415	6 345	5 124	7 705	7 250	6 083	8 771
7 Formation acquise en entreprise	5 586	4 815	6 873	4 970	4 303	6 000	5 795	5 039	7 155
8 Sans formation prof. complète	[6 129]	[4 727]	[9 586]	5 108	4 233	8 339	[6 663]	[5 050]	[10 114]

Source: OFS

© OFS 2017

Salaires mensuels bruts (valeur centrale et intervalle interquartile) selon la formation, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (fin)

TA 32

Formation	Position professionnelle								
	4								
	Total			Femmes			Hommes		
	Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile	
Total	6 873	5 647	8 465	6 411	5 106	7 847	7 128	5 958	8 798
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	9 234	7 486	11 430	8 496	6 862	10 507	9 834	7 944	12 033
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	8 269	6 868	10 049	7 238	6 235	8 667	8 943	7 493	10 738
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	8 043	6 802	9 553	7 394	6 333	8 625	8 373	7 130	9 926
4 Brevet d'enseignement	7 229	5 815	9 068	6 741	5 389	8 790	7 465	6 310	9 548
5 Maturité	7 141	5 743	8 811	6 491	5 203	8 065	7 608	6 092	9 237
6 Apprentissage complet (CFC)	6 421	5 376	7 516	5 830	4 803	7 048	6 668	5 716	7 751
7 Formation acquise en entreprise	5 742	4 788	6 738	4 771	4 127	5 718	5 960	5 073	6 892
8 Sans formation prof. complète	5 416	4 502	6 595	4 900	4 282	5 976	5 633	4 746	6 747

Formation	Position professionnelle								
	Sans fonction de cadre								
	Total			Femmes			Hommes		
	Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile		Médiane	Int. interquartile	
Total	5 856	4 770	7 200	5 500	4 454	6 925	6 057	5 055	7 392
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	7 938	6 410	10 084	7 595	6 237	9 499	8 279	6 530	10 605
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	7 713	6 499	9 185	7 235	6 150	8 478	8 200	6 878	9 913
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	7 414	6 226	8 717	7 016	5 956	8 150	7 773	6 526	9 184
4 Brevet d'enseignement	8 202	6 288	9 863	8 360	6 488	9 853	7 679	5 810	9 869
5 Maturité	5 920	4 700	7 342	5 607	4 504	6 940	6 239	4 929	7 683
6 Apprentissage complet (CFC)	5 788	4 857	6 805	5 423	4 545	6 509	5 988	5 118	6 989
7 Formation acquise en entreprise	5 176	4 335	6 082	4 551	3 900	5 389	5 504	4 698	6 314
8 Sans formation prof. complète	4 716	4 013	5 530	4 362	3 776	4 993	5 082	4 308	5 843

Salaires mensuels standardisés: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle:
 1+2 = Cadre supérieur et moyen
 3 = Cadre inférieur
 4 = Responsable de l'exécution de travaux
 Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes:
 «-» pas de données disponibles
 «*» pas assez de données
 «[]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: OFS

© OFS 2017

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les groupes de professions, l'âge et le sexe¹, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS

TA 33

Groupes de professions CITP	Classes d'âge					
	Total			≤29 ans		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Total	6 427	5 907	6 751	5 036	4 887	5 143
1 Directeurs/trices, cadres de direction et gérant(e)s	9 501	8 055	10 078	6 190	5 710	6 571
11 Directeurs/trices généraux/ales, cadres sup. et membres de l'Exécutif et du Législatif	10 317	8 571	10 856	6 825	6 655	6 967
12 Directeurs/trices de services administratifs et commerciaux	10 013	8 485	10 822	6 470	5 952	7 000
13 Directeurs/trices et cadres de direction, production et services spécialisés	9 037	8 294	9 403	6 404	6 206	6 584
14 Directeurs/trices et gérant(e)s de l'hôtellerie, restauration, commerce et autres serv.	5 147	4 895	5 813	4 659	4 643	4 756
2 Professions intellectuelles et scientifiques	8 241	7 702	8 732	6 100	6 100	6 095
21 Spécialistes des sciences techniques	8 059	6 604	8 333	6 040	5 417	6 283
22 Spécialistes de la santé	7 698	7 279	9 473	6 261	6 187	6 522
23 Spécialistes de l'enseignement	8 524	8 265	9 162	6 047	6 309	[5 597]
24 Spécialistes en administration d'entreprises	7 430	6 929	7 856	5 369	5 454	5 295
25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications	9 042	8 288	9 104	6 484	6 155	6 508
26 Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	8 200	7 892	8 671	6 273	6 271	6 279
3 Professions intermédiaires techniques et non techniques	6 924	6 457	7 341	5 383	5 262	5 525
31 Professions intermédiaires des sciences et techniques	7 029	6 130	7 138	5 528	5 092	5 639
32 Professions intermédiaires de la santé	6 664	6 551	7 222	5 571	5 533	5 796
33 Professions intermédiaires, finance et administration	7 040	6 552	7 897	5 302	5 194	5 484
34 Professions intermédiaires des serv. juridiques, sociaux et assimilés	6 600	6 490	6 676	5 040	5 327	4 873
35 Techniciens/iennes de l'information et des communications	6 091	5 520	6 583	5 070	4 859	5 185
4 Employé(e)s de type administratif	5 773	5 756	5 789	4 755	4 783	4 709
41 Employé(e)s de bureau	6 000	5 915	6 485	4 850	4 848	4 877
42 Employé(e)s de réception, guichetiers et assimilés	5 404	5 285	5 823	4 533	4 487	4 545
43 Employé(e)s des services comptables et d'approvisionnement	5 334	5 221	5 365	4 555	4 581	4 551
44 Autres employé(e)s de type administratif	5 803	5 482	5 882	4 943	4 965	4 909
5 Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	4 842	4 646	5 348	4 386	4 333	4 501
51 Personnel des services directs aux particuliers	4 464	4 324	4 685	4 087	3 933	4 238
52 Commerçant(e)s et vendeurs/euses	4 673	4 482	5 565	4 334	4 275	4 500
53 Personnel soignant	5 291	5 240	5 736	4 779	4 763	4 935
54 Personnel des services de protection et de sécurité	6 730	6 048	6 932	5 680	5 653	5 683
6 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture, la sylviculture et la pêche	5 159	4 600	5 200	4 591	4 292	4 625
61 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture commerciale	5 149	4 600	5 192	4 600	4 292	4 625
62 Professions commerciales qualifiées de la sylviculture, la pêche et la chasse	5 934	*	5 934	4 520	*	*
7 Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	5 758	4 658	5 840	5 001	4 407	5 061
71 Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	5 828	4 960	5 848	5 214	4 968	5 234
72 Métiers qualifiés de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	5 808	4 851	5 850	4 841	4 561	4 849
73 Métiers qualifiés de l'artisanat et de l'imprimerie	5 628	4 843	6 129	4 724	4 420	5 005
74 Métiers de l'électricité et de l'électrotechnique	5 904	5 052	5 919	5 145	4 926	5 147
75 Métiers de l'alimentation, de l'habil. et autres métiers qualif. de l'ind. et l'artisanat	5 262	4 416	5 520	4 432	4 075	4 606
8 Conducteurs/trices d'installations et de machines, ouvr. de l'assemblage	5 610	4 583	5 739	4 886	4 258	4 961
81 Conducteurs/trices de machines et d'installations fixes	5 608	4 439	5 925	4 843	4 273	4 990
82 Ouvriers/ouvrières de l'assemblage	5 541	4 558	5 745	5 061	[4 006]	5 125
83 Conducteurs/trices de véhicules et d'engins lourds de levage et de manœuvre	5 638	5 267	5 651	4 712	4 486	4 737
9 Professions élémentaires	4 952	4 347	5 365	4 531	4 060	4 735
91 Aides de ménage	4 333	4 254	4 668	3 935	3 726	4 178
92 Manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture	4 554	4 045	4 582	4 141	*	4 163
93 Manœuvres des mines, du bâtiment, des trav. publics, ind. manufact. et transp.	5 361	4 374	5 553	4 839	4 062	4 981
94 Assistant(e)s de fabrication de l'alimentation	4 035	*	4 035	*	*	*
96 Éboueurs/eues et autres trav. non qualifié(e)s	5 245	4 527	5 343	4 621	4 097	4 718

¹ Résultats basés sur en moyenne 71% des données. Ce taux peut varier selon les branches économiques.

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, $\frac{1}{12}$ du 13^e salaire et $\frac{1}{12}$ des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Source: OFS

© OFS 2017

Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les groupes de professions, l'âge et le sexe¹, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014, ESS (fin)

TA 33

Groupes de professions CITP	Classes d'âge					
	30 – 49 ans			50 ans et +		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Total	6 705	6 265	6 973	7 264	6 501	7 738
1 Directeurs/trices, cadres de direction et gérant(e)s	9 341	8 276	9 778	10 787	9 060	11 225
11 Directeurs/trices généraux/ales, cadres sup. et membres de l'Exécutif et du Législatif	9 923	8 714	10 317	11 410	9 468	11 750
12 Directeurs/trices de services administratifs et commerciaux	9 956	8 781	10 571	11 412	9 524	12 162
13 Directeurs/trices et cadres de direction, production et services spécialisés	8 861	8 164	9 221	9 948	9 123	10 364
14 Directeurs/trices et gérant(e)s de l'hôtellerie, restauration, commerce et autres serv.	5 344	5 018	5 953	[5 610]	5 011	7 412
2 Professions intellectuelles et scientifiques	8 414	7 952	8 782	10 132	9 334	10 720
21 Spécialistes des sciences techniques	8 157	7 033	8 360	10 149	9 000	10 231
22 Spécialistes de la santé	8 033	7 681	9 227	9 758	8 487	13 317
23 Spécialistes de l'enseignement	8 434	8 230	8 869	10 445	9 875	11 512
24 Spécialistes en administration d'entreprises	8 007	7 569	8 450	8 551	7 664	9 114
25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications	9 176	8 700	9 232	10 522	9 810	10 595
26 Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	8 173	8 001	8 445	9 296	8 824	9 822
3 Professions intermédiaires techniques et non techniques	7 112	6 731	7 404	7 738	7 178	8 200
31 Professions intermédiaires des sciences et techniques	7 095	6 525	7 160	7 808	7 008	7 880
32 Professions intermédiaires de la santé	6 970	6 895	7 277	7 432	7 304	7 959
33 Professions intermédiaires, finance et administration	7 302	6 815	8 096	7 846	7 211	8 930
34 Professions intermédiaires des serv. juridiques, sociaux et assimilés	6 675	6 696	6 667	7 390	7 158	7 513
35 Techniciens/iennes de l'information et des communications	6 314	5 669	6 825	7 326	6 063	7 906
4 Employé(e)s de type administratif	5 833	5 848	5 816	6 192	6 248	6 140
41 Employé(e)s de bureau	6 099	5 985	6 782	6 627	6 464	7 647
42 Employé(e)s de réception, guichetiers et assimilés	5 743	5 583	6 253	6 331	6 049	7 088
43 Employé(e)s des services comptables et d'approvisionnement	5 316	5 276	5 327	5 860	5 720	5 925
44 Autres employé(e)s de type administratif	5 775	5 448	5 870	5 916	5 753	5 961
5 Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	4 952	4 707	5 501	5 414	4 996	6 516
51 Personnel des services directs aux particuliers	4 485	4 333	4 685	5 044	4 724	5 805
52 Commerçant(e)s et vendeurs/euses	4 834	4 549	5 952	5 110	4 687	6 829
53 Personnel soignant	5 463	5 392	5 823	5 636	5 580	6 453
54 Personnel des services de protection et de sécurité	7 049	6 402	7 157	7 590	5 797	7 972
6 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture, la sylviculture et la pêche	5 468	4 749	5 520	6 037	4 639	6 087
61 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture commerciale	5 462	4 749	5 506	5 902	4 639	6 044
62 Professions commerciales qualifiées de la sylviculture, la pêche et la chasse	6 458	*	6 486	6 838	-	6 838
7 Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	5 880	4 767	5 953	6 404	4 942	6 475
71 Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	5 929	4 953	5 943	6 335	[4 783]	6 344
72 Métiers qualifiés de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	5 957	4 921	6 010	6 608	4 991	6 633
73 Métiers qualifiés de l'artisanat et de l'imprimerie	5 742	5 000	6 146	6 578	5 328	6 934
74 Métiers de l'électricité et de l'électrotechnique	6 163	5 318	6 176	6 829	5 033	6 879
75 Métiers de l'alimentation, de l'habil. et autres métiers qualif. de l'ind. et l'artisanat	5 385	4 538	5 571	5 920	4 705	6 119
8 Conducteurs/trices d'installations et de machines, ouvr. de l'assemblage	5 593	4 536	5 730	6 051	4 890	6 157
81 Conducteurs/trices de machines et d'installations fixes	5 617	4 338	5 960	6 006	4 719	6 281
82 Ouvriers/ouvrières de l'assemblage	5 693	4 525	5 925	6 161	4 797	6 369
83 Conducteurs/trices de véhicules et d'engins lourds de levage et de manœuvre	5 556	5 297	5 565	6 051	5 723	6 057
9 Professions élémentaires	4 963	4 309	5 388	5 303	4 600	5 785
91 Aides de ménage	4 273	4 158	4 693	4 557	4 475	5 165
92 Manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture	4 648	*	4 643	5 282	*	5 282
93 Manœuvres des mines, du bâtiment, des trav. publics, ind. manufact. et transp.	5 363	4 342	5 550	5 740	4 698	5 945
94 Assistant(e)s de fabrication de l'alimentation	4 035	*	4 035	*	*	*
96 Eboueurs/euses et autres trav. non qualifié(e)s	5 329	4 613	5 371	5 603	4 789	5 657

¹ Résultats basés sur en moyenne 71% des données. Ce taux peut varier selon les branches économiques.

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/2 semaines à 40 heures de travail.

Groupes de professions CITP: classification internationale type des professions – grands groupes (1 position) et sous-grands groupes (2 positions)

Niveau de compétences:

Professions regroupées en 4 niveaux de compétences:

Grands groupes de professions 1 et 2 = niveau de compétence 4

Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

Grand groupe de professions 3 = niveau de compétence 3

Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

Grands groupes de professions 4 à 8 = niveau de compétence 2

Tâches pratiques telles que la vente/les soins/le traitement de données et les tâches administratives/l'utilisation de machines et d'appareils électroniques/les services de sécurité/la conduite de véhicules

Grand groupe de professions 9 = niveau de compétence 1

Tâches physiques ou manuelles simples

Indice des salaires nominaux et réels selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2015–2016 (base 2015 = 100), ISS

TA 34

Branches économiques (NOGA08)		Salaires nominaux				Salaires réels			
		Indice (base 2015 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente		Indice (base 2015 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente	
		2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
05–96	Total	100	100,7	0,4	0,7	100,0	101,1	1,5	1,1
05–43	Secteur secondaire	100	100,4	0,5	0,4	100,0	100,9	1,6	0,9
05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	100	100,5	0,9	0,5	100,0	100,9	2,1	0,9
10–33	Industries manufacturières	100	100,5	0,7	0,5	100,0	100,9	1,9	0,9
10–12	Industries alimentaires et du tabac	100	99,8	0,9	–0,2	100,0	100,3	2,1	0,3
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	100	99,3	0,3	–0,7	100,0	99,7	1,4	–0,3
19–21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique	100	101,5	1,1	1,5	100,0	101,9	2,3	1,9
22–23	Industries du caoutchouc, du plastique et produits minéraux non métalliques	100	100,2	–0,7	0,2	100,0	100,6	0,4	0,6
24–25	Fabrication de produits métalliques	100	99,9	1,2	–0,1	100,0	100,4	2,3	0,4
26–27	Fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique, horlogerie	100	100,7	0,8	0,7	100,0	101,1	2,0	1,1
28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	100	100,9	0,1	0,9	100,0	101,3	1,2	1,3
31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	100	100,4	1,2	0,4	100,0	100,8	2,4	0,8
41–43	Construction	100	100,4	–0,2	0,4	100,0	100,8	0,9	0,8
45–96	Secteur tertiaire	100	100,8	0,3	0,8	100	101,2	1,5	1,2
45–47	Commerce	100	100,9	0,4	0,9	100	101,3	1,6	1,3
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	100	99,6	0,6	–0,4	100	100,0	1,8	0,0
46	Commerce de gros	100	101,7	0,1	1,7	100	102,2	1,2	2,2
47	Commerce de détail	100	100,5	0,7	0,5	100	100,9	1,9	0,9
49–53	Transports et courrier	100	100,1	0,7	0,1	100	100,5	1,8	0,5
49–52	Transports et entreposage	100	100,1	0,5	0,1	100	100,5	1,7	0,5
53	Activités de poste et de courrier	100	100,0	1,1	0,0	100	100,4	2,3	0,4
55–56	Hébergement et restauration	100	100,9	0,3	0,9	100	101,4	1,4	1,4
58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	100	100,5	0,0	0,5	100	100,9	1,2	0,9
58–61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	100	100,5	0,2	0,5	100	100,9	1,3	0,9
62–63	Activités informatiques et services d'information	100	100,5	–0,1	0,5	100	100,9	1,1	0,9
64–66	Activités financières et assurance	100	101,4	0,5	1,4	100	101,8	1,7	1,8
64 et 66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	100	101,6	0,7	1,6	100	102,1	1,8	2,1
65	Assurance	100	100,4	0,1	0,4	100	100,9	1,3	0,9
69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100	101,2	–0,2	1,2	100	101,6	0,9	1,6
77–82	Activités de services administratifs et de soutien	100	100,2	–0,2	0,2	100	100,6	1,0	0,6
84	Administration publique	100	100,7	0,1	0,7	100	101,2	1,3	1,2
85	Enseignement ¹	100	*	0,8	*	100	*	2,0	*
86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale	100	100,5	0,3	0,5	100	101,0	1,5	1,0
90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	100	101,2	0,5	1,2	100	101,6	1,7	1,6
Sexe	Hommes	100	100,6	0,3	0,6	100	101,0	1,5	1,0
	Femmes	100	100,8	0,5	0,8	100	101,3	1,7	1,3

Composantes du salaire: salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

¹ NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, etc.). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique, etc.)

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1976–2016, ISS

TA 35

Année	Salaires nominaux ¹						Prix à la consommation ²	Salaires réels						
	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente				Variation par rapport à l'année précédente	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1976	920	875	1 005	2,2	1,9	2,9	1,0	245	233	267	1,2	0,8	1,9	
1977	942	897	1 025	2,4	2,6	2,0	1,6	247	235	269	0,8	1,0	0,5	
1978	972	924	1 064	3,1	3,0	3,8	0,4	254	241	277	2,7	2,5	3,3	
1979	1 004	955	1 101	3,4	3,3	3,5	5,0	250	237	274	-1,5	-1,6	-1,4	
1980	1 058	1 005	1 162	5,3	5,2	5,6	3,6	254	241	279	1,6	1,6	1,9	
1981	1 124	1 067	1 239	6,3	6,2	6,6	7,3	251	238	277	-1,0	-1,0	-0,7	
1982	1 203	1 143	1 322	7,0	7,1	6,7	6,2	253	241	278	0,8	0,9	0,5	
1983	1 248	1 186	1 371	3,8	3,8	3,8	1,4	259	246	285	2,3	2,3	2,3	
1984	1 283	1 218	1 411	2,7	2,7	2,9	3,1	258	245	284	-0,4	-0,4	-0,2	
1985	1 323	1 256	1 459	3,1	3,1	3,4	3,0	259	246	285	0,2	0,1	0,4	
1986	1 370	1 300	1 516	3,6	3,5	3,9	0,4	267	253	295	3,2	3,2	3,5	
1987	1 403	1 330	1 557	2,4	2,3	2,7	2,0	268	254	298	0,4	0,3	0,7	
1988	1 452	1 375	1 615	3,4	3,4	3,7	1,8	273	258	303	1,7	1,6	1,9	
1989	1 507	1 427	1 680	3,8	3,8	4,0	3,6	274	259	304	0,2	0,2	0,4	
1990	1 595	1 511	1 775	5,9	5,9	5,7	6,4	272	257	302	-0,5	-0,5	-0,7	
1991	1 706	1 619	1 887	7,0	7,2	6,3	5,1	277	262	306	1,8	1,9	1,1	
1992	1 788	1 699	1 969	4,8	4,9	4,3	3,5	280	266	308	1,2	1,3	0,8	
1993	1 836	1 743	2 024	2,7	2,6	2,8	3,4	278	264	306	-0,7	-0,7	-0,5	
1994	1 862	1 769	2 051	1,5	1,5	1,4	0,9	280	265	308	0,5	0,6	0,4	
1995	1 887	1 789	2 087	1,3	1,1	1,8	1,8	279	264	307	-0,5	-0,6	0,0	
1996	1 910	1 811	2 117	1,3	1,2	1,4	0,8	280	265	309	0,5	0,4	0,6	
1997	1 919	1 818	2 130	0,5	0,4	0,6	0,5	280	265	310	0,0	-0,1	0,1	
1998	1 932	1 832	2 142	0,7	0,7	0,5	0,0	282	266	311	0,6	0,7	0,5	
1999	1 938	1 835	2 156	0,3	0,1	0,7	0,8	280	265	311	-0,5	-0,7	-0,1	
2000	1 963	1 856	2 190	1,3	1,2	1,6	1,6	279	264	311	-0,3	-0,4	0,0	
2001	2 011	1 902	2 245	2,5	2,5	2,5	1,0	284	268	316	1,5	1,5	1,5	
2002	2 047	1 933	2 296	1,8	1,6	2,3	0,6	287	270	321	1,1	1,0	1,6	
2003	2 076	1 958	2 334	1,4	1,3	1,7	0,6	289	272	324	0,8	0,7	1,0	
2004	2 095	1 975	2 360	0,9	0,9	1,1	0,8	289	272	325	0,1	0,1	0,3	
2005	2 115	1 992	2 386	1,0	0,9	1,1	1,2	289	271	325	-0,2	-0,3	-0,1	
2006	2 140	2 014	2 417	1,2	1,1	1,3	1,1	289	271	326	0,1	0,1	0,2	
2007	2 175	2 047	2 454	1,6	1,6	1,5	0,7	292	274	328	0,9	0,9	0,8	
2008	2 219	2 092	2 499	2,0	2,2	1,8	2,4	290	273	326	-0,4	-0,2	-0,6	
2009	2 266	2 136	2 552	2,1	2,1	2,1	-0,5	298	280	335	2,6	2,6	2,6	
2010	2 285	2 151	2 579	0,8	0,7	1,1	0,7	298	280	336	0,1	0,0	0,4	
2011	2 306	2 171	2 604	1,0	1,0	1,0	0,2	301	282	338	0,7	0,7	0,7	
2012	2 326	2 188	2 630	0,8	0,8	1,0	-0,7	305	286	344	1,5	1,5	1,7	
2013	2 343	2 204	2 648	0,7	0,8	0,7	-0,2	308	289	347	1,0	1,0	0,9	
2014	2 361	2 220	2 673	0,8	0,7	1,0	0,0	311	291	351	0,8	0,7	1,0	
2015	2 370	2 226	2 686	0,4	0,3	0,5	-1,1	315	296	357	1,5	1,5	1,7	
2016	2 386	2 239	2 709	0,7	0,6	0,8	-0,4	319	299	361	1,1	1,0	1,3	

¹ Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

² Jusqu'en 1993: indice des prix à la consommation au mois d'octobre. Dès 1994: variation annuelle moyenne en %.

**Accords salariaux conclus dans les conventions collectives de travail (CCT)¹,
selon les branches économiques, en 2016**

TA36

Branches économiques NOGA 2008			Accords sur les adaptations nominales des salaires effectifs ³		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux ³	
			Salarié(e)s assujetti(e)s ²	Adaptation salariale moyenne en %	Salarié(e)s assujetti(e)s ³	Adaptation salariale moyenne en %
Total			524 000	0,4	1 219 900	0,7
Secteur 1			300	0,0	900	0,0
A	1-3	Agriculture, sylviculture et pêche	300	0,0	900	0,0
Secteur 2			203 400	0,3	313 200	0,2
B	5-9	Industries extractives	X	X	X	X
C	10-33	Industrie manufacturière	97 500	0,0	145 000	0,4
	10-12	Industries alimentaires et du tabac	4 400	0,5	11 200	0,9
	13-15	Industries du textile et de l'habillement	1 500	0,0	1 900	0,0
	16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	18 300	0,0	43 400	0,0
	19-21	Industrie chimique et pharmaceutique	5 800	0,4	100	0,0
	22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	3 800	0,2	3 600	0,0
	24-25	Fabrication de produits métalliques	500	-1,7	18 400	0,0
	26	Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	52 100	0,0	53 500	0,3
	27	Fabrication d'équipements électriques ⁴	-	*	-	*
	28-30	Fabrication de machines et de matériels de transport	6 800	-0,5	10 000	1,2
	31-33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	4 100	0,4	2 900	5,5
D	35	Production et distribution d'énergie	2 100	0,7	1 300	0,1
E	36-39	Production et distribution d'eau; gestion des déchets	-	*	-	*
F	41-43	Construction	103 700	0,5	166 800	0,1
	41-42	Construction de bâtiments et génie civil	900	0,0	64 700	0,0
	43	Travaux de construction spécialisés	102 800	0,5	102 100	0,1
Secteur 3			320 300	0,5	750 600	0,7
G	45-47	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	116 300	0,2	120 500	0,9
	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	16 900	0,0	24 700	0,3
	46	Commerce de gros	4 700	0,5	4 600	2,4
	47	Commerce de détail	94 700	0,2	91 200	1,0
H	49-53	Transports et entreposage	76 800	1,3	14 200	0,4
	49-52	Transports terrestres, par eau, aériens et entreposage	44 600	1,4	14 200	0,4
	53	Activités de poste et de courrier	32 200	1,1	-	*
I	55-56	Hébergement et restauration	800	0,0	201 300	0,0
J	58-63	Information et communication	24 300	0,4	5 400	0,0
	58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	6 300	0,7	5 400	0,0
	61-63	Télécommunications, activités informatiques et services d'information	18 000	0,4	-	*
K	64-66	Activités financières et d'assurance	3 700	1,1	-	*
L	68	Activités immobilières	-	*	1 700	0,0
M	69-75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	600	0,4	4 800	1,5
N	77-82	Activités de services administratifs et de soutien	9 500	0,5	303 000	1,2
	77+ 79-82	Activités de services administratifs et de soutien	9 500	0,5	113 100	0,3
	78	Activités liées à l'emploi	-	*	189 900	1,8
O-P	84-85	Administration publique et enseignement.	15 100	0,1	14 700	0,1
Q	86-88	Santé humaine et action sociale	72 300	0,4	72 300	0,0
	86	Activités pour la santé humaine	50 600	0,5	50 600	-0,1
	87	Hébergement médico-social et social	17 000	0,0	17 000	0,0
	88	Action sociale sans hébergement	4 700	0,4	4 800	0,0
R	90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	900	0,6	1 800	0,8
S	94-96	Autres activités de services	-	*	10 900	2,4
Activités inclassables			-	*	155 300	2,0
		Activités inclassables ⁵	-	*	155 300	2,0

¹ CCT comptant au moins 100 assujettis. Une personne salariée assujettie à plusieurs CCT est comptée plusieurs fois

² En outre 105 600 personnes ont été concernées par des négociations salariales échouées

³ Personnes assujetties aux CCT où les salaires minimaux ont été adaptés. Non incluses 42 700 personnes assujetties à des CCT dont la grille de salaires minimaux a été modifiée dans sa structure ou qui en contiennent une pour la première fois (calcul d'adaptation impossible)

⁴ CCT sans dispositions salariales.

⁵ Employés de commerce et personnel de vente

Explication des signes : « X » non indiqué pour des raisons liées à la protection des données; « - » zéro; « * » non pertinent

Conventions collectives de travail (CCT) selon le type, le champ d'application, les salaires minimaux, la taille et le secteur économique, état au 1^{er} mars 2014, ECS

TA 37

	Conventions collectives de travail ¹ au total		Conventions collectives de travail avec dispositions normatives ^{1,2}		Conventions collectives de travail sans dispositions normatives ^{1,3}	
	Nombre de CCT ⁴	Salarié(e)s assujetti(e)s ^{4,5}	Nombre de CCT ⁴	Salarié(e)s assujetti(e)s ^{4,5}	Nombre de CCT ⁴	Salarié(e)s assujetti(e)s ^{4,5}
Total	602	1 975 100	588	1 788 500	14	186 600
Type de CCT						
CCT d'association	211	1 647 200	X	X	X	X
CCT d'entreprises ⁶	391	327 800	X	X	X	X
Champ application						
Champ d'application étendu ⁷	73	992 000	62	817 900	11	174 100
Champ d'application non étendu	529	983 100	526	970 600	3	12 500
CCT et salaires minimaux						
Avec salaires minimaux	507	1 697 400	507	1 697 400	–	–
dont recommandations	5	26 300	5	26 300	–	–
Sans salaires minimaux	95	277 600	81	91 100	14	186 600
Taille (Nombre d'assujetti(e)s)						
1–4 999	554	323 200	547	305 900	7	17 300
5 000–9 999	13	91 100	10	65 500	3	25 600
10 000–99 999	32	935 800	28	792 100	4	143 700
100 000 et plus	3	625 000	3	625 000	–	–
Sans indication	–	–	–	–	–	–
Secteur économique (NOGA 2008)						
Secteur primaire	5	900	5	900	–	–
Secteur secondaire	224	643 700	211	458 700	13	184 900
Secteur tertiaire	368	1 143 600	367	1 141 900	1	1 600
Inclassables ⁸	5	186 900	5	186 900	–	–

¹ Une CCT est un accord passé entre, d'une part, une (ou plusieurs) association(s) d'employeurs ou/et un (ou plusieurs) employeur(s) et, d'autre part, une (ou plusieurs) association(s) de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (dispositions semi-normatives); elle peut même être limitée à ces clauses.

² CCT contenant des dispositions normatives, soit des clauses liées à la conclusion, l'objet et la fin du contrat individuel de travail (durée du temps d'essai, salaires minimaux, durée du travail, vacances, allocations, délais de résiliation, etc.).

³ CCT contenant exclusivement des dispositions semi-normatives, soit des clauses telles que contributions à une caisse de compensation ou à un fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels, représentation des travailleurs dans l'entreprise, prévention des accidents, etc. Ces CCT recourent de manière générale le champ d'application (employeurs et travailleurs) d'autres CCT avec dispositions normatives et en vigueur dans la même branche économique.

⁴ CCT de base. Y compris les CCT sans indication du nombre de salarié(e)s assujetti(e)s. Sans les conventions complémentaires ou avenants à une CCT. D'un relevé à l'autre, une légère variation du nombre de CCT, liée à des changements structurels dans le domaine des conventions collectives de travail, peut engendrer des variations significatives en terme de nombre de personnes salariées assujetties.

⁵ Une personne salariée assujettie à plusieurs CCT est comptée plusieurs fois. Y compris les personnes salariées assujetties dans le domaine du travail temporaire (location de service).

⁶ Y compris les CCT d'administration publique. Sans les CCT internes d'entreprises (signées côté travailleurs uniquement par une commission d'entreprise).

⁷ CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs dans un domaine géographique et économique (activité, branche économique ou profession) donné.

⁸ Ce code ne fait pas partie de la NOGA (employés de commerce et personnel de vente).

Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, taux d'activité standardisé, taux d'activité par âge, part du temps partiel, 4^e trimestre 2016, ESPA/EUROSTAT¹

TA 38

	Taux d'activité standardisé (15 ans et +), en %			Taux d'activité par âge, en %				Part du temps partiel, en %		
	Total	Hommes	Femmes	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans	Total	Hommes	Femmes
Suisse	68,8	74,8	63,0	84,2	70,1	91,0	80,1	38,6	18,5	61,6
UE/AELE										
UE-28	57,8	64,3	51,6	73,1	41,5	86,0	68,2	20,4	10,0	32,6
UE-27	57,8	64,4	51,7	73,1	41,5	86,0	68,3	20,5	10,1	32,7
UE-15	58,2	64,3	52,4	74,0	43,8	86,1	70,0	23,8	11,4	38,3
Belgique	53,8	59,1	48,7	68,4	28,6	87,0	60,7	25,5	10,3	42,9
Bulgarie	52,7	59,0	47,0	68,0	22,8	81,2	65,7	2,2	2,0	2,4
République tchèque	60,2	68,5	52,4	75,7	32,5	88,6	72,6	6,9	3,3	11,4
Danemark	63,2	67,6	58,8	79,5	64,8	86,9	77,1	27,3	19,0	36,7
Allemagne	61,3	66,9	55,9	78,3	50,5	87,3	78,0	27,7	11,2	46,7
Estonie	62,1	70,1	55,3	76,7	42,6	86,9	76,1	11,4	7,4	15,7
Irlande	60,1	67,1	53,3	70,5	38,3	82,0	67,0	21,7	12,2	33,0
Grèce	51,9	59,6	44,7	67,9	24,8	86,6	56,8	10,3	7,2	14,5
Espagne	58,2	64,0	52,8	74,0	31,9	88,5	67,8	15,3	7,7	24,4
France	55,9	60,7	51,5	71,5	36,7	88,0	65,2	18,7	8,2	30,0
Croatie	51,3	57,9	45,2	65,7	37,1	83,6	53,3	5,7	5,0	6,7
Italie	49,9	59,6	40,9	65,5	27,4	78,4	62,5	19,0	8,8	33,2
Chypre	62,9	68,4	57,9	73,6	37,2	88,6	67,1	14,7	12,1	17,6
Lettonie	60,2	66,5	55,0	76,1	37,4	88,7	73,2	10,4	8,0	12,7
Lituanie	60,4	66,0	55,7	75,6	35,8	89,3	76,8	7,8	5,8	9,6
Luxembourg	59,5	64,8	54,1	70,7	31,0	88,8	58,5	19,6	6,7	35,0
Hongrie	56,1	64,7	48,5	70,7	33,1	86,3	63,2	5,2	3,4	7,3
Malte	54,9	66,8	43,1	69,1	51,5	83,5	54,5	14,6	7,0	26,5
Pays-Bas	64,0	69,4	58,7	79,6	67,6	87,5	74,4	50,3	28,0	76,2
Autriche	61,1	66,7	55,8	76,1	57,0	88,8	65,5	28,9	11,7	48,3
Pologne	56,3	65,1	48,3	69,0	34,0	85,8	58,4	7,2	4,6	10,5
Portugal	58,6	64,2	53,7	73,9	33,5	90,4	67,9	11,9	10,0	13,9
Roumanie	53,2	63,1	44,0	65,3	27,1	82,4	53,5	7,6	7,1	8,2
Slovénie	57,2	61,7	52,8	72,4	34,5	92,5	57,3	9,8	6,4	13,7
Slovaquie	60,2	68,3	52,6	72,0	34,3	86,9	65,6	6,2	4,6	8,2
Finlande	57,5	61,4	53,7	74,5	45,6	85,2	74,2	16,9	12,0	22,1
Suède	64,4	68,0	60,9	81,3	50,4	90,8	84,2	25,7	15,3	37,0
Royaume-Uni	63,0	68,5	57,7	77,4	58,8	86,3	73,2	26,7	13,4	41,7
Islande	83,1	86,8	79,4	88,5	78,2	92,8	87,3	26,3	14,8	39,2
Norvège	63,7	65,9	61,4	77,3	52,4	86,3	77,4	26,6	15,7	38,7

¹ Base de données Eurostat (état: avril 2017)

Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, actifs occupés selon le secteur économique, part d'indépendants et actifs occupés selon le niveau de formation, au 4^e trimestre 2016, ESPA/EUROSTAT¹

TA 39

	Part d'actifs occupés selon le secteur économique ² , en %			Part d'indépendants, en %	Actifs occupés 25-74 ans selon le niveau de formation ³ , en %		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire		Sans formation postobligatoire	Degré secondaire II	Degré tertiaire
Suisse	3,4	20,6	76,1	12,8	10,4	45,8	43,8
UE/AELE							
UE-28	4,2	24,1	71,7	14,6	17,3	47,0	35,7
UE-27	4,1	24,1	71,7	14,7	17,3	46,9	35,8
UE-15	2,7	22,2	75,0	14,4	19,5	43,4	37,1
Belgique	1,3	20,5	78,2	13,9	16,2	37,9	45,9
Bulgarie	6,3	30,1	63,6	10,9	9,7	56,7	33,6
République tchèque	2,9	38,2	58,8	16,9	3,9	71,0	25,1
Danemark	2,7	18,9	78,5	8,4	16,1	43,2	40,7
Allemagne	1,2	27,4	71,4	9,9	10,3	58,6	31,1
Estonie	3,8	28,6	67,6	8,9	9,2	49,8	41,0
Irlande	5,4	19,5	75,1	15,7	14,5	36,2	49,2
Grèce	12,2	15,2	72,6	30,3	23,0	40,4	36,5
Espagne	4,4	19,8	75,8	16,4	33,9	23,4	42,7
France	2,8	20,6	76,6	11,4	15,5	43,4	41,1
Croatie	7,7	26,1	66,2	12,2	10,8	58,6	30,6
Italie	4,1	25,9	70,0	22,4	31,8	46,1	22,1
Chypre	3,1	17,4	79,5	12,4	15,9	37,2	46,9
Lettonie	7,0	24,2	68,9	13,3	6,4	53,6	40,1
Lituanie	7,9	25,3	66,8	11,1	2,6	51,3	46,1
Luxembourg	(1,5)	10,8	87,7	9,5	18,1	33,0	48,9
Hongrie	4,8	30,7	64,4	10,2	12,0	60,6	27,4
Malte	1,6	20,3	78,1	13,8	42,8	29,8	27,4
Pays-Bas	2,3	16,4	81,3	16,6	17,5	41,4	41,0
Autriche	4,2	25,5	70,3	11,0	11,1	52,9	36,1
Pologne	10,2	31,5	58,3	18,0	4,9	59,7	35,4
Portugal	6,6	25,0	68,4	16,8	48,3	24,2	27,5
Roumanie	21,0	31,1	47,9	17,2	18,3	59,8	21,9
Slovénie	5,1	33,8	61,1	11,7	8,6	54,4	37,1
Slovaquie	2,8	36,6	60,6	15,7	4,3	70,8	24,9
Finlande	3,5	22,7	73,7	13,2	9,0	43,1	47,9
Suède	1,8	18,2	80,0	9,9	11,6	44,4	44,0
Royaume-Uni	1,2	18,3	80,5	15,1	16,7	37,4	45,9
Islande	3,5	17,4	79,1	11,4	18,6	38,7	42,7
Norvège	2,1	19,4	78,5	6,6	13,4	39,1	47,4

¹ Base de données Eurostat (état: avril 2017)

² NACE Rév. 2; Suisse: moyenne annuelle 2016

³ selon la nomenclature internationale CITE (Classification Internationale Type de l'Education).

Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, taux de chômage, chômeurs de longue durée et jeunes chômeurs au sens du BIT, salaires annuels, 4^e trimestre 2016, ESPA/EUROSTAT¹/ESS

TA 40

	Taux de chômage BIT en %			Jeunes chômeurs BIT (15–24 ans) en %	Chômeurs de longue durée BIT en %	Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps ² , en euro, 2010	Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps ² , en PAS 2010 ³
	Total	Hommes	Femmes				
Suisse	4,6	4,4	4,8	7,8	37,1	71 694	48 159
UE/AELE							
UE-28	8,2	8,1	8,5	18,1	46,6	34 016	34 016
UE-27	8,2	8,0	8,4	17,9	46,6	34 016	33 958
UE-15	8,8	8,6	9,0	18,2	47,1	...	...
Belgique	7,2	7,7	6,6	19,7	51,4	47 264	43 483
Bulgarie	6,7	6,8	6,5	17,4	57,9	5 795	12 107
République tchèque	3,6	3,0	4,2	10,8	39,2	12 734	19 991
Danemark	6,1	5,7	6,6	12,6	23,6	57 723	41 485
Allemagne	3,8	4,2	3,3	6,0	42,3	41 445	40 839
Estonie	6,6	7,2	6,0	(12,7)	37,9	14 057	18 590
Irlande	6,7	7,5	5,8	15,2	55,6	44 700	36 558
Grèce	23,6	19,9	28,2	45,2	71,8	22 511	26 350
Espagne	18,6	17,2	20,3	42,9	47,8	27 346	29 624
France	10,3	10,4	10,2	25,0	44,9	38 162	35 436
Croatie	13,4	12,2	14,9	35,4	49,2	...	...
Italie	12,2	11,3	13,4	40,7	57,2	34 938	33 944
Chypre	13,0	12,1	13,8	29,8	44,4	23 541	26 136
Lettonie	9,3	10,7	7,8	15,8	38,2	11 481	16 372
Lituanie	7,7	8,8	6,5	14,6	36,9	8 944	14 261
Luxembourg	5,9	6,2	5,6	16,6	31,8	56 675	47 059
Hongrie	4,4	4,4	4,5	11,6	45,6	10 556	18 348
Malte	4,2	3,7	5,1	(11,9)	39,7	21 420	26 483
Pays-Bas	5,4	4,9	6	10,1	42,6	43 188	39 326
Autriche	5,6	6,0	5,3	10,1	34,2	42 538	40 200
Pologne	5,6	5,4	5,7	16,0	33,9	11 733	21 013
Portugal	10,6	10,6	10,6	27,7	55,2	16 425	20 089
Roumanie	5,5	5,9	4,9	20,8	47,4	6 701	12 611
Slovénie	8,1	7,8	8,3	15,9	54,6	22 341	27 361
Slovaquie	9,1	8,6	9,8	21,3	59,3	12 495	18 428
Finlande	8,0	8,4	7,7	15,9	28,4	46 813	38 277
Suède	6,4	6,7	6,0	15,8	20,3	47 684	37 977
Royaume-Uni	4,6	4,7	4,4	12,1	26,2	40 784	33 569
Islande	2,5	2,4	2,7	5,7	...	47 323	40 097
Norvège	4,3	4,9	3,6	9,6	30,1	60 229	41 123

¹ Base de données Eurostat (état: février/avril 2017)

² Entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands (sections B à N de la NACE Rév.2). Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

³ Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

- 00 Bases statistiques et généralités
- 01 Population
- 02 Espace et environnement
- 03 Travail et rémunération
- 04 Économie nationale
- 05 Prix
- 06 Industrie et services
- 07 Agriculture et sylviculture
- 08 Énergie
- 09 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Mobilité et transports
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Sécurité sociale
- 14 Santé
- 15 Éducation et science
- 16 Culture, médias, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse



Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?



Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive



La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives



L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 3000 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.
www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Service de renseignements statistiques de l'OFS

058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2011–2017, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin, la dernière partie de cet ouvrage est constituée de divers tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

Commandes d'imprimés

Tél. 058 463 60 60
Fax 058 463 60 61
order@bfs.admin.ch

Prix

Fr. 30.– (TVA excl.)

Téléchargement

www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS

206-1702

ISBN

978-3-303-03286-2

La statistique www.la-statistique-compte.ch
compte pour vous.